

**Trente terroristes
présomés
arrêtés en Italie**

LIBRE PAGE 4.

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

2.20 F

Algérie, 1,30 DA ; Arabie, 2 dir. ; Tunisie, 2 m. ;
Allemagne, 1,40 DM ; Australie, 14 sch. ; Belgique,
17 f. ; Canada, 5,10 ; États-Unis, 220 F CFA ;
Danemark, 4,76 kr. ; Espagne, 50 pes. ; Grande-
Bretagne, 20 s. ; Grèce, 20 dr. ; Iran, 120 rls. ;
Italie, 200 l. ; Japon, 220 y. ; Liban, 17 l. ;
Norvège, 4 kr. ; Pays-Bas, 1,30 fl. ; Portugal,
30 esc. ; Suède, 220 F CFA ; Suisse, 2,75 fr. ;
Tchécoslovaquie, 20 sk. ; U.R.S.S., 25 kbs. ; Yougoslavie, 27 din.

Tout les documents page 30
5, RUE DES ITALIENS
75002 PARIS CEDEX 09
C.C.P. 4207-23 PARIS
Tél. : 246-72-23

Washington et ses alliés

**M. Carter se plaint de n'être pas soutenu
dans la crise
iranienne**

Une admonestation

M. Carter admoneste publiquement « quelques pays qui demandent la protection des États-Unis, mais rechignent devant les obligations d'une alliance ». Cette petite phrase, dans un discours de politique étrangère dont l'essentiel était une très vive attaque contre l'U.R.S.S., adresse, sur le ton d'un homme blessé par une défection, un reproche de taille aux alliés européens. Les États-Unis leur rappellent qu'il y a quelque chose de choquant à prétendre bénéficier des avantages d'un contrat tout en refusant d'en assumer les inconvénients quand l'occasion se présente.

Le chef de l'exécutif américain visitait bien évidemment les pays occidentaux — en particulier la France — qui ne sont nullement déshonorés de compromettre l'équilibre fragile de leur approvisionnement pétrolier en prenant des sanctions contre l'Iran.

Comme ses prédécesseurs en de semblables occasions, le président Carter a soin de rappeler que les alliés sont souverains et qu'ils agissent naturellement à leur propre initiative. Mais il a dû mal à admettre que leur réaction spontanée et immédiate ne soit pas de suivre les États-Unis dans une affaire — celle des otages — où ils ont très clairement le droit de leur côté.

Les Américains attendent un soutien à la fois total et concret. Ils n'ont jusqu'à présent obtenu ni l'un ni l'autre : à l'évidence, les alliés ne sont pas prêts à reprendre toutes les initiatives de Washington contre les autorités de Téhéran, et d'autre part, ils préfèrent, dans la mesure du possible, s'en tenir à des déclarations ou à des démarches diplomatiques, sans faire le pas qui serait par exemple le boycottage des avions et navires américains.

L'amertume du président américain est accrue par la teneur des Occidentaux en ce qui concerne les Jeux olympiques de Moscou. Les Allemands hésitent, tandis que les Français et les Italiens hésitent à laisser leurs athlètes libres de déterminer s'ils participeront ou non. Ces réticences ont pour effet d'encourager le comité olympique américain à faire la sourde oreille aux appels de M. Carter, si bien que le gouvernement tout entier doit se lancer dans une intense campagne de propagande et même recourir à des pressions déshonorantes sur des simples citoyens ou des sociétés infirmes, pour diverses raisons, au maintien des Jeux.

A ce propos, le président est revenu à la charge dans son discours de jeudi en rappelant le « parallèle frappant » qui existe, selon lui, entre les Jeux de Moscou et ceux de Berlin en 1936 et en citant à deux reprises un manuel soviétique pour démontrer quel bénéfice politique précède le Kremlin au-delà des Jeux. On connaît que, vues de Washington, dans le contexte de la partie de bras de fer qui se joue avec l'U.R.S.S., les hésitations des Européens apparaissent très gênantes. Certains membres de l'administration américaine usent d'un langage plus brutal que le président. Le secrétaire à l'Agriculture en particulier, devant la même audience que M. Carter, qualifie de « stratégies de salon » ceux qui n'apportent pas leur soutien à l'embargo sur les céréales destinées à l'U.R.S.S.

La double fonction qu'assume M. Carter, à la fois candidat en quête de suffrages et chef de l'État humilié par Téhéran, l'amène à durcir le ton. Plus diplomate par nature, les responsables du département d'État ont très favorablement accueilli l'initiative de la Communauté et se sont bien gardés de mettre l'accent sur ses insuffisances. Le geste de bonne volonté des Européens ne peut, bien évidemment, pas satisfaire l'opinion américaine, anxieuse et exaspérée. Il peut en revanche préparer des prises de position plus fermes au cas où l'Iran se montrerait insensible aux représentations qui lui sont faites.

Le président Carter a reproché, jeudi 10 avril, aux alliés des États-Unis leurs contradictions et leur manque de soutien dans l'affaire des otages de Téhéran. Le chef de l'exécutif américain a violemment pris à partie les autorités européennes qu'il a qualifiées d'« irresponsables », et a indiqué que les États-Unis ne reculeraient pas, au besoin, devant l'usage de la force pour obtenir la libération des otages.

M. Carter a, d'autre part, attaqué à nouveau l'U.R.S.S. à propos de l'Afghanistan.

De notre correspondant

Washington. — Comme M. Carter et d'autres responsables l'ont souligné à maintes reprises depuis trois mois, le durcissement de la politique étrangère américaine n'est pas un phénomène passager. Il n'avait jamais été affirmé avec autant de force que dans le discours prononcé par le président américain devant le congrès des rédacteurs en chef de journaux, jeudi 10 avril. M. Carter s'en est pris non seulement aux dirigeants soviétiques et iraniens, mais aussi, en termes bien entendus plus modérés, aux alliés coupables de ne pas partager la même vision que l'Amérique.

Dans un passage qui portait violemment la marque de M. Brzezinski, son conseiller pour les affaires étrangères, le président a d'abord dénoncé les répétées contradictions auxquelles doivent faire face les États-Unis.

MICHEL TATU.

(Lire la suite page 3.)

La tension à La Havane

**Les manifestations se multiplient
contre les adversaires du castrisme
réfugiés à l'ambassade du Pérou**

Les ministres des affaires étrangères des pays membres du Pacte andin — Venezuela, Colombie, Équateur, Pérou, Bolivie, — réunis à Lima, se sont séparés ce vendredi 11 avril après avoir décidé d'accueillir en principe une partie des dix mille réfugiés cubains regroupés à l'ambassade du Pérou, à La Havane. Mais leur déclaration finale précise que « la solution du problème créé par Cuba doit être trouvée à Cuba ». De leur côté, les États-Unis et l'Espagne envisagent de recevoir quelques centaines seulement de réfugiés.

Le sort des milliers de Cubains réfugiés à l'ambassade du Pérou risque donc de s'aggraver si les négociations pour leur départ traînent en longueur. Les risques d'épidémie augmentent, car les conditions sanitaires sont déplorables. En revanche, les réfugiés sont normalement ravitaillés par les autorités cubaines.

La tension monte d'autre part dans les rues de La Havane, où les manifestations contre les réfugiés se multiplient.

De notre envoyé spécial

La Havane. — Personne ne sait vraiment ce qui se passe à l'ambassade du Pérou, mais chacun en parle, peignant des tableaux à la fois dantesques et vraisemblables. Le cadre d'abord. La 5^e Avenue, parallèle à la mer cubine proche, est l'artère principale de Miramar, le quartier chic de la capitale. Grandes maisons coloniales, piscines, palmiers, pelouses : de Neuilly tropical, c'est abandonné par ceux qui l'habitaient avant 1959 et est, depuis vingt ans, le domaine des enfants et des diplomates.

Les demeures les plus luxueuses ont été transformées en écoles et en dortoirs pour bouillottes de la révolution. Les rues sont pleines aux cris des récrutements et aux slogans révolutionnaires. Les ambassades, elles, sont à la dévotion des groupes d'hommes et de femmes, souvent armés de bâtons.

« Nous sommes ici parce que la révolution a besoin de nous et nous resterons aussi longtemps que nous commanderont en chef les dirigeants », a peine arrivé le journaliste est entouré de quinze à vingt personnes qui parlent toutes en même temps. « Cette révolution n'est que la dernière des révolutions, des éléments antisociaux, la scorie de notre peuple, des gens qui ne veulent pas travailler pour le bien-être social. Nous sommes armés pour nous défendre. Si l'ennemi vient avec un costume, on ne peut tout de même pas le recevoir avec des fleurs ».

FRANCIS PISANI.

(Lire la suite page 6.)

La poussée d'inflation

- La hausse des prix s'accroît
- L'épargne continue à diminuer
- Alger veut relever les tarifs de son gaz

Dopée par la reprise de la consommation depuis l'automne dernier, l'économie française voit s'accroître présentement les menaces. Sur les prix d'abord : les dernières statistiques de l'INSEE traduisent une accélération des hausses, au stade du gros commerce à celui du détail. — La libération des prix faisant de plus en plus sentir ses effets. Ceux-ci s'ajoutent au renchérissement de l'énergie et de certaines matières premières, lié notamment à la montée du dollar depuis le début de l'année.

Les difficiles négociations entre Gaz de France et l'Algérie donnent d'ailleurs à penser que le prix des fournitures algériennes de gaz va monter sensiblement. Alger souhaitant obtenir 6,11 dollars par million d'unités horaires, au lieu d'environ 3 actuellement. Les livraisons entre l'Algérie et la France ne sont pas interrompues, mais sérieusement ralenties (Lire page 28 l'article de Bruno Desbordes).

La forte consommation, malgré un recul assez général du pouvoir d'achat, a entraîné une sérieuse baisse de l'épargne au premier trimestre. Le réseau de l'épargne signale même des retraits supérieurs aux dépôts en mars ; la Caisse des dépôts, moins pessimiste, estime que, dans l'ensemble des circuits collecteurs, les dépôts continuent cependant à l'emporter (Lire page 30).

Pour enrayer ce mouvement, le Conseil du crédit a étendu aux comptes sur livrets des banques le bénéfice de la prime de 1 % déjà accordée aux titulaires de livrets de caisse d'épargne. Il a également relevé de 1 % le taux de rendement actuariel annuel brut que ne doit pas dépasser la rémunération des comptes à terme et des fonds de caisse d'une durée d'un an ou plus et ne dépassant pas 100 000 F.

L'« effet libération »

L'inévitable est arrivé : la libération des prix par le gouvernement a considérablement accéléré les hausses. Rien que de très logique à cela ; les chefs d'entreprise qui retrouvent la liberté de fixer leurs tarifs poussent les étiquettes des produits au-dessus de la cote du marché — ou les ententes au sein de la profession — le permis de l'État. Il n'y aurait donc pas lieu de s'en étonner, n'était l'extraordinaire effort déployé depuis vingt mois par les pouvoirs publics pour convaincre l'opinion que la libération des prix en France n'entraînerait pas l'aggravation de l'inflation habituelle en pareille circonstance.

peu plus tard qu'à l'accoutumée. Il est vrai ; mais avec une ampleur qui commence à inquiéter sérieusement les responsables. Au-delà de l'exemple bien connu du pain (27 % de hausse en dix-huit mois), de nombreux cas sont particulièrement spectaculaires : 28 % de hausse en vingt mois sur la quincaillerie, 28 % sur les produits d'entretien et de soins, 23 % sur les automobiles (en moyenne), 22 % sur les articles de ménage, autant sur les pneus, 15 % sur le mobilier...

GILBERT MATHIEU.

(Lire la suite page 29.)

Les réfugiés de l'Ogaden ont une charge écrasante pour Mogadiscio

JEAN BOUTRON

De Mers el-Kébir à Londres

Jean BOUTRON est le seul officier de marine français qui, ayant vécu la tragédie de Mers el-Kébir, se soit rallié sans hésitation à la cause britannique. Absurdité de la guerre ? Peut-être. Logique d'une conscience ? Sûrement. Il aura ainsi vécu de l'intérieur les trois grands aspects de la guerre : la défaite, le combat clandestin et les forces françaises libres. C'est cette trajectoire unique, fruit d'un choix délibéré contre le cours des événements, qui l'a conduit de Mers el-Kébir à Londres.

Plon

LE MALI A BOUT DE SOUFFLE

Intervenant à l'occasion de la session du conseil national du parti unique qui vient de se tenir à Bamako, le général Moussa Traoré, président de la République du Mali, a reconnu que l'agitation scolaire, que connaît son pays depuis novembre dernier, « a dramatiquement mis à nu les faiblesses » du parti et « la démission de certains cadres politiques ».

I. — La révolte de « nos enfants »

De notre envoyé spécial
PHILIPPE DECRAENE

Bamako. — « Moussa ! Boukass », proclament quelques callots tandis que plusieurs centaines de lycéens se rassemblent en cour de récréation et conspuent longuement le général Moussa Traoré, pourtant officiellement élu l'année dernière président de la République du Mali, et à l'unanimité des suffrages exprimés moins huit voix. Pour la centième fois depuis quinze jours, ceux qu'à Bamako leurs parents surnomment « nos enfants » ont publiquement leur mépris à l'encontre d'un régime dont ils contestent de plus en plus la légitimité.

Comme à Bangui l'année dernière, comme à Antananarivo lors du « mai malgache » de 1972, écoliers et étudiants se trouvent à la pointe du combat contre l'ordre établi et font peser une grave menace de déstabilisation sur le régime en place. Douze ans après avoir évité le président Modibo Keita de la scène politique et l'avoir fait périr en prison, les militaires maliens, qui ont pourtant tenté un processus de libération, sont violemment à bout de souffle. En dépit des efforts du général Moussa Traoré pour mettre en place un nouveau parti, l'Union démocratique du peuple malien et de nouvelles instances démocratiques, l'insure du pouvoir fait brutalement son œuvre.

Depuis plusieurs semaines se renouvellent presque quotidiennement

Des véhicules légers et des camions militaires chargés d'hommes armés de Kalachnikov ou de fusils de fabrication française patrouillent en permanence dans les quartiers populaires. Équipés de casques noirs, des fantassins en tenue de combat, baïonnette au canon, protègent les accès de la maison de la radio et des principaux bâtiments publics, dont la maison du parti où se trouve le bureau du chef de l'État.

Chaque mercredi, le conseil des ministres siège sous la protection des soldats comme chaque jeudi, le Bureau exécutif central du parti unique, l'Armée malienne, qui fait preuve d'un manque étonnant de sang-froid face aux « enfants », bivouaque en plusieurs points de la capitale, notamment à proximité de l'avenue de l'Indépendance et à l'entrée du pont sur le Niger. Ce dernier permet en effet d'accéder de Badiabougou, la « colline du savoir », située sur la rive droite du fleuve à Koulikouba, la « colline du pouvoir » siège du gouvernement qui domine la rive gauche.

« La radio française a menti », nous dit un élève du lycée Askia-Mohammed. Il nous explique que Radio-France-International, poste

Dans un éditorial diffusé par Radio-Mali, les dirigeants maliens s'en sont pris d'autre part à Amnesty International qui a dénoncé la répression qui s'est abattue sur les lycéens et étudiants contestataires.

Notre envoyé spécial, Philippe Decraene, qui a récemment séjourné à Bamako, fait le point sur la situation politique et économique.

écouté lui de préférence à Radio-Mali et généralement très apprécié, a diffusé un communiqué gouvernemental faisant état de la reprise des cours au moment précis où commençait une nouvelle grève.

« Informez votre gouvernement », hurle un élève de l'École normale supérieure à l'adresse du personnel d'une ambassade africaine dans la façade est complètement lapidée. « Qui donc jouera ici le rôle de l'Armée française à Bangui l'an dernier ? », nous demande avec véhémence un enseignant du lycée technique, indiquant que « déjà un vent centrafricain souffle sur Bamako ».

(Lire la suite page 7.)

AU JOUR LE JOUR

Incroyable !

Lors des prochaines élections cantonales de Donnemarie-Donville, en Seine-et-Marne, seul un socialiste briguera pour la gauche le siège du conseiller général face au prétendant de la majorité, la fédération départementale du parti communiste estimant que « la meilleure façon de faire barrage à la droite est de présenter un candidat unique de la gauche ».

Alors que nous entendons parler depuis trois ans de la trahison et de l'incassable virage à droite du parti socialiste, voilà une initiative d'une audace et d'une originalité inédites, puisqu'elle implique que, dans un cadre encore strictement cantonal, le parti socialiste est à gauche de la droite : qui l'a fait cru ?

BERNARD CHAPUIS.

« LE PRÉ », un film des frères Taviani

Souvenir de Rossellini

Dans la salle d'un petit cinéma, à Florence, une jeune fille qui ressemble à Ingrid Bergman, telle qu'elle était à vingt-cinq ans, regarde un vieux film en noir et blanc : un petit garçon blond au visage triste sautille dans les ruines de Berlin puis se jette, du haut d'un mur, sur le pavé. Cette jeune fille, qui joue le personnage d'Eugénie dans « Le Pré » des frères Taviani, c'est Isabella Rossellini, la fille de Roberto et d'Ingrid Bergman ; le film qu'elle regarde, c'est « Allemagne année zéro » que son père tourna en 1947.

Trois ans avant « Le Pré », Vincente Minnelli, dans « Nina » (film qui n'a été présenté, en France, qu'à la télévision, sur FR 3), avait placé Isabella en religieuse, au

chevet d'Ingrid, « comtesse » mourante sur un lit d'hôpital. Ce n'était qu'une apparition pour faire constater cette prodigieuse ressemblance physique, cette présence fascinante d'actrice qui s'est transmise, de la mère à la fille, comme un don des dieux du spectacle. Pour les frères Taviani, Isabella, spectatrice d'« Allemagne année zéro », c'est bien autre chose que cette transmission de la beauté, du talent d'Ingrid Bergman dans l'image de sa fille tellement semblable à celle de sa jeunesse. C'est sans doute la clé de leur dernier film, ce film mal accueilli au Festival de Venise renaissant de ses cendres à la fin de l'été dernier.

JACQUES SICLIER.

(Lire la suite page 22.)



Le Monde

étranger

PROCHE-ORIENT

LA CRISE IRANIENNE

Washington et ses alliés

(Suite de la première page).

Le président Carter a déclaré : « On demande que nous extrayions un rôle dirigeant, mais chacun réclame en même temps sa propre indépendance dans l'action. Des pays demandent de l'aide, mais rejettent toute ingérence (...). Quelques-uns demandent une protection, mais ils rechignent devant les obligations d'une alliance. »

C'est d'abord à propos de l'affaire iranienne que M. Carter éprouve du ressentiment : « Supposer qu'il faut répondre à une agression seulement lorsqu'elle survient à votre porte équivaut à inviter à de nouvelles aventures et à risquer de très sérieuses erreurs de calcul. »

M. Carter a encore dit : « Si nous cherchions les avantages de la détente tout en ignorant les nécessités de la dissuasion, nous perdrons les avantages des deux. » Selon lui, « il est vital que le fardeau des sacrifices soit partagé entre nos alliés et d'autres pays, et non pas supporté par les seuls Américains. »

La réponse des alliés aux nouvelles sanctions prévues contre l'Iran fait, elle aussi, l'objet de commentaires fort peu enthousiastes : « Leur soutien a été effectif dans certaines occasions et, dans d'autres cas, nous avons été déçus », a dit M. Carter. Sans doute le président a-t-il pris note de la position des Neuf à Lisbonne, qu'il a citée sans commentaires. Il a aussi confirmé que

les Etats-Unis ont « suggéré » à leurs amis au moins deux mesures de rétorsion contre l'Iran : l'imposition des sanctions mentionnées par la résolution du Conseil de sécurité mise en vote en janvier et la réduction du personnel diplomatique, voire la rupture des relations avec Téhéran.

M. Carter a été par ailleurs plus sévère que jamais à l'adresse de l'I.R.I.S.S., accusée de « piéler de la manière la plus grossière » les droits de l'homme en Afghanistan, d'employer des « méthodes de terreur », de raser des villages entiers et d'utiliser des armes chimiques : c'est la première fois que cette action soit officiellement dénoncée de manière aussi officielle. Selon M. Carter, les Soviétiques envoient depuis une semaine environ des renforts de troupes en Afghanistan. Or, ce n'est qu'après un « retrait total » que les Etats-Unis seront prêts à participer à une négociation sur la neutralité de ce pays. Il faut donc se préparer à des « temps difficiles » pour des années. La seule concession à l'ancienne politique a porté sur le traité SALT, que le Carter espère toujours faire ratifier un jour et qu'il compte bien observer en attendant, pour peu que les Soviétiques fassent des concessions.

Les dirigeants iraniens ont été la seconde cible du président. Ils ont été qualifiés d'« irresponsables (...) incapables ou non désireux de tenir leurs promesses fréquentes et solennelles (...) manquant de la résolution nécessaire pour ramener l'ordre dans leur pays chaotique ». Ils accusent l'équipe au pouvoir à Téhéran d'être « un petit nombre de séducteurs participant à la lutte pour le pouvoir, et qui utilisent pour leur propre agissement les innocents citoyens américains ».

Conscient toutefois des menaces proférées par les militants de Téhéran, le président n'a pas parlé d'employer la force, sinon pour rappeler, en réponse à une question, que la loi internationale des troupes israéliennes justifie les actions pour la faire.

Le problème du Proche-Orient et la visite que M. Sadate vient d'effectuer à Washington ont été quelques peu éclipsés par les dernières actions contre l'Iran. M. Carter a justifié une fois de plus son attitude dans l'affaire de la réduction du Conseil de sécurité sur la question palestinienne, en rappelant qu'il n'en-

tend actuellement ni évoquer la question de Jérusalem ni demander à Israël de démanteler les colonies déjà créées en Cisjordanie. Ce n'est pas tout à fait l'avis du président égyptien, qui, parlant jeudi au National Press Club, a assuré que la question de Jérusalem devait recevoir « notre extrême attention » et a solennellement condamné les colonies comme « la pire formule de coexistence dans la région ». M. Sadate a invité Israël à « rendre la pareille » à l'esprit de généralité avec lequel l'Egypte a appliqué le traité de paix : il s'agit notamment que le gouvernement de Jérusalem libère des prisonniers palestiniens et facilite la réunion des familles. Il a confirmé en réponse à une question que l'idée de faire un nouveau voyage à Jérusalem pour parler au public israélien lui est venue il y a deux semaines. Il a réitéré ses « objections » à la contre-proposition de M. Begin, qui souhaitait s'adresser au Parlement égyptien.

La visite a été en tout cas présentée de part et d'autre comme essentiellement exploratoire en attendant l'arrivée de M. Begin lundi 14 avril. Selon M. Sadate, un accord s'est fait sur « certaines mesures spécifiques permettant d'augmenter les chances de succès » pour la création d'une autorité autonome gouvernant les Palestiniens. Mais ces mesures semblent relever surtout de la procédure. Les négociateurs des trois pays se réuniront à Washington à la fin de ce mois pour reprendre leurs entretiens bilatéraux. Une surveillance étroite de la part des Américains, M. Vance et éventuellement M. Carter se tenant prêts à intervenir si nécessaire. Pour le moment toutefois, les négociations de la campagne électorale interviennent plus que jamais les pressions contre le gouvernement de M. Begin. La récente opération des troupes israéliennes au Sud-Liban a été commentée avec une extrême prudence par les responsables du département d'Etat, ces derniers se refusant même à le qualifier d'invasion ou d'incursion. La seule note critique est que cette opération « pourrait compliquer la situation existant, la tension dans la région... »

MICHEL TATU.

RÉUNIS A LISBONNE

Les pays membres de la C.E.E. « arrêteront leur position en fonction de la réponse » de Téhéran à leur démarche

De notre correspondant

Lisbonne. — Réunis dans la capitale portugaise, le 10 avril, à l'occasion de la sixième séance du comité des ministres du Conseil de l'Europe, les ministres des affaires étrangères des pays de la C.E.E. ont décidé de charger leur ambassadeur à Téhéran d'une « démarche immédiate » auprès de M. Bani Sadr, afin de demander la libération des otages et d'obtenir des « précisions » et des « assurances » en ce qui concerne la date et les modalités de cette libération. Les Etats membres de la Communauté « arrêteront leur position et définiront leur attitude en fonction de la réponse qu'ils obtiendront des autorités iraniennes ». Ils ont dans le communiqué final, « Nos dernières éditions du 11 avril ».

Les neuf ministres des affaires étrangères « déplorent vivement » que les deux résolutions adoptées par le Conseil de sécurité des Nations unies, le 25 novembre et le 4 décembre 1979, enjoignant la libération du personnel de l'ambassade des Etats-Unis à Téhéran, soient demeurées jusqu'à présent sans effet. Ils rappellent que seul le veto de l'I.R.I.S.S. a empêché l'adoption par le Conseil de sécurité d'un projet prévoyant des mesures « sanctionnant le comportement inadmissible » des responsables iraniens ; ils regrettent profondément « l'échec des négociations engagées à l'initiative et sous l'égide » de M. Kurt Waldheim.

Volonté de condamnation, mais aussi prudence dans l'application des mesures concrètes : ces deux soucis ont dominé les débats du comité qui

s'est insurgé contre les « violations » des dispositions de la convention de Vienne sur les relations diplomatiques. Explicite cette position, le ministre portugais des affaires étrangères, M. Freitas do Amaral, a précisé qu'elle démontre « la solidarité morale et politique » des pays du Conseil de l'Europe avec les Etats-Unis. Selon lui, la « solidarité multilatérale » ne peut pas s'exprimer dans le cadre de l'organisation. « Cela relève de la responsabilité des gouvernements eux-mêmes », a-t-il ajouté.

Le comité s'est occupé d'autre part de la situation en Afghanistan, dont l'aggravation lui inspire une « profonde inquiétude ». Aussi a-t-il renouvelé sa demande de retrait total « immédiat et sans condition » des troupes soviétiques et exigé « la création de conditions permettant au peuple afghan de choisir librement et sans ingérence, ni pressions extérieures son propre avenir ».

Compte tenu de la situation internationale, le comité a décidé également de poursuivre la préparation de la conférence sur la sécurité et la coopération en Europe prévue pour le mois de novembre à Madrid, afin d'y affirmer son « attachement à l'esprit d'Helsinki » et de faire progresser la détente, « non seulement par des déclarations d'intention, mais aussi par des actes concrets ». Il a estimé en outre que le Conseil de l'Europe doit jouer un rôle plus actif dans la réduction des déséquilibres économiques et sociaux entre les Etats membres.

JOSE REBELO.

Les amants tragiques et le pétrole saoudien

De notre correspondant

Londres. — La diffusion, mercredi soir 9 avril, à la télévision anglaise d'une dramatique sur l'assassinat pour adultère d'une princesse saoudienne en 1977 a provoqué un sérieux refroidissement diplomatique entre Londres et Riyad ainsi qu'une vive polémique sur la scène politique britannique.

Des le 3 avril, les autorités saoudiennes avaient averti le gouvernement britannique que la programmation du film constituait une « insulte à la famille royale ». Londres avait réagi en renvoyant d'urgence à son poste son ambassadeur à Djeddah, alors en vacances, puis en exprimant à l'Arabie saoudite ses « profonds regrets ». Il n'en a pas fallu plus pour que plusieurs députés, travaillistes et conservateurs, accusent Lord Carrington, secrétaire au Foreign Office, de « rempart » devant les autorités saoudiennes ou de « s'agenouiller devant une bande de sadiques ». Surpris, le Foreign Office a expliqué, jeudi, la différence sémantique entre « regrets » et « excuses ».

La princesse Michael (dix-neuf ans), forcée à épouser un cousin, s'était enfuie à Beyrouth où elle avait rencontré un compatriote étudiant. Les deux jeunes gens, de retour en Arabie Saoudite, avaient été arrêtés et condamnés à mort. La princesse avait été exécutée publiquement et son compagnon décapité au sabre. Le film de deux heures

présenté par la chaîne commerciale A.T.V. montre la princesse et son amant, un jeune homme riche et séducteur, et dépeint sous un jour très la vie des femmes à la cour.

Le gouvernement saoudien avait également tenté de dissuader A.T.V. Une offre financière alléchante aurait même été faite. Seul résultat de cette intervention, une annonce en début de programme : « Il nous a été demandé de souligner que l'égalité de tous devant la loi est considérée comme capitale dans le monde musulman. »

En dépit de rumeurs alarmistes, il semble que l'Arabie Saoudite ait renoncé à des représailles économiques contre la Grande-Bretagne, l'un de ses principaux acheteurs de pétrole. Mais l'incident compromet les démarches de diplomates britanniques en faveur de l'épouse d'un chirurgien anglais, Mme Penny Arnot, condamnée à être fustigée en public pour avoir servi de l'alcool lors d'une réception.

Quatre siècles et demi plus tôt, les deux cultures auraient pu se connaître : Henry VIII venait de faire divorcer son épouse Anne Bolyn pour adultère. Aujourd'hui, les Britanniques estiment que leurs coutumes démocratiques, qui garantissent la liberté des médias, valent, tout autant que la loi coranique, un effort de compréhension.

(Mém.)

ASIE

Afghanistan

Selon l'agence Tass

Des « bandes de mercenaires » ont été anéanties

M. Swaran Singh, ancien ministre indien des affaires étrangères, s'est rendu, jeudi 10 avril, à Islamabad où il doit s'entretenir avec les dirigeants pakistanais de la situation afghane. M. Singh a déclaré qu'il n'était porteur d'aucune proposition précise de Mme Gandhi ; celle-ci s'est toutefois montrée favorable à la recherche d'une « solution régionale » à la crise.

D'autre part, à Washington, le président Sadate a affirmé, jeudi, devant le National Press Club que l'Egypte continuait d'aider la résistance afghane jusqu'à ce qu'elle libère son pays. Cette dernière continue de faire état de succès contre le régime de M. Karzai. Mais l'agence Tass affirme qu'une « importante bande de mercenaires afghans » a été « anéantie » dans la province de Kandahar et que deux autres « bandes » ont été « liquidées » dans la province de Zabul. Tass fait état de l'intervention de l'aviation et d'un détachement aéroporté, mais sans indiquer qu'il s'agit de troupes soviétiques.

Cambodge

QUARANTE-SIX RÉFUGIÉS ONT TROUVÉ LA MORT AU COURS D'UN AFFRONTEMENT ENTRE KHMERS SEREI

Quarante-six personnes ont été tuées et cent soixante-dix blessées au cours d'un affrontement qui s'est produit, jeudi 10 avril, dans le Camp 204, qui regroupe plusieurs dizaines de milliers de réfugiés khmers à la frontière cambodienne. Il s'agit essentiellement de civils pris entre deux feux. Environ dix mille réfugiés ont fui les combats entre groupes khmers Serei (nationalistes) rivaux et gagné le territoire thaïlandais, tandis qu'une vingtaine de milliers d'autres auraient cherché asile dans un autre camp de khmers Serei. Le tiers des huttes a été détruit par les combats et le camp est en grande partie déserté.

Depuis le 19 mars dernier, le Camp 204 est bombardé presque quotidiennement et des combats ont lieu entre factions rivales afin de s'assurer le contrôle du marché noir qui fleurit le long de la frontière. L'armée thaïlandaise a envoyé des renforts dans le secteur pour rétablir l'ordre et repousser l'afflux des réfugiés. — (A.F.P., Reuter, A.P.)

Japon

L'étrange démission d'un député malheureux au jeu

De notre correspondant

Tokyo. — Personnalité influente de la majorité libérale-démocratique de la Chambre des Représentants, M. Koichi Hamada a renoncé, jeudi 10 avril, à son mandat de parlementaire pour assumer sa responsabilité morale à la suite d'un scandale de dettes de jeu dans lequel il est impliqué. Cette affaire est, semble-t-il, liée au scandale Lockheed qui en 1978 força M. Tanaka, alors premier ministre, à démissionner.

La cas Hamada est significatif en ce qu'il illustre le fonctionnement de certains mécanismes de la vie parlementaire japonaise.

Les faits sont simples. En démissionnant, M. Hamada évite de compromettre devant une commission parlementaire pour « enquête et d'avis » est bien le « K. Hamada » qui en 1972 perdit à Las Vegas près de 1 million et demi de dollars et dont le nom est apparu au cours des quatre procès actuellement en cours à Tokyo concernant l'affaire Lockheed dont celui de M. Tanaka lui-même. Du déroulement de ces procès, il ressort que M. Oono, homme d'affaires proche de M. Tanaka et compromis comme ce dernier dans l'affaire Lockheed, aurait reçu 200 000 dollars de la firme aéronautique dont il se serait servi pour épargner une partie des dettes de jeu d'un certain « K. Hamada ». Sans reconnaître les faits, M. Hamada a cependant admis avoir perdu des sommes « substantielles » à Las Vegas.

Le clan Tanaka

Intéressant personnage est M. Hamada. C'est un député relativement jeune (cinquante et un ans) pour la vie politique japonaise. Elu de la circonscription de Chiba, près de Tokyo, il est connu pour ses relations avec le « milieu » nippon : dans le « pachinko » (appareil à sous) de Chiba, sa photo, accrochée au mur, garantit au propriétaire qu'il ne sera pas victime de racket. Membre, autrefois, du groupe « Saikankai » (Vents de printemps) d'extrême droite, il est puissant, « sait récolter des fonds » et est en outre connu pour être dans « langue de vipère ». Depuis l'arrivée au pouvoir de M. Ohira, il a toujours manœuvré en faveur de ce dernier. Il était, jusqu'au début du mois de mars, lorsque le scan-

dale éclata, le chef de la campagne électorale du P.L.D. pour les prochaines élections sénatoriales.

Au départ, le « clan Tanaka » défendait farouchement M. Hamada. Comme par hasard, ce fut M. Kanamaru, ancien directeur de l'Agence de défense, l'un des chefs de la faction Tanaka, qui fut chargé de l'enquête. Résultat de ses investigations : absence de preuves suffisantes à exiger que M. Hamada comparaisse devant la Diète.

Le semaine dernière s'est formée au sein du P.L.D. une ligue pour le réformes du parti majoritaire. Animée par MM. Fukuda et Miki, elle demande, entre autres, que l'on fasse la vérité sur l'affaire. Plus significative peut-être que les manœuvres des barons du P.L.D. est sans doute l'attitude de l'opposition.

A l'exception du P.C., les partis d'opposition ont été assez mous dans leur action contre M. Hamada. Ce dernier fut, en effet, pendant plusieurs années l'un des membres de la commission politique du P.L.D. à la Diète. Il était donc chargé de trouver, en coulisses, des compromis avec l'opposition pour permettre un fonctionnement en sursis des sessions parlementaires. Sous prétexte d'approfondir la compréhension entre la majorité et l'opposition et de parvenir à un consensus, M. Hamada invitait fréquemment ses collègues de gauche dans des restaurants de luxe, le « dialogue » étant ponctué de cadeaux et d'échanges de services.

M. Hamada sait donc beaucoup de choses sur les députés de l'opposition. Il pourrait révéler au grand jour la manière dont, concrètement, émerge, en politique, le fameux « consensus », ce que, ni à droite ni à gauche, on ne souhaite. En démissionnant, M. Hamada coupe court au scandale. Comme le souligne, jeudi, dans son éditorial, le journal Asahi, « la démission est la solution la plus courante au Japon pour étouffer une affaire gênante ».

L'avenir politique de M. Hamada ? Les habitants de Chiba, sa circonscription, pensent qu'il sera réélu aux prochaines élections.

PHILIPPE PONS.

Egypte

Un projet de loi « contre l'immoralité » suscite une vive opposition

De notre correspondant

Le Caire. — Depuis deux mois, la classe politique égyptienne est agitée par un projet de loi sur le comportement moral des citoyens, appelée encore « loi contre l'immoralité » ou bien « loi sur la honnêteté », selon la traduction littérale de son intitulé arabe cher, dit-on, au président Sadate.

Le texte, déjà approuvé par la formation majoritaire (90 % des sièges au Parlement), le Parti national démocratique, a pour but de « protéger les valeurs fondatrices de la société ». Seront passibles de la justice des Egyptiens « étant les enseignements diuins (...) appartenant à la domination d'une classe sociale sur les autres ou à la disparition d'une classe sociale (...) », domment publiquement le mariage exemple (il la jeunesse), diffusant des nouvelles fausses, etc.

Pour juger les contrevenants, serait créé un tribunal des valeurs composé d'un « procureur général social » désigné par le chef de l'Etat, de juges et de parlementaires. Les peines seraient limitées dans le temps (vingt ans au maximum) mais charnelles et rigoureuses, allant de la non-éligibilité aux organes politiques ou syndicaux à la défense de quitter le territoire et à la mise sous séquestre des biens, en passant par la résidence surveillée et l'interdiction de travailler.

La perspective des abus auxquels pourrait donner lieu l'application de ce texte ambigu aux connotations inquisitoriales a provoqué un tollé quasi général. Le ministre de la Justice lui-même a exprimé des réserves. Le Conseil d'Etat a rejeté à l'unanimité le projet de loi. Les trois mouvements de l'opposition légale ont agi de même à travers leurs publications respectives. L'ordre de la presse a estimé que « même en Union soviétique sans la parole » n'est pas plus depuis 1923. L'un des juristes égyptiens les plus considérés depuis l'époque du roi Farouk, M. Mostapha Mardy, a fait le serment, appuyé par des centaines d'avocats, de « lutter jusqu'à son dernier souffle contre la loi sur la honnêteté et elle-même une honte ». L'écrivain Naguib Mahfouz a déclaré : « Cette loi n'a aucune raison d'être. »

Seuls les fondamentalistes islamiques n'ont pas encore fait connaître leur opinion sur un

texte qui ne leur est favorable qu'en apparence. L'article condamnant « la formation de (...) ou l'appartenance à des organisations illégales (...) » menant l'unité nationale a été en effet directement les interprètes, le terme « unité nationale » désignant exclusivement dans le vocabulaire officiel égyptien la coexistence confessionnelle.

Au reste, les milieux informés du Caire croient savoir que c'est moins aux préceptes coraniques qu'aux Etats-Unis et à leurs conceptions sur « l'éthique » que le rais a pensé en suscitant ce projet de loi. L'Amérique de McCarthy sans doute ? Comme le tristement célèbre « commission américaine permanente d'enquête » la loi égyptienne sur « la moralité » n'est que le miroir de la morale de l'Occident, à l'exception d'un détail : tout citoyen n'affichait pas un parfait conformisme et éventuellement de briser sa carrière.

On a du mal à discerner les raisons qui, périodiquement depuis dix ans conduisent le rais, lequel, comme il aime souvent à le rappeler, a effectivement « vidés les prisons, fermés les camps de concentration et renoués aux Egyptiens le droit de leur de voir », à retourner, au moins sur le papier, aux méthodes draconniennes de son prédécesseur. Sans remonter plus loin, le président Sadate s'est doté en mai 1978, par une loi référendaire, d'un texte dit des « six principes démocratiques », qui vise également à assurer la « protection de l'unité nationale » et de la « paix sociale ». L'opération que leur application devait déclencher dans l'administration et dans la presse n'a jamais été entreprise.

Curieusement, dans le même temps, le pouvoir patronne, sous l'influence du jeune ministre d'Etat à l'information et à la culture, M. Moussou Assan, un projet de loi, d'une tout autre inspiration, concernant le statut des journaux. Selon des journalistes de l'opposition nassérienne, s'il était adopté, il faciliterait le régime le moins frustrant en matière de presse que l'Egypte ait connu depuis la révolution de 1952. Le gouvernement du président Sadate n'en finit pas d'être tiré, entre l'autoritarisme et l'ouverture.

J.-P. PERONCEL-HUGOZ.

EUROPE

Belgique

Les partis francophones exigent que le futur gouvernement donne la priorité à la régionalisation

De notre correspondant

Bruxelles. — Va-t-on vers la constitution d'un front commun francophone pour la lutte aux élections communales de 1982 ? Tout l'indique. Tandis que le roi poursuivait ses consultations en vue de résoudre la crise ouverte par la démission du cabinet Martens, les présidents des partis francophones se sont concertés le jeudi 10 avril.

A l'issue de la réunion, convoquée à l'initiative de M. André Coolx, chef des socialistes (M. Paul Vanden Boeynants (social-chrétien) a déclaré que les formations francophones avaient pris l'engagement de ne participer en aucun cas à un nouveau gouvernement « qui n'inscrirait pas la régionalisation à bref délai en tête de son programme », au même titre que les problèmes économiques et sociaux. Outre le P.S. et le P.S.C., qui appartiennent à la majorité sortante, trois partis de l'opposition sont donc devant les portes de l'engagement : le parti libéral de M. Jean Gol ; le Front des francophones bruxellois (F.F.B.) de Mme Antoinette Spaak ; et le Rassemblement wallon, de M. Henri Meunier.

Cette prise de position catégorique coupe court aux tentatives de certains sociaux-chrétiens flamands du C.V.P. et de leur président, M. Leo Tindemans, qui proposent de geler la régionalisation et de limiter l'action du futur cabinet aux problèmes économiques et sociaux, devenus particulièrement prépondérants.

Les présidents des partis francophones ont trouvé un allié

inattendu en la personne du premier ministre sortant, M. Martens, qui a déclaré, jeudi midi, à la radio, qu'il estimait lui aussi indispensable de régler rapidement le différend à propos du statut de Bruxelles. Le premier ministre n'hésite donc pas à contredire les porte-parole du parti qu'il a présidé pendant plusieurs années, jusqu'en avril 1979.

La division des partis flamands

Du côté néerlandophone, plusieurs voix se sont élevées en faveur de la création d'un « contre-bloc flamand ». Mais, de toute évidence, un front commun des partis de Flandre est impossible dans le climat actuel : les socialistes flamands sont en lutte ouverte avec le C.V.P. qu'ils accusent de vouloir dominer la Flandre et la Belgique. Les libéraux du nord du pays s'abstiennent prudemment de toute initiative qui pourrait compromettre leur participation à une nouvelle coalition. Quant au C.V.P., il ne cache plus ses divisions internes.

Le monde politique belge n'est pas unanime pour rejeter l'idée d'élections anticipées. Droite et gauche, Flamands et Wallons, proclament qu'un retour aux urnes ne modifierait pas le visage politique du pays et ne faciliterait donc en aucune manière la solution de la crise.

PIERRE DE VOS.

Italie

La police a arrêté trente terroristes présumés

De notre correspondant

Rome. — Trente personnes, soupçonnées d'appartenir aux Brigades rouges, ont été arrêtées, le jeudi 10 avril, à Turin, Milan, Biella, Ravenne et Empoli. C'est la quatrième opération spectaculaire conduite par les forces de l'ordre depuis le 18 décembre dernier. On peut y voir un nouveau succès du général des carabinieri, Carlo Alberto Chiosa, chargé par le gouvernement de coordonner la lutte antiterroriste dans le nord de l'Italie. Cette fois, les mandats d'arrêt ne concernent pas des chefs présumés de l'organisation clandestine, mais de simples militants ou des complices.

Pas un coup de feu n'a été tiré : les forces de l'ordre sont intervenues à l'aube, prenant par surprise les personnes recherchées et dévalant chez plusieurs d'entre elles différents matériels de communication ou de propagande. A Milan notamment, les carabinieri ont mis la main sur un émetteur de radio très perfectionné, ainsi que sur des bandes magnétiques contenant des messages des Brigades rouges, destinés sans doute à être diffusés par haut-parleurs.

Ce qui trappe surtout c'est la diversité de ces trente terroristes présumés. On compte parmi eux des ouvriers des techniques des employés, des universitaires... La plupart sont des militants d'extrême gauche, mais on compte aussi quelques anciens membres ou membres actuels du P.C.I., comme Claudio Chivalone, employé de la municipalité de Turin, qui a été immédiatement suspendu du parti.

Quelques noms retiennent l'attention. Celui de Mario Ognianelli, fils

de Mme Petra Krause, qui fut arrêtée en Suisse puis extradée et jugée en Italie ; celui de Liliana Lanzardo, sociologue turinoise, auteur d'un livre remarqué sur la classe ouvrière ; ou encore celui du professeur d'architecture Adriana Garizio, qui avait déjà été incarcéré en 1975.

Parmi les ouvriers arrêtés figurent des délégués ou ex-délégués syndicaux. Le plus connu est Angelo Parodi, membre du conseil d'usine de S.T. Siemens à Milan. Les carabinieri ont passé les menottes également à un certain Gianfranco Mattacchini, qui avait été licencié l'an dernier par Fiat, avec une soixantaine de ses camarades, pour « violence » commise dans les usines. La direction du groupe automobile avait ignoré alors les protestations des syndicats et s'était attiré de vives critiques. Elle jubile aujourd'hui : non seulement pour l'arrestation de Mattacchini, mais parce qu'un autre de ses camarades, en prison depuis le 28 mars, vient de faire des déclarations remarquées au tribunal de Biella : « Je suis un ouvrier communiste et révolutionnaire. J'appartiens aux Brigades rouges pour libérer ma classe du travail salarié », et de mettre dans le même sac les patrons, les carabinieri et les « berlingueriens ».

On estime désormais que la « colonne » piémontaise des Brigades rouges est défilée. Mais, malgré les nombreuses arrestations de ces derniers mois, tous les records du terrorisme ont été battus au cours du premier trimestre 1980. Le parti communiste a recensé trois cent quarante attentats durant cette période, dont dix-neuf assassinats.

ROBERT SOLE.

Naples n'est pas ingouvernable

nous déclare le maire de la ville

Une armée de trois cent soixante-dix mille chômeurs, le travail « au noir » et la contrebande, les potentats locaux et la Mafia, le « clientélisme », la spéculation, l'épidémie de choléra de 1975, et celle, mystérieuse, qui tua, il y a deux ans, une soixantaine d'enfants des quartiers les plus pauvres de la ville. Peut-on gouverner Naples ?

« Nous avons démontré qu'elle n'était pas ingouvernable... », répond son maire, M. Maurizio Valenzi, qui ajoute immédiatement avec un sourire : « bien qu'elle soit toujours sur le point de le devenir ».

De passage à Paris où il vient présenter son livre « Une mémoire locale », Naples et son maire (71), M. Valenzi, volubile, se moque de son passé stalinien comme on raille ses péchés de jeunesse, puis évoque avec émotion sa lutte contre le fascisme aux côtés de Togliatti. En 1975, il devient le premier maire communiste d'une grande ville du Sud.

« En cinq ans, dit-il, nous avons appris à gouverner, à connaître les rouages de la machine. Ses défauts, ses blocages. » Tâche délicate, dit-il, puisqu'il fallait leur compte non seulement du jeu des forces politiques, mais du fait que cette « société paralysée », qui vit à Naples dans « la philosophie de la débrouille » et échappe aux circuits normaux de la production, était peu désireuse qu'on vint mettre de l'ordre dans la maison.

« Lorsqu'on jette quelque chose à l'eau, il faut bien qu'il essaie de nager », dit M. Valenzi, pour expliquer sa tolérance envers une économie souterraine, plus développée que partout ailleurs en Italie. La ville exporte chaque année cinq millions de paires de gants, alors qu'aucune fabrique de gants n'y est recensée. La ville exporte chaque année quatre millions de paires de gants, alors qu'aucune fabrique de gants n'y est recensée. La ville exporte chaque année quatre millions de paires de gants, alors qu'aucune fabrique de gants n'y est recensée.

Quand la municipalité s'est attaquée à la spéculation foncière, elle s'est heurtée à la résistance des ouvriers qui travaillent « au noir » sur les chantiers illégaux et c'est, selon le maire de Naples, une des raisons du recul des voix

(1) « Une mémoire locale », Naples et son maire », Presses universitaires de France, 151 pages, 45 F.

Suède

Le gouvernement ordonne le chargement des neuvième et dixième réacteurs nucléaires

De notre correspondant

Stockholm. — Le gouvernement suédois a autorisé, jeudi 10 avril, le chargement en combustible de deux nouveaux réacteurs nucléaires : Ringhals-4 et Forsmark-2. Ces installations, d'une capacité de 900 mégawatts, ont été mises en service à la fin de 1979 et en 1980. L'autorisation n'est en principe valable que jusqu'en 1986, mais elle sera automatiquement prolongée si un nouvel accord sur le retraitement des déchets irradiés est conclu d'ici là entre la Suède et les pays voisins.

Depuis le référendum du 23 mars — les partisans du nucléaire l'avaient alors emporté avec 58 % des suffrages contre 38 % — le gouvernement bipartite suédois a donné la priorité à la mise en service de quatre nouveaux réacteurs, qui viendront s'ajouter aux six unités déjà en activité. Il semble que l'opposition, prise rapidement, n'ait pas provoqué, pour une fois, aucune dispute entre les trois partis de la majorité. Peu avant la consultation, le premier ministre socialiste, M. Thorbjörn Fälldin, qui menait campagne contre les centrales, avait laissé entendre qu'il s'opposerait au chargement des Ringhals-4 et Forsmark-2, les neuvième et dixième réacteurs du programme électro-nucléaire suédois (1). Mais, de toute évidence, il a choisi de mettre un terme à cette querelle, ce qui soulage ses partenaires libéraux et conservateurs.

Après avoir examiné les résultats du référendum, qui jugent très satisfaisant puisque un million huit cent mille Suédois ont quand même voté contre, les dirigeants centristes ont clairement fait savoir début avril que « le parti respecte le verdict des urnes et s'engage à appliquer démocratiquement la politique énergétique qui jouit du plus large soutien parmi les électeurs. Notre tâche au gouvernement sera désormais d'améliorer le statut des réacteurs, de développer des programmes d'économie d'énergie et d'accroître les recherches sur les énergies renouvelables pour que le nucléaire puisse être abandonné le plus rapidement possible ». On est loin des déclarations tracasantes faites par M. Fälldin en 1979, qui promettaient de « tout démanteler » et assuraient que « je ne changerai jamais d'avis. Ma conscience personnelle passe avant mes ambitions politiques. Gardez ces paroles en mémoire ». Depuis, il a été obligé de faire marche arrière. Le programme nucléaire a été légèrement freiné, mais il n'a jamais été vraiment remis en question.

(1) Bien n'a encore été décidé pour le onzième réacteur, Forsmark-3, actuellement en construction, et pour la douzième, Oskarshamn-3, dont les travaux n'ont pas encore commencé. Jusqu'à présent, la Suède a investi 21 milliards de couronnes (même somme en francs) dans son programme électro-nucléaire. Les premiers unités ont été mises en service depuis février 1972.

Au printemps de 1977, les centristes avaient fait voter la loi sur les conditions de la mise en service des réacteurs. Celle-ci dit que les compagnies propriétaires des centrales doivent, avant de mettre en service une centrale, présenter un dossier complet et satisfaisant, précisant notamment ce qu'elles entendent faire des combustibles irradiés et comment elles envisagent le stockage définitif des déchets retraités. Cette loi, qui pose des conditions très sévères, devait, selon le ministre de l'énergie de l'époque, M. Olof Johansson, signer l'arrêt de mort du nucléaire. Mais force est de constater que le gouvernement vient d'autoriser le chargement de deux nouveaux réacteurs ; autrement dit, ironise l'opposition, M. Fälldin estime que l'industrie a trouvé une solution entièrement satisfaisante à la gestion des déchets.

L'acceptation par les centristes du résultat du référendum devrait donc tendre à améliorer le climat politique suédois et faciliter le travail de la coalition. Il n'est pas impossible que la proposition de politique énergétique qui doit être soumise au Parlement prochainement soit adoptée à une très large majorité.

ALAIN DEBOVE.

Danemark

La population a commencé à diminuer

De notre correspondant

Copenhague. — Pour la première fois en deux cent onze ans, la population danoise a commencé à diminuer. Depuis le recensement de 1979, lorsque le royaume (le Slesvig compris) comptait 797 584 âmes, le nombre des habitants, en dépit des guerres et des grandes épidémies dont le choléra au XIX^e siècle, avait été constamment en augmentation. Or, au 1^{er} janvier 1980, la population était de 792 068 personnes, soit 5 516 de moins qu'un an auparavant. Ce déficit très modeste constitue cependant un indice intéressant : les experts avaient certes prévu un tel phénomène, mais ils le situaient au plus en 1990 ou vers la fin du siècle. Cette tendance, si elle devait se confirmer, bouleverserait tous les plans économiques, sociaux et culturels du gouvernement.

L'évolution de la pyramide d'âge est inquiétante aussi : en 1980, le pays comptait 487 747 habitants de plus de cinquante ans, en 1990 leur nombre a presque doublé : ils sont 924 000. En 1980, il y avait 1 150 366 habitants de moins de quinze ans, il y en a 70 000 en moins à présent. Si ce mouvement se poursuit, bientôt un Danois sur cinq sera retraité et il y aura de moins en moins d'adultes actifs.

La brusque diminution des naissances est due à plusieurs

facteurs conjugués. De 85 000 naissances annuelles environ au lendemain de la guerre, le nombre avait passé à 78 000 au début des années 60. L'appartenance de la plume sur le marché (1966-1967), suivie de la libéralisation de l'avortement en deux temps (1970 et 1972) a stabilisé le nombre annuel de naissances à 72 000 ; entre 1975 et 1978, il a diminué de 10 % environ et en 1977 il avoisinait les 60 000, alors que le nombre d'abortes légaux était de 27 000.

Plus de huit mille stérilisations par an

D'autre part, une loi, entrée en vigueur en 1973, avait autorisé les citoyens et citoyennes ayant plus de vingt-cinq ans à se faire librement stériliser. Actuellement, le nombre de stérilisations annuelles varie entre 8 000 et 9 000. Pour beaucoup de couples, la stérilisation est le moyen de contraception le plus sûr. Tout ceci n'empêche qu'un couple sur six soit involontairement stérile, ce qui explique des demandes d'adoption ne cessant d'augmenter.

Depuis 1972, les frontières danoises ont été fermées aux immigrants en dehors de ceux qui viennent des pays membres de la C.E.E. Les lois ont géré, par conséquent, le flux d'immigrants de leur droit de libre établissement. Or, récemment, les Danois ont recommencé à émigrer. L'instabilité politique et économique de leur pays, le gonflement des charges fiscales, la pesanteur d'une administration qui se fait de plus en plus lourde et étrange toutes les initiatives, les incitent à partir vers des pays où ils peuvent trouver de meilleures possibilités d'épanouissement. Ce ne sont pas seulement les retraités, comme c'était le cas il y a quelques années qui décident de s'installer sur une terre de soleil où ils pourront vivre à moindre coût, mais aussi des éléments plus jeunes et plus dynamiques. On évalue en ce moment à trois ou quatre par jour les familles qui partent définitivement pour l'Espagne, la France, la Suisse, les États-Unis ou l'Australie, souvent avec de jeunes enfants.

Dans ce tableau assez préoccupant, on trouve une note un peu plus gaie. Au cours de l'automne 1979, les communes des deux grandes îles situées au sud du Danemark (l'île de Lolland et l'île de Falster) ont connu un véritable bond en avant des naissances par rapport à 1978 (du simple au double et même parfois du simple au triple). Cette anomalie était due à l'hiver 1978-1979 : de terribles tempêtes de neige avaient à peu près complètement coupé pendant plusieurs jours et à plusieurs reprises cette région du reste du pays. Ces intempéries ont donc eu les mêmes conséquences que la célèbre panne d'électricité de New-York. Elles ont rapproché les couples ou empêché d'aller s'approvisionner en moyens contraceptifs.

CAMILLE OLSEN.

Espagne

M. Heribert Barrera est élu président du Parlement catalan

De notre correspondant

Madrid. — Le Parlement catalan a tenu sa session inaugurale le jeudi 10 avril à Barcelone. Il y a quarante ans que qu'il ne s'était pas réuni. En gagnant la guerre civile, Franco avait dissous toutes les institutions autonomes de la région.

L'émotion a régné dans l'hémicycle quand les cent trente-cinq députés élus, le 20 mars dernier, sont assis devant les tribunes locales : M. Josep Tarradellas, le président de la Généralité provisoire, qui a prononcé le discours d'ouverture, le capitaine général de la Catalogne, les gouverneurs des quatre provinces, Barcelone, Tarragone, Gérone, Lérida et le maire de la capitale, le socialiste Narcís Serra.

C'est le secrétaire général du vieux parti nationaliste Esquerra republicana (Gauche républicaine), M. Heribert Barrera, qui a été élu président de l'Assemblée législative. Il a triomphé à une large majorité du candidat présenté par le parti communiste. Agé de soixante-trois ans, M. Heribert Barrera a passé une grande partie de sa vie exilé en France. Docteur en sciences physiques de la Sorbonne, il a été professeur à l'université de Montpellier et chercheur au C.N.R.S. Depuis 1970, il enseigne la chimie inorganique à l'université de Barcelone, sa ville natale. Il a été élu en 1974 au Parlement général d'Esquerra republicana.

Depuis son entrée sur la scène politique locale, il a manifesté une attitude inconditionnelle à la personne de M. Tarradellas qui a été le premier secrétaire général de son parti. Si l'élection de Barrera n'a pas soulevé d'opposition, celle-ci n'a pas été présentée par le parti communiste. Mais avec quarante-trois sièges, l'Esquerra républicana est loin de détenir la majorité. C'est pourquoi M. Pujol a tenté dès le lendemain du scrutin de conclure une alliance avec les socialistes et union à la droite. Mais les élections législatives de mars, mais avec quarante-trois sièges, l'Esquerra républicana est loin de détenir la majorité. C'est pourquoi M. Pujol a tenté dès le lendemain du scrutin de conclure une alliance avec les socialistes et union à la droite. Mais les élections législatives de mars, mais avec quarante-trois sièges, l'Esquerra républicana est loin de détenir la majorité. C'est pourquoi M. Pujol a tenté dès le lendemain du scrutin de conclure une alliance avec les socialistes et union à la droite. Mais les élections législatives de mars, mais avec quarante-trois sièges, l'Esquerra républicana est loin de détenir la majorité. C'est pourquoi M. Pujol a tenté dès le lendemain du scrutin de conclure une alliance avec les socialistes et union à la droite. Mais les élections législatives de mars, mais avec quarante-trois sièges, l'Esquerra républicana est loin de détenir la majorité. C'est pourquoi M. Pujol a tenté dès le lendemain du scrutin de conclure une alliance avec les socialistes et union à la droite. Mais les élections législatives de mars, mais avec quarante-trois sièges, l'Esquerra républicana est loin de détenir la majorité. C'est pourquoi M. Pujol a tenté dès le lendemain du scrutin de conclure une alliance avec les socialistes et union à la droite. Mais les élections législatives de mars, mais avec quarante-trois sièges, l'Esquerra républicana est loin de détenir la majorité. C'est pourquoi M. Pujol a tenté dès le lendemain du scrutin de conclure une alliance avec les socialistes et union à la droite. Mais les élections législatives de mars, mais avec quarante-trois sièges, l'Esquerra républicana est loin de détenir la majorité. C'est pourquoi M. Pujol a tenté dès le lendemain du scrutin de conclure une alliance avec les socialistes et union à la droite. Mais les élections législatives de mars, mais avec quarante-trois sièges, l'Esquerra républicana est loin de détenir la majorité. C'est pourquoi M. Pujol a tenté dès le lendemain du scrutin de conclure une alliance avec les socialistes et union à la droite. Mais les élections législatives de mars, mais avec quarante-trois sièges, l'Esquerra républicana est loin de détenir la majorité. C'est pourquoi M. Pujol a tenté dès le lendemain du scrutin de conclure une alliance avec les socialistes et union à la droite. Mais les élections législatives de mars, mais avec quarante-trois sièges, l'Esquerra républicana est loin de détenir la majorité. C'est pourquoi M. Pujol a tenté dès le lendemain du scrutin de conclure une alliance avec les socialistes et union à la droite. Mais les élections législatives de mars, mais avec quarante-trois sièges, l'Esquerra républicana est loin de détenir la majorité. C'est pourquoi M. Pujol a tenté dès le lendemain du scrutin de conclure une alliance avec les socialistes et union à la droite. Mais les élections législatives de mars, mais avec quarante-trois sièges, l'Esquerra républicana est loin de détenir la majorité. C'est pourquoi M. Pujol a tenté dès le lendemain du scrutin de conclure une alliance avec les socialistes et union à la droite. Mais les élections législatives de mars, mais avec quarante-trois sièges, l'Esquerra républicana est loin de détenir la majorité. C'est pourquoi M. Pujol a tenté dès le lendemain du scrutin de conclure une alliance avec les socialistes et union à la droite. Mais les élections législatives de mars, mais avec quarante-trois sièges, l'Esquerra républicana est loin de détenir la majorité. C'est pourquoi M. Pujol a tenté dès le lendemain du scrutin de conclure une alliance avec les socialistes et union à la droite. Mais les élections législatives de mars, mais avec quarante-trois sièges, l'Esquerra républicana est loin de détenir la majorité. C'est pourquoi M. Pujol a tenté dès le lendemain du scrutin de conclure une alliance avec les socialistes et union à la droite. Mais les élections législatives de mars, mais avec quarante-trois sièges, l'Esquerra républicana est loin de détenir la majorité. C'est pourquoi M. Pujol a tenté dès le lendemain du scrutin de conclure une alliance avec les socialistes et union à la droite. Mais les élections législatives de mars, mais avec quarante-trois sièges, l'Esquerra républicana est loin de détenir la majorité. C'est pourquoi M. Pujol a tenté dès le lendemain du scrutin de conclure une alliance avec les socialistes et union à la droite. Mais les élections législatives de mars, mais avec quarante-trois sièges, l'Esquerra républicana est loin de détenir la majorité. C'est pourquoi M. Pujol a tenté dès le lendemain du scrutin de conclure une alliance avec les socialistes et union à la droite. Mais les élections législatives de mars, mais avec quarante-trois sièges, l'Esquerra républicana est loin de détenir la majorité. C'est pourquoi M. Pujol a tenté dès le lendemain du scrutin de conclure une alliance avec les socialistes et union à la droite. Mais les élections législatives de mars, mais avec quarante-trois sièges, l'Esquerra républicana est loin de détenir la majorité. C'est pourquoi M. Pujol a tenté dès le lendemain du scrutin de conclure une alliance avec les socialistes et union à la droite. Mais les élections législatives de mars, mais avec quarante-trois sièges, l'Esquerra républicana est loin de détenir la majorité. C'est pourquoi M. Pujol a tenté dès le lendemain du scrutin de conclure une alliance avec les socialistes et union à la droite. Mais les élections législatives de mars, mais avec quarante-trois sièges, l'Esquerra républicana est loin de détenir la majorité. C'est pourquoi M. Pujol a tenté dès le lendemain du scrutin de conclure une alliance avec les socialistes et union à la droite. Mais les élections législatives de mars, mais avec quarante-trois sièges, l'Esquerra républicana est loin de détenir la majorité. C'est pourquoi M. Pujol a tenté dès le lendemain du scrutin de conclure une alliance avec les socialistes et union à la droite. Mais les élections législatives de mars, mais avec quarante-trois sièges, l'Esquerra républicana est loin de détenir la majorité. C'est pourquoi M. Pujol a tenté dès le lendemain du scrutin de conclure une alliance avec les socialistes et union à la droite. Mais les élections législatives de mars, mais avec quarante-trois sièges, l'Esquerra républicana est loin de détenir la majorité. C'est pourquoi M. Pujol a tenté dès le lendemain du scrutin de conclure une alliance avec les socialistes et union à la droite. Mais les élections législatives de mars, mais avec quarante-trois sièges, l'Esquerra républicana est loin de détenir la majorité. C'est pourquoi M. Pujol a tenté dès le lendemain du scrutin de conclure une alliance avec les socialistes et union à la droite. Mais les élections législatives de mars, mais avec quarante-trois sièges, l'Esquerra républicana est loin de détenir la majorité. C'est pourquoi M. Pujol a tenté dès le lendemain du scrutin de conclure une alliance avec les socialistes et union à la droite. Mais les élections législatives de mars, mais avec quarante-trois sièges, l'Esquerra républicana est loin de détenir la majorité. C'est pourquoi M. Pujol a tenté dès le lendemain du scrutin de conclure une alliance avec les socialistes et union à la droite. Mais les élections législatives de mars, mais avec quarante-trois sièges, l'Esquerra républicana est loin de détenir la majorité. C'est pourquoi M. Pujol a tenté dès le lendemain du scrutin de conclure une alliance avec les socialistes et union à la droite. Mais les élections législatives de mars, mais avec quarante-trois sièges, l'Esquerra républicana est loin de détenir la majorité. C'est pourquoi M. Pujol a tenté dès le lendemain du scrutin de conclure une alliance avec les socialistes et union à la droite. Mais les élections législatives de mars, mais avec quarante-trois sièges, l'Esquerra républicana est loin de détenir la majorité. C'est pourquoi M. Pujol a tenté dès le lendemain du scrutin de conclure une alliance avec les socialistes et union à la droite. Mais les élections législatives de mars, mais avec quarante-trois sièges, l'Esquerra républicana est loin de détenir la majorité. C'est pourquoi M. Pujol a tenté dès le lendemain du scrutin de conclure une alliance avec les socialistes et union à la droite. Mais les élections législatives de mars, mais avec quarante-trois sièges, l'Esquerra républicana est loin de détenir la majorité. C'est pourquoi M. Pujol a tenté dès le lendemain du scrutin de conclure une alliance avec les socialistes et union à la droite. Mais les élections législatives de mars, mais avec quarante-trois sièges, l'Esquerra républicana est loin de détenir la majorité. C'est pourquoi M. Pujol a tenté dès le lendemain du scrutin de conclure une alliance avec les socialistes et union à la droite. Mais les élections législatives de mars, mais avec quarante-trois sièges, l'Esquerra républicana est loin de détenir la majorité. C'est pourquoi M. Pujol a tenté dès le lendemain du scrutin de conclure une alliance avec les socialistes et union à la droite. Mais les élections législatives de mars, mais avec quarante-trois sièges, l'Esquerra républicana est loin de détenir la majorité. C'est pourquoi M. Pujol a tenté dès le lendemain du scrutin de conclure une alliance avec les socialistes et union à la droite. Mais les élections législatives de mars, mais avec quarante-trois sièges, l'Esquerra républicana est loin de détenir la majorité. C'est pourquoi M. Pujol a tenté dès le lendemain du scrutin de conclure une alliance avec les socialistes et union à la droite. Mais les élections législatives de mars, mais avec quarante-trois sièges, l'Esquerra républicana est loin de détenir la majorité. C'est pourquoi M. Pujol a tenté dès le lendemain du scrutin de conclure une alliance avec les socialistes et union à la droite. Mais les élections législatives de mars, mais avec quarante-trois sièges, l'Esquerra républicana est loin de détenir la majorité. C'est pourquoi M. Pujol a tenté dès le lendemain du scrutin de conclure une alliance avec les socialistes et union à la droite. Mais les élections législatives de mars, mais avec quarante-trois sièges, l'Esquerra républicana est loin de détenir la majorité. C'est pourquoi M. Pujol a tenté dès le lendemain du scrutin de conclure une alliance avec les socialistes et union à la droite. Mais les élections législatives de mars, mais avec quarante-trois sièges, l'Esquerra républicana est loin de détenir la majorité. C'est pourquoi M. Pujol a tenté dès le lendemain du scrutin de conclure une alliance avec les socialistes et union à la droite. Mais les élections législatives de mars, mais avec quarante-trois sièges, l'Esquerra républicana est loin de détenir la majorité. C'est pourquoi M. Pujol a tenté dès le lendemain du scrutin de conclure une alliance avec les socialistes et union à la droite. Mais les élections législatives de mars, mais avec quarante-trois sièges, l'Esquerra républicana est loin de détenir la majorité. C'est pourquoi M. Pujol a tenté dès le lendemain du scrutin de conclure une alliance avec les socialistes et union à la droite. Mais les élections législatives de mars, mais avec quarante-trois sièges, l'Esquerra républicana est loin de détenir la majorité. C'est pourquoi M. Pujol a tenté dès le lendemain du scrutin de conclure une alliance avec les socialistes et union à la droite. Mais les élections législatives de mars, mais avec quarante-trois sièges, l'Esquerra républicana est loin de détenir la majorité. C'est pourquoi M. Pujol a tenté dès le lendemain du scrutin de conclure une alliance avec les socialistes et union à la droite. Mais les élections législatives de mars, mais avec quarante-trois sièges, l'Esquerra républicana est loin de détenir la majorité. C'est pourquoi M. Pujol a tenté dès le lendemain du scrutin de conclure une alliance avec les socialistes et union à la droite. Mais les élections législatives de mars, mais avec quarante-trois sièges, l'Esquerra républicana est loin de détenir la majorité. C'est pourquoi M. Pujol a tenté dès le lendemain du scrutin de conclure une alliance avec les socialistes et union à la droite. Mais les élections législatives de mars, mais avec quarante-trois sièges, l'Esquerra républicana est loin de détenir la majorité. C'est pourquoi M. Pujol a tenté dès le lendemain du scrutin de conclure une alliance avec les socialistes et union à la droite. Mais les élections législatives de mars, mais avec quarante-trois sièges, l'Esquerra républicana est loin de détenir la majorité. C'est pourquoi M. Pujol a tenté dès le lendemain du scrutin de conclure une alliance avec les socialistes et union à la droite. Mais les élections législatives de mars, mais avec quarante-trois sièges, l'Esquerra républicana est loin de détenir la majorité. C'est pourquoi M. Pujol a tenté dès le lendemain du scrutin de conclure une alliance avec les socialistes et union à la droite. Mais les élections législatives de mars, mais avec quarante-trois sièges, l'Esquerra républicana est loin de détenir la majorité. C'est pourquoi M. Pujol a tenté dès le lendemain du scrutin de conclure une alliance avec les socialistes et union à la droite. Mais les élections législatives de mars, mais avec quarante-trois sièges, l'Esquerra républicana est loin de détenir la majorité. C'est pourquoi M. Pujol a tenté dès le lendemain du scrutin de conclure une alliance avec les socialistes et union à la droite. Mais les élections législatives de mars, mais avec quarante-trois sièges, l'Esquerra républicana est loin de détenir la majorité. C'est pourquoi M. Pujol a tenté dès le lendemain du scrutin de conclure une alliance avec les socialistes et union à la droite. Mais les élections législatives de mars, mais avec quarante-trois sièges, l'Esquerra républicana est loin de détenir la majorité. C'est pourquoi M. Pujol a tenté dès le lendemain du scrutin de conclure une alliance avec les socialistes et union à la droite. Mais les élections législatives de mars, mais avec quarante-trois sièges, l'Esquerra républicana est loin de détenir la majorité. C'est pourquoi M. Pujol a tenté dès le lendemain du scrutin de conclure une alliance avec les socialistes et union à la droite. Mais les élections législatives de mars, mais avec quarante-trois sièges, l'Esquerra républicana est loin de détenir la majorité. C'est pourquoi M. Pujol a tenté dès le lendemain du scrutin de conclure une alliance avec les socialistes et union à la droite. Mais les élections législatives de mars, mais avec quarante-trois sièges, l'Esquerra républicana est loin de détenir la majorité. C'est pourquoi M. Pujol a tenté dès le lendemain du scrutin de conclure une alliance avec les socialistes et union à la droite. Mais les élections législatives de mars, mais avec quarante-trois sièges, l'Esquerra républicana est loin de détenir la majorité. C'est pourquoi M. Pujol a tenté dès le lendemain du scrutin de conclure une alliance avec les socialistes et union à la droite. Mais les élections législatives de mars, mais avec quarante-trois sièges, l'Esquerra républicana est loin de détenir la majorité. C'est pourquoi M. Pujol a tenté dès le lendemain du scrutin de conclure une alliance avec les socialistes et union à la droite. Mais les élections législatives de mars, mais avec quarante-trois sièges, l'Esquerra républicana est loin de détenir la majorité. C'est pourquoi M. Pujol a tenté dès le lendemain du scrutin de conclure une alliance avec les socialistes et union à la droite. Mais les élections législatives de mars, mais avec quarante-trois sièges, l'Esquerra républicana est loin de détenir la majorité. C'est pourquoi M. Pujol a tenté dès le lendemain du scrutin de conclure une alliance avec les socialistes et union à la droite. Mais les élections législatives de mars, mais avec quarante-trois sièges, l'Esquerra républicana est loin de détenir la majorité. C'est pourquoi M. Pujol a tenté dès le lendemain du scrutin de conclure une alliance avec les socialistes et union à la droite. Mais les élections législatives de mars, mais avec quarante-trois sièges, l'Esquerra républicana est loin de détenir la majorité. C'est pourquoi M. Pujol a tenté dès le lendemain du scrutin de conclure une alliance avec les socialistes et union à la droite. Mais les élections législatives de mars, mais avec quarante-trois sièges, l'Esquerra républicana est loin de détenir la majorité. C'est pourquoi M. Pujol a tenté dès le lendemain du scrutin de conclure une alliance avec les socialistes et union à la droite. Mais les élections législatives de mars, mais avec quarante-trois sièges, l'Esquerra républicana est loin de détenir la majorité. C'est pourquoi M. Pujol a tenté dès le lendemain du scrutin de conclure une alliance avec les socialistes et union à la droite. Mais les élections législatives de mars, mais avec quarante-trois sièges, l'Esquerra républicana est loin de détenir la majorité. C'est pourquoi M. Pujol a tenté dès le lendemain du scrutin de conclure une alliance avec les socialistes et union à la droite. Mais les élections législatives de mars, mais avec quarante-trois sièges, l'Esquerra républicana est loin de détenir la majorité. C'est pourquoi M. Pujol a tenté dès le lendemain du scrutin de conclure une alliance avec les socialistes et union à la droite. Mais les élections législatives de mars, mais avec quarante-trois sièges, l'Esquerra républicana est loin de détenir la majorité. C'est pourquoi M. Pujol a tenté dès le lendemain du scrutin de conclure une alliance avec les socialistes et union à la droite. Mais les élections législatives de mars, mais avec quarante-trois sièges, l'Esquerra républicana est loin de détenir la majorité. C'est pourquoi M. Pujol a tenté dès le lendemain du scrutin de conclure une alliance avec les socialistes et union à la droite. Mais les élections législatives de mars, mais avec quarante-trois sièges, l'Esquerra républicana est loin de détenir la majorité. C'est pourquoi M. Pujol a tenté dès le lendemain du scrutin de conclure une alliance avec les socialistes et union à la droite. Mais les élections législatives de mars, mais avec quarante-trois sièges, l'Esquerra républicana est loin de détenir la majorité. C'est pourquoi M. Pujol a tenté dès le lendemain du scrutin de conclure une alliance avec les socialistes et union à la droite. Mais les élections législatives de mars, mais avec quarante-trois sièges, l'Esquerra républicana est loin de détenir la majorité. C'est pourquoi M. Pujol a tenté dès le lendemain du scrutin de conclure une alliance avec les socialistes et union à la droite. Mais les élections législatives de mars, mais avec quarante-trois sièges, l'Esquerra républicana est loin de détenir la majorité. C'est pourquoi M. Pujol a tenté dès le lendemain du scrutin de conclure une alliance avec les socialistes et union à la droite. Mais les élections législatives de mars, mais avec quarante-trois sièges, l'Esquerra républicana est loin de détenir la majorité. C'est pourquoi M. Pujol a tenté dès le lendemain du scrutin de conclure une alliance avec les socialistes et union à la droite. Mais les élections législatives de mars, mais avec quarante-trois sièges, l'Esquerra républicana est loin de détenir la majorité. C'est pourquoi M. Pujol a tenté dès le lendemain du scrutin de conclure une alliance avec les socialistes et union à la droite. Mais les élections législatives de mars, mais avec quarante-trois sièges, l'Esquerra républicana est loin de détenir la majorité. C'est pourquoi M. Pujol a tenté dès le lendemain du scrutin de conclure une alliance avec les socialistes et union à la droite. Mais les élections législatives de mars, mais avec quarante-trois sièges, l'Esquerra républicana est loin de détenir la majorité. C'est pourquoi M. Pujol a tenté dès le lendemain du scrutin de conclure une alliance avec les socialistes et union à la droite. Mais les élections législatives de mars, mais avec quarante-trois sièges, l'Esquerra républicana est loin de détenir la majorité. C'est pourquoi M. Pujol a tenté dès le lendemain du scrutin de conclure une alliance avec les socialistes et union à la droite. Mais les élections législatives de mars, mais avec quarante-trois sièges, l'Esquerra républicana est loin de détenir la majorité. C'est pourquoi M. Pujol a tenté dès le lendemain du scrutin de conclure une alliance avec les socialistes et union à la droite. Mais les élections législatives de mars, mais avec quarante-trois sièges, l'Esquerra républicana est loin de détenir la majorité. C'est pourquoi M. Pujol a tenté dès le lendemain du scrutin de conclure une alliance avec les socialistes et union à la droite. Mais les élections législatives de mars, mais avec quarante-trois sièges, l'Esquerra républicana est loin de détenir la majorité. C'est pourquoi M. Pujol a tenté dès le lendemain du scrutin de conclure une alliance avec les socialistes et union à la droite. Mais les élections législatives de mars, mais avec quarante-trois sièges, l'Esquerra républicana est loin de détenir la majorité. C'est pourquoi M. Pujol a tenté dès le lendemain du scrutin de conclure une alliance avec les socialist

Naples n'est pas ingouvernable

EXCLUSIF



POUR LA PREMIERE FOIS

MARIE FRANCE GARAUD PARLE

- Chirac ne percevait sans doute pas la manière dont Giscard progressait...
- Pompidou-de Gaulle: l'éternel drame du fils et du père...
- 1974: Messmer avait des chances, Chaban s'y est opposé...
- Marchais: le passé de ceux qui exercent un rôle de premier plan n'est pas indifférent...

CETTE SEMAINE DANS

L'EXPRESS

L'EXPRESS: LE CŒUR DE L'ESSENTIEL, LES COULEURS DE L'INATTENDU.

M. Meribert Barrera est élu
président du Parlement cotti

AMÉRIQUES

Cuba

Tension à La Havane

(Suite de la première page).

Les récents les plus extravagants circulent sur ce que l'on sait, plus souvent encore sur ce que l'on imagine de la vie à l'intérieur de l'ambassade. Les chiffres à eux seuls invitent au délire : six à dix mille personnes enfilées en plein soleil sur 2 000 mètres carrés avec, en prime, la peur, la haine, la faim, les maladies, les passions de tous ordres.

« Ils dorment sur leurs excréments, ils se battent entre eux,

mais effraie de régler les problèmes que la bureaucratie a tant de mal à surmonter.

Une troisième attitude, réservée aux discussions entre amis, se résume à une constatation qui habite sans doute bien des têtes : la situation est sérieuse, un révolutionnaire honnête doit réfléchir à tout ce qu'impliquent ces événements inattendus. Pour l'honneur de la rue, l'ambassade du Pérou avec ses réfugiés est une sorte de fucelle dont il ne sait



(Dessin de PLANTU.)

ils refusent la nourriture que nous leur donnons. Ils n'utilisent pas les latrines, ils se débarrassent de la grille ; ils sont dans la pire détresse que l'on puisse imaginer. Nous venons même d'apprendre que plusieurs enfants avaient été violés, garçons et filles.

La combativité et l'humour

Sept jours après que le gouvernement ait retiré la garde nationale qui, normalement, protège les ambassades, La Havane se manifeste sur le pied de guerre. Pas d'heure sans une manifestation : cinquante, quatre-vingts, cent personnes, souvent des jeunes ; ils vont faire le tour du pâté de maisons en hurlant : « Que se passe-t-il ? (Qu'is es en gñien) » sur un rythme qui rappelle celui du cha-cha-cha. La radio diffuse des messages envoyés par les usines, les bureaux, les écoles, les C.D.R. Les calicots fleurissent un peu partout sur le même thème : « Le socialisme sera plus facile à construire sans ceux qui n'en veulent pas. » La machine est en marche, mais elle n'a pas atteint sa pleine vitesse, pour la simple raison que les Cubains, dans leur immense majorité, n'ont pas encore compris ce qui se passe. En

pas encore comment se défaire. Un fucelle au Pérou, le dévouement vers Cuba, d'un avion américain par un Noir californien, « victime des persécutions religieuses et politiques ». Ils révélaient encore que depuis une semaine le nombre des vols dans La Havane a baissé de 55 %.

Ces articles sont lus et commentés avec intérêt. Mais, si les chiffres « parlent », comme dit Gramscian, l'organe du P.C. cubain, ils n'apportent pas toutes les réponses aux problèmes que l'on se pose à La Havane.

FRANCIS PISANI.

● La France n'envisage pas de prendre des dispositions particulières à l'égard des réfugiés cubains à La Havane. Elle examinera chaque demande de visa conformément à la réglementation en vigueur, indique-t-on. Ce n'est qu'après le 11 avril, au quel d'Orsay, jusqu'à présent, l'ambassade de France à La Havane a reçu quelques dizaines d'appels téléphoniques de Cubains, mais aucune demande de visa formelle, précise-t-on au ministère des affaires étrangères.

On fait remarquer que les réfugiés cubains semblent plus intéressés par les États-Unis et les pays de langue espagnole qu'ils trouvent déjà nombre de leurs compatriotes. La France, compte deux cent soixante-huit Cubains imatriculés et trente-neuf autres, réfugiés et apatrides, enregistrés à l'Office français de protection des réfugiés apatrides (OFPRA), sur un total d'environ cent cinquante mille réfugiés politiques.

Canada

UN DÉPUTÉ QUÉBÉCOIS JUGE « CHOQUANTE » LA DÉCLARATION DE M. ROCARD

Montréal (A.F.P.). — M. Jean-Noël Lavioie, député libéral à l'Assemblée nationale québécoise, a annoncé mercredi 9 avril avoir envoyé une lettre de protestation à M. Michel Rocard dénonçant l'intervention du député des Yvelines dans la campagne référendaire au Québec (Le Monde du 3 avril). Les vues contenues dans la lettre de M. Rocard sont « déplorables, incorrectes et même incongrues », votre choquantes de par leur manque d'objectivité, spécialement de la part d'un leader politique étranger », écrit M. Lavioie, ancien président de l'Assemblée du Québec et de l'Association internationale des parlementaires de langue française (A.I.P.L.F.).

M. Rocard avait exprimé son appui à la souveraineté du Québec et à son association économique avec le Canada dans un texte adressé à titre personnel à M. Claude Morin, ministre québécois des affaires intergouvernementales, en octobre dernier. Ce message, rendu public par le quotidien de Montréal La Presse le 29 mars, a suscité une polémique.

A TRAVERS LE MONDE

Brésil

● LA GREVE DES METALLURGISTES DES FAUBOURGS DE SÃO PAULO a pris, jeudi 10 avril, un nouveau tour avec le lancement d'une campagne nationale de solidarité. Plusieurs dizaines de milliers de métallos, de São Paulo, ont décidé de poursuivre la grève entamée le 1^{er} avril, et, maintenant, pris la forme d'un défi au régime pour qu'il modifie radicalement sa politique salariale et la législation du travail. Les grandes entreprises du secteur automobile de São Paulo (Volkswagen, Ford, Mercedes

Benz, Saab, Scania et Chrysler) demeurent, jeudi, totalement paralysées. — (A.F.P.)

Chine

● LA CHINE A DÉMENTI, jeudi 10 avril, avoir établi des relations diplomatiques avec la Bolivie, comme l'avait annoncé dimanche à La Paz M. Julio Cárter, alors ministre des affaires étrangères (Le Monde du 9 avril). Ce dernier, qui devait être remplacé dans ses fonctions le lendemain, avait fait sa déclaration alors que le général Ruben Rocha, commandant de l'armée bolivienne, était en visite à Taiwan. — (A.F.P.)

El Salvador

● LES CADAVRES DE ONZE JEUNES GENS, âgés de dix-huit à vingt-deux ans, ont été découverts vendredi 11 avril sur le bord d'une route dans le département de San-Miguel à l'est de San-Salvador. Tous les jeunes gens ont été tués par balles. Le cadavre de l'un d'eux avait été pendu à un pont, précise-t-on de même source. Aucun indice n'a permis d'établir l'identité de leurs meurtriers. — (Reuters)

Hongrie

● M. SANDOR BORBELY a été nommé commandant en chef des milices ouvrières et promu au rang de général de division. Cette nomination, annon-

cée le 10 avril à Budapest, confirme cependant la courbe descendante de la carrière de M. Borbely, relevé, le 20 mars dernier, de ses fonctions de secrétaire du comité central pour les affaires d'ouvrier hongrois. — (A.F.P.)

Libéria

● LIBÉRATION DE TREIZE OPPOSANTS. — Treize membres du parti d'opposition interdit Progressive People's Party (P.P.P.) ont été libérés jeudi 10 avril après avoir été reconnus innocents de « trahisons » ou de « trahisons », a annoncé le ministre libérien de la justice, M. Joseph Chasson. Soixante-seize autres membres du P.P.P. dont le président, M. Gabriel Baccus Matthews, sont toujours détenus. Dix-sept autres sont recherchés. — (A.F.P.)

Maroc

● LE DIRECTEUR GENERAL DE L'UNESCO M. M'Bow a été reçu, jeudi 10 avril, par le roi Hassan II, à Rabat. M. M'Bow a indiqué l'intention d'être porté sur l'appel international qu'il a lancé, mercredi, pour la sauvegarde, la préservation et la réhabilitation de la ville de Tanger. Les problèmes de la coopération internationale dans le cadre de l'UNESCO et la préparation de la célébration de l'événement du cinquantième anniversaire de l'adoption de la Charte de l'Organisation ont également été abordés. — (A.F.P.)

Portugal

● LE GENERAL ANTONIO SOARES CARNEIRO sera le candidat des partis de l'opposition démocratique (majorité parlementaire) au centre droit à l'élection présidentielle de décembre prochain, a-t-on appris, jeudi 10 avril, à Lisbonne. Les réformateurs, représentés à l'Assemblée par cinq députés, ont toutefois annoncé qu'ils appuieraient une éventuelle nouvelle candidature de l'actuel président, le général Antonio Ramalho Eanes. Une telle décision pourrait provoquer des remous au sein de la majorité parlementaire. Le général Soares Carneiro est considéré comme proche de l'aile la plus conservatrice de l'armée portugaise. — (A.F.P.)

Thaïlande

● L'EXPLOSION D'UNE GRENADE dans un cinéma en plein air a fait onze morts et plus de vingt blessés dans la province de Trat dans le sud-est de la Thaïlande a-t-on appris à Bangkok ce vendredi 11 avril. — (Reuters)

Zambie

● PLAINTE A L'ONU CONTRE PRETORIA. — La Zambie a ouvert, jeudi 10 avril, le débat au Conseil de sécurité des

Nations unies en accusant l'Afrique du Sud de maintenir plusieurs centaines de soldats sur son territoire et de violer quotidiennement son espace aérien à partir de la Namibie. Dans une lettre adressée au Conseil de sécurité, publiée jeudi au Cap, M. P. Botha, ministre sud-africain des affaires étrangères, déclare que c'est la Zambie qui devrait se trouver en position d'accusée. L'Afrique du Sud n'a pas eu d'autre choix que de prendre des mesures de préservation contre l'agression commise depuis le territoire zambien », assure M. Botha. — (Reuters)

basil davidson
L'AFRIQUE AU XX^e SIECLE
Félicité et combats du continent africain
vient de paraître
éditions j.a.
CHEZ VOTRE LIBRAIRE

AFRIQUE

LA REVENDICATION CULTURELLE BERBÈRE

Les autorités accusent les étudiants contestataires d'être manipulés de l'étranger

De notre correspondant

Alger. — Le tir est maintenant réglé : les étudiants en grève à Alger et à Tizi-Ouzou pour réclamer une « culture nationale authentiquement populaire, faisant place notamment au patri-moine et à la langue berbère », agissent comme des ennemis de la révolution. Ils sont « manipulés par des forces réactionnaires liées aux intérêts impérialistes néo-colonialistes » qui tentent, péle-mêle, de « saper l'unité nationale, l'attachement au peuple algérien, son engagement à édifier une société socialiste ». Cet extrait d'un « appel » publié jeudi 10 avril par l'Union nationale de la jeunesse algérienne (U.N.J.A.) donne une idée du ton de la campagne lancée par les autorités pour déconsidérer les grévistes dans l'opinion. La manifestation organisée lundi à Paris est qualifiée dans le même texte de « tentative d'occupation de notre ambassade ». L'action des contestataires dit enfin l'U.N.J.A., « s'ajoute aux « provocations de toutes natures orchestrées par l'impérialisme ».

Ces arguments ont été repris et développés lors d'un vaste meeting organisé jeudi à Tizi-Ouzou à l'issue d'une « marche » dans les principales rues de la ville. La télévision a longuement rendu compte de cette manifestation dans la soirée. Les participants, au nombre de plusieurs milliers, brandissaient des portraits géants du président Chadli Bendjedid et de nombreuses banderoles proclamant en arabe et même parfois en français : « Une seule langue, un seul peuple », « Non à la réaction », « Non au néo-colonialisme culturel ». Les différents orateurs, wali (préfet), commissaire national du parti F.L.N. et chefs de secteur militaire de Tizi-Ouzou, ont appelé l'auditoire à serrer les

Algérie

Visite d'une délégation de parlementaires américains

De notre correspondant

Alger. — Une délégation de parlementaires américains dirigée par M. Clément Zablocki, président de la commission des affaires étrangères de la chambre des représentants vient de passer trois jours en Algérie dans le cadre d'une tournée commencée à Madrid, poursuivie à Rabat, et qui s'achève à Tunis. Deux des membres de la délégation, MM. Wyche Fowler (démocrate, Georgie) et Gilles Long (démocrate, Louisiane) se sont rendus, mercredi, à Tindouf où ils ont visité les camps de réfugiés sahraouis et se sont longuement entretenus avec M. Mohamed Lamine, « premier ministre » de la R.A.S.D.

Il s'agissait, ont-ils précisé à leur retour, jeudi à Alger, d'un simple voyage d'information sans signification politique. Il faut cependant à la visite qu'avait effectuée, le 10 février, M. Andrew Young, l'ancien ambassadeur des États-Unis à l'ONU. M. Fowler avait mis son passage au Maroc à profit pour se rendre à El Aloun afin d'établir les propos incorrectement rapportés, selon lui, par la presse saharienne. Avant de partir pour Tunis, le quatrième membre de la délégation, M. David Bower (démocrate, Mississippi) a tenu à réaffirmer la position des États-Unis après la rupture des relations diplomatiques avec Washington. Commentant la « Jeunesse algérienne », M. Carter, « El Moudjahid » estime que la « crise franco-américaine illustre, une nouvelle fois, la volonté des États-Unis de persister dans leur politique de pillage des richesses du tiers-monde et qu'ils ne reculent devant aucun moyen, y compris l'agression armée et le chantage à l'indépendance, pour maintenir leur domination ». — D. J.

Tunisie

Le procès de Gaïsa

LE POURVOI EN CASSATION DES CONDAMNÉS A MORT EST REJETÉ

Tunis (A.F.P.). — La Chambre spéciale de cassation de la cour tunisienne de sûreté de l'État a rejeté le pourvoi en cassation présenté par les treize condamnés à mort dans le procès des auteurs de l'attentat contre Gaïsa, après en avoir été saisi par le président Bourguiba.

La Cour de sûreté de l'État avait prononcé le 27 mars dernier, quinze condamnations à mort, dont deux par contumace à l'encontre des principaux membres du commando.

Plusieurs démarches en faveur des condamnés à mort ont eu lieu ces derniers jours. A Paris, une soixantaine de personnalités françaises avaient adressé une lettre au président de la Cour de cassation et au ministre de la Justice, demandant de « faire tout ce qui est en son pouvoir » pour que soit cassé le verdict de la Cour de sûreté de l'État.

D'autre part, une centaine de personnes ont manifesté, jeudi 10 avril, à proximité du consulat de Tunisie, pour protester contre les condamnations à mort. Tous se sont dispersés au bout d'une heure sans incidents.

A Tunis, le comité fondateur du Mouvement des démocrates

socialistes, dont le chef de file est M. Ahmed Mestiri, ancien ministre, estime que, après le procès de Gaïsa, « il est nécessaire d'accomplir un geste de clémence, qui serait conforme aux traditions de notre pays et à son prestige dans le monde ».

Cependant, plusieurs lettres et télégrammes nous sont parvenus de Tunisie, dont les auteurs approuvent le verdict du procès de Gaïsa et attirent l'attention sur les victimes du commando lors de l'attentat de la cité minière. Plusieurs de ces lettres émanent de lecteurs ou de lectrices de Gaïsa, dont un parent proche, « été tué au cours de l'attentat ».

LE RÉVÉREND CANAAN BANANA SERA PRÉSIDENT DU FUTUR ZIMBABWE

Salisbury (A.F.P.). — Le Révérend Canaan Banana a été déclaré, vendredi 11 mai, président élu du nouvel État Zimbarwe, dont l'indépendance sera proclamée le 18 avril. L'ancien pasteur de l'église Musorewa, le Révérend Canaan Banana avait rejoint les rangs du Front patriotique, ce qui lui avait valu d'être un moment interné, puis libéré en décembre 1979.

Le Mali à bout de souffle

(Suite de la première page.)

Il y a eu trop de mauvaises poésies. Nous ne pouvons plus reculer. Nous espérons que le gouvernement nous rende les corps de nos camarades morts sous la torture...», explique aux passants un groupe de contestataires. Dans le quartier de l'Ecole normale supérieure, dans un groupe de jeunes gens et de jeunes filles que des soldats frappent à coups de crosses ou de bottes de cellophane, une femme qui rentre du marché reconnaît sa propre fille. Elle se demande, jette son pagnes à terre pour tenter d'attraper les passants stupéfaits, mais sans susciter de réaction de leur part. Des hommes détournent la tête et quittent les lieux, tandis que quelques manifestants l'entraînent et abreuvent la soldatesque d'insultes.

« Moussa sera chassé »

Pour l'instant, la peur prévaut. Par crainte de perdre leur emploi et de se trouver privés de salaires, employés et fonctionnaires se contentent de serrer les poings et de courber l'échine. Les permis d'élèves disparus se ferment à leur domicile, anglois, défilés, mais n'osent pas aller à l'état-major demander des nouvelles de leurs enfants, comme ils y ont été officiellement invités par la presse écrite et la radio-diffusion. Isolés du monde extérieur, qui ignore leur action, et ne parvenant pas à obtenir le soutien des adultes, les scolaires hésitent encore à passer des manifestations pacifiques et des simples jets de pierres à des formes plus violentes d'action. En ont-ils d'ailleurs les moyens ?

« Si tu ne nos enfants, Moussa sera chassé comme Bokassa », vitupère un chauffeur de taxi, qui approuve un groupe de manifestants scandant sur l'air des chansons : « Rendez-nous les corps de nos camarades ou donnez-nous la peau de Moussa ». La police charge, matraque à la main, pousse ceux qui sont tombés à terre, chasse vers des véhicules militaires ceux qui n'ont pas pu fuir. Une partie d'entre eux vont rejoindre d'autres camarades dans les garnisons sabrées de Kidal et de Touadi, véritables bagnes naturels perdus dans les sables.

Si le gouvernement a imprudemment donné des martyrs à la cause étudiante et devrait donc légitimement s'en inquiéter, il semble qu'il puisse en revanche être rassuré quant au manque de coordination entre le mouvement étudiant et l'opposition.

Pour l'instant, les opposants semblent, en effet, soit purement et simplement paralysés, soit en position d'attentes qu'il s'agisse des partisans de Sidi Demba Soumounou, dirigeant installé à Tripoli, des amis de l'ancien président Modibo Keita, « instituteur démodé » comme ils aiment à le qualifier de façon blessante les dirigeants actuels, ou même de certains militaires. Fondateur d'un fantomatique mouvement de libération, Sidi Demba Soumounou, qui a obtenu asile en Libye et dont le général Moussa Traoré a vainement demandé l'extradition à maintes reprises, lance régulièrement des appels à la révolte qui restent sans lendemain.

Le souvenir de Modibo Keita pèse sur le Mali comme celui de Kwame Nkrumah sur le Ghana. Il est idéalisé par beaucoup de Maliens, y compris par ceux qui dénoncent à l'époque les excès et les erreurs de l'expérience socialiste dont il était l'auteur. Aucun de ses anciens compagnons de route n'a cependant encore affronté le problème de la relève de l'équipe gouvernementale actuelle. L'écritain Seydou Badian Korya, ancien ministre du plan et proche collaborateur de Modibo Keita, qui serait le plus qualifié pour recueillir son héritage spirituel, vit en exil à Dakar. C'est en Guinée que séjourne M. Madeta Keita, longtemps considéré, non sans excès, comme le principal doctrinaire du socialisme malien, et en France que se trouve M. Moussa Keita, frère de l'ancien président, lui-même ancien ministre. Quant à M. Tionilé Konaté, ancien ministre des finances du régime militaire, fils de son père, M. Konaté, ancien vice-président de l'Assemblée nationale française et personnage de dimension historique, il se trouve à Bruxelles.

Aucun contact n'existe, apparemment, entre cette masse de manœuvres importante que constituent la jeunesse et les fidèles de l'ancien régime. Au contraire, d'obscurité mais tenace rivalité qui plongent leurs racines dans l'histoire précoloniale opposent les unes aux autres de vieilles familles disposant d'une importante clientèle, telles celles de Traoré et des Keita. Ces antagonismes dans lesquels sont impliqués, sans distinction de classes sociales, les descendants des maîtres comme ceux des serviteurs (1) conservent une importance difficile à apprécier.

En réalité, tenant son pouvoir de l'armée, comme beaucoup de ses pairs africains, le général Moussa Traoré ne peut, semble-t-il, être renversé que par ses compagnons d'armes. Restant relativement proche de ses hommes, il paraît pour l'instant de l'estime de la majorité d'entre eux. Mais les diverses purges qui

ont eu lieu au sein des forces armées au cours des dix dernières années, notamment en mars 1971 et en février 1976, prouvent que la contestation existe également dans les rangs des militaires.

Il y a quelques semaines, le lieutenant-colonel Soukary Sangaré a été démis de son poste de chef d'état-major et remplacé par le lieutenant-colonel Sylla, ancien gouverneur de Koulikoro, estimé plus sûr parce qu'il personnel du chef de l'Etat. Limogéage évident, cette mesure a été présentée comme « normale » par un régime qui « gauchit » de façon permanente les informations, quand il ne les occulte pas totalement. Lorsque les estimations défavorables à ses thèses. Récemment, on a constaté plusieurs vols d'armes dans les casernes de Kadiouba, la ville de garnison située à proximité de Bamako, ancienne base française à l'époque coloniale. Enfin, malgré la multiplicité des brutalités policières, on murmure ici avec insistance que, préparant déjà l'avenir, certains éléments de l'armée font preuve d'un laxisme délibéré vis-à-vis des étudiants en révolte. Récemment les officiers supérieurs se sont opposés à ce que, comme prévu, les chefs de l'Etat remplacent les gouverneurs de région, actuellement militaires, par des civils, excepté pour l'un d'entre eux.

Peut-être un putsch « à l'éthiopienne »

Devant la carence du pouvoir, incapable de venir à bout de la contestation étudiante et de rétablir un climat de confiance, on parle de plus en plus fréquemment de l'impitoyable croissance des officiers subalternes et sous-officiers. L'éventualité d'un putsch « à l'éthiopienne » ou « à la guinéenne » est fréquemment évoquée.

Après avoir éliminé au cours des dernières années tous ces rivaux potentiels, le général Moussa Traoré est désormais seul pour faire face aux critiques de plus en plus nombreuses contre le régime. Président de la République, chef du gouvernement, ministre de la défense, secrétaire général du parti unique, ce fils d'une grande famille de Kayes, dans l'ouest du pays, concentre tous les pouvoirs, mais ne les utilise pas et se confie dans un immobilisme à peu près total. Etrange mélange d'orgueil et de pusillanimité, complexe, influencé, le général Moussa Traoré a conservé une certaine estime au sein de la population à cause de son honnêteté personnelle, de son civisme et de son nationalisme intrinsèque. Mais les malversations, dilapidations ou trafics divers enrichissent ses proches, y compris à son épouse, dont les manifestants ont récemment saccagé l'un des magasins situés en plein centre de Bamako, ont fini par couper le président d'une grande partie de ses concitoyens.

L'Union démocratique du peuple malien ne représente à peu près plus rien. Elle est dirigée par un bureau exécutif central dont les membres constituent la élite du régime, mais dont les consignes ne sont pas suivies. C'est ainsi que, lorsque, à l'initiative de M. Sory Coulibaly, secrétaire politique, les sections du parti furent convoquées à une marche de soutien en faveur du général Traoré — de la Bourse du travail à la maison du parti, — moins d'un millier de militants acceptèrent de répondre à cette invitation.

Destiné, dans l'esprit de ses promoteurs, à donner une légitimité au régime issu du putsch de novembre 1968, le parti ne répond pas aux objectifs qui lui ont été fixés. Aucun élément réellement représentatif de la jeunesse n'appartient à ses instances dirigeantes, et ceux qui contrôlent ces dernières tiennent un langage contraire aux réalités nationales, n'exprimant une sérieuse autosatisfaction.

En fait, les institutions, comme le gouvernement ou le parti lui-même, sont à l'image du pays et, plus précisément, de sa capitale. La flambée générale des prix y paupérise une population qui souffre d'un état de sous-alimentation chronique. Avec un minimum vital mensuel de 16 000 francs maliens (2), alors que le sac de 100 kilos de riz — base de l'alimentation quotidienne — coûte, suivant la saison, de 17 000 à 22 000 francs, le petit peuple est condamné à souffrir de la faim en permanence. Un pain coûte actuellement 110 francs, ce qui signifie qu'avec la totalité de son salaire un père de famille ne peut guère acheter plus de trois pains quotidiens ; le lait est vendu 350 francs la petite boîte, le savon 175 francs.

Réputée pour sa coquetterie, la ville de Bamako était, il y a vingt ans, l'une des plus riches tout l'Ouest africain. C'est une de celles où l'effort de construction est resté le plus modeste dans toute cette zone. Mis à part le seul véritable building de la capitale, l'hôtel de l'Unité, géré avec fermeté et efficacité par un Suisse, et une vaste mosquée, la capitale ne compte pratiquement pas de bâtiments récents. L'hôtel a été offert par des Égyptiens et la mosquée a été érigée en grande partie grâce à des dons des pays arabes.

L'aspect général de Bamako est aujourd'hui celui d'une immense décharge publique ; les chaussees et les trottoirs sont défoncés et parsemés de trous et d'ornières. Les ordures de toutes natures s'entassent dans les caniveaux, pour la plupart bouchés, et une odeur nauséabonde s'élève constamment le promeneur. Un énorme et coûteux travail sera nécessaire pour parvenir simplement à redonner à la ville l'air pur qui était la sienne il y a vingt ans.

La grande pitié des hôpitaux

Les hôpitaux se trouvent dans un état de dénuement particulièrement pitoyable, et il faut tout le dévouement des Chinois à Kadiouba, des Français au Point G

et des Russes à Gabriel-Touré pour que ces trois ensembles hospitaliers puissent continuer à dispenser des soins. Au Point G, sur la colline de Koulouba, d'où l'on embrasse un splendide panorama sur la vallée du Niger, six médecins et chirurgiens africains, aidés par une équipe médicale de sept expatriés, travaillent dans des conditions catastrophiques dans un hôpital de 1 200 lits.

« On n'opère plus depuis deux semaines par manque d'oxygène », indique un des chirurgiens, qui ajoute : « A cause des coupures d'eau continuées, les praticiens ne peuvent se laver les mains qu'un mercredi, produit qui fait parfois défaut. » La pharmacie de l'hôpital est pratiquement vide. Les patients doivent acheter eux-

mêmes leur sérum, leurs compresses, leur tubulure s'ils ont besoin d'une perfusion. Le sérum est désormais importé par que l'usine de Sotuba, qui fonctionnait récemment encore, livrait un produit dangereux créant chez les malades un état fébrile grave.

L'appareil de radiographie a cessé de fonctionner faute de pellicule, après n'avoir été utilisé qu'occasionnellement par manque fréquent de révélateur. Les instruments chirurgicaux sont rouillés par défaut d'entretien. Lorsqu'ils vont en congé en France, les médecins qui servent ici au titre de la coopération rapportent de nouveaux bistouris, du fil pour recoudre les opérés, des médicaments. Dans la plupart des services de l'hôpital du Point G, on trouve des lits sans matelas, donc inutilisables. D'autres sont rongés par les rats. Beaucoup de malades couchent sur une simple natte posée sur le sol. Le matin, ils reçoivent une tasse de café et un morceau de pain. Midi et soir, on leur donne une simple bouillie de riz. Sur des brisures, dans les cours où s'entassent ordures, vieux papiers et déjections diverses, de nombreuses femmes préparent, devant des foyers de fortune, les aliments destinés à compléter les rations dérisoires allouées à leurs parents hospitalisés.

« Si nous en sommes là, c'est par la faute de la France », nous dit un jeune Malien. Pourtant, vérification faite à bonne source, le gouvernement français verse annuellement 80 millions de francs maliens au titre de ce seul établissement hospitalier. La récente suspension de la subvention budgétaire mensuelle d'équilibre accordée par Paris au Trésor malien explique en partie cette situation.

Principal client de la République du Mali, la France, qui absorbe près de 30 % de ses exportations et assure près de 40 % de ses importations, est également l'un des premiers bailleurs d'aide du pays. Les coopérateurs sont ici beaucoup plus nombreux que dans les autres Etats d'Afrique. On en compte plus de

trois cents, dont plus des deux tiers sont des enseignants. Mais l'opinion estime insuffisantes les redevances de la visite officielle effectuée ici en 1977 par M. Giscard d'Estaing, en même temps que la diminution constante des aides budgétaires, passées de 2 milliards et demi de francs maliens en 1973, avant leur suppression. Après sa dernière visite à Bamako, en novembre, M. Robert Galley, ministre de la coopération, impressionné par la grande misère des hôpitaux maliens, a néanmoins fait ouvrir au gouvernement un crédit immédiat de 700 millions de francs maliens pour l'achat de médicaments.

En fait, c'est l'ensemble de la situation qui nécessiterait un redressement spectaculaire. Les pannes de courant sont devenues si fréquentes que chaque ambassade est dotée d'un groupe électrogène indépendant. Le gaz butane manque depuis deux mois et l'usage des « feux malinges », sorte de fourneaux sommaires à charbon de bois, s'est généralisé. Le gssoli, importé à partir de Dakar, ne parvient qu'à de manière intermittente. Tout ceci contribue à aggraver un climat de tension déjà fort lourd, donnant l'impression qu'à tout moment peut survenir une mutation brutale. « Le pouvoir est dans le ruisseau », nous affirme un diplomate des pays de l'Est, mais personne ne peut se baisser pour le ramasser... » Il est vrai que la situation économique est d'une gravité exceptionnelle.

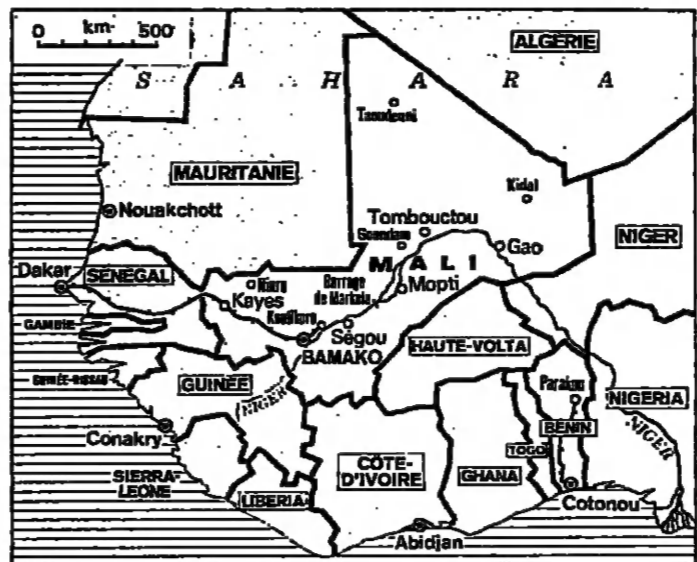
PHILIPPE DECKAENE.

(1) Comme dans la Russie des tsars, les serfs prenaient le nom de leur propriétaire, dans le Mali médiéval, les esclaves empruntaient le nom de leur maître, dans une acception pour autant à la caste aristocratique.

(2) 1 franc malien = 0,01 franc.

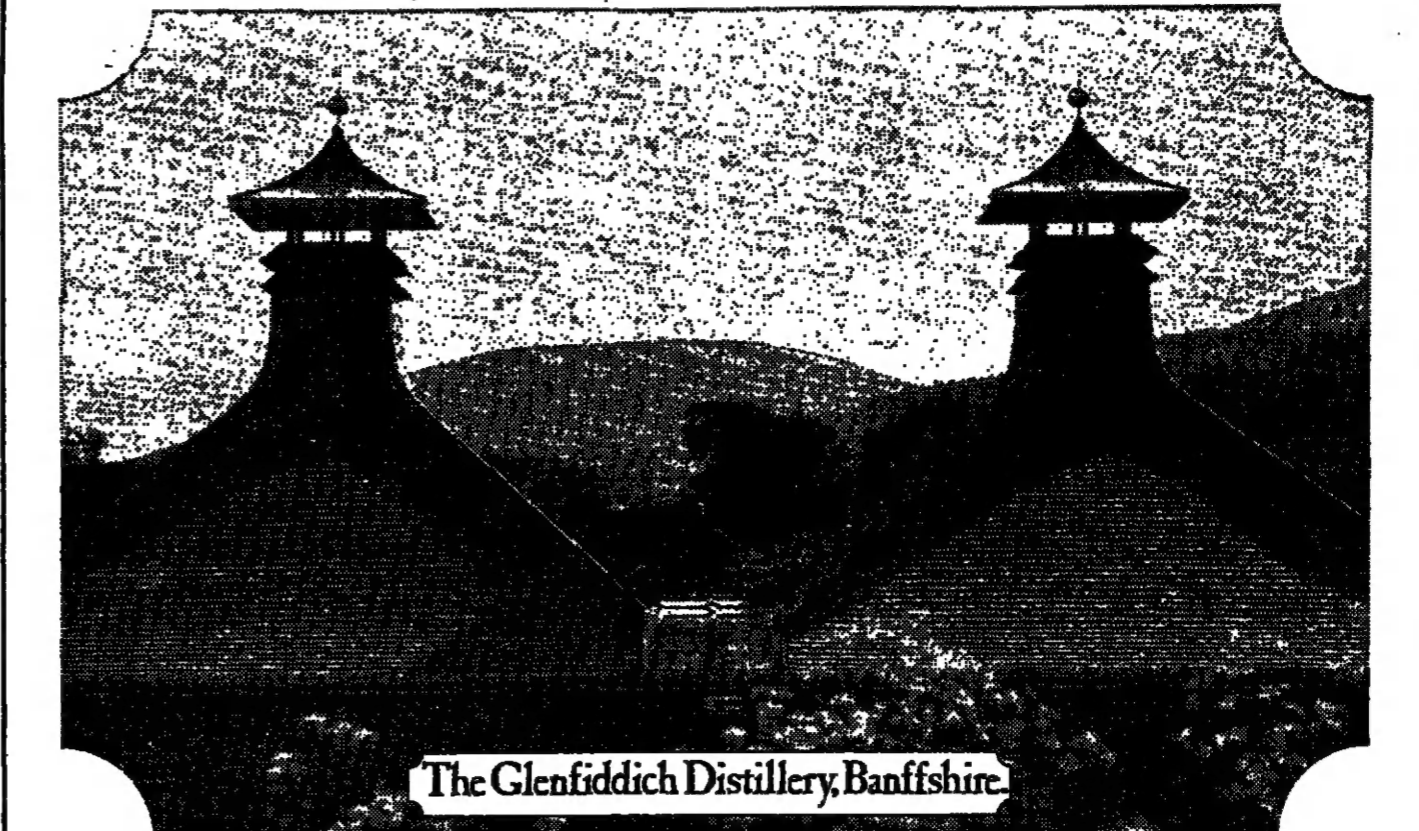
Prochain article :

UNE BANQUEROUTE PERMANENTE



Le Mali couvre une superficie deux fois plus importante que celle de la France (1 240 170 kilomètres carrés). Sa population est de six millions d'habitants, dont 90 % de paysans. Bamako, la capitale, compte environ trois cent mille habitants.

Les ressources économiques du pays sont agricoles et pastorales : céréales (millet et riz) ; bétail. Les principales exportations sont l'arachide et le coton.



Glenfiddich: Découvrez la chaleureuse hospitalité des Highlands.

Dès votre arrivée dans la Vallée des Cerfs, (Glenfiddich en Gaélique signifie "Vallée des Cerfs"), vous serez transportés dans un autre monde. La distillerie dont les bâtiments pleins de charme appartiennent toujours aux descendants de William Grant, reflète l'hospitalité généreuse des Highlands.

Depuis les alambics en cuivre martelés jusqu'aux magnifiques tonneaux de chêne, chaque chose

raconte l'histoire d'un artisanat consacré par quatre générations de soins et d'expérience; vous y rencontrerez des hommes dont l'habileté traditionnelle héritée de leurs ancêtres sauvegarde l'esprit authentique du malt des Highlands.

Et comme les 4000 visiteurs français de l'année dernière, vous serez reçus à bras ouverts.

Si vous souhaitez une information plus complète, remplissez ce bon et l'OFFICE BRITANNIQUE DE TOURISME (6, place Vendôme, 75001 Paris), vous recevrez une documentation complète sur l'Ecosse, accompagnée d'un guide de Glenfiddich Complète.



Nom _____
Adresse _____



Glenfiddich, La Vallée des Cerfs, une expérience inoubliable.

Le Monde

politique

LA LOI D'ORIENTATION AGRICOLE A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Les députés rétablissent le principe du statut de coexploitant pour les femmes d'agriculteurs

Jeu 10 avril, sous la présidence de M. Brocard (U.D.F.), l'Assemblée nationale pour l'examen, en deuxième lecture, du projet de loi d'orientation agricole.

Dans la discussion des articles, les députés examinent l'article 13, précédemment réservé, relatif au statut professionnel des conjoints d'exploitants. Contre l'avis du gouvernement et du rapporteur de la commission spéciale, M. CORNETTE (R.P.R., Nord), l'Assemblée adopte un amendement de M. FOYER (R.P.R., Maine-et-Loire) stipulant notamment : Les époux qui participent ensemble et pour leur compte à la même exploitation agricole ont l'un et l'autre la qualité d'exploitant, jouissent des droits et prérogatives et supportent les obligations professionnelles attachées à cette qualité. Chaque époux pourra, par une déclaration unilatérale, et non plus conjointe, écarter l'application du régime commun et à l'exploitation de ces immeubles. Enfin, aucune disposition législative ou réglementaire ne pourra être interprétée comme refusant le droit à un époux de disposer des droits par lesquels est assurée la jouissance des immeubles qu'il exploite ensemble et à l'exploitation de ces immeubles. Enfin, aucune disposition législative ou réglementaire ne pourra être interprétée comme refusant le droit à un époux de disposer des droits par lesquels est assurée la jouissance des immeubles qu'il exploite ensemble et à l'exploitation de ces immeubles. Enfin, aucune disposition législative ou réglementaire ne pourra être interprétée comme refusant le droit à un époux de disposer des droits par lesquels est assurée la jouissance des immeubles qu'il exploite ensemble et à l'exploitation de ces immeubles.

● Droit de préemption des SAFER

L'Assemblée examine ensuite les dispositions relatives aux conditions d'exercice du droit de préemption des SAFER (sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural) et facilitant l'action en révision de prix. Par 308 voix contre 94, elle repousse deux amendements similaires de MM. DE MAIGRET (U.D.F., Sarthe) et BEVET (U.D.F., Seine-Maritime) stipulant que lorsque la SAFER conteste la notation de vente que lui adresse le propriétaire préalable, à une vente amiable, elle peut demander au tribunal de grande instance de réviser les prix. Les propriétaires et la SAFER peuvent renoncer l'un et l'autre à la transaction si le prix fixé par le tribunal ne leur convient pas.

Sur proposition de M. MAYOUD (U.D.F., Rhône), DOUSSET (app. U.D.F., Eure-et-Loir) et CORNETTE, l'Assemblée supprime l'expertise contradictoire entre le prix proposé par la SAFER et celui offert par le vendeur, expertise qui était prévue préalablement à toute procédure judiciaire. Elle adopte un amendement de M. DOUSSET qui a pour objet de laisser la charge de la saisie du tribunal à la partie la plus diligente, c'est-à-dire soit à la SAFER, soit au vendeur, dans le délai ordinaire.

Sur proposition du rapporteur, l'Assemblée adopte un amendement, modifié par M. RICHOMME (U.D.F., Calvados), stipulant : « Si la SAFER a fait connaître son intention d'acheter des conditions fixées par le tribunal dans les deux mois de la décision de ce dernier, le vendeur a retiré le bien de la vente, le bien ne peut être aliéné dans les trois années qui suivent le jour de la décision du tribunal qu'un prix fixé par le tribunal. Le cas échéant, si la vente intervient au cours des deux dernières années. » Sur proposition du rapporteur, les SAFER ne pourront plus exercer son droit de préemption. D'autre part, les députés adoptent un amendement de M. BASSOT (U.D.F., Orne) destiné à prévenir la fraude qui consistait, pour un vendeur du bien, de le bien a été fixé par le tribunal, à conclure un bail avec un exploitant auquel il ferait, en même temps, signer une promesse d'achat à terme ; ce qui aurait pour conséquence, le moment venu, de réaliser la vente au prix souhaité par le vendeur sans que la SAFER puisse intervenir.

Sur proposition de M. COINTAT (R.P.R., Ille-et-Vilaine) et CORNETTE, l'Assemblée adopte un article additionnel, voté par les députés en première lecture, mais supprimé par le Sénat, qui prescrit la mise en place progressive d'un livre foncier des propriétés rurales.

Par 254 voix contre 212, l'Assemblée adopte deux amendements identiques émanant de MM. CORNETTE et BOUVARD (U.D.F., Morbihan) stipulant qu'il ne peut être accordé de prêts bonifiés pour l'acquisition de terres lorsque leur valeur de

● Dispositions relatives aux successions

Après avoir apporté diverses modifications au texte adopté par le Sénat en ce qui concerne les conditions dans lesquelles le partage peut être réalisé, sous la condition que soit constitué un groupement foncier agricole, l'Assemblée décide, sur proposition de la commission spéciale, de supprimer les dispositions prévoyant qu'à la demande d'un indivisaire, le président du tribunal pourrait décider de surseoir au partage, pour trois ans au plus, lorsqu'un des héritiers serait en cours d'études et exprimerait l'intention de s'installer en agriculture.

● Contrôle des structures

Les députés adoptent trois amendements de la commission spéciale qui accroissent l'importance des schémas directeurs des structures, de façon à déconcentrer au maximum l'application de la loi et mettront à la disposition de chaque utilisateur un document précisant l'étendue et les modalités du contrôle des structures agricoles.

● Baux ruraux

Les députés adoptent plusieurs amendements destinés à revenir au texte voté par l'Assemblée nationale en première lecture, ce qui concerne la définition du champ d'application du statut du fermage. Sur proposition de la commission spéciale, l'Assemblée décide que le bail à long terme doit être supprimé, à l'issue d'un long débat, l'Assemblée décide que le bail à long terme prend la dénomination de bail de carrière lorsqu'il est conclu pour une durée d'au moins vingt-cinq ans et porte sur une exploitation agricole constituant une unité économique. Si le titulaire du bail vient à décéder, ou à cesser son activité en cas de force majeure, le bail continue à valoir au profit de ses héritiers ou de ses ayants droit, à condition qu'ils exercent la même activité agricole.

Toutefois, sur proposition des commissions consultatives départementales, régionales et nationale, l'autorité administrative pourra décider d'autoriser les parties à fixer librement le prix de ce bail. L'article régissant le droit de préemption des SAFER sur les baux est ensuite modifié par l'adoption d'un amendement de la commission, aux termes duquel l'ensemble des exceptions au droit de préemption des SAFER serait subordonné à la régularité de l'opération par rapport au contrôle

des structures et non plus à l'absence de cumul abusif. Les exceptions ne s'appliqueraient que si elles n'ont pas pour effet de porter la superficie d'une exploitation au-dessus du plafond des agrandissements.

L'Assemblée examine un article précédemment réservé, relatif à la garantie des créances des producteurs intégrés, et décide, sur proposition du gouvernement, de supprimer cette disposition. Le ministre de l'Agriculture, M. MÉRIGNIER, s'engage à préparer un autre texte sur ce sujet pour l'examen du projet en seconde lecture devant le Sénat.

● Aménagement rural

Dans les explications de vote, M. CAILLARD (P.S., Gers) déclare que les députés qui voteront le projet « prendront, devant l'histoire, une double responsabilité : celle d'avoir libéré la terre, celle de faire des agriculteurs de simples travailleurs à domicile, collectant des matières premières pour l'industrie, au lieu d'être des producteurs de biens agricoles. » M. SOURY (P.C., Charente) estime que l'agriculture française « reste enerrée dans le carcan européen » et assure qu'avec cette loi le gouvernement « ne peut que prendre un rôle d'effacement pour mettre en application la politique décidée non à Paris, mais à Bruxelles. » Selon M. DOUSSET (U.D.F.), le projet révisé « a des défauts, dont les agriculteurs et les citoyens du pays », car « la meilleure intégration de l'agriculture dans l'économie nationale » nécessitera l'œuvre de « échanges ».

Enfin, après avoir souligné que les intérêts des agriculteurs français soient « fermement défendus » à Bruxelles, M. PASTRY (R.P.R., Creuse) indique : « Cette loi ne sera opérante que si les moyens suffisants sont dégagés par les lois de finances. »

Le ministre de l'Agriculture, M. MÉRIGNIER, déclare qu'il est « prêt à prendre toutes les mesures nécessaires pour un bilan futur » et accepte « l'épreuve de la comparaison avec les autres politiques agricoles menées dans le monde. » Il ajoute : « Avec cette loi, nous réintroduisons les conditions du succès de la seconde révolution agricole. »

L'ensemble du projet est ensuite adopté, l'opposition votant contre.

La séance est levée le vendredi 11 avril, à 21 h. 40.

L. Z.

Les déclarations de M. Mitterrand devant la conférence de l'Internationale socialiste

M. ESTER ACCUSE « L'HUMANITÉ » DE « FALSIFICATION »

M. Claude Ester, directeur de l'Agence de presse, a tenu le 11-12 avril de l'Inédit, à Paris, la « falsification » opérée par l'humanité et, en particulier, par le journaliste Jean-Pierre Mitterrand à Saint-Denis, devant la conférence de l'Internationale socialiste, à la fin du mois de mars. Il est tout à fait significatif, écrit M. Ester, que, revenant trois fois de suite sur ce qu'il nomme « le coup de Saint-Denis », Le Monde qui, évidemment n'y était pas, ne consacre pas une seule ligne à expliquer ce qui s'est réellement passé au cours de cette réunion de l'Internationale où se trouvaient pour la première fois des représentants d'un quinquante de partis progressistes et révolutionnaires d'Amérique latine et à laquelle Fidel Castro (les lecteurs de l'Humanité n'en savent rien) avait adressé un chaleureux salut en sa qualité de président du mouvement des non-alignés.

Dans l'Humanité du vendredi 11 avril, M. Michel Naudy résume les « déclarations » de M. Ester — M. Pierre Guédon, l'un des animateurs du CERR, et M. Mario Soares, dirigeant du P.S. portugais, — et écrit : « Les ambiguïtés de François Mitterrand ont l'immense mérite, une fois n'est pas coutume, d'exprimer haut et clair le fond de sa politique. Il faut bien, en effet, constater une cohérence certaine entre les discours de guerre froide tenus outre-Atlantique et la pratique quotidienne, dans le résultat qui s'agit d'interdire l'arrivée de la gauche au pouvoir pour permettre au parti socialiste d'y parvenir seul dans un avenir qu'il espère proche. »

LES RESPONSABILITÉS DES COLLECTIVITÉS LOCALES

Le Sénat étend les prérogatives départementales dans le domaine scolaire

Le Sénat a repris, jeudi 10 avril (après-midi et nuit), l'examen du projet de loi pour le développement des responsabilités des collectivités locales dans le domaine scolaire.

Le débat fleuve commencé le 17 mai 1979 se déroule comme un feuilleton trop souvent interrompu pour que l'intrigue demeure dans la mémoire du lecteur.

La chose se complique car les sénateurs n'ont pas respecté, dans leur discussion, l'ordre des articles. « Vous avez examiné cent quarante des cent cinquante articles de la loi », a rappelé M. CHRISTIAN BONNET, ministre de l'Intérieur (...), vous avez allégué les contrôles de l'autorité de l'État et assuré que les collectivités locales ont une plus grande liberté dans la détermination de leurs investissements (titre I). Le titre III améliorera substantiellement la situation matérielle et morale des deux locaux (...). Au titre IV vous avez vu la fonction publique locale à parité avec la fonction publique d'État et apporté à cette œuvre une contribution essentielle en créant entre elles des « passerelles ».

Avec le titre V, vous avez rénové et assumé la coopération intercommunale, laissant aux communes le soin d'en définir librement la charte.

Le titre VI a défini de façon très simple les compétences qui dans le projet initial, les procédures de concertation.

Après avoir achevé l'examen du titre VII, vous avez abordé celui du titre II, dont la discussion avait été réservée.

Il s'agit là de faire coïncider partiellement les responsabilités et moyens financiers : d'où la nouvelle répartition des compétences que vous avez opérée. En matière de justice, l'État assumera la charge totale des investissements et du fonctionnement des juridictions.

Conformément à la proposition équilibrée et réaliste de votre commission des lois, les unités des emprunts contractés par les collectivités locales pour la construction de palais de justice seront reprises en charge par l'État.

En matière de police, vous avez supprimé les compétences obligatoires. Pour la santé, vous avez également clarifié les compétences et responsabilités. Fait intéressant, la plupart des dispositions relatives à l'hygiène ont été adoptées à l'unanimité.

A l'État la responsabilité des aides à l'enfance et de la santé scolaire, aux collectivités locales celle de l'aide aux personnes âgées et des centres de P.M.I.

M. CHRISTIAN BONNET évoque des articles qui restent en discussion : répartition des charges d'enseignement, protection de l'environnement, compensations financières. Il déclare à ce sujet : « Aujourd'hui, je me bornerai à dire que les transferts seront favorables aux collectivités locales, l'État étant disposé à prendre en charge certaines dépenses sans faire jouer la compensation. »

M. CHRISTIAN BEULLAC, ministre de l'Éducation, considère

que le projet de loi exercera une influence bénéfique sur l'insituation scolaire, restée jusqu'à maintenant trop centralisée. « Il fallait, affirme-t-il, des institutions centralisées pour fonder et renforcer l'unité nationale. A cet égard, le mal français n'est que l'envers de la grandeur française. Mais, aujourd'hui, il nous faut, pour préparer les jeunes au monde de demain, promouvoir les réformes indispensables. L'État doit rendre à la nation ce qui lui revient en propre (...). Le changement ne pourra être que progressif. »

M. JACQUES PELLETIER, secrétaire d'État à l'Éducation, souligne l'originalité de la loi Gobelet de 1889, qui a institué l'enseignement public primaire comme un service public départemental. « Il y a eu plus que collaboration, note-t-il, respectivement. Et quand survient l'explosion démographique après la dernière guerre, a été mis en œuvre un système de conventions entre les communes, qui, toutefois, n'a jamais été couronné de façon tout à fait satisfaisante. (...) L'accroissement des compétences des inspecteurs d'académie et directeurs départementaux de l'éducation ne doit pas être considéré comme une simple réforme interne du système éducatif ; désormais, les élus auront affaire à des interlocuteurs réellement responsables. (...) Les collectivités locales pourront adapter la journée scolaire, sous réserve, bien sûr, de respecter les contraintes pédagogiques nationales. »

Me LUC, président du groupe communiste, estime, à l'inverse des orateurs précédents, que c'est la tendance autoritaire qui domine dans ce projet. Il n'y aura pas de décentralisation réelle, pense-t-elle, si le Conseil de l'éducation reste purement consultatif comme le prévoit l'article 60.

M. BEULLAC : il n'y aura pas de crédits supplémentaires.

M. SERUSCLAT (P.S., Rhône) critique à son tour l'aspect « répressif », selon lui, du projet. « Si, estime ce sénateur, une péréquation des charges au niveau national permettrait une réelle égalité des chances entre les enfants qui habitent un département riche ou un département pauvre. »

M. MOINET (Gauche dém., rad., Charente-Maritime) critique le manque d'ambition de la réforme. « Il semble bien, affirme-t-il, que le débat sur l'éducation sera ramené ici au niveau de l'indemnité de logement des instituteurs. »

Le débat devient un peu plus technique, aux auteurs qui ont réclamé des crédits supplémentaires, le ministre de l'Éducation réplique : « Le budget voté par l'Assemblée nationale ne prévoit aucune suppression de poste. Il nous permet d'atteindre nos grands objectifs, et je n'ai pas l'intention de demander des

crédits supplémentaires dans un collectif. »

L'article 60, qui est ensuite discuté, tend à insister dans chaque département un conseil de l'éducation qui se substitue au conseil départemental de l'enseignement primaire institué par la loi Gobelet du 20 octobre 1889.

M. DE TINGUY (Un. cent., Vendée), rapporteur de la commission des lois et auteur d'un amendement auquel se rallie la commission des affaires culturelles, définit ainsi la réforme proposée : « Jusqu'à présent, les collectivités locales étaient chargées des bâtiments, de l'entretien, mais tout ce qui est pédagogique leur demeurait étranger. La grande idée de ce projet de loi est de leur donner enfin tous les éléments de la compétence jusqu'à la carte scolaire, à la programmation des investissements, à la répartition des postes, aux transports scolaires, aux activités extrascolaires, aux problèmes de coopération scolaire (...). Nous précisons que le conseil de l'éducation jouera aussi le même rôle que l'ex-conseil départemental de l'enseignement primaire : il ne sera pas difficile de trouver six conseillers généraux pour y siéger. Quant à la composition du conseil dans son rôle administratif, nous avons tenu à appliquer strictement le principe de la parité, le préfet étant désigné expressément en sa qualité de « représentant du département. »

Plusieurs amendements communistes et socialistes sont successivement écartés. M. PELLETIER, au nom du gouvernement, accepte un sous-amendement du rapporteur de la commission des affaires culturelles, M. SERAMY (Un. cent., Seine-et-Marne), qui précise que le conseil départemental de l'éducation peut être consulté ou renvoyer des avis de sa propre initiative dans tous les domaines concernant l'éducation.

M. RENÉ BILLÈRES (Rassemblement), qui avait déposé leur propre amendement pour élargir la composition et les pouvoirs du conseil, se rallie finalement à l'amendement de la commission des lois, complété par M. SERAMY, qui est adopté. Plusieurs amendements tendaient à supprimer l'article 61, qui prévoit le transfert au département des responsabilités en matière de transports scolaires. Ils sont repoussés par 163 voix contre 122.

Avant de se séparer vendredi 11 avril, un peu avant une heure, les députés ont adopté l'article 61, relatif au transfert au département de la responsabilité des transports scolaires. Un amendement de M. DE TINGUY tendant à modifier l'article 61, relatif au transfert au département de la responsabilité des transports scolaires, est repoussé par 163 voix contre 122.

Le premier ministre et les deux groupes de la majorité se déclarent d'accord sur les textes relatifs à la participation

Un accord de principe est intervenu, jeudi 10 avril, entre le premier ministre, le ministre du travail et de la participation, les députés du R.P.R. et ceux de l'U.D.F., au terme de la séance de travail consacrée à la préparation du débat parlementaire sur la participation qui a eu lieu à l'hôtel Matignon. La délégation du groupe gaulliste de l'Assemblée nationale était composée de MM. Jean Falla — qui la conduisait, en l'absence de M. Claude Labbé —, Pierre Latalade, Jean-Pierre Delalande, Henry Berger et René Caillaud, et celle de l'U.D.F. de MM. Roger Chenu, Jean-Pierre Chenu, Emmanuel Hamel, Loïc Bouvard, Gilbert Gantier et Alain Madelin.

À la fin des échanges de vues sur le projet de loi créant une distribution d'actions en faveur des salariés, dont la discussion doit commencer le mardi 15 avril, et sur la proposition de loi du R.P.R. relative à l'interdiction des travailleurs au capital aux fruits de l'expansion et à la gestion des entreprises, M. Falla a déclaré que cette réunion avait permis un « excellent travail » dans une « excellente ambiance » et que si « un certain nombre de problèmes techniques restent à régler », en revanche, « aucun désaccord fondamental » n'était apparu entre les participants. « Tout le monde est d'accord sur l'essentiel des dispositions arrêtées et sur leur finalité », a-t-il indiqué. M. Falla a ajouté que le premier ministre était également déclaré d'accord avec le R.P.R. pour estimer que la participation n'est jamais terminée.

Pour sa part, M. Barre a fait savoir qu'il partageait « la satisfaction exprimée par les représentants des deux groupes de la majorité ».

Une nouvelle réunion aura lieu prochainement au ministère du travail et de la participation pour régler les « problèmes techniques » qui restent à résoudre.

Les parlementaires du C.D.S. ne bloqueront pas les projets. À l'issue d'une journée d'études préparatoire aux débats, M. Bernard

Stasi a indiqué, jeudi, que sa formation déposera deux amendements : l'un tend à rendre obligatoire, et non facultative — comme le souhaite le patronat — la distribution d'actions aux salariés ; l'autre vise à ouvrir les conseils d'administration et de surveillance des entreprises à l'ensemble des salariés et pas uniquement aux cadres.

Avant de se séparer, M. Jacques Blanc estime que le projet de loi sur l'actionnariat « constitue une étape supplémentaire vers l'établissement de nouveaux rapports sociaux au sein des entreprises » et souligne que la participation doit être « financière », « institutionnelle » et « sociale ». « Entre ceux qui veulent porter la « révolution » dans les entreprises, et ceux pour qui la participation ne devrait rester que la « chasse gardée » des bonnes intentions, le parti républicain, quant à lui, choisit la cohésion et l'unité sociale des Français », a-t-il notamment déclaré, jeudi, après une réunion du bureau politique de sa formation.

M. Gilbert Grandval, ancien ministre du travail, président de l'Union gaulliste pour la démocratie, propose, de son côté, que soit créée dans chaque entreprise une « commission de la participation » afin de mettre en œuvre la politique que préconise le général de Gaulle.

CROISIÈRES
PROQUET
PRESTIGE

L'été
aux îles
boréales et
en Islande.

Soleil, geyers, volcans,
oiseaux, icebergs...
...et soleil de minuit!

Des Orcaïdes du Nord à l'Irlande en passant par les Shetland, la Norvège, les Féroé et l'Islande, vivez un été insolite avec cette nouvelle croisière Proquet, à bord de l'« Étoile des Mers ».

Température moyenne :
souvent supérieure à 20° !

Le 17 juillet au 1er août
« Les îles du Nord »
16 jours de bord de Mer
à bord de l'« Étoile des Mers »
à partir de
7850 F

Dans toutes les agences de voyages.

CROISIÈRES
PROQUET
PRESTIGE

LAV 300 A - Georges Barbed Grimaldi

« Croisières Proquet »

« Croisières Proquet »

« Croisières Proquet »

« Croisières Proquet »

« Croisières Proquet »

« Croisières Proquet »

« Croisières Proquet »

« Croisières Proquet »

« Croisières Proquet »

« Croisières Proquet »

« Croisières Proquet »

« Croisières Proquet »

« Croisières Proquet »

Les municipalités à mi-parcours (V)

Dans ces villes-là, les difficultés économiques constituent comme ailleurs un lourd handicap, mais elles n'ont pas une certitude : c'est bien par la concertation que l'on peut tendre vers la démocratie locale. Ainsi en est-il à Béziers. Béziers : une ville exemplaire de l'union de la gauche ? Peut-être pas, mais en tout cas une municipalité qui, en dépit de - vents contraires -, tente de garder le cap sur l'union.

et le désarmement, la participa- sance des lecteurs de l'Humanité.

LA DISSOLUTION DU CONSEIL MUNICIPAL D'UN VILLAGE DU GARD

Vestric-et-Candiac contre son « potentat »

De notre envoyé spécial

Vestric-et-Candiac (Gard). — L'honneur, cette fois, est tout à fait perdu. Le village tout entier est ridiculisé. La honte est générale : Vestric-et-Candiac, six cents habitants, un bourg du Languedoc ocre et blanc mangé par la vigne basse, n'a plus, par décision gouvernementale, de conseil municipal. Une délégation de messieurs venus de la ville — « ceux de la

préfecture » — s'est installée depuis le 22 mars dans la petite mairie-école et expédie les affaires courantes. Inutile d'aller leur demander des comptes : les Vestricois sont instantanément priés de s'occuper d'autre chose, par exemple de manades. « Ce jeu d'agaceries avec les taurins », encore plus prisé ici que le football à Saint-Etienne.

nul « n'a jamais songé à demander des comptes ». Pourquoi d'ailleurs les Vestricois l'auraient-ils fait ? « Il rendait des services quand il le pouvait. » Il était efficace : le village a été électrifié en 1944. Les maisons ont eu le tout-à-l'égout en 1950 et les enfants étudiaient dans un groupe scolaire datant de 1958.

Pour ses partisans aussi, M. Gabilan était peu à peu devenu le chancelier de Vestric-et-Candiac. Il avait pris la palme, l'épouseur d'un bailli en terre républicaine. Son caractère entier, sa forte personnalité, avaient encore accentué une distance que les villageois avaient instaurée par souci de défiance entre le maire et ses concitoyens.

Sept « contestataires »

C'est justement cette stature que contestent depuis 1978 sept membres du conseil municipal, des hommes jeunes pour la plupart, sans idées neuves. Les sept contestataires, comme les appelle Mme Blanc, Sept citoyens désignés par M. Gabilan lorsque celui-ci avait composé son dernier conseil municipal et qui ont décidé de s'opposer avec les moyens du bord « au potentat de Vestric-et-Candiac ».

« Nous en avions assez, explique M. Jacky Laurent, âgé de vingt-neuf ans, de voir les gens s'imaginer que le maire leur rendait des services personnels alors qu'il ne remplissait que son devoir d'élu. » Assez aussi de voir M. Gabilan publier de convoquer ses concitoyens à certaines réunions embarrassantes. Assez de le voir chercher à tout prix — « même au prix du mensonge » — à expulser les handicapés de son conseil. Depuis ses déclarations malheureuses sur les handicaps belges, M. Gabilan ne quitte presque plus sa maison, distante de 10 mètres à peine du château où une quinzaine d'enfants séjournent depuis les vacances de Pâques. Depuis la dissolution de son conseil, il a même cessé de venir au village.

Des querelles vestriciennes, il ne veut plus entendre parler. « Je suis victime d'une ombre », jette-t-il simplement en distribuant quelques olives de ses terres. Vite, cultiver, car dans tous les vignobles languedociens « pour ses voyages à Bruxelles et sa forte présence en conseil municipal », il a même cessé de venir au village.

« Notre proposition et notre position dépassent ce que l'on appelle la lutte anti-sexe », a précisé Mme Constant. Celle-ci s'en prend aux attitudes, aux personnes qui adoptent des attitudes et des comportements discriminatoires contre les femmes. Corine s'en prend aussi à la libération des femmes, et à l'abolition du système d'exploitation et d'aliénation capitaliste. Il convient, prévoit leur proposition de loi, d'appliquer réellement les principes généraux d'égalité, d'assurer l'égalité entre les hommes et les femmes devant et dans le travail — le droit au travail existant pour tous sans discrimination de sexe — d'établir enfin une nouvelle égalité dans la famille des régimes matrimoniaux et aussi de prendre des mesures propres à encourager l'évolution des mentalités et des mœurs dans le sens de l'égalité des sexes.

L'enseignement, indique-t-on dans la proposition de loi, a un rôle décisif dans la formation de la personnalité de l'enfant et de l'adolescent. Il faut donc que dans les programmes scolaires du premier et du second degrés soient incluses des notions sur l'égalité des sexes. D'autre part les agressions sexuelles doivent être obligatoirement décelées, et le coup d'assaut des coups et blessures portés par le conjoint ou le compagnon sur sa femme sont passibles des mêmes peines que celles prévues à l'article 312 du code pénal pour les coups et blessures portés aux ascendants.

« Notre proposition et notre position dépassent ce que l'on appelle la lutte anti-sexe », a précisé Mme Constant. Celle-ci s'en prend aux attitudes, aux personnes qui adoptent des attitudes et des comportements discriminatoires contre les femmes. Corine s'en prend aussi à la libération des femmes, et à l'abolition du système d'exploitation et d'aliénation capitaliste. Il convient, prévoit leur proposition de loi, d'appliquer réellement les principes généraux d'égalité, d'assurer l'égalité entre les hommes et les femmes devant et dans le travail — le droit au travail existant pour tous sans discrimination de sexe — d'établir enfin une nouvelle égalité dans la famille des régimes matrimoniaux et aussi de prendre des mesures propres à encourager l'évolution des mentalités et des mœurs dans le sens de l'égalité des sexes.

« Notre proposition et notre position dépassent ce que l'on appelle la lutte anti-sexe », a précisé Mme Constant. Celle-ci s'en prend aux attitudes, aux personnes qui adoptent des attitudes et des comportements discriminatoires contre les femmes. Corine s'en prend aussi à la libération des femmes, et à l'abolition du système d'exploitation et d'aliénation capitaliste. Il convient, prévoit leur proposition de loi, d'appliquer réellement les principes généraux d'égalité, d'assurer l'égalité entre les hommes et les femmes devant et dans le travail — le droit au travail existant pour tous sans discrimination de sexe — d'établir enfin une nouvelle égalité dans la famille des régimes matrimoniaux et aussi de prendre des mesures propres à encourager l'évolution des mentalités et des mœurs dans le sens de l'égalité des sexes.

« Notre proposition et notre position dépassent ce que l'on appelle la lutte anti-sexe », a précisé Mme Constant. Celle-ci s'en prend aux attitudes, aux personnes qui adoptent des attitudes et des comportements discriminatoires contre les femmes. Corine s'en prend aussi à la libération des femmes, et à l'abolition du système d'exploitation et d'aliénation capitaliste. Il convient, prévoit leur proposition de loi, d'appliquer réellement les principes généraux d'égalité, d'assurer l'égalité entre les hommes et les femmes devant et dans le travail — le droit au travail existant pour tous sans discrimination de sexe — d'établir enfin une nouvelle égalité dans la famille des régimes matrimoniaux et aussi de prendre des mesures propres à encourager l'évolution des mentalités et des mœurs dans le sens de l'égalité des sexes.

« Notre proposition et notre position dépassent ce que l'on appelle la lutte anti-sexe », a précisé Mme Constant. Celle-ci s'en prend aux attitudes, aux personnes qui adoptent des attitudes et des comportements discriminatoires contre les femmes. Corine s'en prend aussi à la libération des femmes, et à l'abolition du système d'exploitation et d'aliénation capitaliste. Il convient, prévoit leur proposition de loi, d'appliquer réellement les principes généraux d'égalité, d'assurer l'égalité entre les hommes et les femmes devant et dans le travail — le droit au travail existant pour tous sans discrimination de sexe — d'établir enfin une nouvelle égalité dans la famille des régimes matrimoniaux et aussi de prendre des mesures propres à encourager l'évolution des mentalités et des mœurs dans le sens de l'égalité des sexes.

APRÈS LES ATTENTATS CONTRE PHILIPS ET C.I.I.-HONEYWELL BULL

La surveillance a été renforcée autour des centres informatiques de Toulouse

Les patrouilles de surveillance ont été renforcées depuis mercredi 9 avril autour des centres d'informatique à Toulouse après les récents attentats contre Philips Data Systems et C.I.I.-Honeywell-Bull (Le Monde des 10 et 11 avril). Les enquêteurs estiment que les données traitées par ces entreprises n'avaient pas le caractère de secrets militaires et que ces attentats sont la conséquence des inquiétudes

suscitées par le développement de l'informatique. En revanche, l'enquête n'a pas permis pour l'instant de déterminer la véritable identité des auteurs de ces sabotages. Une fausse alerte à la bombe, jeudi 10 avril au fin de matinée à la société I.B.M. de Toulouse, a nécessité l'évacuation des locaux. Un appel téléphonique anonyme avait annoncé à la direction l'explosion imminente d'une bombe.

Des cibles de peu d'importance...

Les deux centres informatiques « attaqués » à Toulouse sont peu importants. On en trouve des centaines, analogues, dans toute la France.

Le centre de Philips Data Systems utilise des petits, et très petits ordinateurs, fabriqués par la société américaine. Ces personnes travaillent sur des bandes magnétiques, des fiches ou des disques ont été détruits. Un enseignant a même pu pour déterminer si certains de ces bandes ont été dérobés. Quoi qu'il en soit, tout programme, même mineur, comporte des clés (codes) sans lesquelles un programme ne peut le décrypter. Plus les programmes sont complexes ou sensibles (fichiers d'identité bancaire, secrets militaires ou industriels, etc.), plus les clés sont compliquées et donc difficiles à décrypter.

Tout comme on avait assisté au cours des dernières décennies à une « course à l'innovation » entre les systèmes de protection des banques et autres digressions, et les méthodes de fraude, il y a aujourd'hui une course dans la protection de l'informatique. Les chercheurs mettent au point des codes chaque jour plus perfectionnés. Mais la course est aussi à la bricolerie, à la « bricolerie » à progresser parallèlement. Philips Data Systems dément en tout cas que les programmes de ses agences de Toulouse aient été détournés ou que l'information concernant la défense nationale.

Les bandes et autres disques magnétiques détruits « concernent uniquement, d'une part,

les copies de programmes livrés depuis cinq ans à des clients de la région toulousaine. Les originaux se trouvant en leur possession — aucune conséquence technique ne sera donc à déplorer quant à la maintenance ultérieure de ce programme — et, d'autre part, des programmes en cours de réalisation. » Pour ceux-ci, ajoute la société Philips, certains retards de livraison pourront être enregistrés, mais Philips Data Systems France a d'ores et déjà pris des dispositions pour que ces retards ne soient pas trop importants.

En bonne logique, tout programme devrait être fait au double, afin d'éviter précisément les risques de destruction. Tel n'est pas le cas, loin de là, de tous les utilisateurs en raison du coût élevé d'une duplication. Aussi, celle-ci est-elle généralement l'apanage des grandes sociétés qui la réservent d'ailleurs aux données et programmes « sensibles ».

Le centre C.I.I.-Honeywell-Bull de Toulouse n'est, quant à lui, qu'un bureau de démonstration destiné à promouvoir les produits de la société auprès des P.M.E. La machine qui a été détruite — le 61 DPS — est considérée comme un petit ordinateur, et les bandes et disques magnétiques, également détruits, ne comportaient, selon la société, que des programmes de démonstration. Les données « détruites » représentent à 1 million de francs.

pas le cas, loin de là, de tous les utilisateurs en raison du coût élevé d'une duplication. Aussi, celle-ci est-elle généralement l'apanage des grandes sociétés qui la réservent d'ailleurs aux données et programmes « sensibles ».

Le centre C.I.I.-Honeywell-Bull de Toulouse n'est, quant à lui, qu'un bureau de démonstration destiné à promouvoir les produits de la société auprès des P.M.E. La machine qui a été détruite — le 61 DPS — est considérée comme un petit ordinateur, et les bandes et disques magnétiques, également détruits, ne comportaient, selon la société, que des programmes de démonstration. Les données « détruites » représentent à 1 million de francs.

Le centre C.I.I.-Honeywell-Bull de Toulouse n'est, quant à lui, qu'un bureau de démonstration destiné à promouvoir les produits de la société auprès des P.M.E. La machine qui a été détruite — le 61 DPS — est considérée comme un petit ordinateur, et les bandes et disques magnétiques, également détruits, ne comportaient, selon la société, que des programmes de démonstration. Les données « détruites » représentent à 1 million de francs.

Le centre C.I.I.-Honeywell-Bull de Toulouse n'est, quant à lui, qu'un bureau de démonstration destiné à promouvoir les produits de la société auprès des P.M.E. La machine qui a été détruite — le 61 DPS — est considérée comme un petit ordinateur, et les bandes et disques magnétiques, également détruits, ne comportaient, selon la société, que des programmes de démonstration. Les données « détruites » représentent à 1 million de francs.

Le centre C.I.I.-Honeywell-Bull de Toulouse n'est, quant à lui, qu'un bureau de démonstration destiné à promouvoir les produits de la société auprès des P.M.E. La machine qui a été détruite — le 61 DPS — est considérée comme un petit ordinateur, et les bandes et disques magnétiques, également détruits, ne comportaient, selon la société, que des programmes de démonstration. Les données « détruites » représentent à 1 million de francs.

Le centre C.I.I.-Honeywell-Bull de Toulouse n'est, quant à lui, qu'un bureau de démonstration destiné à promouvoir les produits de la société auprès des P.M.E. La machine qui a été détruite — le 61 DPS — est considérée comme un petit ordinateur, et les bandes et disques magnétiques, également détruits, ne comportaient, selon la société, que des programmes de démonstration. Les données « détruites » représentent à 1 million de francs.

Le centre C.I.I.-Honeywell-Bull de Toulouse n'est, quant à lui, qu'un bureau de démonstration destiné à promouvoir les produits de la société auprès des P.M.E. La machine qui a été détruite — le 61 DPS — est considérée comme un petit ordinateur, et les bandes et disques magnétiques, également détruits, ne comportaient, selon la société, que des programmes de démonstration. Les données « détruites » représentent à 1 million de francs.

Le centre C.I.I.-Honeywell-Bull de Toulouse n'est, quant à lui, qu'un bureau de démonstration destiné à promouvoir les produits de la société auprès des P.M.E. La machine qui a été détruite — le 61 DPS — est considérée comme un petit ordinateur, et les bandes et disques magnétiques, également détruits, ne comportaient, selon la société, que des programmes de démonstration. Les données « détruites » représentent à 1 million de francs.

Le centre C.I.I.-Honeywell-Bull de Toulouse n'est, quant à lui, qu'un bureau de démonstration destiné à promouvoir les produits de la société auprès des P.M.E. La machine qui a été détruite — le 61 DPS — est considérée comme un petit ordinateur, et les bandes et disques magnétiques, également détruits, ne comportaient, selon la société, que des programmes de démonstration. Les données « détruites » représentent à 1 million de francs.

Le centre C.I.I.-Honeywell-Bull de Toulouse n'est, quant à lui, qu'un bureau de démonstration destiné à promouvoir les produits de la société auprès des P.M.E. La machine qui a été détruite — le 61 DPS — est considérée comme un petit ordinateur, et les bandes et disques magnétiques, également détruits, ne comportaient, selon la société, que des programmes de démonstration. Les données « détruites » représentent à 1 million de francs.

Le centre C.I.I.-Honeywell-Bull de Toulouse n'est, quant à lui, qu'un bureau de démonstration destiné à promouvoir les produits de la société auprès des P.M.E. La machine qui a été détruite — le 61 DPS — est considérée comme un petit ordinateur, et les bandes et disques magnétiques, également détruits, ne comportaient, selon la société, que des programmes de démonstration. Les données « détruites » représentent à 1 million de francs.

Le centre C.I.I.-Honeywell-Bull de Toulouse n'est, quant à lui, qu'un bureau de démonstration destiné à promouvoir les produits de la société auprès des P.M.E. La machine qui a été détruite — le 61 DPS — est considérée comme un petit ordinateur, et les bandes et disques magnétiques, également détruits, ne comportaient, selon la société, que des programmes de démonstration. Les données « détruites » représentent à 1 million de francs.

Le centre C.I.I.-Honeywell-Bull de Toulouse n'est, quant à lui, qu'un bureau de démonstration destiné à promouvoir les produits de la société auprès des P.M.E. La machine qui a été détruite — le 61 DPS — est considérée comme un petit ordinateur, et les bandes et disques magnétiques, également détruits, ne comportaient, selon la société, que des programmes de démonstration. Les données « détruites » représentent à 1 million de francs.

Le centre C.I.I.-Honeywell-Bull de Toulouse n'est, quant à lui, qu'un bureau de démonstration destiné à promouvoir les produits de la société auprès des P.M.E. La machine qui a été détruite — le 61 DPS — est considérée comme un petit ordinateur, et les bandes et disques magnétiques, également détruits, ne comportaient, selon la société, que des programmes de démonstration. Les données « détruites » représentent à 1 million de francs.

Le centre C.I.I.-Honeywell-Bull de Toulouse n'est, quant à lui, qu'un bureau de démonstration destiné à promouvoir les produits de la société auprès des P.M.E. La machine qui a été détruite — le 61 DPS — est considérée comme un petit ordinateur, et les bandes et disques magnétiques, également détruits, ne comportaient, selon la société, que des programmes de démonstration. Les données « détruites » représentent à 1 million de francs.

Le centre C.I.I.-Honeywell-Bull de Toulouse n'est, quant à lui, qu'un bureau de démonstration destiné à promouvoir les produits de la société auprès des P.M.E. La machine qui a été détruite — le 61 DPS — est considérée comme un petit ordinateur, et les bandes et disques magnétiques, également détruits, ne comportaient, selon la société, que des programmes de démonstration. Les données « détruites » représentent à 1 million de francs.

Le centre C.I.I.-Honeywell-Bull de Toulouse n'est, quant à lui, qu'un bureau de démonstration destiné à promouvoir les produits de la société auprès des P.M.E. La machine qui a été détruite — le 61 DPS — est considérée comme un petit ordinateur, et les bandes et disques magnétiques, également détruits, ne comportaient, selon la société, que des programmes de démonstration. Les données « détruites » représentent à 1 million de francs.

Le centre C.I.I.-Honeywell-Bull de Toulouse n'est, quant à lui, qu'un bureau de démonstration destiné à promouvoir les produits de la société auprès des P.M.E. La machine qui a été détruite — le 61 DPS — est considérée comme un petit ordinateur, et les bandes et disques magnétiques, également détruits, ne comportaient, selon la société, que des programmes de démonstration. Les données « détruites » représentent à 1 million de francs.

Le centre C.I.I.-Honeywell-Bull de Toulouse n'est, quant à lui, qu'un bureau de démonstration destiné à promouvoir les produits de la société auprès des P.M.E. La machine qui a été détruite — le 61 DPS — est considérée comme un petit ordinateur, et les bandes et disques magnétiques, également détruits, ne comportaient, selon la société, que des programmes de démonstration. Les données « détruites » représentent à 1 million de francs.

Le centre C.I.I.-Honeywell-Bull de Toulouse n'est, quant à lui, qu'un bureau de démonstration destiné à promouvoir les produits de la société auprès des P.M.E. La machine qui a été détruite — le 61 DPS — est considérée comme un petit ordinateur, et les bandes et disques magnétiques, également détruits, ne comportaient, selon la société, que des programmes de démonstration. Les données « détruites » représentent à 1 million de francs.

Le centre C.I.I.-Honeywell-Bull de Toulouse n'est, quant à lui, qu'un bureau de démonstration destiné à promouvoir les produits de la société auprès des P.M.E. La machine qui a été détruite — le 61 DPS — est considérée comme un petit ordinateur, et les bandes et disques magnétiques, également détruits, ne comportaient, selon la société, que des programmes de démonstration. Les données « détruites » représentent à 1 million de francs.

Le centre C.I.I.-Honeywell-Bull de Toulouse n'est, quant à lui, qu'un bureau de démonstration destiné à promouvoir les produits de la société auprès des P.M.E. La machine qui a été détruite — le 61 DPS — est considérée comme un petit ordinateur, et les bandes et disques magnétiques, également détruits, ne comportaient, selon la société, que des programmes de démonstration. Les données « détruites » représentent à 1 million de francs.

Le centre C.I.I.-Honeywell-Bull de Toulouse n'est, quant à lui, qu'un bureau de démonstration destiné à promouvoir les produits de la société auprès des P.M.E. La machine qui a été détruite — le 61 DPS — est considérée comme un petit ordinateur, et les bandes et disques magnétiques, également détruits, ne comportaient, selon la société, que des programmes de démonstration. Les données « détruites » représentent à 1 million de francs.

Le centre C.I.I.-Honeywell-Bull de Toulouse n'est, quant à lui, qu'un bureau de démonstration destiné à promouvoir les produits de la société auprès des P.M.E. La machine qui a été détruite — le 61 DPS — est considérée comme un petit ordinateur, et les bandes et disques magnétiques, également détruits, ne comportaient, selon la société, que des programmes de démonstration. Les données « détruites » représentent à 1 million de francs.

Le centre C.I.I.-Honeywell-Bull de Toulouse n'est, quant à lui, qu'un bureau de démonstration destiné à promouvoir les produits de la société auprès des P.M.E. La machine qui a été détruite — le 61 DPS — est considérée comme un petit ordinateur, et les bandes et disques magnétiques, également détruits, ne comportaient, selon la société, que des programmes de démonstration. Les données « détruites » représentent à 1 million de francs.

Le centre C.I.I.-Honeywell-Bull de Toulouse n'est, quant à lui, qu'un bureau de démonstration destiné à promouvoir les produits de la société auprès des P.M.E. La machine qui a été détruite — le 61 DPS — est considérée comme un petit ordinateur, et les bandes et disques magnétiques, également détruits, ne comportaient, selon la société, que des programmes de démonstration. Les données « détruites » représentent à 1 million de francs.

Le centre C.I.I.-Honeywell-Bull de Toulouse n'est, quant à lui, qu'un bureau de démonstration destiné à promouvoir les produits de la société auprès des P.M.E. La machine qui a été détruite — le 61 DPS — est considérée comme un petit ordinateur, et les bandes et disques magnétiques, également détruits, ne comportaient, selon la société, que des programmes de démonstration. Les données « détruites » représentent à 1 million de francs.

Le centre C.I.I.-Honeywell-Bull de Toulouse n'est, quant à lui, qu'un bureau de démonstration destiné à promouvoir les produits de la société auprès des P.M.E. La machine qui a été détruite — le 61 DPS — est considérée comme un petit ordinateur, et les bandes et disques magnétiques, également détruits, ne comportaient, selon la société, que des programmes de démonstration. Les données « détruites » représentent à 1 million de francs.

Le centre C.I.I.-Honeywell-Bull de Toulouse n'est, quant à lui, qu'un bureau de démonstration destiné à promouvoir les produits de la société auprès des P.M.E. La machine qui a été détruite — le 61 DPS — est considérée comme un petit ordinateur, et les bandes et disques magnétiques, également détruits, ne comportaient, selon la société, que des programmes de démonstration. Les données « détruites » représentent à 1 million de francs.

Le centre C.I.I.-Honeywell-Bull de Toulouse n'est, quant à lui, qu'un bureau de démonstration destiné à promouvoir les produits de la société auprès des P.M.E. La machine qui a été détruite — le 61 DPS — est considérée comme un petit ordinateur, et les bandes et disques magnétiques, également détruits, ne comportaient, selon la société, que des programmes de démonstration. Les données « détruites » représentent à 1 million de francs.

Le centre C.I.I.-Honeywell-Bull de Toulouse n'est, quant à lui, qu'un bureau de démonstration destiné à promouvoir les produits de la société auprès des P.M.E. La machine qui a été détruite — le 61 DPS — est considérée comme un petit ordinateur, et les bandes et disques magnétiques, également détruits, ne comportaient, selon la société, que des programmes de démonstration. Les données « détruites » représentent à 1 million de francs.

Le centre C.I.I.-Honeywell-Bull de Toulouse n'est, quant à lui, qu'un bureau de démonstration destiné à promouvoir les produits de la société auprès des P.M.E. La machine qui a été détruite — le 61 DPS — est considérée comme un petit ordinateur, et les bandes et disques magnétiques, également détruits, ne comportaient, selon la société, que des programmes de démonstration. Les données « détruites » représentent à 1 million de francs.

Le centre C.I.I.-Honeywell-Bull de Toulouse n'est, quant à lui, qu'un bureau de démonstration destiné à promouvoir les produits de la société auprès des P.M.E. La machine qui a été détruite — le 61 DPS — est considérée comme un petit ordinateur, et les bandes et disques magnétiques, également détruits, ne comportaient, selon la société, que des programmes de démonstration. Les données « détruites » représentent à 1 million de francs.

Le centre C.I.I.-Honeywell-Bull de Toulouse n'est, quant à lui, qu'un bureau de démonstration destiné à promouvoir les produits de la société auprès des P.M.E. La machine qui a été détruite — le 61 DPS — est considérée comme un petit ordinateur, et les bandes et disques magnétiques, également détruits, ne comportaient, selon la société, que des programmes de démonstration. Les données « détruites » représentent à 1 million de francs.

Le centre C.I.I.-Honeywell-Bull de Toulouse n'est, quant à lui, qu'un bureau de démonstration destiné à promouvoir les produits de la société auprès des P.M.E. La machine qui a été détruite — le 61 DPS — est considérée comme un petit ordinateur, et les bandes et disques magnétiques, également détruits, ne comportaient, selon la société, que des programmes de démonstration. Les données « détruites » représentent à 1 million de francs.

Le centre C.I.I.-Honeywell-Bull de Toulouse n'est, quant à lui, qu'un bureau de démonstration destiné à promouvoir les produits de la société auprès des P.M.E. La machine qui a été détruite — le 61 DPS — est considérée comme un petit ordinateur, et les bandes et disques magnétiques, également détruits, ne comportaient, selon la société, que des programmes de démonstration. Les données « détruites » représentent à 1 million de francs.

Le centre C.I.I.-Honeywell-Bull de Toulouse n'est, quant à lui, qu'un bureau de démonstration destiné à promouvoir les produits de la société auprès des P.M.E. La machine qui a été détruite — le 61 DPS — est considérée comme un petit ordinateur, et les bandes et disques magnétiques, également détruits, ne comportaient, selon la société, que des programmes de démonstration. Les données « détruites » représentent à 1 million de francs.

AU COURS DU DÉBAT SUR LE VIOL

Les députés se prononcent sur le « délit d'homosexualité »

L'Assemblée nationale devait examiner, ce vendredi 11 avril après-midi, le texte de la proposition de loi adoptée par le Sénat, le 10 juin 1978, portant sur le « délit d'homosexualité ». Le rapport de la commission des lois sur les lois relatives à la sexualité doit être prononcé, à également tenu compte de quatre propositions de loi émanant de l'Assemblée. L'attentat à la pudeur fait actuellement l'objet d'une législation particulière, qui prévoit une peine spécifique lorsque l'acte est commis par un homosexuel. Plusieurs organisations, dont le parti socialiste, le P.S.U., la C.F.D.T., le Mouvement des radicaux de gauche et la Ligue française des droits de l'homme ont demandé la suppression de ces dispositions discriminatoires.

Le vote de l'Assemblée nationale aboutira-t-il à la suppression des deux articles du code pénal qui définissent le délit d'homosexualité ? L'article 330 qui définit le délit d'homosexualité public a été supprimé par la loi de 1978. L'article 331 qui définit le délit d'homosexualité privé a été supprimé par la loi de 1978. L'article 332 qui définit le délit d'homosexualité public a été supprimé par la loi de 1978. L'article 333 qui définit le délit d'homosexualité privé a été supprimé par la loi de 1978. L'article 334 qui définit le délit d'homosexualité public a été supprimé par la loi de 1978. L'article 335 qui définit le délit d'homosexualité privé a été supprimé par la loi de 1978. L'article 336 qui définit le délit d'homosexualité public a été supprimé par la loi de 1978. L'article 337 qui définit le délit d'homosexualité privé a été supprimé par la loi de 1978. L'article 338 qui définit le délit d'homosexualité public a été supprimé par la loi de 1978. L'article 339 qui définit le délit d'homosexualité privé a été supprimé par la loi de 1978. L'article 340 qui définit le délit d'homosexualité public a été supprimé par la loi de 1978. L'article 341 qui définit le délit d'homosexualité privé a été supprimé par la loi de 1978. L'article 342 qui définit le délit d'homosexualité public a été supprimé par la loi de 1978. L'article 343 qui définit le délit d'homosexualité privé a été supprimé par la loi de 1978. L'article 344 qui définit le délit d'homosexualité public a été supprimé par la loi de 1978. L'article 345 qui définit le délit d'homosexualité privé a été supprimé par la loi de 1978. L'article 346 qui définit le délit d'homosexualité public a été supprimé par la loi de 1978. L'article 347 qui définit le délit d'homosexualité privé a été supprimé par la loi de 1978. L'article 348 qui définit le délit d'homosexualité public a été supprimé par la loi de 1978. L'article 349 qui définit le délit d'homosexualité privé a été supprimé par la loi de 1978. L'article 350 qui définit le délit d'homosexualité public a été supprimé par la loi de 1978. L'article 351 qui définit le délit d'homosexualité privé a été supprimé par la loi de 1978. L'article 352 qui définit le délit d'homosexualité public a été supprimé par la loi de 1978. L'article 353 qui définit le délit d'homosexualité privé a été supprimé par la loi de 1978. L'article 354 qui définit le délit d'homosexualité public a été supprimé par la loi de 1978. L'article 355 qui définit le délit d'homosexualité privé a été supprimé par la loi de 1978. L'article 356 qui définit le délit d'homosexualité public a été supprimé par la loi de 1978. L'article 357 qui définit le délit d'homosexualité privé a été supprimé par la loi de 1978. L'article 358 qui définit le délit d'homosexualité public a été supprimé par la loi de 1978. L'article 359 qui définit le délit d'homosexualité privé a été supprimé par la loi de 1978. L'article 360 qui définit le délit d'homosexualité public a été supprimé par la loi de 1978. L'article 361 qui définit le délit d'homosexualité privé a été supprimé par la loi de 1978. L'article 362 qui définit le délit d'homosexualité public a été supprimé par la loi de 1978. L'article 363 qui définit le délit d'homosexualité privé a été supprimé par la loi de 1978. L'article 364 qui définit le délit d'homosexualité public a été supprimé par la loi de 1978. L'article 365 qui définit le délit d'homosexualité privé a été supprimé par la loi de 1978. L'article 366 qui définit le délit d'homosexualité public a été supprimé par la loi de 1978. L'article 367 qui définit le délit d'homosexualité privé a été supprimé par la loi de 1978. L'article 368 qui définit le délit d'homosexualité public a été supprimé par la loi de 1978. L'article 369 qui définit le délit d'homosexualité privé a été supprimé par la loi de 1978. L'article 370 qui définit le délit d'homosexualité public a été supprimé par la loi de 1978. L'article 371 qui définit le délit d'homosexualité privé a été supprimé par la loi de 1978. L'article 372 qui définit le délit d'homosexualité public a été supprimé par la loi de 1978. L'article 373 qui définit le délit d'homosexualité privé a été supprimé par la loi de 1978. L'article 374 qui définit le délit d'homosexualité public a été supprimé par la loi de 1978. L'article 375 qui définit le délit d'homosexualité privé a été supprimé par la loi de 1978. L'article 376 qui définit le délit d'homosexualité public a été supprimé par la loi de 1978. L'article 377 qui définit le délit d'homosexualité privé a été supprimé par la loi de 1978. L'article 378 qui définit le délit d'homosexualité public a été supprimé par la loi de 1978. L'article 379 qui définit le délit d'homosexualité privé a été supprimé par la loi de 1978. L'article 380 qui définit le délit d'homosexualité public a été supprimé par la loi de 1978. L'article 381 qui définit le délit d'homosexualité privé a été supprimé par la loi de 1978. L'article 382 qui définit le délit d'homosexualité public a été supprimé par la loi de 1978. L'article 383 qui définit le délit d'homosexualité privé a été supprimé par la loi de 1978. L'article 384 qui définit le délit d'homosexualité public a été supprimé par la loi de 1978. L'article 385 qui définit le délit d'homosexualité privé a été supprimé par la loi de 1978. L'article 386 qui définit le délit d'homosexualité public a été supprimé par la loi de 1978. L'article 387 qui définit le délit d'homosexualité privé a été supprimé par la loi de 1978. L'article 388 qui définit le délit d'homosexualité public a été supprimé par la loi de 1978. L'article 389 qui définit le délit d'homosexualité privé a été supprimé par la loi de 1978. L'article 390 qui définit le délit d'homosexualité public a été supprimé par la loi de 1978. L'article 391 qui définit le délit d'homosexualité privé a été supprimé par la loi de 1978. L'article 392 qui définit le délit d'homosexualité public a été supprimé par la loi de 1978. L'article 393 qui définit le délit d'homosexualité privé a été supprimé par la loi de 1978. L'article 394 qui définit le délit d'homosexualité public a été supprimé par la loi de 1978. L'article 395 qui définit le délit d'homosexualité privé a été supprimé par la loi de 1978. L'article 396 qui définit le délit d'homosexualité public a été supprimé par la loi de 1978. L'article 397 qui définit le délit d'homosexualité privé a été supprimé par la loi de 1978. L'article 398 qui définit le délit d'homosexualité public a été supprimé par la loi de 1978. L'article 399 qui définit le délit d'homosexualité privé a été supprimé par la loi de 1978. L'article 400 qui définit le délit d'homosexualité public a été supprimé par la loi de 1978. L'article 401 qui définit le délit d'homosexualité privé a été supprimé par la loi de 1978. L'article 402 qui définit le délit d'homosexualité public a été supprimé par la loi de 1978. L'article 403 qui définit le délit d'homosexualité privé a été supprimé par la loi de 1978. L'article 404 qui définit le délit d'homosexualité public a été supprimé par la loi de 1978. L'article 405 qui définit le délit d'homosexualité privé a été supprimé par la loi de 1978. L'article 406 qui définit le délit d'homosexualité public a été supprimé par la loi de 1978. L'article 407 qui définit le délit d'homosexualité privé a été supprimé par la loi de 1978. L'article 408 qui définit le délit d'homosexualité public a été supprimé par la loi de 1978. L'article 409 qui définit le délit d'homosexualité privé a été supprimé par la loi de 1978. L'article 410 qui définit le délit d'homosexualité public a été supprimé par la loi de 1978. L'article 411 qui définit le délit d'homosexualité privé a été supprimé par la loi de 1978. L'article 412 qui définit le délit d'homosexualité public a été supprimé par la loi de 1978. L'article 413 qui définit le délit d'homosexualité privé a été supprimé par la loi de 1978. L'article 414 qui définit le délit d'homosexualité public a été supprimé par la loi de 1978. L'article 415 qui définit le délit d'homosexualité privé a été supprimé par la loi de 1978. L'article 416 qui définit le délit d'homosexualité public a été supprimé par la loi de 1978. L'article 417 qui définit le délit d'homosexualité privé a été supprimé par la loi de 1978. L'article 418 qui définit le délit d'homosexualité public a été supprimé par la loi de 1978. L'article 419 qui définit le délit d'homosexualité privé a été supprimé par la loi de 1978. L'article 420 qui définit le délit d'homosexualité public a été supprimé par la loi de 197

MÉDECINE

A LAON

Polémiques autour d'une maternité

Laon. — La décision du ministre de la santé et de la sécurité sociale de suspendre de ses fonctions, à compter du 1^{er} avril, le chef de service de la maternité, a provoqué, dans la préfecture de l'Aisne, une vive émotion. Prise « dans l'intérêt du service de gynécologie obstétrique », après trois enquêtes de l'inspection générale des affaires sociales, cette

mesure soulève de nombreuses questions. Mais, par-delà le simple fait divers, cette affaire pose le problème, au travers des deux personnalités médicales en présence, de l'affrontement de deux pratiques de gynécologie obstétrique. Elle exprime, en outre, le refus d'un certain nombre de femmes de se voir imposer, de fait, l'une de ces pratiques.

Compétence et « style médical »

« Une affaire complexe, dans laquelle personne n'est tout à fait blanc. » Pour M. Robert Aumont, député, maire socialiste de Laon et président du conseil d'administration du centre hospitalier, les problèmes qui agitent actuellement la maternité sont avant tout la résultante d'un conflit de générations. L'affaire est, selon lui, loin d'être classée, et la décision ministérielle du 1^{er} avril, plutôt que d'apporter une solution, ne sera en fait qu'un élément supplémentaire à verser à un dossier déjà bien épais.

De notre envoyé spécial

C'est dans ce contexte que débute, en janvier, l'enquête de l'inspection générale des affaires sociales menée durant plusieurs semaines par Mme Ragué, à la demande du préfet de l'Aisne. C'est précisément cette enquête, la troisième en cinq ans, qui fut à l'origine de la décision ministérielle du 1^{er} avril, suspendant de ses fonctions le docteur Jean Roque.

De nombreux témoignages

Le service fonctionne donc depuis le début du mois sous la responsabilité du docteur Estève, qui fait fonction de chef de service, alors qu'il est toujours assistant à titre provisoire. On précise cependant à la préfecture que cette situation ne durera pas au-delà du 30 avril, « le concours d'assistant ayant lieu à la fin du mois, et la nomination du docteur Estève au poste d'assistant hospitalier devant intervenir en tout état de cause, dans un délai de quelques semaines ». La préfecture précise également qu'elle est à la recherche « à compter du 1^{er} mai d'une équipe médicale présentant toutes les garanties », faute de quoi la maternité serait contrainte de fermer.

Cette décision a suscité une vive émotion dans la préfecture de l'Aisne, partageant en deux camps la population. Elle a satisfait les responsables du comité de défense de la maternité, les médecins hospitaliers, regroupés au sein de la commission médicale consultative, l'un, qui, à eux, jugés « infamants » et ont assuré le docteur Roque « de leur entière solidarité ».

« Une demande, précise M. Robert Aumont, rendue nécessaire par le nombre beaucoup trop élevé des consultations prises par les médecins de la maternité par rapport à celui de leurs consultations publiques — environ deux fois et demi plus — et qui constituait une menace pour l'équilibre du budget. »

Située « sur le plateau », au cœur de la ville, la maternité, six lits, son architecture agréable et un environnement technique complet (monitoring, échographie), la maternité de Laon est un ensemble que bien des centres hospitaliers aimeraient posséder. Pourtant, depuis quelques années, de nombreuses Laonnaises la délaissent et préfèrent aller accoucher à Reims, Saint-Quentin ou Soissons.

En 1979, par exemple, sur les trois cents quarante-neuf naissances survenues dans des foyers laonnais, cent soixante-seize ont eu lieu en dehors de la ville. Pour les membres du comité de défense de la maternité, il fut clair au bout de quelques temps que le problème était essentiellement lié à la personnalité du médecin-chef.

Des relations difficiles

Personne, à dire vrai, ne conteste à Laon que ce dernier, le docteur Jean Roque, soit une « forte tête ». Médecin-chef plein temps de la maternité depuis 1970, il avait dit, appel à des assistants avec lesquels il semble n'avoir jamais pu établir une véritable collaboration, au point que, en quatre ans, cinq centres eux-mêmes se sont succédé, abandonnant successivement leur poste sous des prétextes divers. La plupart furent taxés d'incompétence par le docteur Roque.

Le docteur Estève, qui arriva en juillet 1979, ne fit pas exception. De difficiles au départ, les relations devaient se dégrader peu à peu, l'assistant voyant régulièrement repousser la date d'un concours qui lui aurait permis de passer à l'assistant provisoire qu'il était au titre « d'assistant temps complet ».

Une affaire judiciaire, en outre, était à la suite d'une plainte déposée le 9 novembre 1979 auprès du procureur de la République par Mme Pascale Hazart. Celle-ci reproche au docteur Roque de n'avoir pas porté le diagnostic de grossesse extra-utérine le 10 septembre 1979, alors qu'elle se savait enceinte, qu'elle avait présenté des pertes de sang noirâtre, qu'elle avait perdu connaissance à deux reprises et que son médecin traitant l'avait envoyée à la maternité précisément pour suspicion de grossesse extra-utérine. Le docteur Roque l'ayant examinée, Mme Hazart qualifiait la maternité le 12 septembre, était de nouveau examinée le 17 par le médecin-chef, qui confirmait le diagnostic de grossesse extra-utérine. Cependant Mme Hazart revenait à la maternité le 23, dans la nuit, et elle fut opérée par le docteur Estève pour complications graves d'une grossesse extra-utérine.

Se perfectionner, en apprenant la langue est possible en anglais.

LES COURS D'ANGLAIS DE LA BBC

Cours avec explication en français. Documentation gratuite.

EDITIONS DESOULIERES S.A.C.

8, rue de Valenciennes - 75008 Paris

LOTO

facile! pas cher!

et sa peut rapporter gros.

Chaque semaine faites valider vos bulletins chez tous les dépositaires portant l'enseigne LOTO

Paris S.A. R. Avenue L. V. 20

ÉDUCATION

LE SÉNAT POURRAIT INSCRIRE DE NOUVEAU A SON ORDRE DU JOUR LA RÉFORME DE L'ÉLECTION DES PRÉSIDENTS D'UNIVERSITÉ

De notre correspondant

Le Sénat souhaite que la réforme de l'élection des présidents d'université, dont la discussion avait été reportée lors de la dernière session, soit de nouveau inscrite à l'ordre du jour.

Le Sénat souhaite que la réforme de l'élection des présidents d'université, dont la discussion avait été reportée lors de la dernière session, soit de nouveau inscrite à l'ordre du jour. Le Sénat souhaite que la réforme de l'élection des présidents d'université, dont la discussion avait été reportée lors de la dernière session, soit de nouveau inscrite à l'ordre du jour.

Le Sénat souhaite que la réforme de l'élection des présidents d'université, dont la discussion avait été reportée lors de la dernière session, soit de nouveau inscrite à l'ordre du jour. Le Sénat souhaite que la réforme de l'élection des présidents d'université, dont la discussion avait été reportée lors de la dernière session, soit de nouveau inscrite à l'ordre du jour.

Le Sénat souhaite que la réforme de l'élection des présidents d'université, dont la discussion avait été reportée lors de la dernière session, soit de nouveau inscrite à l'ordre du jour. Le Sénat souhaite que la réforme de l'élection des présidents d'université, dont la discussion avait été reportée lors de la dernière session, soit de nouveau inscrite à l'ordre du jour.

Le Sénat souhaite que la réforme de l'élection des présidents d'université, dont la discussion avait été reportée lors de la dernière session, soit de nouveau inscrite à l'ordre du jour. Le Sénat souhaite que la réforme de l'élection des présidents d'université, dont la discussion avait été reportée lors de la dernière session, soit de nouveau inscrite à l'ordre du jour.

Le Sénat souhaite que la réforme de l'élection des présidents d'université, dont la discussion avait été reportée lors de la dernière session, soit de nouveau inscrite à l'ordre du jour. Le Sénat souhaite que la réforme de l'élection des présidents d'université, dont la discussion avait été reportée lors de la dernière session, soit de nouveau inscrite à l'ordre du jour.

Le Sénat souhaite que la réforme de l'élection des présidents d'université, dont la discussion avait été reportée lors de la dernière session, soit de nouveau inscrite à l'ordre du jour. Le Sénat souhaite que la réforme de l'élection des présidents d'université, dont la discussion avait été reportée lors de la dernière session, soit de nouveau inscrite à l'ordre du jour.

JEAN-YVES NAU.

M. GUERMEUR PROPOSERA DE NOUVEAUX TEXTES LÉGISLATIFS EN FAVEUR DES MAÎTRES DU PRIVÉ

De notre correspondant

Le Fay (Haute-Loire). — M. Guy Guermeur, député du Puy-de-Dôme, président de l'Association parlementaire pour la liberté de l'enseignement, regroupant trois cents députés et sénateurs, s'est engagé, jeudi 10 avril, devant le cinquante-huitième congrès national de la Fédération nationale des syndicats professionnels de l'enseignement libre catholique (F.N.-SPELC), à proposer de nouveaux textes législatifs « pour corriger les décrets d'application de la loi (qui porte son nom) dans ce qui ont de défectueux ». Ces décrets avaient entraîné des déceptions chez les enseignants privés, notamment en ce qui concerne les retraites, et suscité à la fin du deuxième trimestre un mouvement de grève lancé par cinq syndicats de l'enseignement privé et très suivi (le Monde daté 23-24 mars).

Le président de la Fédération des SPELC, M. Alfred Mortel, a fait observer que les maîtres de l'enseignement libre devaient verser des cotisations supérieures de 20 % à celles payées par les maîtres de l'enseignement public, et sur une assiette plus large, pour aboutir à une retraite inférieure, selon les cas, de 6 à 30 %.

M. Guermeur, dénonçant les inégalités qui, selon lui, pénalisent l'enseignement catholique, a notamment déclaré : « Dans la construction de la liberté d'enseignement, on ne doit pas s'arrêter en chemin. La responsabilité éducative des parents et des maîtres doit répondre à la volonté de justice du législateur. Il faut créer en France une école de la participation. »

En ce qui concerne les droits

Le Syndicat général de l'éducation nationale (SGEN-C.F.D.T.) fera connaître, pour sa part, le lundi 14 avril, sa position dans les universités pour les deux journées du 24 et 25 avril.

FAITS DIVERS

Dans les Yvelines

Un jeune cambrioleur est tué par un gardien de la paix

Un jeune gardien du poste de police de Vernouillet (Yvelines) a ouvert le feu, dans la nuit du 9 au 10 avril, à Triel, sur une voiture dont le conducteur tentait de franchir un barrage de police. Un passager, M. Thierry Delhaye, dix-huit ans, a été mortellement atteint par une balle de revolver. Pour connaître les circonstances exactes qui ont amené le gardien de la paix à faire usage de son arme, le parquet de Versailles a confié l'enquête au service régional de police judiciaire.

C'est le lundi 10 avril, vers 8 heures du matin, que le corps de M. Thierry Delhaye a été découvert, au fond d'une impasse, à Boismont, près de Pontouze (Val-d'Oise). Etendu sur le dos, il avait été tué par une balle entrée sous l'omoplate gauche et logée dans la région du cœur. A proximité, les gendarmes remarquèrent la présence d'une automobile Simca 1100 rouge, voisine de la veille à Carrières-sur-Seine. La porte arrière gauche était percée par une balle. A l'intérieur se trouvait une partie du bûtin d'un cambriolage commis la veille dans un magasin d'alimentation d'André (Yvelines), ainsi que des accessoires d'automobile (phares, longue portée et anti-brouillard) dérobés au cours de la nuit sur des voitures en stationnement dans la région de Poissy.

Les gendarmes, qui pensaient à un cambrioleur abattu par une de ses victimes, devaient apprendre rapidement que les policiers du poste de Vernouillet, rattaché au commissariat de Poissy, avaient, la nuit même, ouvert le feu sur une voiture en forêt de Triel. Vers 3 h 30, en effet, deux gardiens de la paix, alertés par radio par des collègues en patrouille, avaient tenté de mettre leur véhicule de police en travers de la route pour intercepter et contrôler les identités des passagers de deux voitures suspectes, une Fiat blanche avec cinq passagers à son bord et une Simca 1100.

Selon le parquet de Versailles, les deux gardiens munis d'un projecteur et d'un bâton lumineux se trouvaient au milieu de la route lorsque les véhicules ont foncé dans leur direction. A ce moment, contrairement aux règlements qui leur interdisent de faire usage de leur arme sans sommations et s'il n'y a pas légitime défense, l'un des policiers a tiré sur l'arrière du véhicule en visant, semble-t-il, la partie basse de la carrosserie. C'est ainsi que M. Thierry Delhaye, qui se trouvait dans la voiture, allongé sur la banquette arrière, fut mortellement atteint par la balle tirée dans la portière arrière gauche. Quelques kilomètres plus loin, son corps devait être déposé par ses compagnons à l'endroit où on le retrouva.

L'enquête ouverte devra établir pourquoi ces deux policiers du poste de Vernouillet ont voulu, seuls, tenter d'intercepter deux véhicules et surtout si celui qui a fait usage de son arme, et dont l'identité n'a pas été révélée, pouvait se sentir réellement menacé. — D. R.

Pour votre

DEMEUNEMENT

208 10-30 ODOUL

16, rue de l'Atlas - 75019 PARIS

VIVEZ L'ÉVÈNEMENT JETFOIL: OSTENDE-CŒUR DE LONDRES EN DIRECT A 80KM/H.

Le Jetfoil est un moyen de transport révolutionnaire. Il se souleve sur ses skis de pontance et se déplace sur l'eau dans des conditions idéales de confort, de stabilité et de sécurité.

Le Jetfoil est un moyen de transport révolutionnaire. Il se souleve sur ses skis de pontance et se déplace sur l'eau dans des conditions idéales de confort, de stabilité et de sécurité.

Le Jetfoil est un moyen de transport révolutionnaire. Il se souleve sur ses skis de pontance et se déplace sur l'eau dans des conditions idéales de confort, de stabilité et de sécurité.

P&O Jet Ferries

Maintenant, avec Jetfoil, il est aussi agréable de se rendre à Londres qu'il l'était.

Pour obtenir une documentation gratuite, remettez le bon à contre à P. O. Jet Ferries.

Agent général pour la France, Normandie Ferries S.A.

4, place des Capucines - 75008 Paris.

Tél. Paris (1) 265 2216

Localité: _____

LM 1

LOIS

PUGH. BONNE

DANS UNE

TOURISME ET TRAVAIL

CAP SU

LA

هكذا من الاكل

Le Monde

LOISIRS ET TOURISME

MME PUGH, BONNE HOTESSE

DANS UNE FERME GALLOISE

Q'EST-CE qui pousse Mme Pugh à accueillir des hôtes de passage dans sa ferme de Llynwrt sur la côte centrale du Pays de Galles ? Quel démon lui souffle de mûrir de l'agneau au miel et au romarin et de confectionner des tartes aux myrtilles nappées de crème anglaise, pour des étrangers, alors que son mari, sa fille, ses deux garçons et des voisins obligés de venir à la ferme, une fois les foins rentrés ?

Ce n'est pas le besoin puisque Henbles-Farm est une riche exploitation de 141 hectares vouée à la viande de boucherie et comptant plusieurs centaines de têtes de bovins et de moutons. Certes, même à l'aide, ces agriculteurs ne dédaignent pas un revenu supplémentaire mais leur motivation est ailleurs. « J'aime bien recevoir des touristes », explique Mme Pugh ; c'est passionnant de bavarder avec des Flamands, des Français ou des Allemands. J'apprends toujours quelque chose. » L'accueil conçu comme un moyen de repousser les horizons quotidiens. Un peu comme la télévision, mais en mieux.

Du côté du vacancier, le bénéfice n'est pas moindre et la formule du séjour à la ferme en demi-pension se révèle un excellent moyen pour les familles de découvrir le pays des Gallois.

Les enfants, d'abord, apprécieront ce genre d'hébergement moins compassé que les hôtels et autres auberges. Sûr le breakfast terminé, ils se précipiteront dans les champs où M. Pugh prête le volant de son tracteur. Ou bien ils s'essieront,

avec l'aide de leurs copains Edwards ou Shana à prononcer les mots gallois si étranges : « Bore de » (bonjour), « Diodid yn Fawr » (merci), « Pedwar, Pump » (quatre, cinq). Car on parle gallois sans folklore entre Cardiff et Anglesey. Le visiteur fait peu à peu connaissance avec ce peuple cette jovialité et sans complexe, qui adore le chant et le rugby, mais aussi les contes d'amour, de mort et de tempêtes, qui finissent toujours par des naufrages.

Les paysages, eux, varient au rythme des virages des routes étroites. Il y a la côte sage, où de belles maisons de granit gris se cachent dans des haies de

rhododendrons de 4 mètres de haut et se partagent aux flammèches du chèvrefeuille. Il y a à l'intérieur, dans le Gwynedd notamment, ces montagnes rondes, nues et vertes où courent les vagues de pierre des enclos et des moutons à tête noire. Dans la Powys sauvage est la lande qui dégringole vers les petits villages propres nichés dans la protection de verdure de la vallée. Retour aux Aber, ces profondeurs échantonnées marines aux rives desquelles s'arrête net le manteau forestier des collines. En arrière d'Aberaeron dans le Dyfed, le bocage s'orne de chênes moussus sous lesquels se lovent les chemins creux.

« Le château des causes perdues »

Villier représentant la première occupation du vacancier, il faudra descendre une fois pour toutes dans l'une des innombrables mines d'ardoises. Ses couloirs et ses cavernes taillés de main d'homme apparaîtront à beaucoup comme humides, glacials et sans grand intérêt, sinon celui de faire sentir la rudesse des conditions de travail des ardoisiers. La carrière de Bleunau Ffestiniog est classée, paraît-il, comme la plus vaste du monde. Pas de quoi en être fier. Les collines de gazon, boutonnées de moutons, ont été changées en énormes crassiers où se meuvent les engins mécaniques.

Pour ce qui est des châteaux, c'est l'embarras du choix. On peut à la rigueur mépriser celui de Criccieth réduit à l'état de

prairie au-dessus de la baie de Cardigan. Le donjon du château Harlech et ses douves racontent sans peine les innombrables batailles dont il fut le théâtre. A vrai dire, cet ouvrage militaire du treizième siècle fut si souvent et si aisément pris et repris que les Gallois le surnomment « le château des causes perdues ». Tous deux commencés en 1283, les châteaux de Caernarfon et de Conway restent les plus beaux fleurons de l'art militaire local. Mieux conservés, Caernarfon offre un superbe chemin de ronde entre ses tours octogonales, d'où l'on contemple le mont Snowdon. Dans la cour, furent investies prince de Galles le prince Édouard en 1311 et le prince Charles en 1369. Plus médiéval et presque marin Conway a planté ses tours rondes entre la ville, la baie et les bois. Il

est surtout le logis de mouettes domestiques.

Voilà l'île d'Anglesey. Une halte obligatoire pour photographier la gare de la localité dont le seul intérêt est de posséder le nom le plus long du monde. Pas moins de cinquante-huit lettres. « Anticonstitutionnellement » est largement battu. Il s'agit de Llanfairpwllgwyngyllgogerychwyrndrobwllllantysylllogogoch, ce qui voudrait approximativement dire : « L'église de Saint-Maire qui se trouve dans une vallée de rochers blancs près d'un courant tourbillonnant près de l'église de Tyllio et près d'une caverne rouge. » Tout contre une mis à part, la traduction n'est pas à la hauteur du sens original. Le village non plus.

Le dépaysement naîtra à coup sûr d'une flânerie prolongée à Portmeirion, station de vacances copie conforme d'un village italien. Clocher, tours, colonnades, maisons à toits, toiles rondes, cyprès, fontaines, fontaines et bleus, tout évoque dans cet amphithéâtre de verdure la Toscane et l'Ombrie. Une promenade dans le parc attenant achève de désorienter qui n'est pas familier d'un univers végétal fait de rhododendrons, de pins, de bambous et de chènes.

Loin des voitures et loin des routes, il existe deux modes de locomotion privilégiés pour pénétrer le cœur du Pays de Galles. Le premier c'est la marche. Elle est facilitée par l'omniprésence des Llynth Cylodius ou Public footpath ou encore, sentiers publics, signalés par des panneaux apparents.

ALAIN FAUJAS.

(Lire la suite page 15.)

UNE SAISON ESTIVALE COMPROMISE

DANS LES COTES-DU-NORD ?

Tanio-les-Bains

TOUT le monde vous le dira, l'agent qui règle la circulation, le « garçon » du bar, les hôteliers, les retraités, et même les stoppeurs ramassés au bord de la nationale : il y avait beaucoup de monde durant le week-end passé à Trégastel et Penros-Guirec (Côtes-du-Nord).

Les Bretons, mais aussi les Parisiens, les Allemands et les Anglais étaient, comme d'habitude en semblable circonstance, « venus voir la catastrophe ». On avait sorti les caméras et les appareils photo pour fixer sur les pellicules les « puces jaunes », comme on les appelle là-bas, nettoyer au jet les fameux rochers roses, devenus noirs, et labourer la plage dans une odeur de mazout. Dans les bars, moquette protégée par des bandes en plastique, — c'était une

invasion de clients venus prendre un verre.

Ce week-end était un test pour les hôteliers bretons : c'est en effet à Pâques que les touristes décident de leur séjour de vacances en venant reconnaître les lieux.

« Comment allaient-ils réagir devant la marée noire ? » se demandaient les professionnels du tourisme. En début de semaine, Trégastel avait fait ses comptes. « Les gens sont venus nombreux, affirme un hôtelier, mais ils sont seulement allés prendre une verre dans les cafés. Mon amie, qui a un restaurant gastronomique, aurait dû faire deux services : elle avait neuf clients dans sa salle. »

« Les clients n'ont fait que passer », remarquait un autre. Aujourd'hui il n'y a déjà plus personne.

Le mazout continue à couler

Une grande incertitude plane sur la saison d'été, qui semble compromise : « Si l'on croit les vacanciers, ils ne reviendront pas », affirme-t-on dans un hôtel. Les visiteurs trouvent la plage sale et pensent qu'elle ne sera pas propre cet été.

« Lors des autres marées noires, il avait fallu trois mois pour remettre les plages en état, souligne-t-on à l'office du tourisme. Cette fois-ci, nous ne pouvons rien dire car le mazout continue à couler. » « Le nettoyage coûtera très cher et n'apportera pas de garantie », affirme pour sa part un responsable d'agence.

Cette incertitude se traduit par l'attentisme pour les réservations estivales : alors que, en 1979, à la même époque, les locations avaient été commercialisées pour 70 %, la moitié des logements attendent encore preneur. Si les statistiques n'ont pas dépassé 10 %, les agences et les hôteliers ne reçoivent plus de demandes de renseignements.

Mais tout le monde n'a pas réagi de la même façon : un ancien militaire qui avait nettoyé la plage lors de la précédente marée noire affirme qu'il avait décidé de ne pas aller en vacances cette année, mais qu'il prendra quelques jours de congés à Trégastel, « pour apporter son soutien » à la ville. Un autre client confirme sa réservation et propose de « traquer le pétrole s'il en reste encore ». Enfin, certains vacanciers entendent profiter de la situation : « Je n'avais pas les moyens de me payer des vacances en Bretagne, affirme un correspondant. Peut-être consentez-vous à faire des prix cette année ? »

Les Bretons ne cachent pas leur irritation devant l'attitude des pouvoirs publics. « Lors de la première marée noire, nous nous sommes dit : « C'est un accident », affirme un responsable du tourisme. On s'y est tous mis. On a acheté des serpillères et on a frotté. La seconde fois, volontariat local avait disparu ; cette

fois-ci, nul ne peut évaluer l'accident. Nous sommes les victimes d'un scandale permanent : des propositions ont été faites pour que cela ne se reproduise plus, elles n'ont jamais été appliquées, faute de moyens financiers. D'autre part, comment voulez-vous nettoyer les côtes avec le minuscule effectif de militaires qui est mobilisé ? C'est comme si on voulait laver la place de la Concorde avec une brosse à dents. »

Un tract circule à Trégastel : trente pompiers et agents, trois camions - divers sont arrivés devant Trégastel lorsque 30 mètres carrés de mazout ont été déposés sur le trottoir parisien. Combien y a-t-il de pompiers, d'agents et de camions - divers pour 15 000 000 de mètres carrés de côtes bretonnes polluées ?

« La catastrophe du Tanio n'a rien à voir avec les marées noires précédentes qui avaient envahi des kilomètres de côtes, souligne pourtant M. Camille Vallière, délégué départemental au tourisme. Cette fois-ci, seule la région de Trégastel est touchée, et nous pensons être prêts pour la saison d'été. » Si toutefois une solution définitive peut être appliquée.

Une avant-saison compromise, une saison sur laquelle pèsent de lourdes incertitudes. Tel est le bilan, pour les hôteliers bretons, de la marée noire du Tanio. Mais, en 1980, la colère de chacun est devenue celle de tous. C'est le même sentiment qui agite les hôteliers mécontents, les maîtres refoulés lors de leur manifestation parisienne : « On en a ras le bol du mépris du gouvernement. »

« Les relations diplomatiques sont rompues avec Paris », remarquent les Bretons mazonnés.

MARIE-CHRISTINE ROBERT.

« TOURISME ET TRAVAIL » EN VOYAGE

CAP SUR OLYMPIE

« Par la grâce des dieux, des milliers de routes conduisent à moi », écrivait Pindare, qui fut l'un des grands chanteurs des Jeux d'Olympie. Douze siècles durant, Olympie fut, en effet, beaucoup plus qu'un haut lieu de rendez-vous quadriennal des meilleurs athlètes : le véritable sanctuaire de cette civilisation hellénique qui rayonnait alors sur tout le bassin méditerranéen.

Cap sur Olympie était aussi le thème proposé par l'association Tourisme et Travail pour deux croisières, organisées en mars à bord du paquebot soviétique baptisé du nom du poète ukrainien Chota Roustavelli. En fait, partis à cinq cent cinquante-huit de

Toulon, nous ne nous comptons plus que cent soixante-huit en arrivant à Olympie. Impitoyable sélection... olympique ?

A bord, le gymnase ne faisait le plein que pour la séance quotidienne de yoga. La plate-forme de ball-trap ne pouvait être utilisée, à cause de l'état de la mer. Sur le pont supérieur, la piscine n'avait même pas été remplie, compte tenu de la température extérieure. L'autre piscine, couverte et chauffée, ne connaissait pas un franc succès.

Il y avait bien eu aussi quelques pièges, comme les bars où étaient servis des verres de vodka détaxée à 2,50 F, ou même ce caprice nocturne de Neptune qui avait entraîné la

fermeture un peu précipitée de la discothèque et donné des mines blanches de fantômes à quelques croisiéristes. Mais, si près des deux tiers d'entre eux avaient préféré déclarer forfait pour l'excursion à Olympie, c'était uniquement parce que celle-ci s'apparentait trop à une course contre la montre.

Pour rallier Patras, où le Chota-Roustavelli avait accosté à Olympie, il convenait encore de parcourir 125 kilomètres sur l'une de ces petites routes serpentant à travers les collines du Péloponnèse, où il doit faire si bon flâner parmi les bosquets d'asphodèles et d'encalyptus en fleur, les oliviers, les vergers et cette vigne produisant le célèbre raisin de Corinthes et toute une gamme de vins allant du blanc manihia au némea, appelé « sang d'Hercule » pour sa teneur pourpre, et autres vins liquoreux de Patras : le mavro daphné rouge et le muscat blanc. Hélas, point le

temps de flâner et encore moins de déguster puisque le bateau, arrivé à 13 heures, devait impérativement repartir cinq heures plus tard.

Un grand dam des mille Olympiens qui se consacrent aujourd'hui exclusivement au commerce des souvenirs et à l'hôtellerie, il restait à peine quarante-cinq minutes pour visiter le musée où est entreposé le produit de deux siècles de fouilles, parcourir au pas de course le site olympique, s'émouvoir devant les vestiges des temples de Zeus et de son épouse Héra, le gymnase, où s'entraînaient les athlètes, le Paléstre, utilisé par les pugilistes et les pancratiastes, le Théatéron, où résidaient les prêtres, l'arc de triomphe de Néron, avant de franchir la crypte et de fouler enfin cette piste sacrée où, selon la légende, Apollon lui-même aurait vaincu Mars et Hermès.

GERARD ALBOUY.

(Lire la suite page 14.)

Ancien palais mauresque, centre Sidi Bou Said, vue mer, propose séjour dans cadre romantique. Possibilité location de voiture pour découverte Tunisie.

R.V. agence de voyages favorite pour rencontrer catalogue Jumbo. Ou envoyer 3 timbres 1,30 F : Jumbo, B.P. 132-07 75326 Paris Cedex 07.

Sur place, pour vous aider à improviser votre voyage, passez au relais Jumbo. Il y en a 39 dans le monde.

jumbo

voyagez hors des hordes

jsf Voyages en

CHINE

19 circuits à partir de 10.600 F

Prochains départs 17 avril 1980, 8 mai 1980 et 7 juin 1980.

Jeunes Sans Frontière

5, rue de la Banque 75002 PARIS (Métro Bourse) Tél. 261.53.21.

36, rue des Bourdonnais 75001 PARIS (Métro Châtelet) Tél. 236.31.62.

ILE DE PAQUES

POLYNÉSIE

NOUVELLE-ZÉLANDE

Deux départs :

— Du 2 août au 29 août 1980 : Prix : 14.820 F

— Du 27 septembre au 25 octobre : Prix : 16.280 F

LE TOUR DU MONDE

Échelles de deux à huit jours à RIO-DE-JANEIRO SANTIAGO ILE DE PAQUES - TAHITI MOOREA - TUAMOTU - ÎLES SOUS LE VENT - NOUVELLE-ZÉLANDE - SINGAPOUR

LA CROIX DU SUD

5, rue d'Amboise, 75002 Paris Tél. : 261.82.70

la Tunisie

Parlez-en avec ceux qui la connaissent bien

Week-ends sur Tunis, Hammamet, Monastir, Djerba, Zarzis.

Nous vous proposons des formules de vacances de printemps et d'été étudiées et préparées par des gens du pays.

WEEK-ENDS.

du vendredi au dimanche

• à EZ ZAHRA : 1695 F

• à ZARZIS : 2010 F

en pension complète (TTC, voyages en jet, transferts et assurances inclus)

Tunisie

COEUR DE L'AMÉRIQUE MÉDITERRANÉE DU COEUR

Documentation gratuite sur demande

TUNISIE CONTACT

30 rue de Rome 75001 Paris

296.02.25 et 296.14.23

FINLANDE
naturellement vôtre

la Laponie
légendaire
et le cap
du bout du monde
le Cap Nord

circuits de
8 et 9 jours
à partir de
5340 F

Renseignements à
Votre Agent de Voyages ou
Non
Adresse
FINNAIR 11 rue Auber
75009 Paris

Apollo Beach

Hôtel-club en Grèce

2 semaines de 3040 à 3530 Frs.
sans suppléments surprises.

pharos-france Y TOUR
2 rue de l'Écluse 19 rue de la Michodière
75001 Paris 75002 Paris
Tél. 260.30.18 Tél. 742.22.84

Asie

CEYLAN : Sri-Lanka
« Offre spéciale »
séjour 10 j. f. 3890*

INDE du NORD · NEPAL
circuit 16 j. f. 8.975*

BANGKOK · HONGKONG ·
BALI · SINGAPOUR
circuit 16 j. f. 9.975*

KUONI c'est aussi
l'Océan indien, l'Afrique,
l'Amérique du Nord et
du Sud

* Prix minimum
au départ de Paris

VOYAGES KUONI
75008 PARIS - 33, bd Malesherbes - Tél. 265.29.09
75009 PARIS - 12, bd des Capucines - Tél. 742.83.14

ET CHEZ VOTRE AGENT DE VOYAGES

Le Togo, ou l'Afrique en raccourci

P RATIQUÉMENT ignoré des touristes français, pourtant nombreux à visiter le Sénégal, la Côte-d'Ivoire ou le Cameroun par exemple, le Togo mériterait pourtant de retenir l'attention de tous ceux qu'attire l'Afrique. Notamment parce que, en dépit de sa superficie réduite, il offre comme un raccourci de tout le continent.

Le Sud est constitué par une plage continue de sable fin ourlée de palmeraies, qui s'étend de la frontière du Ghana jusqu'à celle du Bénin. Lomé, la capitale administrative, culturelle et politique du pays, en est l'ornement le plus connu. A juste titre d'ailleurs, car la superposition de souvenirs de deux époques coloniales — l'allemande jusqu'en 1918, la française jusqu'en 1960 — présente un caractère relativement insolite. Les vieux palais du dernier gouverneur allemand est flanqué d'une tour qui veut imiter celle d'un burg rhénan, tandis que la cathédrale bâtie par les mêmes architectes germaniques s'orne

de deux clochers néo-gothiques bizarrement ajourés.

Hostile aux dépenses excessives, l'administration coloniale française n'a laissé, sur le plan architectural, que des souvenirs modestes. Seul, peut-être, ce somptueux hôpital qui, dit-on, aurait, comme le pont Houphouët-Boigny construit dans la capitale ivoirienne, inspiré au journaliste Raymond Cartier les accents vengeurs, dont quelques contempteurs de l'Afrique prétendent faire une doctrine portant son nom.

En revanche, le régime militaire aux destinées duquel préside depuis plus de treize ans le général d'armée Étienne Eyadéma a vu grand — trop grand même, affirment ses détracteurs. Mais ce n'est évidemment pas le touriste qui se plaindrait d'une situation qui lui vaut notamment de bénéficier d'un équipement hôtelier d'une qualité tout à fait exceptionnelle dans cette partie du golfe du Bénin.

Conservé sa personnalité

Depuis l'éviction des civils de la scène politique, les constructions imposantes se sont multipliées, contribuant à faire de la petite bourgade sans prétention des années 50 une véritable capitale. La Maison du rassemblement du peuple togolais, dont la salle de conférences fut pendant quelques années la troisième du monde, le palais présidentiel que n'habite jamais celui qui en commande la réalisation, le campus universitaire, le palais de justice, le siège de l'Union togolaise de banque, ne constituent que quelques-unes des très nombreuses réalisations architecturales récentes qui embellissent Lomé. Les monumentales statues de bronze ou de pierre du sculpteur Pierre Akyi, artiste togolais de classe internationale, ajoutent au charme d'une cité qui, tout en se modernisant, a su conserver intacte sa personnalité.

Le port lui-même, qui draine une partie du trafic du Niger et de celui de la Haute-Volta, est d'autant moins dépourvu d'intérêt qu'il abrite derrière une jetée l'une des plages les plus fréquentées de la capitale. Mais Lomé n'est pas le seul centre d'attraction de ce pittoresque littoral. Il faut y ajouter les deux villes historiques de Porto-Seguro et d'Aneho, dont les chefs traditionnels négocient au cours des siècles précédents avec les navigateurs européens la vente de dizaines de milliers

d'esclaves avant de passer traités entraînant cession de leur territoire. Le lac Togo, qui a donné son nom au pays, attire les amateurs de sports nautiques qui apprécient la beauté de son plan d'eau.

En remontant vers le nord, les amateurs de souvenirs historiques s'attarderont dans la région de Palimé, l'ancienne Missabôhe des administrateurs allemands. Les sujets de l'empereur Gholliama II ont laissé dans cette région de vastes plantations et des forêts de teck qui témoignent de leur volonté de développer rapidement cette région. A Klouta, au sommet d'une montagne relativement escarpée, un avocat français a construit une extraordinaire bastide provençale rachetée par le gouvernement togolais.

A Dzogegan, sur un plateau agréablement ventilé par les alizés, une communauté de bénédictins où se mêlent Français et Africains a installé un monastère. On peut, à l'intérieur même de ce cloître tropical, trouver gîte, couvert et paix de l'âme en écoutant monter vers le ciel l'hommage du chant grégorien.

A Badou, aujourd'hui doté d'un hôtel où le luxe se dispute au confort, on jouit d'un point de vue agréable sur l'Akposso,

massif verdoyant où bondissent les canards.

Lama-Kkra, capitale régionale, chef d'origine du chef de l'Etat togolais, ville très longtemps tenue à l'écart du courant général de développement, a bénéficié d'importants crédits qui ont permis de combler un retard évident. La ville est un endroit privilégié sur la route de la falte rochers de Badou et du promontoire d'Alejo, reliés aux formes audacieuses qu'apprécient les amateurs de vareppe.

Un point d'éclatement

Plus au nord encore, en direction de la Haute-Volta voisine que l'on gague désormais sans fatigue excessive par la route, on traverse le pays caennais dont chaque village est un ornement, puis une savane sahélienne dont la faune est particulièrement riche et variée. C'est ici que, passionné de chasse, le président du Togo vient tirer le lion ou l'éléphant, le buffle ou l'antilope — à proximité immédiate du parc national de celui de la Pendjari et du parc du « W » au Niger. L'endroit est idéal pour les cinéastes et photographes amateurs passionnés par les animaux sauvages.

A ses qualités spécifiquement nationales, le Togo en ajoute une autre, celle de pouvoir servir de point d'éclatement aux adeptes du grand tourisme interafricain. En effet, Lomé est le centre de passage idéal pour le Ghana, le Bénin et le Nigeria. La capitale togolaise est à une centaine de kilomètres d'Accra

et du barrage d'Akomombo et, en deux heures, on peut atteindre d'ici l'imposant circuit des forts littoraux (Le Monde du 14 octobre 1979). A quelques kilomètres les uns des autres, s'échelonnent ces antiques fortifications — danoises, anglaises, suédoises, portugaises ou françaises — qui servent de lieux de transaction pour l'actuel commerce du « bois d'ébène » ou pour celui, plus respectable, de la poudre d'or. Le village lacustre béninois de Ganris est encore plus proche, ainsi que les palais royaux d'Abomey et les couvents de féticheuses de Ouidah, siège du culte et quelque peu décevant temple des pythons sacrés. Enfin, le fabuleux pays Yorouba, aux innombrables et fastueuses musées, aux traditions vivaces, est à quelques heures de route de Lomé; la visite d'Ibadan, cité de plus d'un million d'habitants, réputée la plus vaste agglomération noire du globe, y reste un des spectacles les plus fascinants qui soit.

Les hôtels de Lomé

Signe d'une heureuse évolution récemment amorcée: alors qu'il y a quelques années encore le voyageur de passage au Togo allait coucher à Cotonou au Bénin voisin, c'est aujourd'hui le visiteur de passage à Cotonou

qui vient passer la nuit dans l'un des nombreux hôtels de Lomé. En effet, comme nous le précisait l'un des responsables du tourisme togolais: « De 1960 à 1980, la capacité hôtelière de notre pays est passée de quatre-vingt-cinq à deux mille chambres. » Non seulement la capitale, mais chaque chef-lieu de circonscription dispose désormais d'un hôtel moderne. Curieusement, ce sont en majorité des Suisses (80 % du total) et des Allemands (20 %) qui apprécient le plus la valeur de l'équipement touristique de cet Etat ouest-africain francophone. Il est vrai que l'agence suisse Hôteplan offre des séjours d'une semaine à Lomé en hôtel de classe internationale, voyage aller-retour Zurich compris, pour la somme de 800 francs suisses.

PHILIPPE DECRANE.

CHASSE ET PÊCHE SUR CATALOGUE

Le nouveau catalogue de Jet Tours consacré à la pêche et à la chasse vient de paraître. Il concerne tous les programmes que la filiale d'Air France a sélectionnés dans le monde pour la saison 1980-1981. On notera notamment un séjour dans l'Idaho ou le Montana consacré à la pêche des truites cutthroat qui ne doit pas manquer de surprises.

Le catalogue comporte 68 pages et au cœur de la brochure est fixé un petit guide pratique qui décrit les espèces susceptibles d'être convoitées, les prix des différents voyages proposés pour les remonter et les armes ou les cannes à pêche recommandées pour réussir l'aventure choisie. Ce qui fait que ce catalogue est aussi un document dont l'intérêt dépasse le simple exposé d'un programme.

Cap sur Olympie

(Suite de la page 13.)

Rares pourtant ont été les frustrations malgré la brièveté des échecs à Patras, Messine et Naples et le temps très médiocre en Méditerranée pour une telle croisière. Selon les fiches remplies par les adhérents de Tourisme et Travail, à leur retour à Toulon, 15,2 % d'entre eux se déclaraient « assez peu ou très peu satisfaits », 3,90 % étaient « moyennement satisfaits » et 94,88 % à tout fait satisfaits ou satisfaits. En fait, il semble bien que la majorité des croisiéristes accordent la plus grande importance à la qualité des prestations fournies et de l'animation proposée à bord.

A côté des traditionnels et inévitables (1) jeux apéritifs, les responsables de Tourisme et Travail revendiquent une « animation pour adultes », allant des

conférences sur l'histoire des Jeux olympiques aux débats sur « la presse face à ses lecteurs » ou sur « participation ou boycottage des Jeux de Moscou (2) », voire même une soirée poésie consacrée à la lecture des poèmes de Yannis Ritsos, suivie par plusieurs centaines d'adhérents. Avec de surcroît les séances d'initiation au yoga ou à la plongée sous-marine en piscine, le passage quotidien d'un ou deux films, les tournois de belote ou de scrabble, les deux orchestres, français et soviétique, pour l'animation des soirées, et la disco-

* Tourisme et Travail organise des séjours en Union soviétique à l'occasion des Jeux olympiques de Moscou. C'est la première fois dans l'histoire des Jeux que certaines associations peuvent organiser des déplacements et des séjours au même titre que les agences de voyages.

thèque pour les plus jeunes, les croisiéristes pouvaient oublier le mauvais temps en choisissant en permanence parmi plusieurs activités.

Si on ajoute la qualité de la cuisine, française ou soviétique, proposant à chaque repas entrée, poisson, viande, fromage et dessert, la diligence du service avec un équipage composé de trois cent cinquante Soviétiques, dont 80 % de jeunes filles, on peut comprendre la satisfaction de la grande majorité des croisiéristes d'avoir pu pour moins de 1.700 F (1), vivre des vacances jusqu'ici réservées aux classes sociales les plus aisées.

GERARD ABOUY.

(1) Prix proposé aux comités d'entreprises. Ceux-ci font profiter leurs adhérents d'un tarif inférieur, compte tenu des subventions dont ils bénéficient.

AQUAMARINE, VOTRE HOTEL FLOTTANT Le Meilleur de Chine

Un bateau ancré, entièrement climatisé, de nombreux bars, 2 piscines, casino et nightclub. Vous découvrirez ce pays mystérieux, de Hong-Kong à Kôbé, par Shanghai, Pékin, etc. Vous visiterez la grande muraille de Chine. 2 départs par mois, de mai 1980 à avril 1981.

aquamarine international

EXCLUSIVITE MONDIALE CROISIÈRES EN CHINE

Renseignements et réservations à votre agence de voyages ou à

Agents Généralistes **navifrance**
25, rue de la Michodière 75002 Paris
Tél. 286.85.40

Envoyez-moi par retour votre brochure

Nom _____
Adresse _____
Code postal _____
Ville _____

Des hauteurs pour touristes. Géographes
Office du Nord

مكتبات الأمل

DU TOURISME

GRANDE DU NORD

Le Donegal parvre

Le Monde des PHILATÉLISTES

Le numéro d'avril vient de paraître (88 pages)

Philatélie aux T.A.A.F.

La méthode du « noir absolu »

L'illustration des timbres français de 1980... et les nouveautés du monde entier

En vente dans les kiosques à partir du 5 du mois: 7 F

Numéro spécimen sur demande: 11 bis, bd Haussmann, 75009 Paris

V.I.

Une introduction vivante. Un Des hauteurs pour touristes. Géographes
Office du Nord

IRLANDE DU NORD

Le Donegal pauvre et hospitalier

SITUÉE à l'extrémité occidentale de l'Europe face à l'Atlantique, l'île du nord de l'Irlande par l'Ulster britannique avec ses barbelés et sa guerre fratricide, le Donegal demeure une des régions de l'île verte où les traditions gaéliques sont les mieux conservées. Une des plus pauvres aussi, et une des plus frappées par une émigration massive qui a vidé le pays de ses forces vives.

Les bourgs sont rares le long de méchantes routes qui traversent la lande balayée par les vents. La côte escarpée, parsemée de crêtes rocheuses et de plages de sable, coupée d'estuaires, qui pénètrent loin dans les terres, comme des fleurs, abrite de petites stations balnéaires et les principaux ports, Kilbegga ou Burtonport, hameaux de quelques maisons autour d'un pub et d'un monument aux marins disparus, d'où partent quotidiennement saumons et homards par camions entiers.

Poisson « maigre »

Mais dans ce pays où la religion catholique régit encore sur les âmes comme sur les corps, le poisson est « maigre » et donc pauvre. Il faut être étranger pour être assez fou pour se plonger jusqu'aux mollets dans l'eau glaciale des loughs — lacs — ou des torrents pour pêcher saumon ou truite. Les habitants, quand ils peuvent s'offrir le restaurant, se contentent de cabillaud frit ou bouilli, parfois congelé.

A Dungloe, non loin de Burtonport, le premier restaurant s'est ouvert il y a moins d'un an. Un événement dont on parle encore ! Et pourtant ce n'est qu'un modeste « fish and chips ». Par contre, Dungloe est fière de ses quatorze pubs pour huit cents habitants. La plupart sont pleins, surtout les vendredis et samedis, quand on se réunit pour boire de la bière, écouter de la musique et chanter ces ballades que les émigrants irlandais ont exportées jusqu'en Amérique.

Partout on sert les trois mêmes sortes de bière, la blonde, la rousse et la guinness, celle que préfèrent les catholiques. « Les autres, il n'y a rien dedans. » On aime souvent avec un verre de whisky, un

« Irish » disent ceux qui veulent combattre l'impérialisme du « scotch ».

A Croilly, hameau de quelques douzaines d'âmes perdu en plein Gaeltacht — région où l'on parle toujours le gaélique et où l'on tente de préserver les traditions — pour cinq à six pubs, l'héritier de plusieurs générations de musiciens ambulants, Leo Brennan, a décidé de se fixer. Il s'y est marié, et a ouvert un pub, lui qui n'a jamais bu une goutte d'alcool. Il paraît qu'il y aurait quelques autres irlandais comme lui ! Il connaît des centaines de balades, et l'on vient de loin pour l'entendre. Ses enfants et neveux ont créé un des groupes de musique folklorique les plus populaires du pays, les Clann-na, qui ne chantent qu'en gaélique et partent à la recherche des vieilles musiques.

De l'autre côté des montagnes balayées par les tourbillons noirs exploités intensément depuis la crise de l'énergie — et piquées d'été de petites fleurs jaunes ou violettes, c'est le pays du tweed. A Ardara, petit village perché le long d'une rue à forte pente, on lit la chaude étoffe de laine, parfois encore teintée avec des teintures naturelles à base d'algues, de nousses. Les usines sont encore rares : les salaires sont si bas ! Et, pourtant, le travail est fastidieux : « Il faut faire marcher le métier trente fois pour 1 inch (2,5 centimètres) de tissu. Si je comptais ces gestes, il y a longtemps que j'aurais abandonné », nous dit un vieux paysan qui tisse en haut de sa remise, parmi les toiles d'araignée. A Donegal, on peut visiter un atelier où l'on fabrique encore des chapeaux à la main. Ils ont fait leur chemin jusque dans les pages d'un catalogue japonais de vente par correspondance.

A 50 kilomètres à l'heure, pour ne pas trop sentir les cahots de la route, on a le choix entre les talons battus par les vagues, les milliers de lacs qui se trouvent parfois à quelques mètres de la mer, les antiques monuments gaéliques comme le fort rond de Doon, qu'il faut atteindre à la rame en luttant contre le courant, ou le Palais du Soleil, le Brannan d'Alloch, qui surplombe Derry (Londonderry) écartelée entre catholiques et protestants.

Si on a la foi, le pèlerinage

du Lough-Derg — où saint Patrick, le patron de l'Irlande, aurait combattu les tentations des démons — est à recommander. Il n'est pas aussi connu ni aussi facile que celui de Knock, que la visite du pape a rendu célèbre. Pourtant, bien des irlandais, par vœu, pour réussir un examen, ont pris le bateau pour l'île, où il faut rester pieds nus trois jours, en ne buvant que du thé polvé et en mangeant du pain, priant jour et nuit dans le froid humide. Ce pèlerinage, que les irlandais disent « le plus dur de la chrétienté », avait bien été interdit par la hiérarchie. Qu'importe, on y va encore.

Traditions d'accueil

Parfois, la voiture doit s'arrêter au détour d'une route : un concours de bag-pipe bloque un carrefour, entouré de spectateurs le verre à la main. Ou bien ce ne sont que deux voitures arrêtées de part et d'autre du chemin : deux voisins ou amis qui pourraient ainsi, sans se presser, la conversation commandée plus tôt au pub ou ailleurs. Il est de coutume, sur les petites routes du Donegal, comme ailleurs en Irlande, de se saluer entre automobilistes ou piétons d'un caractère hochement du menton.

L'Irlande n'a pas perdu ses traditions d'hospitalité, en particulier dans les régions pauvres et isolées telles que le Donegal. Certes, la gastronomie paraît inconnue dans ce comté où règne la pomme de terre, et les efforts culinaires d'autres régions du pays y sont toujours ignorés par ces paysans et pêcheurs pour qui manger n'est qu'une des obligations quotidiennes, parmi tant d'autres. Mais ceux qui ont fait l'effort de traverser l'Irlande — le Donegal est à plus de 400 kilomètres du port de Rosslare — trouveront dans ces certaines de bag and breakfast, parfois perdues au fin fond de la lande, bâtisses modernes passe-partout ou vieux cottages écrasés sur le sol, crépis de blanc et coiffés d'un toit de chaume serré dans un filet pour le protéger du vent, un accueil qui n'a rien de commercial. Ou, du moins, pas encore !

PATRICE DE BEER.

QUATRE-VINGT-DIX MILLE FRANÇAIS EN GROISIÈRE : QUE FAIRE EN CAS D'ACCIDENT ?

Les Français succombent volontiers au charme des croisières, puisqu'ils étaient quatre-vingt-dix mille en 1979 à participer à un séjour en mer.

Le centre de documentation et d'information de l'assurance maritime qu'en cas de maladie ou d'accident corporel, la compagnie maritime n'est responsable que si la victime apporte la preuve

d'une faute. En revanche, indique le C.D.I.A., la responsabilité du transporteur est presque toujours engagée si un passager subit des dommages corporels (décès ou blessures) lors d'une explosion, d'un incendie, d'un abordage ou d'un naufrage. Cette responsabilité est limitée, par convention internationale, à 82 000 francs par personne quelle que soit la gravité de l'accident.

Les frais médicaux engagés sur un navire, auprès du médecin ou de l'infirmerie du bord, seront remboursés sans difficulté par la Sécurité sociale dans la mesure où le bateau bat pavillon français. Sur un bâtiment étranger ou lors d'une escale dans un pays n'appartenant pas à la Communauté européenne, précise le C.D.I.A., la prise en charge est plus aléatoire.

VIL

collection guide mondial

Amérique Centrale
Amérique du Sud
Brésil
Canada

Chine
Egypte
Extrême-Orient

Inde du Nord
Inde du Sud
San Francisco

Une introduction vivante. Un choix judicieux.
Des hauts lieux touristiques. Géographie - Histoire - Religion - Art.

Office du livre **VIL**
Hall d'exposition : 192, avenue Victor-Hugo
75116 PARIS — Tél. 504.26.30.
En vente dans toutes les librairies

Dans une ferme galloise

(Suite de la page 14.)

Ces sentiers serpentent dans les champs et dans les marais. Il faut ouvrir et fermer de nombreuses barrières, en sauter d'autres grâce à des escabeaux installés à demeure. Les marcheurs gravissent aussi quelques sommets paisibles, tel le Cader-Iddris, deuxième sommet des Galles, avec environ 1 000 mètres d'altitude. En une heure de marche, on passe successivement une forêt de chênes, une autre de sapins, pour déboucher dans un alpage en cirque où s'encastre un lac d'azur. Les chemins tracés par les moutons gravissent d'un trait les flancs abrupts de l'arête sommitale.

Après les sentiers, les chemins de fer. Pas les vrais, mais ce qu'il est convenu d'appeler les « grands petits trains » du Pays de Galles. Plus ou moins miniaturisés, plus ou moins entretenus par des bénévoles, ils traversent la géologie britannique, qui aime traiter sérieusement des choses triviales et vice versa. Ainsi le petit train de Talylyn qui, au siècle dernier, amenait dans la ville de Tywyn les ardoises d'Abargynnydd. Son propriétaire, Sir Haydn Jones, le maintint en état de marche envers et contre tout déficit. A sa mort, en 1950, une association de dingues de la traction à vapeur se constitua. Elle prit pour nom Talylyn Railway Preservation Society et prête aujourd'hui main-forte aux douze

employés de la ligne. Ces bénévoles s'habillent comme au temps passé en chauffeur, en chef de train ou de gare. On croirait que les locomotives sentaient l'encaustique. Les wagons sont inconfortables, comme il sied à des véhicules aussi anciens. Quel plaisir de se faire tirer dans des panaches de vapeur 10 kilomètres et demi durant, entre les alènes mauves, les églantines, les sureaux et les fougères. A toute petite allure. Moutons à droite, foin à gauche. Moutons à gauche, foin à droite.

Tous ces plaisirs à portée de n'importe quelle ferme seront facilités si les vacanciers prennent le soin de respecter trois principes. La première précaution devra être prise avant le départ, au moment de la réservation. En effet, les Français étouffent les Britanniques en réservant le gîte et le couvert à la dernière minute. Il faut pourtant savoir que le choix entre les fermes se réduit dès le mois de mai, et les fermiers ne considèrent l'affaire comme conclue qu'à la réception du chèque ou du mandat. La deuxième règle consiste à faire joindre sinon abstinence au repas de midi, le breakfast et le dîner sont les seuls moments gastronomiques de la journée, et la demi-pension galloise en vaut bien une complète. La troisième principe est de considérer les routes galloises comme des parcours pour conducteurs paresseux : la moyenne horaire n'y

excède 80 kilomètres/heure qu'au prix du plaisir de voir.

ALAIN FAUJAS.

TROIS PRIX

- ★ Séjour d'une semaine comprenant l'hébergement, le petit déjeuner et le transport avec voiture personnelle, à partir de 800 francs.
- ★ Séjour d'une semaine en demi-pension comprenant le transport avec voiture personnelle, de 1 300 à 1 800 francs.
- ★ Séjour d'une semaine en demi-pension comprenant le transport en avion et une voiture de location, 2 100 francs.

QUATRE AGENCES DE VOYAGES

- ★ Paris-Voyages, 11, rue de la Chaussée-d'Antin, 75009 Paris, téléphone 776-63-35 (programme britannique).
- ★ Editions, à boulevard Malesherbes, 75008 Paris, téléphone 266-52-14.
- ★ Loisirs, 18, rue Amboise, 75009 Paris, téléphone 266-33-26.
- ★ Vacances-Voyages, 14, rue de Launay, 75016 Paris, téléphone 262-82-43.

UNE BROCHURE POUR S'INFORMER

« Stay on a farm », brochure publiée par la British tourist authority (B.T.A.), donne la liste des fermes de Grande-Bretagne. B.T.A., 6, place Vendôme, 75001 Paris, téléphone 266-47-06.

POUR L'ANGLETERRE

CAR FERRIES Sealink AÉROGLISSEURS Seaspeed



A bord des car-ferries Sealink vous êtes à l'aise dans les salons ou au bar. Votre voiture trouve sa place dans les vastes garages du navire.

La boutique « hors taxes » vous offre à des prix avantageux : cognac, parfums, cigarettes, whisky...

A bord des aéroglisseurs géants Seaspeed pour passagers et voitures, des hôtes vendent des produits « hors taxes » pendant le « vol » d'une 1/2 heure environ.

Des tarifs réduits sont offerts à tous pour les petits séjours en Angleterre de 24 heures à 5 jours ainsi qu'au 3^e âge et pour les caravanes.

Enfin, depuis le 1^{er} mars, sur les car-ferries, les voitures et camping-cars de plus de 4,30 m ne paient que pour 4,30 m. Profitez-en.

Pour vos traversées, vous pouvez choisir détente ou vitesse : 7 lignes de car-ferries et 2 lignes d'aéroglisseurs.

Weymouth — Folkestone — Dover — Dunkerque — Calais — Boulogne — Cherbourg — Dieppe

car-ferries
aéroglisseurs

Demandez la brochure 80 dans les ports et bureaux de tourisme SNCF, agences de voyages ou retournez le coupon.

Sealink Seaspeed SNCF
3 rue Ambroise Paré - 75010 Paris

NOM _____
ADRESSE _____

SNCF

CHAINES

LES APPÉTITS D'UN GÉANT

Les hôtels Ramada ont commencé à élargir les têtes de pont qu'ils possèdent en Europe. Troisième chaîne hôtelière mondiale avec six cent cinquante établissements, la société a déjà accroché en France son nom sur un hôtel de Vézelay (Yvelines) et pousse des projets à Paris, à Lyon et à Marseille. Au début de l'année, la firme a pris en gestion cinq hôtels Holstein en République fédérale d'Allemagne ainsi qu'un hôtel en construction à Hambourg. C'est bien sûr l'excellent statut du groupe Ramada dans qui lui a permis de lancer cette offensive. 1,3 milliard de dollars de chiffres d'affaires et 15,2 millions de dollars de bénéfices ont été réalisés en 1979 grâce à quatre-vingt-neuf mille chambres dans dix-huit pays et grâce à un personnel de soixante mille employés. Ramada, dont le siège se trouve à Phoenix (Arizona) compte soixante-huit mille actionnaires et trente-six millions de clients. Autre caractéristique de cette chaîne : son équipe dirigeante internationale. Le président de Ramada World Wide est un Français, M. Gérard Baillet. Le président de Ramada

Hôtels International est un Américain, M. Erwin Rieck. Des projets ? Aux Etats-Unis en premier lieu. « Le marché y change rapidement », explique M. Erwin Rieck. Nous avions un peu trop l'image de marque du motel, nous avons donc engagé un programme de rénovation de 75 millions de dollars afin de suivre les changements de goût de notre clientèle. Nos chambres deviennent plus chaleureuses et plus féminines. Notre restauration évolue simultanément dans le sens de la sophistication et de la sobriété. Partout dans le monde, la chaîne reçoit une clientèle d'affaires de catégorie intermédiaire. Son ambition ? « Devenir la première chaîne au point de vue de la qualité des prestations, mais rester moins chère que nos concurrents dans le domaine de l'hôtellerie de luxe. Un bon exemple de notre politique de prix est notre établissement de Vézelay, où une chambre simple ou double coûte 220 francs. M. Rieck estime que, dans les métropoles européennes, les besoins hôteliers sont importants. La période semble donc favorable à des investissements. En revan-

che, au Proche-Orient et dans les Etats du Golfe, où Ramada gère huit hôtels, la saturation est définitive en raison de l'impossibilité d'y pratiquer le tourisme. Un établissement hôtelier n'y a-t-il pas été transformé en ministère ? L'Egypte seule est promise à un développement hôtelier en raison de sa taille économique et de ses attraits touristiques. Ensuite, il y a les promesses de l'Extrême-Orient : Hongkong, Macao, Singapour, le Japon, l'Australie et — qui sait ? — la Chine. En attendant de pouvoir mieux exploiter ces eldorado, la société a mis 200 millions de dollars pour se tailler de petits royaumes dans l'empire du jeu de Las Vegas (Tropicana Hotel : onze cents chambres) et d'Atlantic City (cinq cent quarante-six chambres en cours de construction), où six mille personnes pourront jouer simultanément vingt-quatre heures sur vingt-quatre à la roulette, au backgammon et aux machines à sous. Les bénéfices seront affectés à la rénovation des hôtels de la chaîne, qui exigent, dans trois ans, l' injection annuelle de 100 millions de dollars. — A. F.

PETITE HOTELLERIE

Bon vent pour la France rurale

« Si nous sommes éparpillés par des événements internationaux imprévisibles et graves, l'hôtellerie française pourrait espérer en 1980, malgré une conjoncture difficile, un été satisfaisant sur le plan des activités touristiques d'ensemble. Nous devrions au moins égaler les résultats de 1979. » C'est ce que nous a déclaré le président de la Fédération nationale de l'hôtellerie, M. Robert Rabier, à l'occasion d'une récente rencontre des hôteliers-restaurateurs des Hautes-Pyrénées. M. Rabier est également le président de la Chambre syndicale des hôteliers, cafetiers et restaurateurs de Paris et de sa région, ce qui représente cinq mille cinq cents adhérents. Il a, d'autre part, exprimé le souhait que des aides soient apportées aux hôteliers de la partie de la Bretagne concernée par la marée noire. Sa fédération est intervenue afin que les hôteliers bretons concernés bénéficient de reports de paiement pour des prêts en cours. M. Rabier a estimé que le sort final que connaîtront les Olympiades de Moscou influera sur les courants touristiques étrangers à destination de la France, pendant la période où

elles se dérouleront, avec ou sans un intérêt véritablement mondial, et, sur un plan plus général, il souhaite que les Français mettent un frein à leur frénésie de faire à tout prix des séjours de vacances à l'étranger. « Il y a déjà une tendance très forte vers la découverte ou la redécouverte de la France. La petite hôtellerie rurale devrait en bénéficier. » Exploitant un hôtel à Saint-Germain-des-Près, M. Rabier estime que la petite hôtellerie parisienne dont il a la charge, à la tête de sa chambre syndicale, vit bien, qu'il s'agit des hôtels classés préfecture dans lesquels le prix de la chambre commence à 40 F, aux hôtels du haut de cette gamme (deux étoiles) avec des prix de chambre de 110 F à 170 F. Les conditions d'exploitation sont bonnes. Dans l'ensemble, la clientèle progresse très fortement, c'est une clientèle de jeunes étrangers qui ont la volonté de découvrir Paris par eux-mêmes et qui s'écartent des voyages organisés. Dans cette hôtellerie d'accueil, l'offre d'un confort meilleur que par le passé s'accompagne d'une politique de prix et de qualité d'accueil. M. Rabier espère que les mesures attendues par les profes-

sionnels (notamment les hôteliers d'établissements deux étoiles qui n'ont pu sacrifier une partie de leurs chambres pour se trouver en stricte conformité avec des règles draconiennes) seront enfin prises au cours de la deuxième quinzaine d'avril. « Il y a en effet, selon le président de la chambre syndicale, une très grande injustice à réparer, car les hôtels deux étoiles des grandes chaînes ont eu plus tôt que les établissements privés, la possibilité d'accéder à la liberté des prix. » Enfin, clôturant le congrès de Bagères, M. Jean Domine, préfet des Hautes-Pyrénées, a annoncé que dans ce département (troisième pôle d'activité touristique français, après Paris et la Côte d'Azur, en raison de la venue de quatre millions de pèlerins à Lourdes chaque année) on enregistrerait au début de 1980 une progression de 3,50 % des hôtels, progression se traduisant par des augmentations des capacités d'accueil de 6,80 %. En 1981, on attend plus de cinq millions de visiteurs à l'occasion du congrès eucharistique international et de la venue à Lourdes de Jean-Paul II. GILBERT DUPONT.

IRLANDE

PONT DU 1^{er} MAI

* Du 30 avril au 4 mai

SEJOUR

vol + voiture + Guest house

(Minéraux au choix)

1.550 F

CIRCUIT SUD-OUEST

vol + hôtel + permis

complète, assurance, guide

1.920 F

Mac Bride Voyages

122, rue d'Assas, Paris-6

Tél. 325-02-90

633-28-72 - 30-58

My irlandais à Paris...

Les Alpes

côté soleil

VALLEE

D'AOSTE

Documentation : Aéroport Regional

del Torino, 11100 - AOSTA Italie

ENIT 23, rue de la Paix, 75002 Paris

NOM

ADRESSE

VILLE

Code postal

de soumettre avec votre documentation

"Amérique du Sud"

28, rue Delambre, 75014 Paris

Tél. : 322.30.26

"Via les U.S.A."

de soumettre avec votre documentation

"Amérique du Sud"

28, rue Delambre, 75014 Paris

Tél. : 322.30.26

"Via les U.S.A."

de soumettre avec votre documentation

"Amérique du Sud"

28, rue Delambre, 75014 Paris

Tél. : 322.30.26

"Via les U.S.A."

de soumettre avec votre documentation

"Amérique du Sud"

28, rue Delambre, 75014 Paris

Tél. : 322.30.26

"Via les U.S.A."

de soumettre avec votre documentation

"Amérique du Sud"

28, rue Delambre, 75014 Paris

Tél. : 322.30.26

"Via les U.S.A."

de soumettre avec votre documentation

"Amérique du Sud"

28, rue Delambre, 75014 Paris

Tél. : 322.30.26

"Via les U.S.A."

de soumettre avec votre documentation

"Amérique du Sud"

28, rue Delambre, 75014 Paris

Tél. : 322.30.26

"Via les U.S.A."

de soumettre avec votre documentation

"Amérique du Sud"

28, rue Delambre, 75014 Paris

Tél. : 322.30.26

"Via les U.S.A."

de soumettre avec votre documentation

"Amérique du Sud"

28, rue Delambre, 75014 Paris

Tél. : 322.30.26

"Via les U.S.A."

de soumettre avec votre documentation

"Amérique du Sud"

28, rue Delambre, 75014 Paris

Tél. : 322.30.26

"Via les U.S.A."

de soumettre avec votre documentation

"Amérique du Sud"

28, rue Delambre, 75014 Paris

Tél. : 322.30.26

"Via les U.S.A."

de soumettre avec votre documentation

"Amérique du Sud"

28, rue Delambre, 75014 Paris

Tél. : 322.30.26

"Via les U.S.A."

de soumettre avec votre documentation

"Amérique du Sud"

28, rue Delambre, 75014 Paris

Tél. : 322.30.26

"Via les U.S.A."

de soumettre avec votre documentation

"Amérique du Sud"

28, rue Delambre, 75014 Paris

Tél. : 322.30.26

K LINES

HELLENIC CRUISES

5 NAVIRES

au départ du Pirée

pour vos croisières

aux ILES GRECQUES,

TURQUIE,

EGYPTE et ISRAEL

3, 4 ou 7 jours

Plusieurs départs par semaine

Au départ de la France,

vous transportera à Athènes

par ses vols spéciaux.

Représentants et dépositaires de votre agence

de voyages ou à l'étranger

Veuillez me faire parvenir

la brochure :

□ K Lines,

Hellenic Cruises

NOM :

Adresse :

Code Postal :

Ville :

Code postal

de soumettre avec votre documentation

"Amérique du Sud"

28, rue Delambre, 75014 Paris

Tél. : 322.30.26

"Via les U.S.A."

de soumettre avec votre documentation

"Amérique du Sud"

28, rue Delambre, 75014 Paris

Tél. : 322.30.26

"Via les U.S.A."

de soumettre avec votre documentation

"Amérique du Sud"

28, rue Delambre, 75014 Paris

Tél. : 322.30.26

"Via les U.S.A."

de soumettre avec votre documentation

"Amérique du Sud"

28, rue Delambre, 75014 Paris

Tél. : 322.30.26

"Via les U.S.A."

de soumettre avec votre documentation

"Amérique du Sud"

28, rue Delambre, 75014 Paris

Tél. : 322.30.26

"Via les U.S.A."

de soumettre avec votre documentation

"Amérique du Sud"

28, rue Delambre, 75014 Paris

Tél. : 322.30.26

"Via les U.S.A."

de soumettre avec votre documentation

"Amérique du Sud"

28, rue Delambre, 75014 Paris

Tél. : 322.30.26

"Via les U.S.A."

de soumettre avec votre documentation

"Amérique du Sud"

28, rue Delambre, 75014 Paris

Tél. : 322.30.26

"Via les U.S.A."

de soumettre avec votre documentation

"Amérique du Sud"

28, rue Delambre, 75014 Paris

Tél. : 322.30.26

"Via les U.S.A."

de soumettre avec votre documentation

"Amérique du Sud"

28, rue Delambre, 75014 Paris

Tél. : 322.30.26

"Via les U.S.A."

de soumettre avec votre documentation

"Amérique du Sud"

28, rue Delambre, 75014 Paris

Tél. : 322.30.26

"Via les U.S.A."

de soumettre avec votre documentation

PÉROU 3580 F

VOLS RÉGULIERS DÉPART DE PARIS PRINTEMPS 80

MEXICO..... 3080 F AR

NEW YORK..... 1950 F AR

RIO..... 4630 F AR

BUENOS AIRES..... 4900 F AR

HAITI..... 3250 F AR

PARAGUAY..... 6720 F AR

SYDNEY..... 6230 F AR

MIAMI..... 2770 F AR

DEMANDER NOTRE BROCHURE GÉNÉRALE VOLS ET CIRCUITS

NOTRE BROCHURE BRÉSIL ET Océan Indien

CIRCUITS ET VOL COMBINÉ À LA CARTE DANS LE MONDE

nouveau monde

8, rue Mabillon 75006 PARIS

(1) 329.40.40

de soumettre avec votre documentation

"Amérique du Sud"

28, rue Delambre, 75014 Paris

Tél. : 322.30.26

"Via les U.S.A."

de soumettre avec votre documentation

"Amérique du Sud"

28, rue Delambre, 75014 Paris

Tél. : 322.30.26

"Via les U.S.A."

de soumettre avec votre documentation

"Amérique du Sud"

28, rue Delambre, 75014 Paris

Tél. : 322.30.26

"Via les U.S.A."

de soumettre avec votre documentation

"Amérique du Sud"

28, rue Delambre, 75014 Paris

Tél. : 322.30.26

"Via les U.S.A."

de soumettre avec votre documentation

"Amérique du Sud"

28, rue Delambre, 75014 Paris

Tél. : 322.30.26

"Via les U.S.A."

de soumettre avec votre documentation

"Amérique du Sud"

28, rue Delambre, 75014 Paris

Tél. : 322.30.26

"Via les U.S.A."

de soumettre avec votre documentation

"Amérique du Sud"

28, rue Delambre, 75014 Paris

Tél. : 322.30.26

"Via les U.S.A."

CUISINE

Tout sur les fours Pyrolair

au 260.80.80

Dans ses 7 versions différentes, le four Pyrolair cuit plusieurs plats ensemble "à la française" sans imprégnation d'odeurs et il se nettoie seul moins souvent que d'autres. Sachez pourquoi et comment en appelant directement Scholtes au 260.80.80, à Paris, tous les jours, sauf dimanche, de 8 à 20 heures.

Scholtes

4 à 5 fois moins de temps et d'énergie : la cuisine y gagne

Hellenic Mediterranean Lines et Adriatica

ont construit un pont entre la Grèce et l'Italie

Partez en Grèce avec votre voiture. Plusieurs départs quotidiens de Brindisi vers Corfou, Igoumenitsa et Patras. Prix à partir de 210 F par personne et 230 F pour la voiture.

Italie - Grèce en 3 h. en hydroglisseur.

Demandez notre documentation à votre agence de voyages ou à :

Y tour 19 r. de la Michodière 75002 Paris Tél. 742.22.84
Worms Maritime 4 p. Bellecour 69002 Lyon Tél. 42.22.52

C.I.T. 3/5 Bd des Capucines 75002 Paris Tél. 266.00.90
Agence Maritime Générale 102 rue de la République
13002 Marseille Tél. 81.91.15
Nice Maritime 2 quai Papacino 06000 Nice Tél. 55.40.04

EN SOLOGNE

L'ÉTANG ORPHELIN

« **E** TANG de Sologne, 200 hectares, recherche gestionnaire, urgent. » Il ne s'agit pas là d'une annonce du Chasseur français, mais d'un cri d'alarme lancé par des élus de Sologne qui s'inquiètent du sort de l'étang du Puits, un vaste plan d'eau, propriété de l'Etat, situé à la limite des départements du Loiret et du Cher, et point d'attraction pour de très nombreux promeneurs et amateurs de voile de la région.

Depuis le 21 mai 1979, date à laquelle la concession, que l'Etat avait accordée à la chambre de commerce et d'industrie du Cher, qui avait réalisé quelques aménagements touristiques, est arrivée à expiration, le plan d'eau se trouve sans gestionnaire, situation qui ne peut se prolonger à l'heure d'une nouvelle saison touristique — les baignades par exemple n'étant pas surveillées. Plusieurs gestionnaires ont fait acte de candidature et, en particulier, la Fondation Sologne et un syndicat intercommunal : c'est pourquoi les élus s'irritent de la lenteur de l'administration à prendre une décision.

Canal à l'abandon

L'expiration de la concession touche également le canal de la Sauldre, alimenté par l'étang du Puits, long de 47 kilomètres, construit au siècle dernier pour permettre l'acheminement des marbres calcaires de Blancfort à Lamotte-Beuvron, en pleine Sologne, où les sols très pauvres étaient amendés. Aujourd'hui le canal, à l'abandon, n'offre plus que ses rives poétiques. Son réaménagement pourrait constituer avec l'étang du Puits, la forêt domaniale de Lamotte-Beuvron et le domaine du Ciron, appartenant à la Fondation Sologne, l'ébauche d'un parc naturel régional. C'est du moins le souhait d'un certain nombre d'élus et, en particulier, des socialistes.

RÉGIS GUYOTAT.

Spéléologie

Le « Padirac » de l'archipel papou

Le gouffre le plus volumineux du monde vient d'être exploré dans la jungle de Nakanaï, à l'est de l'île de la Nouvelle-Bretagne. Repéré grâce à des photos aériennes, cet abîme avait été choisi comme premier objectif par l'expédition spéléologique française en Nouvelle-Guinée.

Il y a un mois et demi que cette expédition, organisée par la Fédération française de spéléologie, est partie inventer le massif calcaire de Nakanaï, au-dessus de Pomio, en Nouvelle-Bretagne (le Monde du 12 janvier 1980). Depuis son arrivée, ce commando de onze hommes parcourt la jungle à la recherche de gouffres. Sanguines, moustiques, chaleur d'étuve, rien ne manque à cet enfer vert où l'on ne voit pas plus loin que le bout de sa machette. Mais en plus, dans la jungle de Nakanaï, il faut compter avec la déviation.

Progresser à travers ce karst aux dolines jointives s'agit de monter, descendre, remonter, redescendre sans cesse au flanc de ravins juxtaposés, alors que, chaque jour, une trombe d'eau qui s'abat entretient l'humidité et rend glissant un sol couvert de racines entre lesquelles percent les arêtes coupantes du calcaire. « Dans ces conditions, avoue l'un des membres de l'équipe, impossible de porter plus de 15 kilos sur le dos. » Et un de ces camarades surnommés : « Comme les porteurs sont rares, l'expédition se solde d'abord par d'interminables ras-le-bien, des portages, encore des portages, une harassante noria de sacs à trimbalier. »

Mais les résultats sont à la mesure des sacrifices consentis. L'expédition compte déjà à son actif l'exploration d'une magnifique rivière souterraine et celle du plus vaste gouffre connu au monde.

Celui-ci, l'aven de Loué, cache ses 80 000 mètres cubes de vide en pleine montagne, au-dessus de la ville de Pomio. Il faut trois jours de marche (et de taille) pour atteindre l'orifice. La gueule du gouffre ne mesure pas moins

de 750 mètres de diamètre. Faire le tour de cette gigantesque trappe aurait demandé deux jours de plus, tant la jungle qui pousse sur sa margelle est épaisse. Les spéléologues ont préféré se frayer un passage directement jusqu'à l'abîme, à travers des troncs spongieux où s'enchevêtrent lianes et bananiers sauvages. Une journée supplémentaire a tout de même été nécessaire avant d'atteindre un point acceptable pour amarrer les cordes.

Ensuite, ce fut la descente en plein vide. A 300 mètres de profondeur, un amoncellement de blocs obstruait entièrement la cheminée géante, et une jungle recouvrait les blocs. Les indigènes ont été très déçus que les spéléologues n'aient pas déniché le village des esprits protecteurs que la croyance locale situe dans ces profondeurs. Quant aux spéléologues eux-mêmes, ils ont eu beau se faufiler dans les interstices du chaos, ils n'ont pu atteindre la rivière qui doit pour ainsi dire rouler sous le Padirac démesuré de l'archipel papou.

Un gouffre de 400 mètres

En revanche, dans ce même secteur oriental de la Nouvelle-Bretagne, l'expédition a réussi à explorer la rivière souterraine qui forme la source du fleuve Matali. Un gouffre profond de 400 mètres, la doline de Kavakma, les a conduits jusqu'à l'étrange cavité où coule le Matali souterrain. La caverne qui les attendait au terme de la descente offre des proportions énormes. Les couloirs y mesurent 50 mètres de large, les voûtes s'y perdent, indistinctes, à quelques 80 mètres de haut. L'une des salles rencontrées par l'expédition s'étend sur une superficie de 1,7 hectares. D'importants massifs stalagmitiques bordent le cours de la rivière tandis que, plus haut sur les parois des galeries, des balcons de cristal festonnent des terrasses naturelles. Le Matali roule au fond de ce somptueux canyon sou-

terrain. A l'été, le débit de ce vrai fleuve — 15 mètres cubes/seconde — équivaut à celui de la Pierre-Saint-Martin. En crue, le Matali peut même déborder jusqu'à 200 mètres cubes/seconde, soit le module d'un honnête fleuve français.

Bien entendu, progresser dans cette caverne pose de sérieux problèmes à cause de ce flot rendu furieux d'être emprisonné entre ses parois de roc. A tout moment, le courant, trop violent, risque d'emporter hommes et canots. Aussi l'expédition française n'a-t-elle pas été fâchée de rencontrer sur son trajet des berges accessibles qui lui ont permis de longer sans difficulté plusieurs tronçons de la rivière. Par endroits cependant, le fleuve souterrain s'enroule dans des défilés. Les berges planes laissent alors la place à des falaises verticales. Il a donc fallu escalader les murailles à la recherche de corniches favorables et, en l'absence de ces passages surélevés, varapper sur des dalles en surplomb au-dessus des remous.

A cinq reprises, des « tyroliennes » ont dû être tendues en lançant des grappins par-dessus des rapides pour passer d'une rive à l'autre suspendu à ces points de corde. L'équipe garde d'ailleurs un mauvais souvenir d'un de ces pas de funambule. Pour effectuer cette acrobatie, il fallait partir non pas d'un point fixe mais d'un relais sur évier, pendu en plein vide, à 20 mètres au-dessus de l'eau, puis saisir la corde de la tyrolienne, se laisser emporter par le flot du Matali, balotté par les remous et guidé par la corde avant d'être jeté sur l'autre rive par le flot. Un passage limite.

Mais, désormais, 6 kilomètres de couloirs sont reconnus dans cette caverne de Kavakma, hier inconnue, aujourd'hui donnée comme l'une des plus profondes de l'hémisphère sud. La connaissance du monde souterrain a fait un pas de plus. Et l'expédition continue.

PIERRE MINVILLE.

Hippisme

« Three Troikas » et les autres

EST-CE le fait que l'hiver a été éternel et qu'un entraînement, par conséquent sans interruption, a agité les appétits ? Les chevaux, cette année, ne museraient pas autour des hors-d'œuvre du programme. Pas de tergiversations dans les pelotons. Dès les premiers mètres des premières courses, on s'élançait plein train.

Cette détermination nous a valu, lundi, une excellente réouverture de Longchamp.

La course la plus attendue était, évidemment, le prix d'Harcourt. Les deux premiers de l'Arc de Triomphe 1979, *Three Troikas* et le *Marmot* y faisaient leur réapparition, après six mois d'absence.

Three Troikas, qui, à trois ans, dominait déjà, en taille et en carrure, la plupart des mâles, a pris, à quatre ans, des amplitudes de matrone. Elle assure, à cet égard, la relève de la gigantesque *Trillion*, partie pour le haras, mais avec, en plus, l'élégance. Il y avait de la femme à barbe dans la rudesse de *Trillion*. Il n'y a que de la walkyrie dans les opulences de *Three Troikas*.

Parfaite distinction

Le *Marmot*, lui, a peu changé : la même parfaite distinction, le même parfait équilibre, sous des grâces de chérubin. Mais, attention : il y a maintenant un rien de coquetterie dans le coin de l'œil du chérubin. Celui-ci aurait commencé à découvrir que la compagnie des dames doit comporter des agréments et que leur fréquentation vaut bien celle de la piste qui n'y aurait rien d'étonnant.

Au moment de passer devant le guichet, on portait aussi quelque attention à *Kamaridans* : il avait l'avantage sur les autres d'avoir déjà effectué sa rentrée, rentrée d'ailleurs victorieuse, et il était magnifique d'état. Sa cote tombait, un moment, en dessous de quatre contre un.

De fait, *Kamaridans* prenait aussitôt la tête, il comptait, un moment, jusqu'à cinq ou six longueurs d'avance. Fournant, à

l'entrée de la ligne droite, le *Marmot* revenait sur ses talons. Puis il lui faisait, à son tour, voir les siens, mais sans le véritable élan qu'on lui avait connu, l'an passé, plus avant en saison, notamment dans le Hocquart. Alors, *Three Troikas* pouvait, à son tour, prendre son élan. Sans trop forcer, elle devançait d'une longueur et demie le *Marmot*. Celui-ci — sur lequel, il est vrai, Paquet voyait la victoire s'échapper, d'instinct plus — devait, à la fin, concéder également une encolure à Gato, jallu spectaculairement de l'arrière-garde.

Une longue saison

Que le premier et le second de l'Arc se retrouvent, six mois plus tard, premier et troisième, séparés par un intervalle qui, sans la modération à laquelle incite la perspective d'une longue saison, aurait probablement été le même (trois longueurs dans l'Arc), voilà qui satisfait l'esprit, d'autant que Gato, peu connu du grand public, n'est pas une révélation pour les initiés (l'an passé, son entraîneur espérait avoir en lui un gagnant de derby). Mais de n'est ni l'esprit ni ses rigueurs qui font les beaux « plateaux » hippiques, bien au contraire : l'esprit qu'ils seront en défaut. *Three Troikas* risque de faire le vide autour d'elle. Nous allons probablement assister, tout au long de la saison, à une partie de cache-cache au cours de laquelle ceux qui pourraient être ses adversaires, suffisamment édités par la course de lundi, éviteront soigneusement de couper sa voie. A cet égard, son entourage est beau joueur. Il a déjà annoncé la couleur : la prochaine course de la championne sera le prix Ganay.

Après la confrontation *Three Troikas* - *Le Marmot*, les jumeles se portaient sur le prix de Fontainebleau et le prix de Courcelles, deux épreuves préparatoires aux grandes joutes de « trois ans ».

Dans la première, *Nice Havrais*, que les handicapeurs avaient, l'an passé, classé au troisième

rang européen des « deux ans », à une livre de *Dragon* et de *Montenardi*, n'a battu que d'une encolure *Conféti* qui, à la même époque, courait à réclamer, et *Un Retour*. L'ancien troisième avait infirmement mieux que ce qu'il était, et on veut bien admettre qu'*Un Retour* mérite quelques galons. N'empêche : ce *Nice Havrais* n'est pas au port. Le vrai classe est ailleurs. Elle est, par exemple, dans les somptueuses foulées de son compagnon d'écurie, *Nouveau* (un fils de *Northerndancer*, comme son nom l'indique). Ce *Nouveau* n'avait encore dansé qu'un seul automne. Il avait enlevé en se jouant, de six longueurs, en novembre, le prix Thomas-Bryon. Il a récidivé, mardi, dans le prix Diebel, avec exactement la même marge. Six longueurs constituent la mesure de ses jétés battus. Prochain ballet : les Guinées, à Newmarket.

Dans le prix de Courcelles, victoire prévue de l'Agba Khan, *Karelian* devant *Julius-César* et *Bardamu*. Ce dernier appartient en association aux comédiens Jean-Paul Belmondo et Pierre Vernier.

Grande Course de haies

Les derniers jours ont été, d'ailleurs, particulièrement fastes aux casaque du monde du spectacle. Au générique, Grande Course de haies de printemps : *Françoise Sagan*, grâce à *Hasty Flag*, prix Ingré : Benoit-Léon Deutsch, avec *Zeltguter*.

On guettait, lundi, deux autres propriétaires : le Texan Nelson-Bunker Hunt et le Libano-Bréilien Nagi-Nahas, deux des personnages centraux du récent krach de l'argent métal. Bien que des chevaux de leurs écuries fussent en piste, on ne les vit pas. Un autre grand propriétaire (Libano-Saoudien), qui a, dit-on, subi des éclaboussures dans l'affaire, Mahmoud Fustok, était présent. On ne peut dire qu'il était souriant. Mais il ne l'est jamais. Les milliards, ce n'est pas forcément fait pour rigoler.

LOUIS DÉNIEL.

CET ÉTÉ, CHANGEZ DE GUIDE.



Quittez routes et pistes trop sillonnées. Choisissez un ami qui ne s'appellera pas Pietro, Pedro, Ali ou Zorba... mais peut-être Nanook parce qu'il est Esquimau.

Venez en Scandinavie... Forêts profondes, îles sauvages, fjords étincelants, lacs intombrables... au pays des Vikings l'Arbre et l'Eau régent en maîtres. Ici la mer est partout présente, nacrée et transparente, baignée à perte de vue villages préservés et plages de sable fin.

Pays unique où le ciel est si clair et les nuits si douces que le soleil refuse de se coucher. L'été s'approche. C'est le moment de changer de vacances. Renseignez-vous auprès de votre agence de voyages des maintenant. Avec SAS et Air France ce ne sont pas les formules originales et les prix intéressants qui manquent.

SCANDINAVIE. UN AUTRE SOLEIL.



DU TOURISME

Motocul

LE CHARME EXQUIS DU VOL RÉGULIER



ATHÈNES VOL VACANCES 1300 F

OLYMPIC

صكزا من الأهل

Jardinage

Motoculture

DEPUIS plusieurs années, le jardin s'est mis à l'ère du moteur. Fin pour bien des lieux des matinées silencieuses où l'on hume de subtiles odeurs dans les fleurs mouillées de rosée. Si l'on veut bien exclure les tondeuses, dont le ronronnement est devenu la classique musique dominicale des résidences secondaires et des villages pavillonnaires, il reste entre la débroussailluse, la tronçonneuse, la taille-haie et la motoboue, une belle collection d'engins mécaniques pour venir troubler la quiétude de nos siestes printanières.

Seulement, tout jardinier, même le plus aisé de quiétude bucolique, succombe un jour à la tentation. Car ils sont vraiment pratiques, ces fruits de la « motoculture de plaisance » dont le bruit nous insupporte chez le voisin mais qui allègent notre peine, se montrent efficaces

compagnons et font gagner du temps aux jardiniers pressés ou possesseurs d'un terrain trop grand pour en venir seuls à bout.

En tête des acheteurs, motoculteurs et motoboues. Les premiers avec leurs poses de minitracteurs, leurs moteurs souvent fort puissants, sont très vite à la limite entre l'équipement de l'amateur et l'outillage du professionnel. Pour un grand domaine de jardins petits et moyens, la motoboue — appelée aussi motobineuse ou motobèche — est un outil bien adapté. Avec ses 40 à 60 kilos, elle fait figure de poids plume devant les 150, 200 kilos ou plus des motoculteurs. Sa maniabilité lui permet d'effectuer avec sa fraise rotative une grande variété de travaux d'ameublement du sol. Différentes vitesses et la présence d'un dispositif de réglage de la profondeur sont deux éléments importants pour assurer un bon travail.

engins très équilibrés sont d'un emploi aisé et sûr. Ils sont munis d'un long manche creux qui sert d'axe de transmission entre le moteur et l'extrémité sur laquelle on peut fixer différents accessoires selon utilisation : coupe des herbes, des buissons, des petits arbustes, ou fencardage.

Plus classique, car moins coûteux, le taille-haie a son utilité dans bon nombre de jardins. Pas question de vouloir le convertir en tronçonneuse, ses deux lames mobiles à double tranchant ne consentent pas à couper des tiges supérieures à un centimètre. Quelques sociétés, comme Black & Decker, Nikkari, Solo, Wolf, se sont fait une spécialité de ce type d'outillage.

Entre l'aspirateur à feuilles, la pompe à eau, le minitracteur, on pourrait se trouver encore bien des raisons de faire pénétrer les moteurs au jardin. Il y a, parmi les jardiniers, j'en conviens, de véritables collectionneurs de machines. Ils ont tout, ou presque, et pourraient, avec le matériel enragé, assurer l'entretien de la motilité de leur domaine. Pour eux, le suréquipement n'est pas une notion qui les touche. Ils ont acheté de belles machines, qu'ils utilisent un peu, brichent avec amour avant de leur faire effectuer, le dimanche, un petit tour à l'extérieur !

Le suréquipement est le principal mal qui guette le futur acheteur. Un motoculteur de 7 ch avec 8 vitesses avant et 4 arrière n'est qu'un joujou coûteux et inutile dans un jardin de 500 m². Une débroussailluse n'a pas sa raison d'être pour le nettoyage de quelques buissons de roses.

Autre conseil : acheter de préférence dans une succursale proche de son jardin. Il sera souvent possible d'y essayer les appareils, ce qui est bien utile pour connaître la maniabilité et la facilité de deux motoculteurs par exemple, ainsi que pour disposer d'un poste de dépannage.

Ne vous laissez pas séduire trop vite, le jardin saura attendre. Fils de coup de foudre intempestif pour la couleur d'un carter et prenez plutôt le temps de faire le bon choix.

MICHELLE LAMONTAGNE.

Pas d'imprudences

Plusieurs sociétés (Honda, Labor Hako, Solo, Stahb, Star, Wolf...) se sont acquises une renommée pour les qualités techniques et la robustesse d'un matériel en permanente évolution, tout particulièrement dans le domaine de la sécurité et des nuisances. Certains modèles de motoboues peuvent facilement se transformer en petits motoculteurs par l'adjonction de deux roues. L'appareil peut alors tirer un soc, un cultivateur ou une herse.

Autre utilisation, mais à ne pas mettre entre toutes les mains : la tronçonneuse, qui rend bien des services pour peu que l'on possède de beaux arbres, quelques ares de bois et une cheminée à alimenter en bûches. L'appareil facile à utiliser, qui ne peut abriter un tronc ne doit pas entraîner une utilisation inconsidérée de cet engin. Il est vrai que tronçonner demeure une opération assez sportive et quelque peu fatigante. Machines efficaces et très au point, elles exigent une grande prudence d'emploi. Les sécurités développées par les fabricants, comme le récent système Safe T Tip, de Homelite, contre les rebonds, ne peuvent pallier toutes les imprudences.

Les débroussailluses (Nikkari, Solo), pourraient se situer entre

la tronçonneuse — elles peuvent couper des arbustes de 10 cm de diamètre — et les tondeuses à gazon. Leur utilité n'est évidente que si l'on dispose d'un grand terrain peu entretenu, d'un sous-bois, de vastes talus, ou encore de bords d'étang ou de rivière, tous lieux où l'entretien est particulièrement difficile. Portés sur le dos à l'aide d'une sangle, ces

QUELQUES ADRESSES

- Black & Decker, Le Patsy, 69579 DARDILLY. T. : (78) 35-70-70.
- Homelite CCFI, 62-76, quai de Jemmapes, 75019 PARIS. T. 206-81-00.
- Honda France, 28, rue Pierre-Curie, 93178 ROGNOLLET. T. 305-01-00.
- Labor Hako, Sainte-Apolline, R.N. 12, 75778 PLAISIR. T. 408-32-10.
- Nikkari CCFI (voir Homelite).
- Solo Motocultures, 194, rue des Ambassadeurs, 95610 SEAGNY-SUR-OISE. Téléphone : 837-22-22.
- Stahb, R.P. 111, 92300 REMISE-MONT. Téléphone : (20) 62-23-52.
- Stahb, 25, bd de Verdun, 92402 COURBEVOIE. T. : 333-32-00.
- Star Diffusion, 13, rue J.-Mermoz, 71019 MACON. T. (85) 38-11-00.
- Wolf Outils, 67100 WISSEMBOURG. Téléphone : (88) 94-02-51.

Photo-cinéma

NOUVEAUX MAGAZINES

VOILA cinq mois étaient lancés quatre nouveaux magazines photographiques : *Photo-journal*, *Photologie*, *Photographie* et *Photo-magazine*, ce dernier prenant en fait la succession du *Nouveau-Photo-Cinéma*. Au début de mars, une cinquième revue, *Photo-jeunesse*, faisait, à son tour, son apparition dans les kiosques.

Cette arrivée, surprenante par le nombre, était, pour l'essentiel, la conséquence d'une véritable guerre qu'entamaient France Edition et publicités du groupe Hachette (*Photo-journal* et *Photographie*) et le groupe Havas qui a pris le contrôle des éditions Paul Montel l'an dernier (*Photo-magazine* et le *Photographe*).

Tout commençait voilà environ une année. Le groupe C.F.E. (Havas) aurait alors offert 9 500 000 F pour le rachat des éditions Montel, soit 2 millions de plus qu'aurait proposé Hachette qui était, alors, en pourparlers pour réaliser cette opération. Les chiffres et les informations les plus contradictoires ont alors circulé sur cette transaction dans les milieux photographiques : la surenchère aurait, en partie, été motivée par des initiatives entre responsables des deux groupes.

Marché en crise

Quoi qu'il en soit, les conséquences de ce rachat se sont alors succédées rapidement : Hachette reprend un ancien projet et, avec une partie de l'équipe des éditions Paul Montel, dont le directeur de la publicité et le rédacteur en chef, annonce la sortie de *Photo-journal* pour le Salon de la photo (fin octobre). Le groupe Montel réagit et, dès la mi-septembre, lance *Photo-magazine*. Nouvelle réaction d'Hachette qui, récupérant l'ancienne équipe de *Photographie*, et quelques collaborateurs des éditions Montel, lance *Photologie*. Ce second mensuel est destiné aux seuls professionnels et doit attaquer le second journal des éditions Montel, le *Photographe*, précisément implanté chez les professionnels.

Les conditions dans lesquelles s'est ouverte cette compétition sont un défi aux lois du marché, qui semblent avoir été parfaitement méconnues dans cette affaire. En effet, elle intervient au moment où le marché photo et cinéma d'amateur est en crise et alors que les budgets de publicité sont limités. Aussi, la lutte, qui avait commencé sur le terrain du tirage et de la

diffusion (*Photo-journal* annonçait deux cent mille exemplaires au départ et *Photo-magazine* cent dix mille) se développe-t-elle maintenant sur celui de la publicité : « Il faut absolument montrer qu'on traite plus de pages que le concurrent ». Pour y parvenir, on va jusqu'à brader les tarifs. Les importateurs et les détaillants en matériel photo et cinéma sont harcelés et certains affirment avoir obtenu jusqu'à 75 % de rabais. D'autres, mécontents, se sont plaints d'avoir été littéralement menacés de boycottage sur le plan rédactionnel.

Le dernier des magazines sortis, *Photo-jeunesse*, édité par la Ligue française de l'enseignement, était déjà à l'attention de ses adhérents et avait pour règle de ne pas avoir de publicité. En passant à la vente en kiosques, ce journal, dit son éditeur, fera une entorse à ce principe en recherchant de la publicité.

Retard

de certains projets

Au niveau des ventes, *Photo-journal* n'a pas réussi le départ espéré. Pour Paris-surfaces, les chiffres que nous avons pu avoir donnent une chute des ventes de quatre mille exemplaires entre le premier et le troisième numéro (de dix mille à six mille). Globalement, en France, les ventes seraient tombées à moins de cinquante mille exemplaires environ depuis décembre. *Photo-magazine* n'aurait guère fait mieux : malgré son implantation (ne pas oublier qu'il a remplacé le *Nouveau-Photo-Cinéma*) et une campagne de promotion continue, les ventes Paris-surfaces auraient baissé de 36 % en décembre (de huit mille sept cents en novembre à cinq mille quatre cents en décembre). Dans leur ensemble, abonnés compris, elles seraient voisines de celles de *Photo-journal*.

Ces résultats ne sont, sans doute, pas étrangers au retard pris par certains projets de publications Montel. Pour contre-attaquer sur le lancement de *Photographie* par le groupe Hachette, elles avaient, en effet, annoncé que la revue le *Photographe* serait mise en vente dans le circuit grand public et que son supplément mensuel deviendrait un magazine destiné aux professionnels. Le transfert du *Photographe* sur le secteur grand public n'est fait au début de l'année et sa version professionnelle est sortie fin mars sous le titre de *le Photographe-journal*.

Le conflit entre *Photo-journal*

et *Photo-magazine* ne semble pas avoir troublé les autres publications photographiques, qui n'ont eu aucune réaction, mais qui, en fait, sont souvent dans une position d'attente devant une situation aux conséquences imprévisibles.

Photo, la publication des éditions Filipacchi (qui, indiquons-le au passage, étaient aussi en pourparlers depuis quelques années pour le rachat des publications Montel), reste le seul magazine à grand tirage (O.J.D. supérieur à 180 000 exemplaires). Il est suivi par *Chasseur d'images* (tirage annoncé supérieur à 100 000 exemplaires), *Photo-reporter* (90 000 exemplaires annoncés) et *Photo-cinéma-Revue* (tirage moyen de 65 000 exemplaires). A moins de 40 000 exemplaires nous trouvons *Phot'Argus* (surtout destiné aux professionnels) et *Zoom*. C'est cette dernière qui, ignorant sans doute l'ampleur du conflit qui allait naître fin 1979, a lancé *Photologie*, journal devant sortir tous les deux mois pour les spécialistes des laboratoires.

Pour être complet, le panorama des publications destinées à la photographie doit encore mentionner *Téleobjectif*, revue trimestrielle à faible tirage de l'Association de la chasse photographique, qui vient d'être lancée et qui est disponible pour le public, et *France-Photographie*, éditée par la Fédération des clubs de photographes amateurs.

Dans cet engouement actuel pour la presse photographique, nouvelle pousse aux coûts d'or, d'autres bruits circulent : *Photographie* a rapporté dans un numéro récent que le groupe Harsant avait envisagé d'acheter un journal photo et que *Phot'Argus* pourrait être racheté par Hachette. Des projets existaient également chez *Vogue*, et l'édition photo du *Nouvel Observateur* disparaîtrait sous une autre formule à la fin de l'année.

Il reste le lecteur. On ne songe plus guère à lui, et ce n'est pas pour rien. En ce qui concerne le contenu des magazines, c'est la pauvreté plus ou moins bien habillée de couleurs qui s'installe. En effet, si l'on met à part *Photo* sur le plan d'un certain style de photographie, le *Photographe* sur le plan de l'image et *Photo-cinéma-Revue* sur celui du sérieux de l'information et de la vulgarisation, les autres supports restent assez médiocres, méconnaissent la photographie comme moyen d'expression et traitent avec une extrême légèreté ou de façon peu objective les questions techniques.

LA CARTE DINERS CLUB POUR LES RÉSERVATIONS D'HOTELS

Grâce au nouveau service « réservation garantie » du Diners Club International, les clients des hôtels pourront maintenant réserver une chambre par téléphone dans la plupart des grands établissements de France, avec la garantie que la réservation sera maintenue quelle que soit l'heure d'arrivée, sans avoir à verser d'arrhes.

Si pour une raison exceptionnelle, la chambre n'était pas disponible, l'hôtel s'engage à procurer une chambre dans un hôtel de même catégorie ou de catégorie supérieure sans dépense supplémentaire.

En revanche, si le client n'occupe pas sa chambre, et s'il a omis de l'annuler, la première nuit sera automatiquement facturée par l'intermédiaire du Diners Club.

FESTIVAL DU FILM DE VOYAGE

Le troisième Festival du film de voyage a lieu au palais des congrès de Royan du 10 au 13 avril. A l'occasion de ce festival qui « privilégie non l'exploit mais la connaissance que peut apporter un reportage sur les hommes, leurs vies, leurs mœurs », des films sur l'écologie, les Alpes, le Québec, l'Islande, le Soudan, la Grèce, la Malaisie, la Norvège... seront notamment représentés.

* Festival du film de voyage, Royan. Tél. : (46) 05-70-34.

LE CHARME EXQUIS DU VOL REGULIER



PARIS-ATHENES VOL VACANCES : 1300 F*

Notre vol quotidien au départ d'Orly-Sud vous permet de choisir vos meilleures dates de vacances, particulièrement en mai, juin et septembre.

Sans changer d'aéroport à Athènes, notre réseau intérieur est à votre disposition vers les principales villes et îles de la Grèce.

Pour un goût de vacances dès le départ avec la compagnie nationale grecque, consultez votre agent de voyages ou

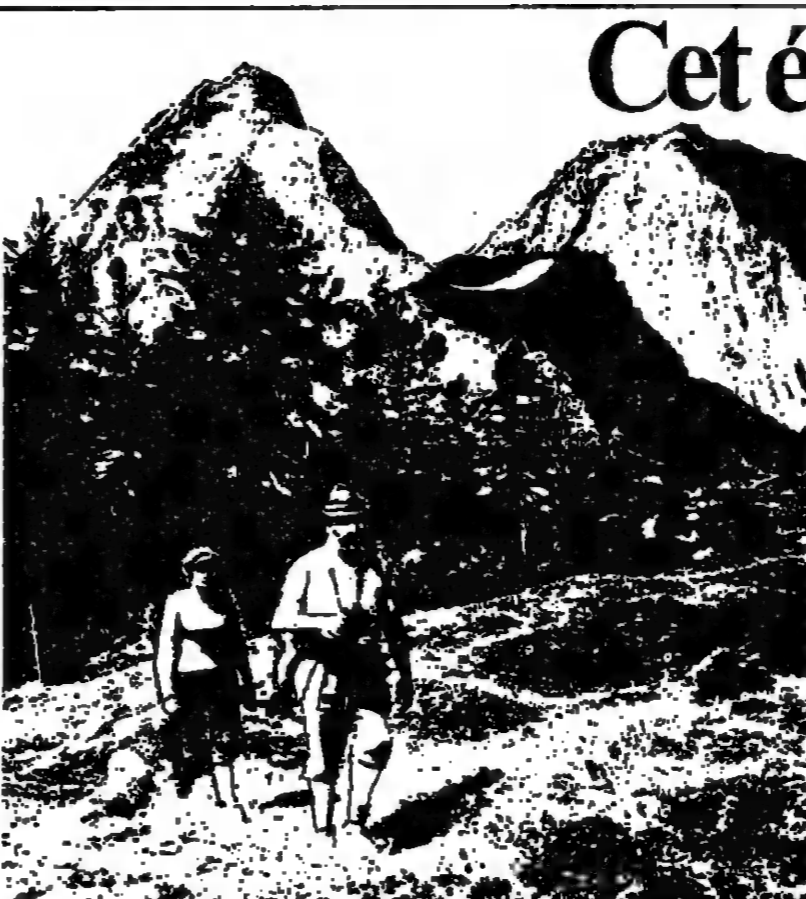


3, rue Aubert 75009 PARIS - Adm. : 742 87 39 - Réserv. : 265 92 42
10, place Saint-Pierre 92000 NANTERRE - Tél. : 54 08 25
57, rue de l'Yvetot 92000 NANTERRE - Tél. : 827 44 97
4, rue Diderot 92000 NANTERRE - Tél. : 73 84 27 et 73
Paris Hôtel, 4, av. Gustave-Flaubert, 92000 NANTERRE - Tél. : 87 43 35

* Prix les jours du 12 au 14 octobre (sauf en juillet-août : 1 400 F). Service complet du vol régulier.



Cherchez quelques H.F. 25 à 40 ans, qui aiment les vieux bateaux à voile, savent en partie naviguer, réparer, relâier. Libre assez vite pour co-entreprendre activités de service. Ecrire n° 10190, « le Monde » Pub.



Cet été emmenez vos pieds en Autriche.

Devinez quel est le sport national en Autriche : Vous pouvez y jouer tout seul, à deux, comme à vingt. Vous pouvez doubler à gauche ou à droite. Vous n'obéissez à aucune règle stricte. Vous pouvez rire, manger, boire et vous faites la route quand ça vous chante. De toute façon, à l'arrivée, il n'y a que des vainqueurs. En Autriche, c'est comme ça qu'on aime la randonnée.

Pour recevoir une documentation complète sur l'Autriche, retournez-nous le bon ci-dessous.

Nom _____
Adresse _____
Ville _____

Office National Autrichien du Tourisme
12, rue Aubert, 75009 PARIS

AUSTRIAN AIRLINES

Une place gourmande

صَكَا مِنْ الْأَهْلِ

Le Monde

LE JOUR DU CINÉMA

Premières rencontres de Font-Blanche.

Les premières Rencontres de Font-Blanche auront lieu du 25 au 28 avril. Elles consacreront l'ouverture du Centre méditerranéen de création cinématographique à Vitrolles (Bouches-du-Rhône).

Créé par le cinéaste René Allio avec le soutien de l'Office de la culture de la région provençale, ce Centre est uniquement financé par les collectivités locales, notamment le conseil régional Provence-Alpes-Côte d'Azur. Il n'a pas encore beaucoup de moyens, mais possède déjà tout le matériel nécessaire à la production d'un film en 16 mm.

Avant tout, le Centre se veut un lieu de rencontre, d'information, de coordination en faveur d'un cinéma régional qui n'existe pas. Deux longs métrages (l'un tourné en Provence, l'autre en Périgord) ont, pour le moment, obtenu des financements par l'intermédiaire du Centre.

La semaine

des « Cahiers ».

La semaine courte, d'Edouard de Gregorio, Lady Oscar, de Jacques Demy, le Chef d'orchestre, d'Andrézej Wajda, Numéro 5, de Raymond Depardon, Zone grise, de Fredi Murer, Amateurs, de Jerry Kislowick, Nahlia, de Farouk Bouloufi, la Noce, par le Collectif tunisien du Nouveau Théâtre, et Description d'une île, de Rudolf Thome et Cynthia Scott, sont les films inédits que la cinquième semaine des Cahiers du cinéma propose, du 23 au 29 avril, à l'Action-Républicaine.

Des films anciens de Lubitsch, Ozu, Rossellini et d'autres, des « mini-hommages » (notamment à Richard Leacock, qui sera présent à cette occasion), un programme vidéo et des débats sont prévus.

Un dossier

sur « le Roi et l'Oiseau ».

Le magazine du cinéma graphique et du film d'animation, « Sans-titre », vient de publier son numéro spécial sur le film le Roi et l'Oiseau, qui a reçu le prix Louis-Delluc 1979 (le Monde du 20 mars). Il contient une longue interview du réalisateur Paul Grimault et des entretiens avec Emile Bourget, assistant, Alain Costa, animateur, et Wojciech Kilar, compositeur. Numéro 11-12 : 20 francs.

Audiovisuel légal.

Le millénaire de Liège, célébré tout ce mois d'avril à Paris, notamment au Centre culturel de la communauté française de Belgique, s'achèvera le 20 avril par une journée de l'audiovisuel au Centre Georges-Pompidou. Quatre aspects de l'audiovisuel légal sont au programme : les usages du câble, la vidéo indépendante, avec un extrait du Premier Voyage en bateau de Léon, du collectif Dérives, « Vidéo-graphie », émission de recherche de la radio-télévision belge à Liège, et, enfin, un exposé de Robert Stéphane, directeur des études de production de la R.T.B.F., sur « L'audiovisuel, demain ».

BIBLIOGRAPHIE

Les Mémoires de cinéastes ou d'acteurs sont généralement des recueils d'anecdotes destinés à donner une image flatteuse de ceux et celles qui les écrivent ou se consacrent à les avoir écrits, le magnétophone d'un journaliste intervenant trop souvent dans la composition de ces ouvrages. Bien sûr, il y a des exceptions. Le livre de Robert Parrish en est une, mais exception au-dessus des autres par un ton et un talent de conteur, de chroniqueur dont on ne voit guère que Robert Flory avec Hollywood d'hier et d'aujourd'hui (paru en France en 1968) à en avoir eu de semblables.

Dans le préface de l'édition française, Bertrand Tavernier qui connaît bien Robert Parrish, le compare à Mark Twain. Et c'est vrai qu'il y a dans ces récits des rapports de Parrish à l'univers d'Hollywood, comme les aventures d'un autre Huckberry Finn vivant son enfance, au cours des années 20, dans ce monde étrange des studios californiens.

Lorsqu'il était gamin, à Columbus (Georgia), Robert Parrish, qui se méritait de voir le Lyre brisé ou

«CHÈRE INCONNUE», de Moshe Misrahi

Inlassablement, l'œil collé à sa longue-vue, Gilles scrute la mer bréchante, ce paysage d'écume, de rochers, de falaises, que, depuis cinquante ans, il a devant les yeux. Gilles est paralysé des deux jambes. Derrière lui, Louise, sa sœur aînée, vaque aux soins du ménage, balais, astiquage, bougonne, pestant contre son frère qui a saisi le tapis avec les miettes du déjeuner. Scène mille fois répétée depuis que Louise a décidé de consacrer sa vie à l'infirmité. Tracasseries, querelles quotidiennes, pointes de haine mêlées aux élans de tendresse, aux habitudes quasi conjugales de cet homme et de cette femme liés par le sort autant que par le sang.

De ce huis clos, Moshe Misrahi peint parfaitement l'atmosphère. L'usage du temps, l'ennui, les rêves impossibles (et parfois hémorrhagiques), la complexité des rapports entre Louise (Simone Signoret) et Gilles (Jean Rochefort) : tout est dit en quelques séquences d'où la drôlerie n'est pas absente. Chaque matin, en effet, le frère et la sœur reçoivent la visite de la boulangère du coin, une charmante gourd (Delphine Seyrig) qui leur récite à sa manière le journal télévisé.

Quoi d'autre dans l'uniformité de ces deux existences ? Rien. Rien jusqu'au jour où, par jeu, par curiosité, par éternelle peur aussi, comme on jette une bouteille à la mer, Louise fait passer dans le jour-

nal local, sous un faux nom, une annonce matrimoniale. « Femme sans enfant aimerait rencontrer... » Elle reçoit une réponse, une seule. Stupéfait, révélation d'une frustration identique à la sienne. Cette réponse, c'est son frère qui l'a envoyée. Alors entre Gilles, qu'écrase un soupçon d'effroi, et Louise, qui peu à peu s'identifie à la signataire des lettres, s'échange une correspondance de plus en plus ardente. A la fois séparés et unis par le même secret, les deux solitaires font l'apprentissage de l'amour. Tant que Gilles s'enflamme et supplie sa « chère inconnue » de venir le voir, Louise, prise à son propre piège, éprouve un plaisir oublié à lire ces mots lourds de sensualité, ces promesses adressées à cette « autre » si proche d'elle. Désireuse autant pour elle que pour Gilles de prolonger l'aventure, elle en arrive à imaginer un imprudent stratagème qui, finalement, se retourne contre elle et provoque un rebondissement assez peu conforme à la logique de l'histoire.

C'est pas la vraisemblance des faits qu'il faut chercher dans ce film adapté d'un roman de Bernice Rubens (1) par Gérard Brach et le réalisateur. Le romanisme se nourrit ici de trop de coïncidences hasardeuses et d'artifices improbables pour être convaincant. Mais, le postulat admis, on ne peut rester insen-

(1) Editions Laffont.

sible à l'émotion latente. À l'aura parfum de désespoir qui se dégage de cette comédie de dupes. Curieusement, on croit aux personnages sans croire à ce qui leur arrive. On croit à la transformation de Louise quand, saisie par le démon de la coquetterie, elle se fait couper les cheveux et achète son premier pantalon. On croit à sa jalousie quand elle surprend entre son frère et l'innocente boulangère un geste de complicité. Et l'on croit au miracle d'un regain de jeunesse que le simple espoir d'être aimé provoque chez Gilles.

Parfois mal inspiré quand il lui faut décrire des événements précis (les petits sketches à la poste restante), Misrahi trouve le ton juste dès qu'il touche à la psychologie et au psychisme de ses personnages. Sa mise en scène alors s'affaïssit et s'essouffle. L'essentiel, c'est-à-dire cette folie qui naît du manque d'amour, l'inverse en somme de l'amour fou.

De remarquables comédiens épaulent le réalisateur. Par sa seule présence — un regard, un sourire crispé — Simone Signoret s'impose dans le rôle de Louise. Jean Rochefort sait être, tour à tour, fragile, pitoyable et véhément dans celui de Gilles. Et la composition de Delphine Seyrig en prude et virgine Bécassine est aussi drôle qu'inattendue.

JEAN DE BARONCELLI.

* Voir les films nouveaux.

«LE PRÉ», un film des frères Taviani

(Suite de la première page).

Dans le cinéma italien, Paolo et Vittorio Taviani ont, avec « Saint-Michel avait un coq », « Allonsanfiori », et « Padre Padrone », suivi une trajectoire exemplaire. Partant du contemporain, ils ont organisé et détruit, dans un style lyrique, les illusions de l'engagement romantique à gauche, puis montré dans « Padre Padrone » la réalisation de l'utopie par une révolte concrète, la conquête de la parole et de la culture. Ils ont été « classés », comme on le dit des monuments, cinéastes politiques attachés aux problèmes contemporains, créateurs de fables pour le présent et d'images superbes. Cette grille ne s'ajuste pas bien sur « Le Pré ».

Elle craque, elle saute par endroits, on ne se retrouve plus bien dans la fable et le sens politique. Alors, à Venise, on a dit : rien ne va plus, c'est déconcertant, cette histoire d'amour.

Et pourtant, « Le Pré » est un film admirable à la fois par l'histoire et l'hommage à Rossellini aurait dû mettre la puce à l'oreille par une nouvelle manière de filmer. Car les Taviani regardent ici leurs personnages vivre, aimer, se quitter et mourir, sans les juger, avec la simplicité fondamentale de l'humanisme rossellinien, ce regard d'un cinéaste qui savait que la vie, avec ses passions, ses doutes, ses paradoxes, ses joies et ses douleurs, c'est la même chose que le cinéma ou le théâtre.

« Le Pré » est une œuvre aussi limpide sous l'apparente complexité de son scénario, aussi importante pour le cinéma moderne que le furent, en leur temps, « Stromboli », « Europe 51 » et « Voyage en Italie », à cette différence près qu'il n'est pas centré sur l'itinéraire intérieur d'une femme (Ingrid Bergman) mais de trois jeunes gens et

que, aujourd'hui, la crise de civilisation et le grand thème de l'amour ne prennent pas les mêmes aspects. D'ailleurs, les Taviani restent eux-mêmes dans les rapports père-fils, le lien des êtres à leur environnement, les malaises de l'utopie, le refus du déterminisme social et moral imposé par les adultes. Mais du discours intellectuel et politique porté par un hymne éblouissant, ils sont passés à la contemplation d'où naît, comme chez Rossellini, une émotion subtile, profonde, dépourvue d'éclats dramatiques.

Il y a donc trois jeunes gens dans « Le Pré » : Giovanni (Saverio Marconi), qui va devenir magistrat et qui aurait voulu faire du cinéma, Eugénia (Isabella Rossellini), diplômée en anthropologie mais obligée, pour gagner sa vie, de travailler dans un bureau, Enzo (Michele Placido), agronome diplômé et chômeur. De Milan, Giovanni vient à San-Gimignano, ce village des collines de Toscane qui semble un paradis préservé des soubresauts du monde moderne, où son père l'a envoyé pour vendre ce qui lui reste d'une propriété. Là, il rencontre Eugénia, qui, lorsqu'elle trouve la paix à Florence, fait de l'animation théâtrale avec des enfants. Il s'éprend d'elle, mais elle a déjà un compagnon, Enzo, qui arrive à San-Gimignano pour créer une communauté agricole sur des terres abandonnées. Il ne pourra pas former, avec elle, un couple. Il refuse d'être heureux « à trois ».

Ainsi le suicide de l'enfant blond de « Allonsanfiori », « Le Pré » annonce la mort comme le seul rêve réalisable. Sans pour autant témoigner sur la malaise d'une génération, les frères Taviani captent, chez leurs trois personnages, l'échec des vocations et des désirs. La nature préservée de San-Gimignano, les jeux du spectacle menés par Eugénia, les tentatives communautaires semblent dans le

déterminisme d'une société à l'agonie. L'univers idyllique de la campagne toscane sécrète les mêmes poisons, la même corruption que les villes froides. Le théâtre sur la place, où les actes contestataires échouent d'eux-mêmes sur la répression ordinaire. Restent les réminiscences des sentiments qui parcourent tout le film, ces ondes d'amour, de sensibilité, d'enchantement qu'irradie la merveilleuse Isabella Rossellini. Le pouvoir de l'imagination (dans les scènes féériques où la jeune fille malade, veillée par les deux garçons, voit le joueur de flûte de Hamelin triomphant des adultes et fondant le monde des enfants libres) se détruit dans le contact avec le réel. On ne peut choisir que son rôle. Tel est, du moins, le sort de Giovanni, qui se jette (Giulio Brogi, qui fut l'archevêque de Saint-Michel avait un coq) s'efforce en vain de sauver. Il n'y a pas de désespoir morbide dans ce film contemplatif qui laisse loin derrière lui, les « succès » tapageurs de la saison, mais l'affliction d'une jeunesse aux illusions perdues, qui ne voit dans l'avenir offert que le vide de la société italienne. Giovanni meurt, Eugénia et Enzo partent pour l'Algérie. Et San-Gimignano reste perché sur la colline toscane comme au-dessus du vide.

JACQUES SICLIER.

* Voir les films nouveaux.

« J'AI GRANDI A HOLLYWOOD », de Robert Parrish

elle allait verser des larmes d'émotion, croyait que David Ward Griffith était le seul et unique réalisateur de tous les films. Il lui fallait faire de la figuration dans les Lumières de la ville, de Chaplin (commencé avant la crise de 1929) pour découvrir que chaque film avait son metteur en scène. Il trouva ainsi sa vocation mais le chemin fut long avant qu'il devint metteur en scène à son tour. Parrish raconte avec une ingénuité savoureuse, un humour qui fait jubiler le lecteur, des scènes de sa vie au long de ce parcours.

Enfant et adolescent travaillant dans la figuration, il se retrouve un jour, avec un copain, apprenti détective privé, dans une affaire de chantage contre Max West. Il grandit dans le sérail, apprend à se débrouiller, se prétend, comme d'autres figurants, patineur sur glace professionnel pour un film de la Fox avec Sonja Henie, ce qui cause un scandale et une lutte syndicale. Plus tard, le voilà monteur — un monteur estimé qui donne construction et rythme à des films jugés inexploitablement.

Robert Parrish a vu tant de choses

surprenantes, pittoresques ou incroyables qu'il retransmet ces impressions en témoins du fabuleux, parfois moines de lui-même que des personnages, célèbres ou non qu'il a rencontrés, des événements enregistrés dans sa mémoire comme les images d'un « cinéma » perpétuel.

Dans cette rétrospective littéraire passent des hommes de pouvoir qui furent de faux grands hommes (le producteur Harry Cohn ou Cecil B. de Mille, père Ubu de l'entomomnie au temps du macabre, s'échappant contre Mendelkewicz) et de vrais grands hommes comme John Ford. L'histoire des relations — étalées sur des années — de Parrish avec Ford constitue le plus bel hommage d'une amitié, d'une estime, d'une reconnaissance émue qu'on puisse rendre à ce grand maître du cinéma américain, saisi ici dans sa nature d'indomptable ténace, secret, imprévisible, jusqu'à l'âge de la mort où on le voit, altité, farfouiller dans un seau en plastique rempli de bouts de cigare.

J. S.
* Editions Stock/Cinéma, 323 p.

DANSE

LE BALLET DU XX^e SIÈCLE ET NEUMEIER

Démonstrations

On doit à Maurice Béjart la découverte à Venise au festival « Danza 75 » de John Neumeier, Américain formé par John Cranko et actuellement chorégraphe à l'Opéra de Hambourg. Tous deux se sont rejoints dans un amour commun pour Mahler. Il est à l'origine d'un échange fraternel : le Ballet de Hambourg vient de monter « Ce que l'amour me dit » de Béjart, tandis que le Ballet du XX^e siècle interprète au Théâtre des Champs-Élysées « Lieb und Leid und Welt und Traum » (L'amour, la peine, le monde et le rêve), de Neumeier.

Pour beaucoup ce ballet est une déception, et les inconditionnels de Maurice Béjart auront beau jeu de le comparer à ce programme Mahler présenté la semaine passée. On ne serait pas loin de leur donner raison si l'on n'avait vu au Théâtre de la Ville plusieurs symphonies de Mahler chorégraphiées par Neumeier et dansées par la troupe de Hambourg. Quelques images en demeurent dans les mémoires, indélébiles : François Klaus couché sur l'avant-scène, immobile mais présent ; Zandra Rodriguez, petite femme rouge, s'efforce comme le bonheur ; le sort dans l'inconnu — la mort ?

de Kervin Holten, éperdu de solitude et tous ces pas de deux, de trois (virtuosité des jambes, courbes des bras) débouchant sur l'incommunicabilité.

Neumeier a le romantisme noir ; il déconcentre, il agresse. Déjà sa vision du « Sacre » de Stravinski s'enfonçait dans la solitude, la peur, le néant sans espoir, alors que le ballet s'épanouit dans une pyramide humaine. Les deux chorégraphes sont à cet antipode de la sensibilité.

MARCELLE MICHEL.

* Théâtre des Champs-Élysées, 11, 12 et 13 avril, 20 h. 30.

THÉÂTRE

« MARCOVALDO » VU PAR PIERRE ASCARIDE

Le Huron dans la ville

Marcovaldo, homme de la campagne, se sent mal en ville. Fourtant il y travaille et y habite avec sa famille. Il est le héros d'un récit d'Italo Calvino, une suite de récits plutôt, dont il constitue le lien, prétextes à une exploration doucement sarcastique de nos imaginaires où s'affaiblissent des personnages-bulle-de-savon : à peine saisis par le regard, ils craquent et s'évanouissent dans le ciel gris.

Avec Hugues Kassir et Bernard Monin, Pierre Ascaride met en jeu quelques-unes de ces histoires dans un unique décor : un auberge auquel est accolée une courbe à papier en forme de spirale, encadré de deux bornes blanches. L'espace est ainsi très simplement et nettement marqué. Cet édifice standard si familier, presque et laid où l'on attend en compagnie des autres, mais enfoncé en soi-même, sans prêter attention à personne, à rien d'autre qu'à l'autobus qui va

vous emmener dans un voyage routinier, cet auberge symbolise la ville fonctionnelle, propre, anonyme. Les trois comédiens, à eux seuls, se passant les phrases comme on lance un ballon, y font vivre une foule, y font voir les aventures de Marcovaldo, Huron pacifique, dont l'humour s'aggrave à mesure qu'il se rend compte que la ville n'est que la tendre fantaisie.

Le spectacle se situe aux antipodes du « théâtre du quotidien » tel qu'il se définit habituellement, tel qu'il n'existe pas ou très peu : un avatar intellectuel du naturalisme. Fidèle à Calvino, Pierre Ascaride travaille sur le micro-réalisme, le fantastique quotidien. Il ne se donne pas la première image : un père Noël s'amuse avec un jouet mécanique. Il y a quelque chose de l'enfance dans ce spectacle, une sorte de gentillesse attentive, sans rien de fade, car cette gentillesse est soutenue par une belle vitalité, par un vigoureux plaisir à prendre les mots, à les accrocher en bande-

rolles.

L'appétit de vivre l'instinct est plus fort que le scepticisme, malgré l'amère morale des récits, porte de l'optimisme. Il a tourné dans les coulisses et continué à le faire : il a fallu que deux organismes se réunissent pour le produire bien qu'il ne soit pas cohérent. Il pourrait se donner dans une petite salle parisienne, ce serait sa place, tout citoyen devrait y avoir droit.

COLETTE GODARD.

* 16 au 18 avril, 21 heures, Théâtre Paul-Bourdieu, à Châteauneuf, et du 2 au 27 en décentralisation dans la ville.

Des négociations sont actuellement en cours pour l'élaboration de chartes culturelles prévues depuis un certain temps avec l'Alsace, la Corse et les régions du Sud-Ouest, a annoncé M. Jean-Philippe Léot, ministre de la culture et de la communication, le 10 avril, sur FR3. M. Jean-Philippe Léot a également parlé du cinéma et déclaré : « Il faut faire un cinéma français en maintenant l'identité française, mais qui ait une vocation mondiale, seule façon d'atteindre des bases financières. Le ministre de la culture et de la communication s'est déclaré prêt à envisager une aide de l'Etat ».

Le dixième concours international d'improvisation aura lieu le mercredi 18 juin, à l'Académie Maurice-Ravel (145, rue Garibaldi, 69003 Lyon) au cours du trentième Festival de Lyon. Ce concours, qui est ouvert aux moins de quarante ans de toutes nationalités, comportera trois sections : orgue, piano classique et piano jazz. Les candidats doivent faire parvenir leur demande d'inscription avant le 30 mai à l'adresse suivante : Secrétariat du Festival - Concours International d'Improvisation - Hôtel de Ville, 69001 Lyon Cedex 1.



صكزامن الا لحي

INFORMATIONS « SERVICES »

LA MAISON

Éclairer une chambre d'enfants

Dans leur chambre, les enfants doivent disposer d'un bon éclairage. Ayant une grande facilité d'accommodation visuelle, un enfant ne se plaint jamais d'être mal éclairé, mais sa vue risque d'être mise en danger.

Autre point important : la sécurité. Pas de lampadaire ni de lampe fragile qui peuvent se casser ou être à l'origine d'un incendie. Attention aussi aux fils souples qui traitent et aux prises non équipées d'éclipses.

Un éclairage général d'ambiance est indispensable : il doit fonctionner même lorsque l'enfant est à son bureau, afin d'éviter le contraste entre cette zone bien éclairée et la pièce plongée dans l'ombre. Cet éclairage général peut être commandé par un variateur d'intensité qui module la lumière selon les besoins et permet, les matins d'hiver, un réveil en douceur.

S'il existe une arrivée de fils au plafond, une suspension est recommandée. Chez Bonpoint, magasin consacré à l'aménagement des chambres d'enfants, une solution conique en métal laqué rouge, rose ou bleu est équipée d'un système « montabasse » en forme d'œuf (195 F). Electromat propose une grosse boule en métal laqué blanc, fermée par une grille qui protège une ampoule de 150 watts (285 F) ou trois globes orientables montés sur un disque à fixer au plafond.

Morand est un magasin de luminaires situé face à la Maison de la radio. On y trouve des conseils et des appareils pour la chambre enfantine : une belle suspension, en tissu de fibre de verre blanc monté sur armature métallique, est modélisée en forme de nuages. Pour les juniors, au B.H.V. (qui possède un important rayon de luminaires), une suspension à une structure hexagonale en bois, tendue d'un tissu imprimé de scènes enfantines très colorées, 130 F.

Les appliques sont également pratiques, car hors de portée des enfants ; elles donnent toutefois un éclairage plus localisé qu'une suspension, sauf si elles sont équipées d'une lampe halogène diffusant une lumière puissante, telle une applique d'Electromat, en forme d'éventail. Pour une chambre de garçon, un globe en opaline monté sur patère murale est protégé par un abat-jour en grillage de couleur (Morand, 706 F). Très décorative, une applique rectangulaire est en verre à bandes diagonales vert (Ready Made, 380 F).

L'éclairage de la table de travail est à soigner particulièrement. La lampe, de préférence fixée par une pince au bord du bureau, sera placée du côté opposé à la main qui écrit pour éviter son ombre sur le papier. Bonpoint propose une lampe d'architecte, avec fil incurvé dans les bras articulés et trou d'aération dans la tête métallique pour éviter sa surchauffe par la lampe (195 F). Plus fine, une lampe à pince se termine par un petit spot avec lampe « Miniol » (Ready Made, 157 F). « Luxo » est une lampe à tige verticale montée sur socle ou sur pince — sur laquelle coulisse un globe réglable en hauteur (Electromat, 243 F, à pince). Une lampe en métal blanc ou rouge à deux bras articulés dont l'un est équipé d'un tube fluorescent (« Lucifer », Morand, 688 F).

En veilleuse

La lampe de chevet (à proscrire pour les petits) doit être bien stable. Un lapin en peluche forme le pied d'une lampe à abat-jour rose ou bleu, chez Bonpoint, 238 F. Au B.H.V., un parallélépipède en bois laqué, animé d'un personnage dessiné en couleur, est surmonté d'un abat-jour conique. Pour un passionné de formule 1, Electromat présente un spot en terre cuite posé sur une armature à quatre roues (« Spot-car », 176 F). Réalisée en pâte de verre, un clown tout en rondour s'éclaircit en rose, blanc, vert ou jaune (Ready Made, 375 F).

Pour rassurer un jeune enfant qui craint l'obscurité, on posera une veilleuse sur un meuble, hors de sa portée. Cela peut être un chien, un chat, en rosin verni et éclairé de l'intérieur par une petite ampoule de 15 watts (B.H.V.) ou une tête de chat en bois découpé, éclairée en silhouette par une lampe rouge (Bonpoint). Ou encore, chez Morand, un globe en plastique de couleur, entouré verticalement pour laisser filtrer la lumière.

JANY AUJAME

* Bonpoint, 7, rue de Solferino, 75007 Paris. Electromat, 11, boulevard Saint-Germain, 75006 Paris ; 5, place Bellecour, à Lyon. Morand, 14, rue de Valenciennes, 75016 Paris. Ready Made, 22-46, rue Jacob, 75006 Paris.

PORTES OUVERTES SUR LA TABLE

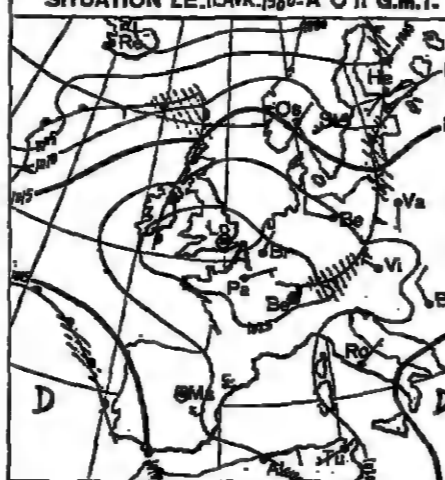
— La Centre International des arts de la table (CIAT), qui est réservé aux professionnels de ce secteur, va admettre le public au cours de journées « portes ouvertes ». Les quelques deux cents conseillers, fabricants, cristalliers et orfèvres, qui y exposent en permanence leurs productions, répondront aux questions de fabrication,

de qualité, d'entretien et de pérennité des décors. Une liste de points de vente sera remise aux visiteurs, car aucune vente directe ne pourra s'effectuer dans l'enceinte du centre.

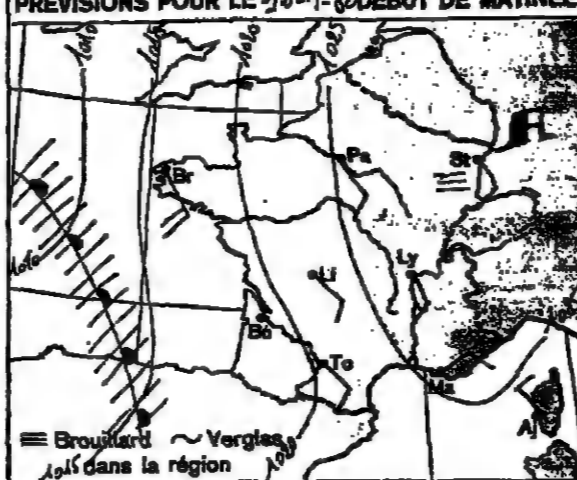
* CIAT, 32, rue de Paradis, 75010 Paris. Ouvert au public le jeudi 17 et le vendredi 18 avril ; le samedi 19 et le dimanche 20 mai, de 9 h. 30 à 18 heures.

MÉTÉOROLOGIE

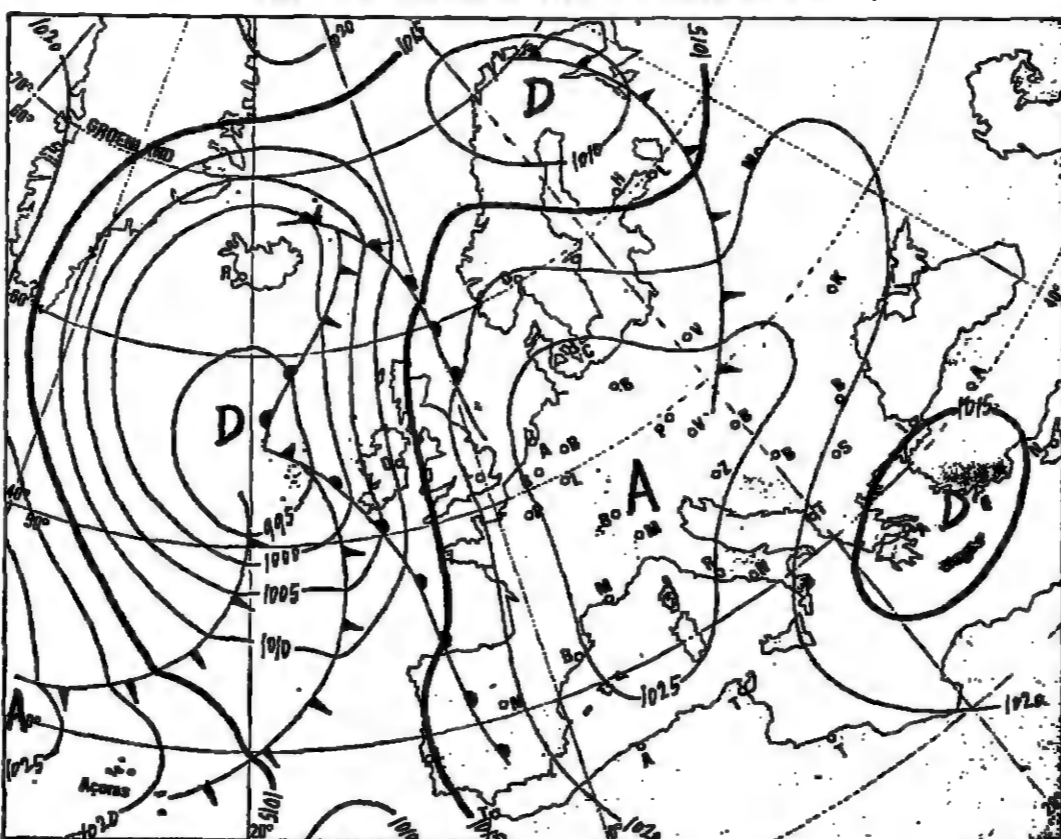
SITUATION LE 11 AVRIL 1980 À 0 H G.M.T.



PRÉVISIONS POUR LE 12-14 DÉBUT DE MATINÉE



PRÉVISIONS POUR LE 12 AVRIL À 0 HEURE (G.M.T.)



Evolution probable de temps en France entre le vendredi 11 avril à 0 heure et le samedi 12 avril à 24 heures :

Les hautes pressions d'Europe occidentale se décalent vers l'est, tandis qu'une zone dépressionnaire se développe sur le proche océan. Un flux de sud-est à sud-est s'établit sur notre pays.

Samedi 12 avril, après quelques brumes matinales dans l'est et le Nord-Est, un temps généralement ensoleillé prédominera sur la plus grande partie de la France. Des nuages passagers deviendront progressivement plus nombreux sur les

régions voisines de l'Atlantique, mais les températures seront en hausse sensible dans un flux de sud-est à sud qui se renforcera un peu.

Le vendredi 11 avril, à 7 heures, la pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris, de 1023,5 millibars soit 762,5 millibars de mercure. Température (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 10 avril ; le second, le minimum de la nuit du 10 au 11) : Alençon, 17 et 9 degrés ; Biarritz, 16 et 8 ; Bordeaux, 15 et 5 ; Bourges, 12 et 3 ; Breck, 11 et 5 ; Caen, 12 et 2 ; Cherbourg, 11 et 3 ; Clermont-Ferrand, 12 et -3 ; Dijon, 11 et 1 ; Grenoble, 14 et -2 ; Lille,

11 et 1 ; Lyon, 11 et -1 ; Marseille, 16 et 6 ; Nancy, 9 et 4 ; Nantes, 13 et 4 ; Nice, 14 et 6 ; Paris-Le Bourget, 13 et 2 ; Pau, 13 et 1 ; Perpignan, 15 et 2 ; Rennes, 12 et 3 ; Strasbourg, 10 et 5 ; Tours, 15 et 3 ; Toulouse, 14 et 0 ; Poitiers-Pitres, 29 et 25.

Températures relatives à l'étranger : Alger, 16 et 5 degrés ; Amsterdam, 10 et 1 ; Athènes, 15 et 10 ; Berlin, 6 et 5 ; Bonn, 9 et 3 ; Bruxelles, 9 et 1 ; La Ciot, 22 et 11 ; Les Canaries, 24 et 15 ; Copenhague, 9 et 1 ; Genève, 10 et -2 ; Lisbonne, 18 et 11 ; Londres, 12 et 3 ; Madrid, 19 et 9 ; Moscou, 4 et 1 ; New-York, 17 et 14 ; Palma-de-Majorque, 15 et 12 ; Rome, 18 et 8 ; Stockholm, 9 et 0 ; Téhéran, 27 et 12.

PROBABILITÉS POUR DIMANCHE Le temps sera doux pour la saison, avec des températures maximales élevées, en particulier sur la moitié est, où elles atteindront 20°C. Le ciel sera bien ensoleillé sur la moitié est, et deviendra plus nuageux par l'Ouest avec un risque d'orage au renfort.

(Documents établis avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

PARIS EN VISITE

SAMEDI 12 AVRIL

- « Exposition Mucha », 10 h. 30, Grand Palais, 1200 F.
- « Hôtel de Sully », 15 h. 30, rue Saint-Antoine, 1200 F.
- « Hôtel d'Evreux et la place Vendôme », 15 h. 30, place Vendôme, 1200 F.
- « Musée de la Ville de Paris », 15 h. 30, rue de la Harpe, 1200 F.
- « Exposition Dali », 10 h. 30, Centre Pompidou (Arènes).
- « Concorde », 14 h. 30, 1, quai de l'Horloge (Approche de l'art).
- « Le Marais », 15 h. 30, rue des Fossés (Connaissance d'art et d'histoire).
- « Chez un restaurateur de meubles », 15 h. 30, devant Saint-Julien-le-Pauvre (Connaissance d'art et d'histoire).
- « Le collège des Quatre-Nations et l'Académie française », 15 h. 30, quai Conti (Mme Ferrand).
- « La cathédrale russe », 15 h. 30, rue de la Harpe, 1200 F.
- « La vie de Rodin », 15 h. 30, rue de Valenciennes (Histoire et Archéologie).
- « Notre-Dame de Paris », 15 h. 30, rue de la Harpe, 1200 F.
- « L'île Saint-Louis », 14 h. 30, rue de la Harpe, 1200 F.
- « Fontaine de la Vierge », 15 h. 30, rue de la Harpe, 1200 F.
- « Exposition Monet », 11 h. 30, Grand Palais (Vernissage de Paris).

DIMANCHE 13 AVRIL

- « Le Sénat », 10 h. 30, 15, rue de Valenciennes, 1200 F.
- « Le musée Nissim-de-Camondo », 15 h. 30, rue de Valenciennes, 1200 F.
- « Hôtel de Sully », 15 h. 30, rue Saint-Antoine, 1200 F.
- « La Maison de la Légion d'honneur », 15 h. 30, rue de la Harpe, 1200 F.
- « Exposition Monet », 10 h. 30, Grand Palais (Connaissance d'art et d'histoire).
- « Hôtel de Sully », 15 h. 30, rue Saint-Antoine, 1200 F.
- « L'Académie française et le collège des Quatre-Nations », 15 h. 30, quai Conti (Mme Ferrand).
- « La cathédrale russe », 15 h. 30, rue de la Harpe, 1200 F.
- « La vie de Rodin », 15 h. 30, rue de Valenciennes (Histoire et Archéologie).
- « Notre-Dame de Paris », 15 h. 30, rue de la Harpe, 1200 F.
- « L'île Saint-Louis », 14 h. 30, rue de la Harpe, 1200 F.
- « Fontaine de la Vierge », 15 h. 30, rue de la Harpe, 1200 F.
- « Exposition Monet », 11 h. 30, Grand Palais (Vernissage de Paris).

CONFÉRENCES

SAMEDI 12 AVRIL

- 14 h. 30, Théâtre Tristan-Bernard, 64, rue du Bocher, M. J. Chabannes : « Les enfants du siècle » ; professeur Delanay : « Le rapport de trois âges et la société de demain » ; Mme D. Ribardière : « Revisitez-vous la fin de l'Empire romain ? » (Club du Fanbouy).
- 18 h. 30, Normandy Hôtel, 7, rue de l'Échelle : « Sokanar présente ses enseignements ».

DIMANCHE 13 AVRIL

- 17 h. 30, 11 bis, rue Képler : « Pourquoi la réincarnation ? » (Loge unie des théosophes), entrée libre.

DEMANDEURS D'EMPLOIS

STAGE D'ALLEMAGNE rémunéré par l'État 6 SEMAINES + OPTION 6 SEMAINES dans une entreprise en Allemagne. Consultez-nous : RT - A. H. L.F. 8, rue Couderc, 92005 - LYON Tél. : 7 824-79-47

Le Monde

Service des Abonnements 5, rue des Mathématiques 75647 PARIS - CEDEX 06 C.C.P. Paris 4287-52

ABONNEMENTS 3 mois 6 mois 12 mois

FRANCE - D.O.M. - T.O.M. 374 F 380 F 420 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS 420 F 440 F 480 F

PAR VOIE NORMALE 300 F 320 F 360 F

ÉTRANGER (par mandat) 300 F 320 F 360 F

1 - BELGIQUE-LUXEMBOURG 300 F 320 F 360 F

2 - SUISSE - TURQUIE 300 F 320 F 360 F

3 - PAYS-BAS 300 F 320 F 360 F

4 - AUTRES PAYS 300 F 320 F 360 F

Les abonnements qui paient par chèque postal (toute fois) sont bien joints en chèque à leur demande.

Changements d'adresse : notification au propriétaire (deux semaines au plus) ; non abonnés sont invités à renouveler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance. Veuillez avoir l'obligeance de régler tous les montants en espèces d'impôts.

BULLETIN D'ENNEIGEMENT

Nous donnons ci-dessous les hauteurs d'enneigement, au 10 avril, dans les principales stations françaises telles qu'elles nous ont été communiquées par l'Association des stations de ski.

Associations des stations de ski d'hiver (61, boulevard Haussmann, 75006 Paris), qui met à la disposition des usagers un bulletin d'information enregistré sur répondeur automatique au 266-64-28.

Le premier chiffre indique en centimètres l'épaisseur de neige au bas des pistes ; le second, l'épaisseur de neige en haut des pistes.

Il s'agit du dernier bulletin d'enneigement pour la saison.

ALPES DU NORD

Alpe d'Huez : 180, 600 ; L'Isère : 30, 150 ; Arches-Beaufort : 40, 350 ; Bellecombe - Crest-Voland : 80, 200 ; Bonneval-sur-Arc : 180, 450 ; Bourg-Saint-Maurice/Les Arcs : 125, 250 ; Les Carroz-d'Ardoise : 30, 200 ; Chamonix : 18, 600 ; La Chapelle-d'Abondance : 25, 180 ; Obélis : 35, 210 ; Gombour : 14, 180 ; Les Contamines-Montjoie : 10, 300 ; Courmayeur : 35, 330 ; Les Deux-Alpes : 70, 430 ; Fumans - Pralognan : 75, 140 ; Les Gets : 40, 230 ; Les Houches : 30, 100 ; Mégève : 30, 200 ; Les Menuires : 60, 420 ; Morbier : 45, 330 ; Morzine-Avoriaz : 10, 300 ; La Plagne : 220, 480 ; Pralognan - La Vanoise : 90, 150 ; Saint-François-Longchamp : 30, 230 ; Saint-Gervais - Le Buet : 100, 230 ;

Saint-Pierre-de-Chartreuse : 50, 120 ; Semnoz : 120, 310 ; Tignes : 215, 290 ; Val-Cenis : 20, 280 ; Val-d'Isère : 200, 330 ; Valloire : 20, 200 ; Villard-de-Lans : 50, 280 ; Valmorel : 135, 190.

ALPES DU SUD

Avignon : 40, 140 ; Beuil-Les-Écluses : 60, 80 ; Colmar-Val-d'Aï : 30, 200 ; Isola 2000 : 175, 260 ; Montgenèvre : 160, 170 ; Crest-Voland : 80, 200 ; Les Orres : 30, 150 ; Pra-Loup : 20, 100 ; Risoul 1850 : 80, 130 ; Le Grand-Bornand : 30, 170 ; Super-Gréolière : 30, 150 ; Vann : 30, 180.

ALPES DU SUD

Les Angles : 35, 100 ; Les Angles : 30, 70 ; Arles-Thermes : 0, 80 ; Camanche-Lyon : 30, 180 ; Font-Romeu : 10, 40 ; Saint-Lary-Soula : 15, 80.

MASSIF CENTRAL

Le Mont-Dore : 30, 170 ; Super-Gréolière : 30, 150 ; Vann : 30, 180.

JURA

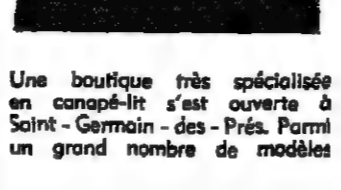
Métabief-Mont-d'Or : 10, 80 ; Les Rousses : 40, 180.

LES STATIONS STRANÈRES

Pour les stations étrangères, on peut s'adresser à l'Office national allemand du tourisme, 4, place de l'Opéra, 75009 Paris, tél. 940-04-53 ; à l'Office national suisse du tourisme, 11 bis, rue Scribe, 75009 Paris, tél. 743-43-45 ; à l'Office national autrichien du tourisme, 12, rue Aubert, 75009 Paris, tél. 743-78-97 ; à l'Office national italien du tourisme, 23, rue de la Paix, 75002 Paris, tél. 288-66-66.

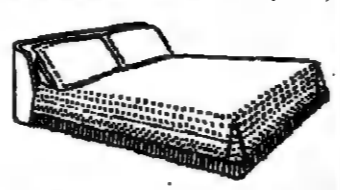
Bien dormir sur un bon canapé

nous avons choisi cette semaine ce merveilleux canapé-lit « tapissier » ou duvet, trouvant sa place dans tous les styles. Se fait en toutes dimensions.



Une boutique très spécialisée en canapé-lit s'est ouverte à Saint-Germain-des-Près. Parmi un grand nombre de modèles

La Boutique du Canapé-lit PARIS (75) 945-13-52 13 bis, rue de Grenelle



LA GUERANDE

LOTÉRIE NATIONALE					
LISTE OFFICIELLE DES SOMMES À PAYER, TOUTS CUMULS COMPRIS, AUX BILLETTS ENTIERS					
TRANCHE DE PAQUES					
Tirage du 10 avril 1980					
TRANCHE	FINALES ET NUMÉROS	SOMMES À PAYER	TRANCHE	FINALES ET NUMÉROS	SOMMES À PAYER
1	1 61 361 8 091 04 721	100 1 000 2 100 100 100	6	316 606 0 096 77 476 026 686	700 700 5 000 75 000 4 000 000
2	9 812 9 892	5 000 10 000	7	37 677 6 937	200 700 5 200
3	13 4 923 8 413 291 843	200 2 000 10 200 1 000 000	8	8 2 328	100 2 100
4	244 5 254 2 534	700 2 000 5 000	9	88 6 479 9 009	200 5 000 5 000
5	795 1 655 6 365 60 735	700 2 000 2 000 100 000	0	2 660 3 260	5 000 5 000

PROCHAIN TIRAGE LE 15 AVRIL 1980 L'ARLEQUIN À PARIS - Maison de la Radio LE ZODIAQUE D'AVRIL À MALAKOFF (Maison de la Seine) LOTO 5 12 31 41 45 47 10

PROCHAIN TIRAGE LE 18 AVRIL 1980 VALIDATION JUSQU'AU 15 AVRIL APRÈSMIDI

هك امن الاصل

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.E.
DEMANDES D'EMPLOI	57,00	67,03
IMMOBILIER	14,00	16,46
AUTOMOBILES	39,00	45,86
AGENDA	39,00	45,86
PROP. COMM. CAPITAUX	105,00	123,48

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADREES	La ligne	La ligne T.E.
OFFRES D'EMPLOI	38,00	38,80
DEMANDES D'EMPLOI	8,00	9,40
IMMOBILIER	25,00	29,40
AUTOMOBILES	25,00	29,40
AGENDA	25,00	29,40

REPRODUCTION INTERDITE

emplois internationaux (et départements d'Outre-Mer)

Nestlé

La section de développement d'emballages installée dans de nouveaux locaux à Chêne, petite ville au pied du Jura vaudois, étudie les interactions de l'emballage et du produit ainsi que la construction des machines destinées à fabriquer ces emballages.

NOUS RECHERCHONS UN

CHEF DE PROJETS EMBALLAGES

Nous lui confierons d'importants travaux de développement technologique sur des emballages de produits alimentaires pour toutes les sociétés du groupe Nestlé en Suisse et à l'étranger. Il sera également chargé de l'étude et de l'industrialisation de systèmes d'emballage pour l'alimentation. Ce poste fait appel à un ingénieur S.P.F. ou équivalent, âgé de 27 à 37 ans, ayant déjà de l'expérience dans le domaine de l'emballage. En plus du français et de l'anglais, des connaissances de l'allemand et/ou de l'espagnol seraient appréciées.

Les personnes intéressées peuvent obtenir des renseignements en téléphonant à M. J. P. Langier, 024/112.81, interne 286, ou adresser leurs offres de service à la

SOCIÉTÉ D'ASSISTANCE TECHNIQUE POUR PRODUITS NESTLÉ S.A.
Laboratoire Industriel - CH-1850 ORBE (Suisse).

Nestlé

emploi régional

ASSISTANT TECHNIQUE AU COMMERCE

Formation C.E.P.A.C. ou E.S.C.
Ayant au moins 5 ans d'expérience.
Sérieuses références demandées.
Adresser C.V. + lettre manuscrite + photo récente à Agence HAVAS, sous le numéro 2031/L, 10000 TROYES, qui transmettra.

SPECIALISTE COMMERCE EXTERIEUR POUR CONSEILS EN ENTREPRISES

— Formation supérieure
— Enseignement supérieur
— 5 ans d'expérience minimum.
Adresser C.V. + lettre manuscrite + photo récente à Agence HAVAS, sous le numéro 2031/L, 10000 TROYES, qui transmettra.

T.I.T.N. PROVENCE

Société d'ingénierie
en informatique recherche :

1 INGENIEUR LOGICIEL

2 ans d'expérience de programmation sur micro-ordinateur pour projet de 2 ans. A l'étranger. EN ITALIE DU NORD ;

3 INGENIEURS LOGICIEL

débuteurs - ayant programmé SUR SOLAR ;

2 AGENTS TECHNIQUES

ELECTRONIQUES, position II, niveau B.T.S. ou I.U.T., débutants à 2 ans d'expérience.

Envoyer C.V., photo, prétentions à Agence HAVAS, sous le numéro 2031/L, 10000 TROYES, qui transmettra.

ANNONCES CLASSEES

TELEPHONEES

296-15-01

offres d'emploi

Recherchons pour chantiers FRANCE - ETRANGER :

INGENIEURS

A. TECHNIQUES

de coordination travaux
— coût-travail ;
— en construction industrielle ;
— usines chais en main.
Age minimum 35 ans.
Expérience minimum 8 ans.
Téléphone : 85-16-01 - 14-01.

Filière européenne
Important groupe américain
spécialisé dans l'équipement
de bureau industriel et
pétrochimie et Cryogénie.

CADRE COMMERCIAL

pour ventes export,
niveau ingénieur,
connaissances anglaises courantes indisp.
Expérience minimum vente
produits industriels 3 ans.
Formation assurée par la Sté.
Déplacements fréquents à l'étranger.
Adresser C.V. manuscrite et prêt, à
S.M.P. 9, rue de la République,
77002 FONTAINEBLEAU Cedex.

demandes d'emploi

Jeune fille 19 ans
cherche place employée
de bureau industrielle ou
Ecr. n° 6211 « le Monde » Pub.
S. T. des Italiens, 75002 Paris-P.

travaux à façon

Demande

ENTREPRISE. Séries de références effectuées rapidement. Travail pénible, décaissement. Coordination tous corps d'état. Débutants - ayant programmé SUR SOLAR ;

enseignement

L'ANGLO EUROPEAN SCHOOL
OF ENGLISH
coursiers
son 10^e anniversaire
en 1980
est heureux d'annoncer
des vacances pour les
étudiants désirant apprendre
ou perfectionner leurs connaissances
en anglais ou passer l'examen
du Cambridge University.

Des cours à plein temps sont
accessibles durant l'année au
prix de 500 F par mois dans le
logement qui inclut le logement
dans une famille.

Ecrire au directeur
Anglo European School
9, Old Church Street Road
Bournemouth Dorset England
pour renseignements et une brochure.

automobiles

divers

EMPLOYES PEUGEOT 94
200, 205, 206, 207, 209, 210, 211, 212, 213, 214, 215, 216, 217, 218, 219, 220, 221, 222, 223, 224, 225, 226, 227, 228, 229, 230, 231, 232, 233, 234, 235, 236, 237, 238, 239, 240, 241, 242, 243, 244, 245, 246, 247, 248, 249, 250, 251, 252, 253, 254, 255, 256, 257, 258, 259, 260, 261, 262, 263, 264, 265, 266, 267, 268, 269, 270, 271, 272, 273, 274, 275, 276, 277, 278, 279, 280, 281, 282, 283, 284, 285, 286, 287, 288, 289, 290, 291, 292, 293, 294, 295, 296, 297, 298, 299, 300, 301, 302, 303, 304, 305, 306, 307, 308, 309, 310, 311, 312, 313, 314, 315, 316, 317, 318, 319, 320, 321, 322, 323, 324, 325, 326, 327, 328, 329, 330, 331, 332, 333, 334, 335, 336, 337, 338, 339, 340, 341, 342, 343, 344, 345, 346, 347, 348, 349, 350, 351, 352, 353, 354, 355, 356, 357, 358, 359, 360, 361, 362, 363, 364, 365, 366, 367, 368, 369, 370, 371, 372, 373, 374, 375, 376, 377, 378, 379, 380, 381, 382, 383, 384, 385, 386, 387, 388, 389, 390, 391, 392, 393, 394, 395, 396, 397, 398, 399, 400, 401, 402, 403, 404, 405, 406, 407, 408, 409, 410, 411, 412, 413, 414, 415, 416, 417, 418, 419, 420, 421, 422, 423, 424, 425, 426, 427, 428, 429, 430, 431, 432, 433, 434, 435, 436, 437, 438, 439, 440, 441, 442, 443, 444, 445, 446, 447, 448, 449, 450, 451, 452, 453, 454, 455, 456, 457, 458, 459, 460, 461, 462, 463, 464, 465, 466, 467, 468, 469, 470, 471, 472, 473, 474, 475, 476, 477, 478, 479, 480, 481, 482, 483, 484, 485, 486, 487, 488, 489, 490, 491, 492, 493, 494, 495, 496, 497, 498, 499, 500, 501, 502, 503, 504, 505, 506, 507, 508, 509, 510, 511, 512, 513, 514, 515, 516, 517, 518, 519, 520, 521, 522, 523, 524, 525, 526, 527, 528, 529, 530, 531, 532, 533, 534, 535, 536, 537, 538, 539, 540, 541, 542, 543, 544, 545, 546, 547, 548, 549, 550, 551, 552, 553, 554, 555, 556, 557, 558, 559, 560, 561, 562, 563, 564, 565, 566, 567, 568, 569, 570, 571, 572, 573, 574, 575, 576, 577, 578, 579, 580, 581, 582, 583, 584, 585, 586, 587, 588, 589, 590, 591, 592, 593, 594, 595, 596, 597, 598, 599, 600, 601, 602, 603, 604, 605, 606, 607, 608, 609, 610, 611, 612, 613, 614, 615, 616, 617, 618, 619, 620, 621, 622, 623, 624, 625, 626, 627, 628, 629, 630, 631, 632, 633, 634, 635, 636, 637, 638, 639, 640, 641, 642, 643, 644, 645, 646, 647, 648, 649, 650, 651, 652, 653, 654, 655, 656, 657, 658, 659, 660, 661, 662, 663, 664, 665, 666, 667, 668, 669, 670, 671, 672, 673, 674, 675, 676, 677, 678, 679, 680, 681, 682, 683, 684, 685, 686, 687, 688, 689, 690, 691, 692, 693, 694, 695, 696, 697, 698, 699, 700, 701, 702, 703, 704, 705, 706, 707, 708, 709, 710, 711, 712, 713, 714, 715, 716, 717, 718, 719, 720, 721, 722, 723, 724, 725, 726, 727, 728, 729, 730, 731, 732, 733, 734, 735, 736, 737, 738, 739, 740, 741, 742, 743, 744, 745, 746, 747, 748, 749, 750, 751, 752, 753, 754, 755, 756, 757, 758, 759, 760, 761, 762, 763, 764, 765, 766, 767, 768, 769, 770, 771, 772, 773, 774, 775, 776, 777, 778, 779, 780, 781, 782, 783, 784, 785, 786, 787, 788, 789, 790, 791, 792, 793, 794, 795, 796, 797, 798, 799, 800, 801, 802, 803, 804, 805, 806, 807, 808, 809, 810, 811, 812, 813, 814, 815, 816, 817, 818, 819, 820, 821, 822, 823, 824, 825, 826, 827, 828, 829, 830, 831, 832, 833, 834, 835, 836, 837, 838, 839, 840, 841, 842, 843, 844, 845, 846, 847, 848, 849, 850, 851, 852, 853, 854, 855, 856, 857, 858, 859, 860, 861, 862, 863, 864, 865, 866, 867, 868, 869, 870, 871, 872, 873, 874, 875, 876, 877, 878, 879, 880, 881, 882, 883, 884, 885, 886, 887, 888, 889, 890, 891, 892, 893, 894, 895, 896, 897, 898, 899, 900, 901, 902, 903, 904, 905, 906, 907, 908, 909, 910, 911, 912, 913, 914, 915, 916, 917, 918, 919, 920, 921, 922, 923, 924, 925, 926, 927, 928, 929, 930, 931, 932, 933, 934, 935, 936, 937, 938, 939, 940, 941, 942, 943, 944, 945, 946, 947, 948, 949, 950, 951, 952, 953, 954, 955, 956, 957, 958, 959, 960, 961, 962, 963, 964, 965, 966, 967, 968, 969, 970, 971, 972, 973, 974, 975, 976, 977, 978, 979, 980, 981, 982, 983, 984, 985, 986, 987, 988, 989, 990, 991, 992, 993, 994, 995, 996, 997, 998, 999, 1000.

box parking

BOULOGNE (92) Boxes à vendre par lots ou séparés. Prix de 400.000 F à 1.200.000 F. P.A. SVP.

27, rue de la Gare, 92000 Paris.

L'immobilier

appartements vente

le parc des aigles
CHANTILLY-BOUVIEUX
très beaux DUPLEX
dans petite résidence
à la Mansart
LANCERMENT 3^e TRANCHE
■ 25 m² Paris-Nord
■ en forêt de Chantilly
■ 3 terrasses, piscine
■ proche golf et chevaux
sur place : (4) 457.32.62 - au siège 387.52.11

5^e arr.

Prés PANTHEON, M^e MONAGE
9, RUE DE L'ESTRADADE
TRÈS BEAUX 2 PIÈCES
DUPLEX 3 PIÈCES
au 2^e étage
Dans hôtel particulier restauré
Frais de notaire réduits
2 ha 600, pelouses, piscine, bois
14 h 30 à 18 h, ou BEGI à
200-40-04 ou 267-40-01

7^e arr.

38, R. VANEAU NEUF
GD STAND.
ou STUDIO au 4^e F. GARAGES.
sur place, 11 à 19 h. - 260-25-38.

9^e arr.

Impeccable, GRAND 4 PIÈCES,
cuisine équipée, S. de B.
Immeuble classé. Prix :
725.000 F. Téléphone : 281-14-16.

12^e arr.

M^e BEL-AIR, Immeuble récent,
2 Pcs, 2 ch., 2 b., 2 s., 200.000 F.
MONTY : 344-43-87.

14^e arr.

Porte d'Orléans, sur Montrouge,
rue Radiguy, angle G. de B.
3 Pcs, entr., cuis., bns, wc,
cave, 62 m², 250.000 F. Tél.
226-64-04 ou 267-14-16, tous
samedis, dimanche et lundi.

15^e arr.

M^e PORTE DE VERSAILLES
rue Radiguy, angle G. de B.
10^e ét., 4 s./jard., loggia, park,
LIVING + 3 CHAMBRES.
cuis. équipée, 110 m², 1.100.000 F.
cav. toil., 2 wc, soléil, téléph.,
274, r. de Vaugrard, bnt. 8 h,
saint, calm., lundi, de 15 à 18 h.

16^e arr.

LA VILLA FOCH
côté sud de l'avenue Foch,
rue de la Chapelle, 6 Pcs,
environ 220 m², entièrement
rénové, 2 ch., 2 b., 2 s., 200.000 F.
rue de la Chapelle, 6 Pcs,
environ 220 m², entièrement
rénové, 2 ch., 2 b., 2 s., 200.000 F.

17^e arr.

PORT D'AUTOUR
N^e LAMARCK, 2 ch., 2 b., 2 s., 200.000 F.
N^e LAMARCK, 2 ch., 2 b., 2 s., 200.000 F.

18^e arr.

BOULOGNE (92) Boxes à vendre par lots ou séparés. Prix de 400.000 F à 1.200.000 F. P.A. SVP.

19^e arr.

BOULOGNE (92) Boxes à vendre par lots ou séparés. Prix de 400.000 F à 1.200.000 F. P.A. SVP.

20^e arr.

BOULOGNE (92) Boxes à vendre par lots ou séparés. Prix de 400.000 F à 1.200.000 F. P.A. SVP.

21^e arr.

BOULOGNE (92) Boxes à vendre par lots ou séparés. Prix de 400.000 F à 1.200.000 F. P.A. SVP.

22^e arr.

BOULOGNE (92) Boxes à vendre par lots ou séparés. Prix de 400.000 F à 1.200.000 F. P.A. SVP.

23^e arr.

BOULOGNE (92) Boxes à vendre par lots ou séparés. Prix de 400.000 F à 1.200.000 F. P.A. SVP.

24^e arr.

BOULOGNE (92) Boxes à vendre par lots ou séparés. Prix de 400.000 F à 1.200.000 F. P.A. SVP.

25^e arr.

BOULOGNE (92) Boxes à vendre par lots ou séparés. Prix de 400.000 F à 1.200.000 F. P.A. SVP.

26^e arr.

BOULOGNE (92) Boxes à vendre par lots ou séparés. Prix de 400.000 F à 1.200.000 F. P.A. SVP.

27^e arr.

BOULOGNE (92) Boxes à vendre par lots ou séparés. Prix de 400.000 F à 1.200.000 F. P.A. SVP.

28^e arr.

BOULOGNE (92) Boxes à vendre par lots ou séparés. Prix de 400.000 F à 1.200.000 F. P.A. SVP.

29^e arr.

BOULOGNE (92) Boxes à vendre par lots ou séparés. Prix de 400.000 F à 1.200.000 F. P.A. SVP.

30^e arr.

BOULOGNE (92) Boxes à vendre par lots ou séparés. Prix de 400.000 F à 1.200.000 F. P.A. SVP.

31^e arr.

BOULOGNE (92) Boxes à vendre par lots ou séparés. Prix de 400.000 F à 1.200.000 F. P.A. SVP.

32^e arr.

BOULOGNE (92) Boxes à vendre par lots ou séparés. Prix de 400.000 F à 1.200.000 F. P.A. SVP.

33^e arr.

BOULOGNE (92) Boxes à vendre par lots ou séparés. Prix de 400.000 F à 1.200.000 F. P.A. SVP.

34^e arr.

BOULOGNE (92) Boxes à vendre par lots ou séparés. Prix de 400.000 F à 1.200.000 F. P.A. SVP.

35^e arr.

BOULOGNE (92) Boxes à vendre par lots ou séparés. Prix de 400.000 F à 1.200.000 F. P.A. SVP.

36^e arr.

BOULOGNE (92) Boxes à vendre par lots ou sépar

CARNET

Noissances
— Christine et René SAUTER, 34 ans, 14, rue Chancel, 75007 Paris.

Mariages
— Urvila et Henri SARRAZIN, 34 ans, 14, rue Chancel, 75007 Paris.

Décès
— M. et Mme Jean-Claude Sogno et leurs enfants, 14, rue Chancel, 75007 Paris.

Mme Juliette ATTA, 75 ans, 14, rue Chancel, 75007 Paris.

Mme Marcel CAPELLE, 75 ans, 14, rue Chancel, 75007 Paris.

Mme Marcel CAPELLE, 75 ans, 14, rue Chancel, 75007 Paris.

Mme Marcel CAPELLE, 75 ans, 14, rue Chancel, 75007 Paris.

Mme Marcel CAPELLE, 75 ans, 14, rue Chancel, 75007 Paris.

Mme Marcel CAPELLE, 75 ans, 14, rue Chancel, 75007 Paris.

Mme Marcel CAPELLE, 75 ans, 14, rue Chancel, 75007 Paris.

Mme Marcel CAPELLE, 75 ans, 14, rue Chancel, 75007 Paris.

Mme Marcel CAPELLE, 75 ans, 14, rue Chancel, 75007 Paris.

Mme Marcel CAPELLE, 75 ans, 14, rue Chancel, 75007 Paris.

Mme Marcel CAPELLE, 75 ans, 14, rue Chancel, 75007 Paris.

Mme Marcel CAPELLE, 75 ans, 14, rue Chancel, 75007 Paris.

Mme Marcel CAPELLE, 75 ans, 14, rue Chancel, 75007 Paris.

Mme Marcel CAPELLE, 75 ans, 14, rue Chancel, 75007 Paris.

Mme Marcel CAPELLE, 75 ans, 14, rue Chancel, 75007 Paris.

Mme Marcel CAPELLE, 75 ans, 14, rue Chancel, 75007 Paris.

Mme Marcel CAPELLE, 75 ans, 14, rue Chancel, 75007 Paris.

Noissances
— Christine et René SAUTER, 34 ans, 14, rue Chancel, 75007 Paris.

Mariages
— Urvila et Henri SARRAZIN, 34 ans, 14, rue Chancel, 75007 Paris.

Décès
— M. et Mme Jean-Claude Sogno et leurs enfants, 14, rue Chancel, 75007 Paris.

Mme Juliette ATTA, 75 ans, 14, rue Chancel, 75007 Paris.

Mme Marcel CAPELLE, 75 ans, 14, rue Chancel, 75007 Paris.

Mme Marcel CAPELLE, 75 ans, 14, rue Chancel, 75007 Paris.

Mme Marcel CAPELLE, 75 ans, 14, rue Chancel, 75007 Paris.

Mme Marcel CAPELLE, 75 ans, 14, rue Chancel, 75007 Paris.

Mme Marcel CAPELLE, 75 ans, 14, rue Chancel, 75007 Paris.

Mme Marcel CAPELLE, 75 ans, 14, rue Chancel, 75007 Paris.

Mme Marcel CAPELLE, 75 ans, 14, rue Chancel, 75007 Paris.

Mme Marcel CAPELLE, 75 ans, 14, rue Chancel, 75007 Paris.

Mme Marcel CAPELLE, 75 ans, 14, rue Chancel, 75007 Paris.

Mme Marcel CAPELLE, 75 ans, 14, rue Chancel, 75007 Paris.

Mme Marcel CAPELLE, 75 ans, 14, rue Chancel, 75007 Paris.

Mme Marcel CAPELLE, 75 ans, 14, rue Chancel, 75007 Paris.

Mme Marcel CAPELLE, 75 ans, 14, rue Chancel, 75007 Paris.

Mme Marcel CAPELLE, 75 ans, 14, rue Chancel, 75007 Paris.

Mme Marcel CAPELLE, 75 ans, 14, rue Chancel, 75007 Paris.

Mme Marcel CAPELLE, 75 ans, 14, rue Chancel, 75007 Paris.

Noissances
— Christine et René SAUTER, 34 ans, 14, rue Chancel, 75007 Paris.

Mariages
— Urvila et Henri SARRAZIN, 34 ans, 14, rue Chancel, 75007 Paris.

Décès
— M. et Mme Jean-Claude Sogno et leurs enfants, 14, rue Chancel, 75007 Paris.

Mme Juliette ATTA, 75 ans, 14, rue Chancel, 75007 Paris.

Mme Marcel CAPELLE, 75 ans, 14, rue Chancel, 75007 Paris.

Mme Marcel CAPELLE, 75 ans, 14, rue Chancel, 75007 Paris.

Mme Marcel CAPELLE, 75 ans, 14, rue Chancel, 75007 Paris.

Mme Marcel CAPELLE, 75 ans, 14, rue Chancel, 75007 Paris.

Mme Marcel CAPELLE, 75 ans, 14, rue Chancel, 75007 Paris.

Mme Marcel CAPELLE, 75 ans, 14, rue Chancel, 75007 Paris.

Mme Marcel CAPELLE, 75 ans, 14, rue Chancel, 75007 Paris.

Mme Marcel CAPELLE, 75 ans, 14, rue Chancel, 75007 Paris.

Mme Marcel CAPELLE, 75 ans, 14, rue Chancel, 75007 Paris.

Mme Marcel CAPELLE, 75 ans, 14, rue Chancel, 75007 Paris.

Mme Marcel CAPELLE, 75 ans, 14, rue Chancel, 75007 Paris.

Mme Marcel CAPELLE, 75 ans, 14, rue Chancel, 75007 Paris.

Mme Marcel CAPELLE, 75 ans, 14, rue Chancel, 75007 Paris.

Mme Marcel CAPELLE, 75 ans, 14, rue Chancel, 75007 Paris.

Mme Marcel CAPELLE, 75 ans, 14, rue Chancel, 75007 Paris.

Mme Marcel CAPELLE, 75 ans, 14, rue Chancel, 75007 Paris.

RELIGION

La situation de Hans Küng à l'université de Tübingen a été réglée
« C'est le meilleur compromis », nous déclare le théologien

Le professeur Hans Küng, théologien catholique suisse à qui la consécration romaine pour la doctrine de la foi et l'épiscopat allemand avaient retiré la « mission canonique », c'est-à-dire le droit d'enseigner à la faculté de théologie catholique de l'université de Tübingen, a été réintégré à la fin de l'année dernière. Le 20 décembre 1979, vient de voir sa situation professionnelle réglée par un compromis.

Au cours d'une conférence de presse donnée à Tübingen, le 10 avril, le recteur de l'université de cette ville a annoncé que Hans Küng ne faisait plus partie de la faculté de théologie, mais qu'il conservait ses fonctions de professeur et de directeur de l'Institut de recherches œcuméniques. Cet institut ne fera désormais plus partie de la faculté de théologie et sera placé directement sous l'autorité du rectorat de l'université. Hans Küng conservera également une voix consultative dans les jurys d'examen de la faculté.

« C'est un compromis, certes, mais le meilleur que je pouvais espérer dans ces circonstances », Hans Küng est satisfait, même s'il émet quelques réserves. « Je reste professeur de théologie œcuménique, et même directeur de l'Institut qui porte ce nom à l'université de Tübingen », nous a déclaré le théologien suisse. « Je garde mon droit de faire des cours et des séminaires, de poursuivre mes recherches, d'enseigner et de publier. Mais à cause de la réticence de quelques évêques allemands bien connus, et même d'une petite majorité de mes propres collègues — puisqu'ils ont voté à sept voix contre cinq pour dire qu'il n'est pas possible d'enseigner dans une faculté de théologie catholique sans « mission canonique » — le compromis a été trouvé qui consiste à détacher l'Institut de recherches œcuméniques de la faculté de théologie et de le placer directement sous le contrôle du sénat de l'université.

La solution est-elle acceptable pour tout le monde ?

« Le compromis montre une ouverture de la part des autorités universitaires, et il est acceptable pour moi. Il me permet de continuer à me consacrer comme un théologien catholique et de poursuivre mon combat pour un catholicisme plus œcuménique et plus centré sur la personne de Jésus. Je continuerai à travailler en vue du renouveau de l'Eglise institutionnelle à laquelle je me sens toujours lié, comme prêtre, comme pasteur et comme chercheur.

« La solution est heureuse pour moi, poursuit Hans Küng, car elle me donne une liberté plus grande : je ne serai lié à aucun programme déterminé, mes cours seront ouverts aux étudiants de toutes les autres facultés, et je pourrai continuer à poser des questions, même si elles dérangent certains...

« Alors, c'est le point final de la controverse qui s'est opposée depuis bientôt quinze ans aux autorités romaines ?

« La décision marque un point final au conflit à l'intérieur de l'université, mais pas à la discussion que l'on peut poursuivre. Je viens de publier une déclaration intitulée : « Les questions d'actualité ». J'espère aussi qu'il y aura un jour une révision de la loi sur la liberté d'enseignement.

Avant de partir pour une année sabbatique, le professeur Küng viendra animer un débat à Paris le 23 avril.

Propos recueillis par ALAIN WOODROW.

forum 544 VOYAGES 38-61
« AGADIR » 1150 A.R.

LANCEL
CONSEIL
Listes de Mariage
PLACE DE L'OPERA - PARIS - TEL. 742.37.29.

Voici la nouvelle collection des bijoux Italiens.

La Sardaigne l'émerveille de la Méditerranée
Demandez la brochure «Evasion» à votre agence de voyage ou à

EVASION
5 bd des Capucines, 75002 Paris Tel. 266.46.50

MANIFESTATION A PARIS
Une manifestation pour la réévaluation des pensions et le réajustement de la fête nationale du 8 mai 1945 a réuni quelques milliers d'anciens combattants le 10 avril à Paris. Une délégation dirigée par M. René Peyre, président de l'Union française des associations de combattants et victimes de guerre (U.F.A.C.), a été reçue par M. Maurice Plantier, secrétaire d'Etat aux anciens combattants.

Dans une motion remise à ce dernier, les anciens combattants réclament une majoration immédiate de 10 % de leurs pensions, sans attendre les résultats de la commission ad hoc tripartite qui doit se réunir le 17 avril (le Monde du 10 avril). Les anciens combattants ont aussi demandé à M. Plantier que l'anniversaire de la victoire du 8 mai 1945, dont M. Giscard d'Estaing a décidé récemment qu'il serait de nouveau célébré, redevienne fête nationale et jour férié. En l'absence de réponse positive sur ces différents points, l'U.F.A.C. organise, le 15 avril prochain, à 16 h 30 dans la salle Médias du Sénat, une réunion d'information à l'attention de tous les parlementaires.

ANCIENTS COMBATTANTS

MANIFESTATION A PARIS

forum 544 VOYAGES 38-61
« DELHI » 2950 A.R.

forum 544 VOYAGES 38-61
« DELHI » 2950 A.R.

forum 544 VOYAGES 38-61
« DELHI » 2950 A.R.

forum 544 VOYAGES 38-61
« DELHI » 2950 A.R.

SPORTS

Un congrès de Port-de-Bouc
LA F.S.G.T. DÉVELOPPE SA CAMPAGNE POUR LA DÉFENSE DES JEUX OLYMPIQUES

La Fédération sportive et gymnique du travail (F.S.G.T.), fédération corporative communiste regroupant quelques trois cent mille membres, tiendrait son congrès à Port-de-Bouc (Bouches-du-Rhône) du 11 au 13 avril.

Quelque mille délégués et les représentants des organisations sportives travaillistes de dix-neuf pays étrangers participent aux travaux du congrès organisé autour de six thèmes : éducation physique et sportive, sport pour tous, développement de la F.S.G.T., démocratie et vie associative, lutte des sports, réalités sociales et idéologiques. Plusieurs groupes de travail examineront en détail chacun de ces thèmes.

Enfin la F.S.G.T., qui a recueilli quarante et un mille signatures en faveur de la participation française aux Jeux de Moscou, entend accentuer sa campagne pour la « défense des Jeux olympiques ».

D'UN SPORT A L'AUTRE...

VOILE — Le monocoque Fernando, battu par Pierre English, a quitté New-York le 10 avril, à 23 h. 15 min. 20 sec. (heure française) pour tenter de battre le record de la traversée de l'Atlantique détenu depuis 1966 par Charlie Barr, en 12 jours, 4 heures, 1 minute, 19 secondes.

TENNIS — Sur les six joueurs français engagés dans le tournoi de Johannesburg, il n'en restera qu'un en piste après le second tour : le vétéran du match Patrick Proisy-Patrick Dominguez, qui a été interrompu jeudi 10 avril par la pluie sur le score de 7-6, 6-5. Dominguez Bedel a été battu, de son côté, par l'Américain Victor Amaya, 6-1, 6-0.

PRESSION — Dans l'article relatif à la rencontre Nantaise (le Monde du 11 avril) une coupe a pu faire penser que le paragraphe commençant par « Forces est de reconnaître que... » était le début d'un sondage sur les places pour prendre part à la finale « concernant les Nantais. Il s'agissait évidemment du jeu des Espagnols.

PRESSE

M. ANDRÉ FROSSARD REPRENDRA SON BILLET QUOTIDIEN DANS « LE FIGARO »

M. André Frossard, qui devait prendre sa retraite de journaliste au Figaro pour limite d'âge le 31 mars, reprendra sa chronique quotidienne « Cavalier seul » à compter du mardi 15 avril. Par ailleurs, chroniqueur quotidien à R.T.L. depuis le 1^{er} avril et à l'hebdomadaire le Point depuis 1972, M. André Frossard ne devrait pas assurer, contrairement à ce qui avait été annoncé le Monde des 28, 29 et 30 mars 1980, un billet quotidien au Matin de Paris, sa collaboration au Figaro paraissant exclusive de toute autre collaboration dans la presse quotidienne.

Rappelons que les problèmes soulevés par la collaboration au Matin de Paris, de M. André Frossard avaient amené les journalistes de ce quotidien à faire une grève de vingt-quatre heures pour réanimer la société des rédacteurs.

Le premier numéro du supplément mensuel « Madame Figaro » devrait paraître le samedi 26 avril. De cent quatre-vingt-seize pages, au format du Figaro-Magazine, il devrait être vendu avec ce dernier et le Figaro du jour pour un prix d'ensemble non encore fixé.

forum 544 VOYAGES 38-61
« DELHI » 2950 A.R.

forum 544 VOYAGES 38-61
« DELHI » 2950 A.R.

forum 544 VOYAGES 38-61
« DELHI » 2950 A.R.

forum 544 VOYAGES 38-61
« DELHI » 2950 A.R.

forum 544 VOYAGES 38-61
« DELHI » 2950 A.R.

L'effet libé

L'effet libé

L'effet libé

L'effet libé

L'effet libé

L'effet libé

L'effet libé

L'effet libé

L'effet libé

L'effet libé

L'effet libé

L'effet libé

L'effet libé

L'effet libé

L'effet libé

L'effet libé

L'effet libé

L'effet libé

CONJONCTURE

ÉNERGIE

L'« effet libération » des prix

(Suite de la première page).

La liberté des tarifs des services est plus récente, mais elle a déjà entraîné des résultats également redoutables : 21 % de hausse en un an dans les stations-services, 16 % à 19 % dans les hôtels, 15 % dans les restaurants et les cafés (et même 19 % pour la bière consommée en salle), 14 % chez les gargotiers, à peine moins sur les tarifs des parkings...

Apparemment, cela ne fait que commencer, puisque les prix des services ont été libérés progressivement au long de l'année 1979 et que les marges du commerce sont rede-

venues libres en janvier dernier seulement. D'ores et déjà, les hausses à venir s'annoncent fortes et nombreuses. Au point de menacer dangereusement l'évolution des indices d'ici à la fin de l'année.

L'inventaire des majorations particulières ne donne d'ailleurs qu'une idée limitée de l'augmentation générale. Celle-ci apparaît plus clairement dans ce que l'on compare systématiquement les principaux postes de l'indice concernés par la libération. Celle-ci ayant débuté par les prix à la production, regardons l'évolution des rythmes de hausse des prix de gros avant et après la mise en liberté.

L'ACCÉLÉRATION DES HAUSSES DES PRIX À LA PRODUCTION

	JUIN 1979 à JUIN 1978 (12 mois)	JUIN 1978 à FÉVRIER 1980 (23 mois)
Produits métallurgiques	4,2	32,5
Matériaux de construction	5,7	24,5
Produits chimiques	4	34,3
dont :		
engrais	8,3	44,9
matières plastiques	5,3	40,5
Textiles (dits)	6	14,4
Cuirs tannés	7,9	27,6
Papiers et cartons	2,6	22,1
Véhicules particuliers français	6,8	22,4
Motocyclettes	5,9	19,2
Machines-outils françaises	11,3	19,5

La période écoulée depuis la libération des prix étant de vingt mois, il suffit, pour faire une comparaison correcte, de multiplier par 1,7 le rythme de hausse constaté pendant l'année antérieure à la mise en liberté. On constate alors qu'à l'exception des machines-outils — dont la cadence d'augmentation a faiblement progressé — la dizaine d'autres groupes de produits ou d'appareils a vu son rythme de hausses doubler (automobiles, motos, matériaux de construction, cuir, tripler (engrais, matières plastiques), voire quadrupler (métallurgie) ou quintupler (papier).

Bien entendu, une partie de cette accélération est due au renchérissement des produits énergétiques, dont le rythme de hausse a un peu plus que doublé dans le même temps (25 % l'an en moyenne, depuis juin 1978, contre 9,3 % durant l'année ayant précédé la libération des prix). Mais il est évident que ce facteur particulier est très loin d'expliquer l'aggravation générale des augmentations, qui porte, elle, sur la totalité du prix des produits (et non pas seulement sur l'élément énergétique du coût de revient) et qui, d'autre part, lui est généralement très supérieure.

De même l'augmentation du coût des matières premières industrielles importées ne peut suffire à expliquer les hausses. Son rythme a moins que doublé (9,9 % l'an depuis la libération des prix, contre 5,2 % auparavant) ; et elle n'a porté, elle aussi, que sur une partie du prix de revient.

des produits ou appareils concernés. Il y a donc bien eu un « effet libération » (1) qui, ajoutant aux causes de hausse déjà citées, les a considérablement amplifiées. Non pas dans les premiers mois qui ont suivi la libération, car la plupart des industriels ont manifesté leur reconnaissance envers le gouvernement en modérant temporairement leurs tarifs (modération trop vite célébrée par M. Monory et l'état-major du patronat) ; mais, à partir du printemps 1979, les dérapages importants se sont multipliés.

Pour l'ensemble des produits semi-transformés que l'INSEE recense dans son indice des prix de gros (2), la hausse a été (hors taxes) de 9,3 % l'an au second semestre 1978, de 14 % en 1979 et de quelque 15 % depuis le début de 1980. Ce qui explique que les comptes d'exploitation des entreprises se soient sérieusement améliorés depuis vingt mois et que l'endettement des firmes ait fortement diminué.

Aux frais des consommateurs, bien entendu, puisque ces hausses au stade du gros se sont répercutées progressivement au détail. On le voit nettement dans le tableau ci-dessous, où, pour éliminer les effets saisonniers, ont été comparées les hausses durant le même trimestre (décembre-janvier-février) des trois dernières années. Aux produits manufacturés ont été ajoutés ici certains prix alimentaires ou tarifs de services ayant été remis, eux aussi, — mais un peu plus tard — en liberté.

Le rythme de hausse du coût de la vie a plus que doublé

HAUSSE CONSTATÉE pendant les trois mois s'achevant en février	1978	1979	1980
● INDICE GLOBAL	1,5	2,1	3,8
● HABILLEMENT, TEXTILES	1,3	1,9	2,3
dont :			
Chaussures	2,1	1,7	2,6
● AUTRES PROD. MANUFACTURÉS	1,3	2,2	6,1
dont :			
Méubles	2	2,1	2
Appareils ménagers	1,2	1,4	1,9
Équipement du ménage	1,2	2,9	3,7
Savons	0,9	2,2	3,8
Véhicules	1,4	3,1	3,3
Librairie	1,3	2,4	2,4
Articles de loisirs	2,3	2,2	2,7
Énergie	0,9	2,9	12,4
● ALIMENTATION	1,3	1,8	2,2
dont :			
Vianades de boucherie	2,1	1,1	2,4
Pois, charcuterie	2,5	1,4	3,9
Corps gras, beurre	0,8	0,8	5,3
● SERVICES	1,9	2,3	2,9
dont :			
Services d'entretien de véhicules privés	0,6	1,7	2,5
Restaurants	1,2	1,8	2,5
Consommations dans les cafés	0,9	2,5	4,2

Dans tous les cas cités — et pas seulement pour la ligne énergie — les hausses des prix de détail se sont accélérées, parfois très fortement. Sans que l'on puisse, la plupart du temps, voir dans l'augmenta-

tion des prix du pétrole brut ou des matières premières importées la cause majeure du mouvement. Tout s'est passé comme si la libération avait donné aux responsables des entreprises et aux commerçants la possibilité de réviser leurs tarifs beaucoup plus vite qu'auparavant. Et cela dans la quasi-totalité des secteurs libérés.

C'est, de fait, l'un des objectifs poursuivis. La « souplesse des prix » rendue aux industriels et au négociant visait prioritairement à reconstituer le cash-flow. Il n'était pas loyal à l'époque, de la part des pouvoirs publics, de faire comme cela pouvait arriver sans accélération des hausses.

Le résultat est que, actuellement, le rythme annuel de majoration du coût de la vie est — une fois enli-

la rubrique « énergie et combustibles » — de 11,8 % l'an (3), au lieu de 7,6 % (dans les mêmes conditions) il y a un an, et de 5,8 % il y a deux ans. Il ne faut donc pas négliger comme si la hausse du pétrole — et, au-delà, des autres produits énergétiques — était la source de tous nos maux. L'augmentation des prix est malheureusement beaucoup plus générale que celle de ce seul facteur.

Quatre motifs d'inquiétude

Comment le mouvement va-t-il se poursuivre ? Quatre motifs d'inquiétude concernant l'évolution de l'indice sont à signaler :

1) Pour les produits industriels libérés dès l'été 1978, tout se passe comme si le mouvement de hausse, volontairement contenu au départ, tendait actuellement à s'amplifier, en raison d'anticipations notamment. L'INSEE vient d'ailleurs de le confirmer, en notant que, depuis le début de l'année, les industriels déclarent augmenter leurs tarifs à la production d'un montant double de celui de l'année précédente : 1,8 % par mois (23,8 % l'an), au lieu de 0,9 % (11,3 % l'an). L'amélioration de la consommation des particuliers depuis l'automne a probablement facilité ce mouvement ; mais il pourrait se poursuivre même si la demande s'essouffait un peu.

2) La libération des services et des marges du commerce, qui ne s'applique que depuis peu, est encore loin d'avoir fait sentir tous ses effets. Si le processus de répercussion y est le même que pour les prix à la production, les hausses à ce titre s'amplifieront dans les prochains mois. Et pas seulement dans les professions de santé, où les négociations en cours entre la Sécurité

sociale et les médecins se traduiront par un fort relèvement des honoraires.

3) De leur côté, les tarifs énergétiques n'ont probablement pas fini d'augmenter. L'Algérie et l'Iran poussent à la hausse des prix du gaz : le pétrole subit lui et la des revalorisations en hausse de ses prix de départ (indépendamment même de la hausse, depuis le début de l'année, du dollar, dans lequel ces prix sont exprimés). De plus, il se pourrait que l'O.E.C.E. majore ce nouveau ses prix pour faire face à l'énorme facture de son programme nucléaire.

4) Enfin, s'agissant des tarifs publics, on doit noter que ceux des transports n'ont progressé que de 5,2 % en six mois, alors qu'ils avaient augmenté de 16 % en 1979 et de 15 % en 1978. Faute de pouvoir accroître indéfiniment les subventions budgétaires de l'Etat aux entreprises publiques, des ajustements de tarifs paraissent inévitables d'ici à la fin de l'année.

Au total, on comprend qu'un bon nombre de spécialistes soient assez pessimistes sur l'évolution de l'indice des prix d'ici à la fin de 1980. Rien n'assure que l'on pourra revenir au-dessous des 13,4 % constatés en février (par rapport à février 1979). Déjà certains commencent à craindre une hausse supérieure à ce niveau.

GILBERT MATHIEU.

SELON L'INSEE

Le pouvoir d'achat des fonctionnaires a baissé en moyenne de 1,3 % en 1979

De décembre 1978 à décembre 1979, le pouvoir d'achat des fonctionnaires a diminué, en moyenne, de 1,3 %, indique l'INSEE dans le numéro de mars de sa revue mensuelle *Économie et statistiques*. Dans cette période, en effet, le traitement net des agents de l'Etat s'est accru, en moyenne, de 10,4 % et l'indice des prix a augmenté de 11,8 %.

Dans son étude, l'INSEE a pris en considération le salaire net, comparant l'indemnité de résidence et le suppléant familial (à l'exclusion de toute autre prime (des fonctionnaires titulaires en activité (à l'exception de ceux situés en « échelle lettres »).

Par catégorie, les hommes de traitement net en 1979 ont été les suivantes : D (la catégorie la plus basse) : 11,2 % ; C : 10,9 % ; B : 10,3 % ; A : 9,7 %. De ce fait, la perte du pouvoir d'achat a été différente : C : - 0,2 % ; B : - 1 % ; A : - 1,3 %. Les agents de la catégorie D ont vu leur pouvoir

d'achat exactement maintenir l'an dernier. En faveur des bas salaires, indique l'INSEE, on a noté en 1979 le « relèvement d'un tiers des indemnités spéciales mensuelles et l'attribution de points uniformes ».

L'an dernier, le niveau moyen du pouvoir d'achat des fonctionnaires nets de la fonction publique a été de 0,7 % inférieur au niveau moyen de 1978, la majoration de 1 % du taux de cotisation à l'assurance-maladie au 1^{er} août 1979 ayant eu une incidence particulière.

De 1970 à 1979, l'accroissement du pouvoir d'achat des fonctionnaires a été dans l'ensemble de 20,3 %, soit un rythme annuel moyen de 1,9 %. Cette augmentation a été moindre de moitié pour les cadres de la catégorie A que pour les agents des catégories C et D. « Par la première fois en 1979, conclut l'INSEE, apparaît une baisse du pouvoir d'achat de l'indice d'ensemble des traitements nets de la fonction publique. »

Les principes et la « cuisine »

« L'Algérie défend un principe, souligne M. Nabl : le prix du gaz doit être en relation directe avec celui du pétrole brut. » C'est d'ailleurs là, disent les Algériens, un principe universellement admis, puisque les Etats-Unis, dans les contrats passés avec le Canada et le Mexique, comme le Japon pour ses achats de gaz à Abou-Dhabi et à Brunel, l'ont accepté. « Seule l'U.R.S.S. fait exception pour le moment », souligne M. Nabl. Le prix de 6,11 dollars par million de B.T.U. (1) réclamé par la Sonatrach à Gaz de France — correspond donc au prix du pétrole algérien au 1^{er} janvier, soit 34,21 dollars par baril. Certes le « brut » d'Algérie est très cher — puisqu'il bénéficie à la fois d'une prime de qualité et d'une prime de fret du fait de sa proximité des marchés de consommation, — mais, précise le ministre algérien, « ce qui est valable pour le pétrole est valable pour le gaz » (devalant que le coût du

transport est beaucoup plus élevé relativement pour le gaz).

Après les principes, il y a « la cuisine ». L'Algérie accuse notamment Gaz de France de l'avoir quelque peu trompée lors de la signature, en janvier 1979, d'un avenant au contrat qui indexait le prix du gaz à partir d'un indice d'un organisme professionnel français publié irrégulièrement, et dont les tendances s'éloignent fondamentalement de celles du marché international.

Depuis le début de l'année, Gaz de France paie donc à la SONATRACH un prix de l'ordre de 3 dollars le million de B.T.U. (1) décidé unilatéralement, tandis que l'entreprise algérienne facture un autre « juste prix » — près du double, — calculé tout aussi unilatéralement. Et il faudra une certaine dose de bonne volonté de part et d'autre pour sortir de l'impasse.

L'enjeu est d'importance. Pour les consommateurs, indexer purement et simplement le gaz sur le pétrole, c'est s'en remettre — là aussi — à l'O.P.E.P. pour fixer les prix. Une pratique qui avait été évitée jusqu'à présent grâce au marché restreint du gaz (où acheteurs et vendeurs sont à peine une dizaine).

Mais maintenir le prix du gaz à un niveau trop inférieur de celui du brut c'est risquer de décourager les investissements nécessaires à la mobilisation d'une source d'énergie qui est la première alternative au pétrole.

Pour la France, il s'agit d'établir des relations de confiance avec un partenaire qui devait lui fournir près de 25 % de son gaz en 1985 et avec lequel on envisageait d'autres possibilités de coopération (notamment le projet Ségone de gazoduc vers l'Espagne sous la Méditerranée).

Pour l'Algérie enfin, les négociations entreprises actuellement avec la société américaine El Paso (le Monde du 5 avril) et avec Gaz de France prennent valeur de test. M. Nabl le sait, qui n'a pas caché que l'absence de discussions en cours avec les autres acheteurs (allemands, néerlandais, belges) était liée au résultat des conversations avec l'entreprise nationale française.

Le ministre algérien lui-même joue gros. Après avoir été particulièrement critique à l'égard de son prédécesseur, M. Ghazali, et avoir obtenu son départ du gouvernement (où il était ministre de l'hydraulique), M. Nabl s'aperçoit que la voie du succès est étroite et que l'équipe qui avait été mise en place par M. Abdesselam guette son échec. La question du gaz est aussi une affaire intérieure algérienne. Ce qui ne facilite pas forcément sa résolution.

BRUNO DETHOMAS.

(1) British Thermal Unit.

Faits et chiffres

hausses des prix du gaz et de l'électricité, le 1^{er} avril, les prix de gros vont continuer à augmenter.

R.F.A.

● L'indice ouest-allemand de la production industrielle a stagné en février, s'établissant, comme en janvier, à 128 (base 100 en 1970). Toutefois, par tranches de deux

mois (janvier-février par rapport à novembre-décembre), la hausse a été de 1 % (+ 6 % par rapport à janvier-février 1979). — (A.F.P.)

SUISSE

● Les prix de gros en Suisse ont augmenté de 0,9 % en mars. En un an, la hausse a été de 6,5 %. Elle avait été de 5,9 % de

mars 1979 à février 1980, et de 1,1 % entre avril 1978 et mars 1979. Selon les experts officiels, l'augmentation « persistante » de ces prix est imputable à de nombreuses hausses enregistrées et spécialement dans le secteur des marchandises importées. A l'aise, le renchérissement du charbon, du bois de chauffage, de l'essence, du mazout et des huiles minérales de chauffage a fait monter de 2,1 % l'indice du groupe des produits énergétiques et connexes. — (A.F.P.)



FORUM VOYAGES ET VOUS ETES DEJA OU VOUS REVEZ D'ALLER

● Une librairie «voyages»
● Des «Rencontres du Voyage»
● Vols charters, séjours, circuits

1, rue Cassette 75006 Paris
tél. 544 38 61

(ouvert 7j, rue de Rennes)
Métro St-Germain - Bonaparte

3 bis, rue de Valenciennes 75006 Paris
tél. 325 76 25

RIO
4750 F.A.R.

(inscriptions)

Forum VOYAGES 544
38 61

RÉSIDENCES-CLUBS
3^e AGE
Spécialiste Côte d'Azur
Cabinet INDEXA
62, av. Jean-Médard 06000 NICE
Tél. : (03) 80.88.31 (F.A.M.I.)

Le Monde DE L'ÉDUCATION
Numéro d'avis
L'ORIENTATION
APRÈS LA CINQUIÈME
ET LA TROISIÈME
La formation des architectes
Jeunes Africains à Paris
En vente partout : 7 F.

AVEZ-VOUS LU
LE MONDE INCONNU
Le grand déséquilibre
planétaire de
1982-1983
par André BARBAULT, ce mois-ci dans
LE MONDE INCONNU. En vente chez votre
marchand de journaux. Renseignements :
56 bis rue du Louvre 75002 Paris

Vittel. Pour tous ceux qui aiment lever le coude.



Pour commander une Vittel, vous n'avez qu'à faire signe.

LE SOLEIL DE LA SARDAIGNE PLUS VITE PAR VOL DIRECT.

La Sardaigne est de plus en plus proche. Sa mer, son charme, son ambiance vous attendent. Cet été, allez en profiter et allez-y en jet. Les nôtres sont confortables, notre personnel est chaleureux et accueillant. Le temps de prendre un verre et, en moins de 2 h de Paris et 45 minutes de Nice, vous serez en Sardaigne. Partez en vacances avec nous.

Informations et réservations : Alisarda, Air France, Alitalia et bien entendu chez votre agent de voyages.



ALISARDA
Lignes Aériennes de la Sardaigne.
de la Madeleine, 75001 Paris. Tél. 261.61.50 et 261.61.80.

Avec Vittel, plus besoin de parler pour se faire entendre.



Pour commander une Vittel, vous n'avez qu'à faire signe.

ÉTRANGER

AU JAPON

La faiblesse du yen n'affecte guère les milieux dirigeants

Tokyo. — La valeur de la monnaie japonaise par rapport à la devise américaine s'est assise, le 7 avril, à son cours le plus bas depuis deux ans et demi, cotant sur le marché des changes de Tokyo 260,50 yens pour 1 dollar. Elle fluctue depuis aux alentours de ce taux, ayant par conséquent nettement franchi le seuil des 250 yens pour 1 dollar que s'était fixé en mars

la Banque du Japon en mettant en place un plan de défense de sa monnaie. Les milieux dirigeants japonais ont pourtant réagi avec un calme apparent à cette évolution. Il s'y mêle un certain fatalisme. « Ce n'est pas le yen qui baisse, mais le dollar qui monte », dit-on avec une relative confiance dans l'avenir à moyen terme.

De notre correspondant

La Banque du Japon, qui était intervenue massivement ces dernières semaines pour défendre le yen, vendant jusqu'à six cent millions de dollars en une journée, a, semble-t-il, lâché les bras. Compte tenu du renforcement du dollar par rapport aux devises fortes (mark et franc suisse), les Japonais ont apparemment renoncé à chercher à endiguer un mouvement du marché des changes que personne n'avait prévu aussi fort et qui, de surcroît, affecte l'ensemble des devises. Au demeurant, de toutes les monnaies, c'est le yen qui a le moins baissé au cours des dernières semaines.

L'échec de leur politique de défense du yen affecte modérément les Japonais parce qu'ils pensent, d'une part, que la sous-évaluation actuelle de leur monnaie ne reflète en rien l'état réel de leur économie, de l'autre, qu'à plus ou moins court terme la tendance devrait s'inverser : « sous peu le dollar perdra le redressement artificiel qui lui procure un taux d'équilibre anormalement élevé », écrit le quotidien *Asahi* citant des milieux bancaires.

Certes, dans l'immédiat, la chute du yen va avoir pour conséquence une augmentation du coût des importations et qui entraînera un accroissement du déficit, déjà considérable, de la balance des paiements courants. Ce phénomène ne fera que renforcer les pressions à la baisse sur le yen et aggraver, à l'avenir, la hausse des produits importés se répercutant sur les prix à la consommation.

Les Japonais savent toutefois que la faiblesse relative de leur monnaie tient, paradoxalement, à la bonne santé fondamentale de leur économie : l'appareil productif nippon tourne pratiquement à fond, la productivité a augmenté de 10 % en 1979, l'inflation demeure élevée, même si l'inflation ces derniers temps provoque une désépargne des ménages, et le niveau de vie reste le plus élevé des statistiques officielles sont trompeuses, le nombre de sans-emploi n'en apparaît pas moins plus bas que dans les autres pays industrialisés. L'économie japonaise est pour conséquence une facture d'importation trop forte, compte tenu de la hausse du prix des matières

premières et d'une monnaie imprévisible du dollar.

Les Japonais attendent donc un renversement de tendance : un réajustement progressif du yen entraînera, selon eux, un mouvement inverse et aussi rapide, le réajustement des comptes courants contribuant à renforcer le mouvement à la hausse du yen, dès que le processus sera amorcé. Ce qui inquiète les Japonais dans les mois qui viennent, c'est le moyen de parvenir à ce point d'équilibre qui tarde à venir.

L'affaiblissement du yen par rapport au dollar devrait cependant favoriser les exportations, permettant de réduire le déficit des paiements. Or les Japonais craignent aujourd'hui que cette baisse, en donnant une compétitivité nouvelle à leurs produits, ne provoque une vague de mesures protectionnistes, qu'il sera difficile, par la suite, de faire lever. Déjà les ventes nippones de voitures et de téléviseurs battent tous les records, et les lettres de crédit, qui laissent présager les exportations, enregistrent la progression annuelle la plus forte depuis 1974.

Pétrodollars

En fait, les entreprises nippones ne semblent pas avoir remarqué la baisse du yen intervenue ces derniers mois sur leurs prix en dollars. Ainsi, en février, les exportations ont augmenté sur une base de volume de 40 % en yens et de 37 % en dollars. Les entreprises sont donc en train de faire des super-profits, non seulement en vendant leurs produits à des prix élevés, mais aussi en bénéficiant de la baisse du yen.

Les Japonais attendent, tôt ou tard, une baisse du dollar dans la mesure où ils pensent que le taux d'équilibre de base (par rapport à l'État-Uni, qui est déjà de 20 %, ne peut croître indéfiniment, ni même rester très longtemps à son niveau actuel. Entre-temps, pour tenter de favoriser une stabilisation de leur monnaie, ils comptent surtout attirer des pétrodollars, comme l'ont fait les Allemands. Au début de la

semaine dernière, les Japonais ont conclu avec la Banque nationale suisse un accord *sine qua non* abouissant à l'ouverture d'une ligne de crédit réciproque pour un montant de 800 millions de dollars. Un accord analogue, mais d'un montant de 5 milliards de dollars, existe également avec la Banque de réserve fédérale de New-York.

Les réserves en devises du Japon sont tombées de 33,1 milliards de dollars en janvier 1979 à 18,5 milliards de dollars en mars 1980. Les accords *sine qua non* conclus avec la Banque du Japon des « munitions » pour défendre sa monnaie. Cette politique ayant cependant ses limites, les Japonais entendent attirer des dollars en provenance des pays producteurs de pétrole en leur vendant un large volume de bons du Trésor (pour 50 milliards de yens chaque mois).

Jusqu'à présent, de telles opérations ont été réalisées surtout avec l'Arabie Saoudite, qui, depuis novembre, a acquis pour 55 milliards de yens en bons d'État. La Banque du Japon compte développer ce type d'opération et diversifier les acquéreurs. Une mission du ministère des finances doit prochainement se rendre au Proche-Orient, notamment à Koweït et dans les Émirats, pour négocier des accords.

D'une manière générale, dans le cadre de leur politique de défense du yen, les Japonais comptent attirer de substantiels dépôts en yens convertibles de la part des pays producteurs de pétrole. Des mesures de libéralisation des entrées de capitaux au Japon, par un assouplissement des contrôles des changes, ont notamment été prises au début de mars.

Après avoir crié, en 1978, à la catastrophe, lorsque leur monnaie montait par rapport au dollar, puis écrit des séries d'articles sur les bienfaits du yen fort, les Japonais réajustent cette fois avec beaucoup plus de mesure aux nouvelles fluctuations de leur monnaie : sans doute en raison des avantages à court terme que peuvent en retirer leurs entreprises sur les marchés extérieurs, mais aussi parce que, confiants, ils pensent que leur économie est encore la plus saine du monde industriel.

PHILIPPE PONS.

EN CHINE

Un ralentissement de la croissance du commerce extérieur est prévu

De notre correspondant

Pékin. — Un bilan des résultats obtenus en 1979 par l'économie chinoise et les grandes lignes du plan pour l'année 1980 ont été présentés, mardi 8 avril, au comité permanent de l'Assemblée nationale populaire. M. Li Renjun, vice-ministre de la commission d'état pour le planification, a déclaré que les principaux objectifs fixés pour l'année dernière avaient été atteints.

D'après les chiffres cités par l'agence Chine nouvelle, le succès le plus remarquable a été réalisé dans la production de céréales, qui a atteint 285 millions de tonnes en progression de près de 5 % par rapport à 1978 (au lieu des 25 % prévus par le plan). Les résultats sont également satisfaisants pour les produits oléagineux (+ 28 %), mais décevants pour le coton, dont la récolte reste pratiquement au même niveau que l'année précédente.

Des taux modestes

Dans l'industrie, l'objectif fixé pour l'acier a été sensiblement dépassé — 34,5 millions de tonnes au lieu de 32 millions — ce qui ne constitue pas un succès réel de satisfaction, le plan ayant prévu un ralentissement dans ce secteur, exagérément gourmand, au profit de l'industrie légère. Cette dernière n'en progresse pas moins de 6,5 % dans son ensemble contre 7,7 % pour l'industrie lourde. Ce décalage correspond aux intentions de la politique dite de réajustement, les dépenses de la production industrielle s'étant accrues de 8,5 % au lieu des 3 %.

La tendance à un meilleur équilibre se confirme grâce au taux de 7,3 % largement supérieur aux prévisions, atteint par la production agricole. L'accroissement en valeur de l'ensemble des productions industrielles et agricoles est d'ailleurs strictement conforme pour 1979 à l'objectif de 8,3 % qui avait été fixé par le plan.

Toujours au nom de la politique de « réajustement », les taux de croissance fixés pour 1980 sont relativement modestes : 3,8 % pour l'agriculture et 6 % pour l'industrie. L'industrie légère devant à nouveau être considérablement avantagée avec un progrès minimum de 8 %. M. Li Renjun prévoit aussi une augmentation de la récolte de céréales supérieure à 3 %, qui portera cette année la production nationale à 335 millions de tonnes environ. Il annonce, en revanche, un ralentissement dans l'expansion du commerce extérieur, dont le volume global ne devra pas augmenter cette année de plus de 11,5 %, alors que des accords de 30 % et 24 % avaient été enregistrés en 1978 et 1979. On verra là l'un des signes les plus évidents de la politique d'austérité financière que doit s'imposer la République populaire après deux ou trois années de gestion un peu trop libérale.

Les chiffres cités par l'agence Chine nouvelle et tirés de l'exposé de M. Li Renjun sont toutefois trop fragmentaires pour qu'on puisse se faire une idée complète et précise des intentions économiques du gouvernement chinois. Rien n'est dit en particulier des programmes d'investissement, sinon qu'ils devront être maintenus « dans les limites des capacités et des ressources financières actuelles de l'État ». Au demeurant, l'année 1980 doit être considérée comme une année de transition, puisqu'elle prépare, d'une part, le sixième quinquennat 1981-1985, de l'autre le plan général de dix ans, dont le vice-premier ministre, M. Yu Qihui, vient de confirmer à Tokyo qu'il était en cours d'élaboration.

Outre ces travaux économiques, le comité permanent de l'Assemblée nationale populaire doit examiner des projets de loi sur la citoyenneté et sur le mariage. Il doit enfin fixer les dates de la prochaine session plénière de l'Assemblée, généralement prévue pour le début de l'été.

ALAIN JACOB.

REPRISE DES NÉGOCIATIONS SUR LE FONDS DE STABILISATION DES COURS DES MATIÈRES PREMIÈRES

Genève. (A.F.P.). — Le comité intermédiaire de la CNUCED (Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement) a repris mardi 8 avril ses travaux sur la création d'un fonds commun de stabilisation des cours des matières premières. La nouvelle session du comité, qui s'est ouverte à 10 heures, a été présidée par le directeur général de la CNUCED, M. J. P. S. Le comité a décidé de poursuivre ses travaux jusqu'au 13 avril. 600 membres à bien sûr, une conférence plénière se réunira du 27 au 30 mai pour examiner les statuts du fonds commun.

Le schéma général du fonds commun avait fait l'objet d'un accord cadre en mars 1978. À l'issue de deux ans de négociations, cet accord prévoyait la création de deux « guichets », l'un doté de 600 millions de dollars pour financer des stocks régulateurs de produits de base, l'autre d'un montant de 350 millions qui serait consacré à l'amélioration de la productivité et à la recherche. À la dernière réunion du comité intermédiaire, la France avait annoncé une contribution volontaire de 15 millions de dollars au second « guichet ».

Les positions restent divergentes sur deux des deux articles du projet des statuts. Ces articles apparaissent comme les plus importants, car ils concernent la structure financière du fonds. Par ailleurs, la conférence des Nations unies sur les pratiques commerciales restrictives a repris, cette semaine, ses négociations, interrompues en décembre sur l'établissement de règles et de principes à appliquer aux échanges internationaux. Le secrétariat de la CNUCED, qui prépare la nouvelle session, estime que 10 % seulement des dispositions en discussion restent à régler avant la conclusion d'un accord.

Édité par la S.A.B.I. le Monde.
Général : Jacques Pons, directeur de la publication.
Jacques Sauvageot.

Imprimé par le Monde à Paris-IX.
1979

Reproduction interdite de tout article, sans accord avec l'administration.
Composition peltière n° 27.071.

MONNAIE

Les hésitations de la Bundesbank

MARCHE INTERBANCAIRE DES DEVISES

TAUX DES EURO-MONNAIES

Les constructeurs d'auto
qui leur diffèrent

MONNAIE

LES TAUX D'INTÉRÊT EN ALLEMAGNE FÉDÉRALE

Les hésitations de la Bundesbank

Dans le doute, la Bundesbank s'est abstenue. Le conseil de l'institut d'émission de Francfort, qui tenait jeudi en fin de matinée une session extraordinaire, n'a pas modifié sa politique de crédit.

Le taux de l'escompte reste donc fixé, comme il l'est depuis le 28 février, à 7 % et le « loim bard » (taux de avances sur titres) à 8,5 %. Cette absence de décision va-t-elle faire cesser la spéculation ? Les circonstances dans lesquelles la réunion d'urgence a été convoquée, puis, une fois tenue, n'a abouti à rien, permettent d'en douter. L'impression que peut en retirer le marché est celle de l'improvisation.

La convocation de cette réunion, non prévue au calendrier des sessions du conseil, a été annoncée mardi, au moment où la hausse du dollar battait son plein, son cours approchant de 2 DM (exactement 1,97 DM pour 1 dollar). Dès que la nouvelle fut connue, des rumeurs commencèrent à circuler sur l'imminence d'un relèvement des taux allemands, ce qui probablement contribua au renver-

sement de tendance sur ce marché. Peut-il supposer, comme on l'a fait, que le but poursuivi était d'atteindre et que, le dollar ayant baissé, la Bundesbank s'est crue dispensée d'agir ?

Dans le passé, on avait plusieurs fois reproché à M. Otmar Emminger (président de la Bundesbank jusqu'à fin décembre dernier) de prendre des décisions (telles, par exemple, qu'un relèvement des taux) en fonction uniquement des données de l'économie allemande et de sa monnaie. N'est-ce pas au fond la seule façon d'agir dans des périodes aussi incertaines (où, en réalité, on mesure mal les effets d'une politique à l'extérieur) ? A tort ou à raison, son successeur, M. Carl Otto Pöhl, a donné l'impression de tergiverser. Et déjà, on se demande si, devant la tension croissante des taux sur le marché, arrivée avec les gros besoins d'emprunt de l'Etat, le relèvement des taux de la Bundesbank ne sera pas décidé le 17 avril lors de la réunion du conseil ordinaire.

P. F.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

COURS DU JOUR	UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	Bas + haut	Bas - au Bas -	Bas + haut	Bas - au Bas -	Bas + haut	Bas - au Bas -
\$ E.-U. ...	4,3490 - 4,3590	- 285 - 289	- 465 - 475	- 1098 - 1108	- 2098 - 2108	- 3298 - 3308
S. can. ...	2,5587 - 2,5687	- 167 - 171	- 332 - 336	- 658 - 662	- 1008 - 1012	- 1458 - 1462
Yen (100) ...	1,7140 - 1,7240	- 45 - 49	- 51 - 55	- 25 - 29	- 65 - 69	- 70 - 74
DM ...	2,3980 - 2,4080	+ 57 - 77	+ 130 - 150	+ 366 - 407	+ 716 - 757	+ 1066 - 1107
Fl. ...	2,1696 - 2,1796	+ 16 - 36	+ 55 - 75	+ 130 - 150	+ 282 - 302	+ 432 - 452
F.R. (100) ...	14,2680 - 14,2780	- 689 - 699	- 897 - 907	- 2272 - 2282	- 4572 - 4582	- 6872 - 6882
L. (100) ...	4,9351 - 4,9451	- 213 - 217	- 441 - 445	- 894 - 898	- 1344 - 1348	- 1794 - 1798
S. ...	9,4938 - 9,5038	- 323 - 327	- 652 - 656	- 1258 - 1262	- 1808 - 1812	- 2358 - 2362

TAUX DES EURO-MONNAIES

DM	7 1/4	8	8 1/2	9 1/8	9 3/8	9 1/2	10 1/8	10 1/4	10 3/8	10 1/2	11 1/8	11 1/4	11 3/8	11 1/2	12 1/8	12 1/4	12 3/8	12 1/2
S.E.U.	8 1/4	8 3/4	8 1/2	9 1/8	9 3/8	9 1/2	10 1/8	10 1/4	10 3/8	10 1/2	11 1/8	11 1/4	11 3/8	11 1/2	12 1/8	12 1/4	12 3/8	12 1/2
Fl.	18 1/8	18 1/4	18 1/2	18 3/4	18 1/2	18 1/4	18 1/8	18 1/4	18 1/2	18 3/4	18 1/2	18 1/4	18 1/8	18 1/4	18 1/2	18 3/4	18 1/2	18 1/4
F.R. (100)	13	13 1/2	13 1/4	13 1/2	13 1/4	13 1/2	13 1/4	13 1/2	13 1/4	13 1/2	13 1/4	13 1/2	13 1/4	13 1/2	13 1/4	13 1/2	13 1/4	13 1/2
S.	19	19 1/2	19 1/4	19 1/2	19 1/4	19 1/2	19 1/4	19 1/2	19 1/4	19 1/2	19 1/4	19 1/2	19 1/4	19 1/2	19 1/4	19 1/2	19 1/4	19 1/2
L. (100)	12	12 1/2	12 1/4	12 1/2	12 1/4	12 1/2	12 1/4	12 1/2	12 1/4	12 1/2	12 1/4	12 1/2	12 1/4	12 1/2	12 1/4	12 1/2	12 1/4	12 1/2
F. franc.	12 1/4	12 1/2	12 1/4	12 1/2	12 1/4	12 1/2	12 1/4	12 1/2	12 1/4	12 1/2	12 1/4	12 1/2	12 1/4	12 1/2	12 1/4	12 1/2	12 1/4	12 1/2

Nous donnons ci-dessous les cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises tels qu'ils étaient indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

DOLLAR TOUJOURS FAIBLE

Le dollar se retrouvait, vendredi en fin de matinée, à des niveaux proches de ceux de jeudi après-midi, c'est-à-dire toujours faible par rapport aux cours élevés de mardi matin. A Paris, il était à 4,35 F (contre 4,35 F au plus haut mardi) et, à Francfort, 1,98 DM (contre 1,97 DM). Le cours de la devise allemande s'abaisse à Paris à 2,3125 F, c'est-à-dire à un niveau sensiblement plus haut que le plancher (2,3033), où il se trouvait encore au début de la semaine. Le redressement n'a donc pas été remis en cause par la décision de la Bundesbank, qui, plus d'un mois après, n'a pas relevé ses taux d'intérêt (voir d'autre part).

En fin de matinée, les taux sur l'euro-dollar avaient légèrement tendance à se redresser mais restaient en retrait par rapport à leur niveau du début de la semaine.

Le cours de l'or, qui avait continué à baisser jeudi après-midi, s'est un peu redressé. Il a été coté par opposition à Londres 532 dollars l'once (contre 526 jeudi après-midi et 539,50 jeudi matin).

M. OSSOLA DEVIENT PRÉSIDENT DE LA BANCO DI NAPOLI

M. Rinaldo Ossola, qui fut ministre du Commerce extérieur italien, de 1976 à mars 1978, a été nommé président de la Banco di Napoli, l'une des dix premières banques de la péninsule. Il remplace à ce poste M. Paolo Pagliarini, décédé en 1979.

Il né le 8 novembre 1913, M. Rinaldo Ossola est bien connu des milieux financiers internationaux. Il a fait l'essentiel de sa carrière à la Banque d'Italie, où il est entré en 1938. Gravissant peu à peu tous les échelons, il est successivement chef du service des études d'économie internationale en 1964, conseiller économique en 1967, directeur général adjoint en 1969, puis directeur général en 1973. Appelé l'année suivante au gouvernement, il devient ministre du Commerce extérieur, poste qu'il occupe jusqu'en mars 1978.

Sur le plan international, M. Rinaldo Ossola a participé aux travaux pour la création du F.M.I. de la Banque mondiale et de la Banque des règlements internationaux (BRI). Président du Club des Dix en 1968, son nom resta attaché au rapport qui donna naissance aux droits de tirage spéciaux (D.T.S.).

● Prochaine émission par l'Etat belge de bons libellés en marks sur le marché financier de la R.F.A. Le volume en cours de négociation pourrait atteindre 500 millions de marks et le rendement dépasserait 10 %.

● La Banque japonaise du Commerce extérieur s'apprête à ouvrir un bureau de représentation à Pékin, le premier établissement étranger de cette sorte depuis la création de la Chine populaire en 1949. Selon l'agence Chine nouvelle, l'accord avait été conclu en mai 1979. — (A.F.P.)

Tandis que le conflit des nettoyeurs du métro s'enlise

- La C.G.T. et la C.F.D.T. déposent des préavis de grève à la R.A.T.P.
- Les deux syndicats appellent à des arrêts de travail à l'E.G.F.

Les fédérations C.G.T. et C.F.D.T. de l'E.G.F., qui étaient en désaccord, depuis quelque temps, sur les modalités de l'action revendicative, sont finalement convenues, jeudi 10 avril, d'organiser en commun à la fois une « marche sur Paris » mercredi 16 avril et des mouvements de grève tournants, région par région, du 24 au 30 avril.

Pour les deux syndicats, très largement majoritaires à l'E.G.F., il s'agit d'obtenir une remise en ordre des rémunérations, une réduction du temps de travail et de s'opposer au projet de loi d'ordre public, ainsi qu'à deux propositions de loi visant, selon eux, à remettre en cause les acquis sociaux et le droit de grève.

Lors de la « marche » prévue le 16 avril, les manifestants, venus de toutes les régions de France, défileront de la porte d'Asnières (siège de l'E.G.F.) à la rue Louis-Murat, dans le huitième arrondissement (siège de l'E.D.F.). Après un « pique-nique » dans le parc Monceau, trois cortèges se rendront, dans l'après-midi, à la direction de la distribution, dans

MÉTRO : situation bloquée

Dans le métro parisien, la situation risque de s'aggraver la semaine prochaine, les syndicats C.G.T. et C.F.D.T. de la R.A.T.P. ayant déposé des préavis de grève, le premier à partir du mardi 15 avril, le second à partir du mercredi 16. Les deux organisations veulent ainsi manifester leur « solidarité » avec les balayeurs en grève et obliger la direction de la R.A.T.P. à négocier avec les grévistes. En accord avec le maire de Paris, M. Frédéric-Dupont, député (R.P.R.) adjoint au maire, vient d'écrire au directeur général de la R.A.T.P. pour lui demander de convoquer d'urgence le conseil d'administration de la Régie.

Celle-ci se dit prête à « amplifier l'effort entrepris depuis 1977 (date de la précédente grève) pour améliorer les locaux mis à la disposition des sociétés de nettoyage ».

Les pouvoirs publics, eux, ne veulent pas intervenir directement dans cette affaire. M. Edouard Frédéric-Dupont, adjoint au maire de Paris, a demandé, jeudi 10 avril, la réunion du Syndicat des transports parisiens. Le président de cet organisme, qui regroupe Etat, Ville de Paris et département de la Seine-Saint-Denis, M. Lucien Lanier, préfet de Paris, a rejeté cette demande en faisant remarquer qu'il n'avait aucune compétence en la matière.

Au cours d'une conférence de presse, le jeudi 10 avril, M. Albert Mercier, secrétaire confédéral de la C.F.D.T., a rendu publique une lettre du 8 avril de M. Jean Matteoli, ministre du travail et de la participation. Celui-ci cite parmi les branches professionnelles où sera « autorisée, en faveur des travailleurs manuels qui y sont employés, un dépeçement sélectif de la norme du strict maintien du pouvoir d'achat », le

« nettoyage des locaux ». Aussi la C.F.D.T. demande que le gouvernement « mette ses actes en accord avec ses discours ». Pour sa part, M. Gisle Morsan, député communiste de Paris, a écrit au ministre du travail que le gouvernement et la Régie « sont les seules responsables du conflit ». Deux conseillers socialistes de Paris ont écrit à M. Chirac pour demander que « la Ville de Paris prenne son entière responsabilité dans ce conflit, pénible pour les travailleurs et les usagers du métro ».

LA C.G.T. ENVISAGE D'ORGANISER UNE ACTION NATIONALE INTERPROFESSIONNELLE

Il est « légitime et même nécessaire de poser la question d'une action nationale interprofessionnelle », écrit M. Krasucki, secrétaire de la C.G.T., dans l'édition de la Vie ouvrière, à paraître le 14 avril.

Énumérant les actions revendicatives menées ou projetées dans plusieurs départements, dans l'enseignement, et les mouvements annoncés en commun par la C.G.T. et la C.F.D.T. chez Renault et à l'E.D.F., M. Krasucki estime que les conditions sont favorables. « N'y a-t-il pas un coup formidable à donner sur la table », écrit-il, « en lançant un coup d'arrêt à l'agression gouvernementale et patronale ». L'unité « connaît des difficultés », mais il faut « en discuter au grand jour ». Si le courant est assez fort, « justement maintenant », l'action sera puissante, elle aura plus de chances d'être unitaire et par conséquent l'unité marquera des points bien au-delà.

De son côté, M. Edmond Maire, secrétaire général de la C.F.D.T., le 10 avril, à Antenne 2, s'est écrié : « Nous ne sommes pas sûrs de réussir (c'est-à-dire d'aboutir à un système où le nombre des médecins à tarif libre soit le plus faible possible), nous a déclaré M. Belot, président de la F.M.F., mais il nous paraît nécessaire de tenter l'expérience. Un bilan serait dressé après deux ans d'application de l'éventuelle convention. »

J.-P. D.

DISCUSSIONS ININTERROMPUES ENTRE LA F.M.F. ET LES CAISSES D'ASSURANCE-MALADIE

La Fédération des médecins de France (F.M.F.) et les trois caisses d'assurance-maladie, qui ont repris jeudi 10 avril les négociations pour l'élaboration d'une nouvelle convention — la Confédération des syndicats médicaux français (C.S.M.F.) en étant exclue — ont décidé de poursuivre de façon ininterrompue les pourparlers afin d'aboutir rapidement à un accord destiné à éviter « tout risque conventionnel ».

Dans un délai très court — dès la semaine prochaine, — les parties en présence vont rédiger un protocole d'orientation qui devra permettre la levée du blocage des honoraires décidé depuis juillet dernier par le gouvernement. A la poursuite au finish des discussions sur le texte détaillé de la convention s'ajoutent alors des négociations tarifaires prévoyant l'évolution des honoraires pour l'année 1980. La F.M.F. réclame notamment de porter le prix de la consultation du généraliste de 40 à 42 puis à 50 francs, afin d'assurer la promotion de ces praticiens.

La F.M.F. aurait d'autre part obtenu des caisses le maintien du droit à dépeçement (D.P.) pour tous les médecins qui en bénéficient actuellement (environ 14 % du corps médical) à titre de « maintien des ouvrages acquis ». Mais la formule elle-même du D.P. sera supprimée. L'objectif de la future convention est surtout de maintenir la quasi-majorité des médecins dans la future convention en ce qui concerne l'autodiscipline et la « maîtrise concertée des dépenses ».

En revanche, le nouveau de la nouvelle convention sera de créer un « double secteur » selon la C.S.M.F., « deux groupes de médecins » selon la F.M.F. : les premiers, outre l'autodiscipline, devront respecter les tarifs conventionnels, les seconds, tout en appliquant cette autodiscipline, auront la liberté de dépasser ces tarifs, au détriment des malades. Pour la F.M.F., il n'y a pas trente-six solutions à la maîtrise des dépenses. « Nous ne sommes pas sûrs de réussir (c'est-à-dire d'aboutir à un système où le nombre des médecins à tarif libre soit le plus faible possible), nous a déclaré M. Belot, président de la F.M.F., mais il nous paraît nécessaire de tenter l'expérience. Un bilan serait dressé après deux ans d'application de l'éventuelle convention. »

AFFAIRES

Les constructeurs d'automobiles japonais estiment que leur différend avec les États-Unis s'apaise

De notre correspondant

Tokyo. — A la suite des entretiens qu'ont eus en début de semaine, à Washington, Américains et Japonais sur le secteur automobile, on estime, à Tokyo, que le différend entre les deux pays est en voie d'apaisement et que cette question ne devrait pas constituer un problème sérieux lors de la visite que doit faire aux États-Unis, en mai, le premier ministre M. Ohira.

Les Japonais présentent en tout cas les propositions faites aux Américains, qui les présentent d'investir aux États-Unis, comme susceptibles de satisfaire leurs interlocuteurs. Ainsi que nous l'avons laissé prévoir (le Monde du 8 avril), Nissan, le deuxième constructeur nippon qui vend ses véhicules à l'étranger sous la marque Datsun, a confirmé qu'il projetait de construire aux États-Unis une usine qui produirait vingt mille camionnettes par mois : un volume de production double de celui qui était initialement prévu. Les principales pièces détachées viendront du Japon, mais les véhicules seront entièrement montés aux États-Unis. La production commencera à la fin de l'année. Nissan a d'autre part annoncé l'envoi aux États-Unis d'une mission pour étudier la possibilité de fabriquer sur place des voitures particulières.

Toyota va faire de même, qui a décidé de confier ce travail à trois instituts de recherches (deux américains et un japonais). Le résultat de cette étude, dont le coût s'élève à 1 million de dollars, sera connu dans un an. Le premier constructeur automobile japonais paraît cependant quelque peu refroidi par les déclarations récentes du président de General Motors, qui a annoncé qu'en 1983 son groupe produirait plus de six millions de petites cylindrées. Toyota a d'autre part confirmé son projet d'augmenter la capacité de production de son usine de

Long-Beach, en Californie, où sont fabriquées des bennes montées sur ses camionnettes.

A propos des demandes américaines concernant l'accès au marché japonais, le ministre des transports a annoncé qu'il allait simplifier les mesures pour l'importation des véhicules importés.

C'est un petit pas, mais significatif, a déclaré M. Fraz, président de l'Union des ouvriers américains de l'automobile (U.A.W.), en commentant les propositions des Japonais. Ceux-ci ne sont cependant pas au bout de leur peine : ils sont en effet confrontés à de nouvelles exigences des Américains : une mission de sénateurs vient en effet de leur demander d'investir aux États-Unis dans la construction de pièces détachées automobiles. L'année dernière, le Japon a exporté aux États-Unis pour 1,1 milliard de dollars en pièces détachées, et les Américains estiment que dans deux à trois ans ce type d'exportations pourrait atteindre 7 ou 8 milliards de dollars. Cependant, pas plus en ce domaine que dans celui de la construction automobile, les Japonais ne semblent décidés à faire passer les considérations politiques avant les questions de rentabilité économique. Ph. P.

ANDRÉ-BENJAMIN JAURÈS

LA LUTTE CONTRE L'INFLATION ET LE CHOMAGE SOUS LA V^e RÉPUBLIQUE

(d'après les commentaires de la presse française et des ministres V. Giscard d'Estaing et R. Barre)

Des échecs répétés de la politique française en ces deux domaines, une leçon se dégage et une solution apparaît.

Un volume de 95 pages, en vente dans les F.N.A.C. de Paris, avec la remise habituelle de 20 %.

LE PLAN DE SAUVETAGE DE LA SOCIÉTÉ FRANÇAISE DE MUNITIONS PRÉVOIT SIX CENT QUARANTE LICENCIEMENTS.

Un plan de « sauvetage » de la Société française de munitions (S.F.M.) a été annoncé jeudi 10 avril par M. Pesson, administrateur provisoire de l'entreprise mise en règlement judiciaire en février (le Monde du 26 janvier). Pour les syndicats, ce plan, qui aboutit au démantèlement de l'entreprise, sera soumis lundi à une assemblée générale du personnel. Les propositions de M. Pesson prévoient le maintien en activité de 1 082 salariés sur 1 722 actuellement.

1) Au siège social à Paris, 85 personnes sur 129 seraient licenciées.

2) A Surville (Val-d'Oise), l'usine sera reprise par Thomson-Brandt, Leclaire et Aletex, après 68 licenciements.

3) A Issy-les-Moulineaux, de nouvelles commandes de la défense nationale permettront le maintien de 415 emplois sur 670.

4) L'usine de Valence (Drôme) pourrait être reprise par la Société nationale des poudres et explosifs (S.N.P.E.), associée à Herbol, Manuclin et Leclaire, après licenciement de 189 personnes sur 389.

5) Enfin, l'usine de Vitres (Eure), occupant 83 salariés, dont 60 % de femmes, sera fermée.

Dans cette dernière unité, nous signalons notre correspondant, l'annonce de ce plan a provoqué de vives réactions du personnel qui, après avoir réquisit pendant dix-huit heures, mercredi 9 avril, les représentants de l'administration provisoire, occupe l'usine.

AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE

Z.A.C. CITROËN-CÉVENNES, à PARIS 15^e arrdt

En exécution d'un arrêté de Monsieur le Préfet de la Région d'Ile-de-France, Préfet de Paris, en date du 4 avril 1980, va être ouverte, à la mairie-annexe du 15^e arrondissement de Paris, du 21 avril au 30 mai 1980 inclus, une enquête publique sur le plan d'aménagement de zone et le dossier d'utilité publique de la Z.A.C. CITROËN-CÉVENNES.

Les différents documents composant le dossier d'enquête seront déposés à la mairie-annexe du 15^e arrondissement de Paris, 31, rue Péclet.

Le dossier sera mis à la disposition du public, qui pourra en prendre connaissance et consigner éventuellement ses observations sur le registre d'enquête, de 9 heures à 18 heures, les jours, mercredi, jeudi, vendredi ; de 9 heures à 19 heures, le mardi, et de 10 heures à 18 heures, le samedi, à l'exception des jours fériés et des vendredis 2 et samedi 3 mai 1980.

Monsieur BOURNAT René, Commissaire-enquêteur désigné, siègera les trois derniers jours de l'enquête, soit les 28, 29 et 30 mai 1980, de 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures, à la mairie-annexe du 15^e arrondissement.

Toute personne qui en fera la demande pourra prendre connaissance du rapport du Commissaire-enquêteur à la mairie-annexe du 15^e arrondissement de Paris ou à la PRÉFECTURE DE PARIS (Direction de l'Urbanisme et des Equipements - Bureau des Affaires Citoyennes et de l'Urbanisme - Section des Affaires Foncières), 17, boulevard Morland, 75004 PARIS.

berdy

le prêt-à-porter des grands (1m85 à 2m15) ... et des costauds



Chemises, jeans, pantalons, costumes, chaussures, etc...

Le Monde

équipement

ENVIRONNEMENT

LA MARÉE NOIRE EN BRETAGNE

- Le conseil général des Côtes-du-Nord se réunit en session extraordinaire
- Une délégation d'élus sera reçue le 23 avril par M. Giscard d'Estaing

De notre correspondant

Saint-Brieuc. — La marée noire du Tanio sera au centre des débats du conseil général des Côtes-du-Nord qui doit se réunir, le 11 avril, en session extraordinaire. M. Aymar Achille-Pondé, président de la mission interministérielle de la mer devant participer aux débats auxquels sont conviés une cinquantaine de maires des communes du littoral. Les débats de la commission plénière porteront sur six questions : 1° « état-civil » du Tanio et les circonstances de son naufrage ; 2° les moyens de lutte engagés ; 3° le problème de l'épave ; 4° les indemnités (1) ; 5° les moyens de réparation du dommage global subi par la Bretagne ; 6° les problèmes de réglementation des transports et de lutte contre les pollutions.

En fin de journée devait s'ouvrir la séance publique au cours de laquelle une synthèse des travaux devait être faite et une délibération votée. A cette commission plénière sont attendus, outre M. Achille-Pondé, plusieurs experts, avocats et hauts fonctionnaires.

Mais les experts européens, dont la venue avait été annoncée, seront absents. M. Pearson, de la direction générale des transports à la commission des Communautés européennes, et P. Lemaire, de la direction générale de l'environnement, avaient accepté de venir à Saint-Brieuc. Le gouvernement français s'y est opposé en vertu d'une pratique (que d'autres pays européens ignorent) et qui veut qu'il n'y ait pas de contacts directs entre les instances communautaires et les pouvoirs locaux. Cette décision, annoncée à M. Charles Jos-

seil, président (P.S.) du conseil général des Côtes-du-Nord, aurait été prise, selon M. Achille-Pondé, et le ministre des affaires étrangères, au plus haut niveau.

Pour M. Josselin, il s'agit encore d'une « nouvelle erreur politique ». Le gouvernement français refuse aux Bretons l'information sur ce qui se prépare au niveau européen en matière de réglementation des transports et de lutte contre les pollutions.

Et M. Josselin de s'interroger sur les raisons de ce refus. Cette question, et beaucoup d'autres, seront évidemment au centre de l'entretien que le président de la République accordera, le 23 avril, à 16 heures, à une délégation d'élus des Côtes-du-Nord et du Finistère. — J.V.

LA SOCIÉTÉ MARSEILLAISE INTERSUB
EST CHARGÉE DES TRAVAUX SUR L'ÉPAVE DU « TANIO »

C'est la société de Marseille Intersub, dirigée par Mme Claudine Durand, qui a été chargée d'effectuer les travaux de collage de l'épave du Tanio. Cette société travaillera avec le concours d'une entreprise britannique de plongée et avec la firme française International Sea Service, spécialisée dans l'entretien des plates-formes pétrolières. Le collage des plaques d'acier effectuera par le procédé d'insufflation de résine sous pression. Les opérations devraient commencer le 19 avril et durer une quinzaine de jours, indique-t-on à la Mission interministérielle de la mer.

Avis financiers des sociétés

Emprunt émis conjointement par la Banque Fédérative du Crédit Mutuel et la Banque du Crédit Mutuel Lorrain.

Emprunt 14,80% de F. 180.000.000

représente par 90.000 obligations de F. 2.000 nominal.
Prix d'émission : F. 2000
Date de jouissance : 16 avril 1980
Intérêt annuel : F. 296 par obligation
Durée : 8 ans
Amortissement : au pair, à l'expiration de la huitième année.

Taux de rendement actuariel brut à l'émission : 14,73%

balot du 7 avril 1980 - Une note d'information portant le visa de la COB n° 80-32 en date du 18 mars 1980 est disponible :

au siège social de la Banque Fédérative du Crédit Mutuel, 36 rue du Val-de-Grâce, 92002 St-Denis de la Réunion
au siège social de la Banque du Crédit Mutuel Lorrain, 11 Place St-Martin 57022 Metz Cedex
et auprès des Casseurs Mutuels de Crédit Mutuel d'Alsace, de Lorraine et de Franche-Comté.

BCML
Société anonyme au capital de F. 600.000.000
Siège social : 36 rue du Val-de-Grâce, 92002 St-Denis de la Réunion
R.C.S. de la Réunion n° 83501324
Code APE 8320

BFCM
Société anonyme au capital de F. 100.000.000
Siège social : 11 Place St-Martin, 57022 Metz Cedex
R.C.S. de Lorraine n° 252.552.552
Code APE 8320

Cette annonce a été réalisée à titre d'information. L'emprunt ayant été clos le jour de l'émission.

CONSTRUCTION NAVALE

DANS UN CLIMAT DE CONCURRENCE AVIVÉE

Le travail va reprendre dans l'ancien groupe marseillais Terrin après une fermeture de dix-huit mois

Marseille. — Deux ans après avoir été mis en règlement judiciaire et dix-huit mois après sa fermeture effective en septembre 1978, l'ancien groupe de réparation navale Terrin à Marseille va reprendre son activité lundi 14 avril, sous l'égide de la société des Ateliers et Chantiers du Havre et de La Rochelle-Pallou (A.C.H.P.), associés au groupe AMREP. Cela intéresse les deux principales sociétés de l'ancien groupe marseillais, la Société provençale des ateliers Terrin (SPAT) et les Ateliers provençaux (A.P.), qui ont fait place à la

société des Ateliers et Chantiers de Marseille-Provence (A.C.M.P.). Deux cents personnes — en majorité des anciens salariés de Terrin — doivent être embauchées dans un délai de deux mois, et cinq cents à six cents d'ici un an. La relance de la SPAT et des A.P. est toutefois susceptible d'être encore contrariée par un contentieux né entre les syndicats de l'ancien groupe et un industriel marseillais, M. François Collado. Celui-ci est le P.D.G. de la société dénommée Entreprise pour services industriels et maritimes (ESIM), agissant en accord avec des

créanciers mécontents. Le tribunal de commerce de Marseille doit examiner, le 24 avril, une requête introduite par M. Collado qui tend à obtenir la conversion en liquidation de biens du règlement judiciaire de l'ancien groupe Terrin, prononcée par ce même tribunal le 2 mai 1978. Une seule société importante de l'ancien holding — la Société des ateliers et chantiers de la Méditerranée (SAM), — comprenant cent soixante-dix salariés et qui avait été reprise initialement pendant six mois en gérance libre par l'AMREP, demeure provisoirement fermée.

De notre correspondant régional

valablement dite, M. Fournier espère pouvoir traiter une partie des bateaux de la S.N.C.M. (dignes de Corbe et de l'armement Delmas-Vieljeux qui exploitent des cargos).

L'opération élaborée par les chantiers navals et l'AMREP représente un investissement de 63 millions de francs, dont un apport de 15 millions de fonds propres par les actionnaires, 15 millions de prêts participatifs, 11 millions d'emprunts auprès des établissements bancaires, 9 millions de mobilisation de créances sur les travaux en cours et 3 millions d'exonérations fiscales.

Favoritisme et risques

« Les accusations de favoritisme qui ont été portées contre moi sont dénuées de tout fondement, affirme M. Fournier. Je suis, en effet, le seul à avoir accepté de vendre des navires en injectant 15 millions de francs d'argent frais dans l'affaire. Le Comité interministériel d'aménagement des structures industrielles (CIAST) m'a accordé le prêt à 5% pour cette raison, après que d'autres chantiers, comme La Ciotat ou Dubigeon-Normandie eurent été sollicités et se furent refusés. »

demande dans ces conditions s'il existe une place à Marseille pour une nouvelle entreprise. Les positions les plus hostiles à l'implantation de l'A.C.H.P. ont été prises par M. Collado, dont la société a su le mieux tirer parti de l'effacement de la SPAT et des A.P. Avec moins de cinquante salariés au début de 1979, ses effectifs sont passés à près de deux cent cinquante en avril 1980. Son entreprise s'est attachée précisément les services d'anciens cadres techniques et commerciaux de la SPAT, qui ont fait bénéficier leur nouvel employeur du capital de confiance dont ils disposaient auprès des armateurs. En 1979, l'ESIM a réalisé un chiffre d'affaires de 45 millions de francs, dont 90 % avec l'étranger.

Dépourvue d'ateliers « au bord de l'eau », l'entreprise dirigée par M. Collado s'est portée candidate, sans succès, dès le mois de juin 1979, au rachat des Ateliers provençaux. L'industriel marseillais estime qu'il a été victime, en l'occurrence, d'une discrimination, ce qu'il a amené à porter, sans pourtant élever ses assertions, d'un « avis de position dominante » et d'un « accord concerté », en visant même les pouvoirs publics, les syndicats de Terrin et le P.D.G. des chantiers du Havre.

La concurrence de Brest et des Emirats

Les deux autres réparateurs marseillais, la C.M.R. et les Etablissements Paoli, se sont désolidarisés de sa campagne, qu'ils jugent intempérative. La compagnie marseillaise de réparation a publié le 9 avril un communiqué remarqué dans lequel elle précise qu'elle n'a jamais pris position pour ou contre la reprise de la SPAT par Fournier et n'a pas à le faire, ce problème

étant complètement extérieur à l'entreprise.

La crise mondiale de la construction et de la réparation navale (dont certains signes de relative reprise sont apparus très récemment), dont les premières manifestations avaient précipité la chute de Terrin, hypothéquent toujours, en fait, l'avenir de la réparation navale marseillaise. Depuis que la SPAT et les A.P. ont sombré, la concurrence s'est encore durcie, tant sur le plan national, avec notamment la mise en service de la grande forme de Brest et la réorientation partielle d'activité du chantier de La Ciotat, que sur le plan international, avec la création des nouveaux centres de réparation dans les Emirats arabes unis notamment, et la persistance de prix de dumping pratiqués par certains chantiers d'Extrême-Orient (Singapour et Corée du Sud en particulier).

Mais certains responsables économiques de la cité phocéenne estiment, au contraire, qu'une émulation salutaire va être créée par l'arrivée à Marseille du patron des C.H.P., qui jouit d'une certaine réputation. « Il y a du travail à prendre, pense par sa part M. Fournier. Mais il ne faut pas que circule un climat de guerre qui serait préjudiciable à tous. Malgré les difficultés, Marseille a les moyens de redevenir le grand pôle de réparation navale de la façade méditerranéenne, quelle fut encore récemment. »

CUY PORTE.

PLACEMENT DIAMANT OU SYNFORMER ?

Le Centre d'Information Union de Diamants, 17 rue St-Florentin, 75008 Paris Tel. (01) 46 36 32 - (24 lignes groupées), est ouvert au public. Les horaires d'ouverture de 10 h à 19 h et le samedi de 10 h à 17 h.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

CRÉDIT INDUSTRIEL DE L'OUEST (C.I.O.)

Le 10 avril 1980, l'assemblée générale ordinaire annuelle des actionnaires du Crédit Industriel de l'Ouest s'est réunie à Nantes, à rue d'Alger, dans le nouvel immeuble de la société, sous la présidence de M. Christian de Lavarene, président du conseil d'administration, et elle a adopté tous les projets de résolutions.

Compte tenu de l'affectation de la somme de 3 599 260,97 F au fonds de participation du personnel aux fruits de l'exercice — ce qui porte à 20 399 156,14 F l'ensemble des sommes ainsi prévues depuis l'origine, c'est-à-dire depuis 1968, le bénéfice net ressort à 18 320 220,45 F, contre 17 189 373,35 F l'an dernier.

L'assemblée a décidé de distribuer, comme l'année dernière, un dividende de 150 F par action de 50 F, lequel assorti d'un capital augmenté en 1979 de 80 à 25 millions de francs et sera payable à partir du 15 avril 1980, contre remise du coupon numéro 37 aux actionnaires du Crédit Industriel de l'Ouest, au Crédit

Industriel et commercial et des banques du groupe.

Elle a, en outre, nommé administrateur de la société M. André Beldin, pour une durée de dix ans arrivant à expiration le 31 décembre 1989, l'assemblée appelée à examiner les comptes de l'exercice 1979.

Elle a également autorisé le conseil d'administration à contracter le marché des obligations négociables jusqu'à concurrence d'un montant nominal de 100 millions de francs.

L'assemblée générale extraordinaire, qui s'est tenue ensuite, a renouvelé l'autorisation donnée au conseil d'administration d'augmenter le capital social en lui accordant la faculté de le porter éventuellement jusqu'à 200 millions de francs.

Une revue technique détaillée concernant la région est jointe, comme les années précédentes, au compte rendu de ces assemblées.

Le conseil d'administration a élu M. Christian de Lavarene, dans la fonction de président, et M. Philippe Guiffard, dans celle de vice-président directeur général, M. Jean-Pierre Nussbaumer, administrateur, a été confirmé dans ses fonctions de directeur général adjoint.

CESSATION DE GARANTIE

A la demande de la Société I.S.A.C.O., 110, avenue Mondar, 64000 Avignon, et par suite de cessation de son activité de travail temporaire, l'Association pour la caution par les banques et les assurances des entreprises de travail temporaire — fait savoir que la garantie confiée depuis le 1er décembre 1979 par la compagnie Les Assurances du crédit au profit d'une part, de la Sécurité sociale et des institutions sociales et, d'autre part, au profit des salariés temporaires, a cessé le 3 avril 1980.

La Société S.B.L.C.O.M., 5, rue Lagne, 64000 Avignon, membre de l'Association, reprendra, sous forme d'un simple dépôt, la marque I.S.A.C.O.

INVESTISSEMENTS SAINT-HONORÉ (SICAV)

L'assemblée générale ordinaire d'Investissements Saint-Honoré, SICAV créée par la Compagnie financière du groupe Edmond de Bechtel, réunie le 24 mars 1980, sous la présidence de M. Roger Guillemin, président du conseil d'administration, a approuvé les comptes qui lui ont été présentés.

Les sommes distribuables au titre du premier exercice, du 23 mai 1979 au 23 décembre 1979, s'élevaient à 1.501.853,55 F et permettaient la distribution d'un dividende net de 0,20 F par action, soit un revenu global de 6,70 F.

Le paiement de ce dividende sera effectué à partir du 15 avril 1980, à la Compagnie financière, 47, rue du Faubourg-Saint-Honoré, Paris (8e), contre remise des coupons :

- N° 1 d'un montant de 1,23 F (plus un crédit d'impôt de 0,05 F) représentant le revenu des obligations françaises non indexées.
- N° 2 d'un montant de 4,97 F (plus un crédit d'impôt de 0,44 F) représentant le solde des revenus. La partie de ce coupon pouvant bénéficier de l'abattement de 300 F s'élève à 0,20 F (plus un crédit d'impôt de 0,15 F).

Les actionnaires pourront réinvestir le montant de leurs dividendes en actions d'Investissements Saint-Honoré, en exonération totale de droit d'entrée pendant trois mois.

L'assemblée générale a nommé aux fonctions d'administrateur la société Serbie Finance.

CESSATION DE GARANTIE

La Société Experts Services France, 5, rue Cernus, 51000 Troyes, ayant cessé son activité, l'Association pour la caution par les banques et les assurances des entreprises de travail temporaire — fait savoir que la garantie confiée depuis le 1er août 1979 par la compagnie Les Assurances du crédit — ladite garantie ayant été accordée au profit d'une part, de la Sécurité sociale et des institutions sociales et, d'autre part, des salariés temporaires — a cessé le 9 avril 1980.

LES MARCHÉS

LONDRES

Marché	Clôture	Différence
Or (l'once)	374,50	+ 0,50
Argent (l'once)	16,10	+ 0,05
Platine (l'once)	1.010,00	+ 10,00
Carbone (l'unité)	12,50	+ 0,10
Aluminium (l'unité)	1.250,00	+ 10,00
Cuivre (l'unité)	1.100,00	+ 10,00
Etain (l'unité)	1.800,00	+ 10,00
Nickel (l'unité)	1.500,00	+ 10,00
Zinc (l'unité)	1.400,00	+ 10,00
Plomb (l'unité)	1.300,00	+ 10,00
Argent (l'unité)	1.200,00	+ 10,00
Or (l'unité)	1.100,00	+ 10,00

NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

Société	Capital	Dividende
BCML	600.000.000 F	150 F
BFCM	100.000.000 F	150 F
C.I.O.	180.000.000 F	296 F
Investissements Saint-Honoré	1.501.853,55 F	0,20 F
S.B.L.C.O.M.	5.000.000 F	0,20 F
Sécurité sociale	1.000.000 F	0,20 F
Associations sociales	1.000.000 F	0,20 F
Salariés temporaires	1.000.000 F	0,20 F

BOURSE DE PARIS 11 AV

Marché	Clôture	Différence
Or (l'once)	374,50	+ 0,50
Argent (l'once)	16,10	+ 0,05
Platine (l'once)	1.010,00	+ 10,00
Carbone (l'unité)	12,50	+ 0,10
Aluminium (l'unité)	1.250,00	+ 10,00
Cuivre (l'unité)	1.100,00	+ 10,00
Etain (l'unité)	1.800,00	+ 10,00
Nickel (l'unité)	1.500,00	+ 10,00
Zinc (l'unité)	1.400,00	+ 10,00
Plomb (l'unité)	1.300,00	+ 10,00
Argent (l'unité)	1.200,00	+ 10,00
Or (l'unité)	1.100,00	+ 10,00

Société	Capital	Dividende
BCML	600.000.000 F	150 F
BFCM	100.000.000 F	150 F
C.I.O.	180.000.000 F	296 F
Investissements Saint-Honoré	1.501.853,55 F	0,20 F
S.B.L.C.O.M.	5.000.000 F	0,20 F
Sécurité sociale	1.000.000 F	0,20 F
Associations sociales	1.000.000 F	0,20 F
Salariés temporaires	1.000.000 F	0,20 F

مكتبة الامم المتحدة

